

Lutte contre l'industrie de l'islamophobie : vers des stratégies plus efficaces

Mai 2018



THE
CARTER CENTER



Lutte contre l'industrie de l'islamophobie :

vers des stratégies plus efficaces

Mai 2018

THE
CARTER CENTER



One Copenhill
453 Freedom Parkway
Atlanta, GA 30307
(404) 420-5100

www.cartercenter.org

Le Centre Carter

Le Centre Carter : Le Centre Carter, une organisation non gouvernementale à but non lucratif, a contribué à l'amélioration de la vie des personnes dans plus de 80 pays en résolvant des conflits, en promouvant la démocratie, les droits de l'homme et le développement, en prévenant les maladies et en améliorant les soins de santé mentale. Le Centre Carter a été fondé en 1982 par Jimmy Carter, ancien président des Etats-Unis, et Rosalynn Carter, ancienne première dame, en partenariat avec l'Université de Emory, afin de promouvoir la paix et la santé dans le monde.

I Table des matières

Avant-propos	
Par le Président Jimmy Carter	4
Introduction :	
Le Centre Carter s'emploie à comprendre et à contrer la montée de l'islamophobie Houda Abadi, PhD	5
Lumière sur l'industrie de l'islamophobie	
Groupes Haineux Antimusulmans : L'amorce Dr Heidi Beirich	9
Les industries de l'islamophobie et du lobby israélien : Chevauchement, interconnexion et recommandations politiques contre le racisme Rabab Ibrahim Abdulhadi, PhD	15
La Fabrique de l'islamophobie Identitaire Contemporaine Dr Saïd Bouamama	25
Islamophobie en droit et en politique	
Islamophobie : Vers Une Définition et Un Cadre Juridiques Khaled A. Beydoun	30
Lutte contre l'extrémisme violent : Atteinte aux droits civils et préjudice aux communautés sur fond de fausse promesse de succès Manar Waheed	42
Réduire un risque à une nuisance : stratégie globale de lutte contre l'islamophobie Edward Ahmed Mitchell, Esq.	48
Quatre choses à apprendre de la France pour combattre l'islamophobie au niveau politique Marwan Muhammad,	58
Lutte contre l'islamophobie dans les médias : pratiques des médias communautaires et politiques d'opposition	
Élargir la définition de l'islamophobie : idéologie, empire et guerre contre le terrorisme Deepa Kumar	64
Lutte Contre l'islamophobie en Tant Que Responsabilité de la Société Civile Hatem Bazian	69
Réflexions sur la lutte contre l'islamophobie en ligne Dr Sahar Khamis	77
Voix du terrain I : Perspectives locales	
Islamophobie et Mouvements de Droite Aux États-Unis : Des Théories à l'Action Chip Berlet	82
Approche multidimensionnelle de l'islamophobie : une contribution à l'élaboration d'une réponse durable et stratégique Dr Dodik Ariyanto	87
Discours de sécurisation : islamophobie et politiques de lutte contre le terrorisme dans les établissements d'enseignement au Royaume-Uni Tania Saeed	93
Vers une boîte à outils contre l'islamophobie : s'inspirer des meilleures pratiques adoptées dans l'Union européenne Dr Amina Easat-Daas	99
Voix du terrain II : Élaboration d'une réponse durable et stratégique à l'islamophobie	
Islamophobie : Des Défis Aux Opportunités Debbie Almontaser	104
Lutte contre l'islamophobie Arno Michaelis	108
Transformation des défis en opportunités dans notre environnement actuel Soumaya Khalifa	113
Comment les musulmans peuvent-ils changer les fausses perceptions des autres Youssef Chihab	119
La mosquée et la construction de remparts contre l'islamophobie Imam Hatem Achikhan	123
Conclusion	
Élaboration d'une réponse durable et stratégique à l'islamophobie : Les leçons de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud Ambassadeur (ret.) Ebrahim Rasool	128

Avant-propos

Par le Président Jimmy Carter

J'ai constaté avec inquiétude l'augmentation sans précédent des crimes et des discours de haine contre les musulmans. Les musulmans subissent des pratiques discriminatoires et inconstitutionnelles, allant de la surveillance à l'emprisonnement, en passant par une diminution des garanties procédurales contre les lois antimusulmanes. De telles actions ne portent pas seulement atteinte à la liberté des musulmans de pratiquer leur religion, mais elles les marginalisent en les empêchant de devenir des citoyens engagés.

Le respect des droits de l'Homme et l'élimination de la discrimination sont essentiels pour faire progresser la paix et la démocratie dans le monde. Lorsque nous fermons les yeux sur la discrimination envers nos voisins musulmans, nous ne pouvons pas prétendre rester fidèles à nos valeurs américaines et, si nous tolérons la discrimination à l'égard de personnes d'une autre confession, nous menaçons notre précieuse liberté religieuse.

Nul ne peut ignorer le défi que représente la montée de l'islamophobie pour notre pays. Nous devons nous résoudre à vaincre la peur et les abus en

restant solidaires et engagés en faveur de la justice, en particulier pour les communautés qui ont été victimes d'oppression et de discrimination.

En septembre 2017, le Centre Carter a organisé un colloque international réunissant des chercheurs, des journalistes, des acteurs de la société civile et des chefs religieux pour élaborer une réponse stratégique et durable à l'islamophobie. Nous avons conclu que toutes les personnes de bonne volonté devraient dénoncer et tenir responsables tous ceux qui cherchent à nous diviser en dénigrant les autres. Pour lutter contre l'islamophobie, nous devons recourir aux lois qui consacrent les droits de l'Homme et les droits civils, tout comme nous l'avons fait pour combattre d'autres formes de discrimination.

Le Carter Center a pour mission de rétablir la paix, de combattre les maladies et de faire naître l'espoir pour tous les peuples. Dans ce guide, nous proposons des stratégies, des pratiques exemplaires et des outils permettant d'empêcher la propagation de l'islamophobie et de créer une culture de respect universel des droits de l'Homme.

Introduction : Le Centre Carter s'emploie à comprendre et à contrer la montée de l'islamophobie

Houda Abadi, PhD

Directrice adjointe du Programme de résolution des conflits du Centre Carter

Aux États-Unis, les crimes haineux contre les musulmans ou les personnes à l'apparence musulmane ont atteint un sommet sans précédent. Selon le centre de la Southern Poverty Law, le nombre des groupes haineux antimusulmans aux États-Unis a augmenté de 197 pour cent et les crimes haineux contre les musulmans de 67 pour cent de 2015 à 2016. De janvier à juillet 2017, l'on a recensé 63 attaques contre des mosquées.

En juin 2017, Nabra Hassanen, une fille de 17 ans de Virginie a été agressée et tuée, alors qu'elle retournait à la mosquée de sa communauté après s'être rendue à IHOP avec ses amis. Le mois précédent, deux hommes dans le train de la banlieue de Portland, dans l'Oregon, ont été poignardés et assassinés après avoir tenté de défendre deux jeunes femmes qui portaient des vêtements traditionnels musulmans et qui se faisaient harcelées. Malheureusement, la liste de ces infortunes est longue.

Depuis le 11 septembre, l'islam a été injustement diabolisé et les musulmans stigmatisés. Les jeunes musulmans en Occident ont grandi tout en étant surveillés, montrés du doigt et intimidés à cause de leur religion. Au cours de la campagne électorale américaine de 2016, le discours islamophobe a été accepté comme forme de sectarisme employée pour répandre la peur et recueillir des voix. Le sectarisme antimusulman aux États-Unis s'appuie sur un important réseau de financement. La montée de la violence contre les musulmans est survenue au cours d'une année marquée à la fois par les atrocités de Daech (l'État islamique) et le discours politique islamophobe. Néanmoins, il convient de noter que les victimes de Daech sont en majorité des musulmans. Ainsi, les musulmans se débattent, d'un

côté, contre des groupes qui détournent leur religion tels que Daech et, de l'autre, contre la montée de l'islamophobie.

L'islamophobie n'est pas un problème musulman, mais une atteinte à l'humanité entière. Elle représente une violation fondamentale des droits de l'Homme et de la dignité humaine.

L'islamophobie est plus qu'un discours hostile ; il s'agit d'une forme systémique et institutionnelle de racisme. Elle se traduit par la réduction des voix musulmanes au silence, les condamnations arbitraires, les arrêts constants et pas tellement aléatoires aux points de contrôle des aéroports, le récent renouvellement de l'interdiction de voyager aux musulmans, le FBI qui surveille et contrôle des communautés musulmanes, la confusion entre une personne qui parle tout simplement arabe et une menace extrémiste, l'exigence que les musulmans s'excusent pour des crimes qu'ils n'ont pas commis, l'appel à un registre musulman, et l'affirmation d'un politicien qui assure aux électeurs inquiets que l'ancien président Obama n'est pas musulman, mais plutôt un « homme très gentil », comme si les deux qualificatifs étaient incompatibles.

L'islamophobie n'est pas un problème musulman, mais une atteinte à l'humanité entière. Elle représente une violation fondamentale des droits de l'Homme et de la dignité humaine. Elle est étroitement liée au racisme, à la xénophobie et à d'autres

formes de déshumanisation, servant les intérêts de ceux qui cherchent à maintenir des structures de pouvoir prédominantes. Il est donc essentiel de traiter la question de l'islamophobie ; c'est une responsabilité morale pour les décideurs politiques, les mouvements et organisations interconfessionnels, et les défenseurs des droits civils de tous horizons religieux, raciaux et ethniques.

Discussions des experts du colloque sur la lutte contre l'industrie de l'islamophobie

L'élaboration de réponses efficaces à la montée de l'islamophobie a été au cœur du projet du Centre Carter qui vise à prévenir l'extrémisme violent de ses racines. Le Centre estime que l'extrémisme ne connaît aucune limite religieuse, nationale ou ethnique. Daech et l'islamophobie sont les deux faces d'une même médaille, et combattre l'une signifie combattre l'autre. Les deux phénomènes dépeignent l'Occident et toute la communauté musulmane comme étant deux entités fondamentalement divisées le long de lignes de fractures existentielles. Les deux ont tort.

En septembre 2017, le Centre a organisé un colloque de trois jours sur la lutte contre l'industrie de l'islamophobie, réunissant 30 praticiens et chercheurs internationaux dans le domaine de l'islamophobie, des médias et de la violence politique. Les discussions ont été axées autour de trois thèmes majeurs : 1) les manifestations de l'islamophobie et son impact sur le terrain ; 2) la relation symbiotique entre l'islamophobie et la radicalisation ; et 3) les réponses stratégiques et durables à l'islamophobie aux États-Unis, en Europe et dans le monde musulman.

Les articles de ce guide sont organisés de manière thématique : « Lumière sur l'industrie de l'islamophobie » examine les réseaux des acteurs et des institutions qui font fonctionner cette industrie. « L'islamophobie en droit et en politique » fait la distinction entre l'islamophobie en tant que simple sentiment antimusulman et les lois et politiques enracinées dans les institutions de l'État qui ciblent et stigmatisent injustement les communautés musulmanes, souvent au nom de la sécurité nationale. « Lutte contre l'islamophobie dans les médias » se penche sur le rôle des médias traditionnelles qui perpétuent l'image négative des musulmans et incitent à la discrimination ainsi que les parties qui tirent avantages de ce phénomène, et les mesures que nous pouvons prendre pour y remédier. Un grand nombre des experts de notre colloque sont

des acteurs locaux et des chefs communautaires. Leurs contributions sont divisées en deux parties. La première, « Perspectives des communautés locales », décrit les contours de l'islamophobie et ses effets sur les communautés locales. La seconde, « Elaboration d'une réponse durable et stratégique à l'islamophobie », passe en revue plusieurs cas de réponses efficaces, offrant ainsi une boîte à outils à ceux qui s'engagent dans la lutte contre l'islamophobie.

Les opinions exprimées dans les articles de cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions du Carter Center.

Lumière sur l'industrie de l'islamophobie

L'islamophobie n'est pas uniquement la peur arbitraire et ignorante des musulmans. Elle est, en grande partie, la fonction d'une industrie antimusulmane, d'un réseau bien financé et bien connecté de personnes (Pamela Geller, David Horowitz), d'institutions (American Freedom Law Center, Jihad Watch, le Clarion Institute), et de donateurs (Sheldon Adelson, Bradley Foundation).

Historiquement, l'islamophobie trouve ses racines dans le colonialisme et ne s'articule autour d'une religion que lorsque des notions obsolètes de déterminisme biologique et d'incompatibilité culturelle perdent leur force de persuasion. Elle est employée comme tactique politique, culmine dans les discours publics pendant les cycles électoraux et sert à réduire au silence les voix musulmanes et à les stigmatiser, surtout lorsqu'elles revendiquent leurs droits et défendent leurs intérêts dans la sphère publique.

Islamophobie en droit et en politique

L'islamophobie est bien plus qu'un simple discours de haine. Elle est particulièrement dangereuse lorsqu'elle est ancrée dans des structures civiles et judiciaires qui stigmatisent injustement les musulmans au nom de la sécurité nationale. La peur du terrorisme a été exploitée en tant qu'outil politique pour justifier les violations flagrantes des droits civils et des droits de l'Homme.

De la surveillance, aux arrestations et détentions arbitraires accompagnées de moins de garanties procédurales, en passant par l'hystérie de masse entourant le soi-disant empiètement de la charia sur les tribunaux américains, les musulmans occidentaux ont été victimes de nombreuses pratiques discriminatoires commises par les services de sécurité de leurs pays respectifs. De telles actions n'ont pas seulement

porté atteinte à la capacité des musulmans à pratiquer librement leur religion, mais les ont également tenus à l'écart de leurs sociétés.

Les articles de cette section abordent la multiplication des tactiques de sécurité agressives, les conséquences à long terme de telles politiques, la relation entre l'application de la loi et l'islamophobie, et les moyens efficaces qui assurent l'équilibre entre la sécurité nationale et les libertés civiles.

Lutte contre l'islamophobie dans les médias : pratiques des médias communautaires et politiques d'opposition

Les représentations orientalistes de l'islam et des musulmans ont imprégné les médias et la culture populaire. Comme l'a constaté Jack Sheehan, le grand spécialiste de l'islamophobie dans les médias, les musulmans sont trop souvent réduits aux « trois B » : milliardaires (billionnaires), bombers (kamikazes) et belly dancers (danseuses du ventre). Cette histoire a créé une image des musulmans entachée de stéréotypes grossiers et exagérés qui ont engendré l'illusion d'une « menace islamique » et des motifs idéologiques justifiant les incursions militaires.

Les articles de cette section analysent l'interaction entre la culture, la politique et les médias. Il est impératif que les chefs musulmans locaux changent de rôle, en passant de consommateurs passifs des médias à des producteurs actifs de leurs propres histoires. Des opportunités et des défis complexes existent pour les musulmans qui naviguent dans les espaces médiatiques et les autres plateformes, tels que le journalisme citoyen et les médias participatifs. Nos auteurs explorent la résistance médiatique, la relation entre l'activisme en ligne et hors ligne, et la façon dont les médias peuvent être utilisés pour apporter un changement social, particulièrement en renforçant les organisations communautaires et en maintenant la solidarité entre les communautés locales.

Voix du terrain I : Perspectives des communautés locales

Il est certainement important de comprendre les histoires, les stratégies, les groupes, les discours et les politiques qui alimentent l'islamophobie, mais il est sans doute plus important d'écouter les différentes communautés musulmanes, grandes ou petites, qui subissent cette vague et y résistent. L'épidémie de l'islamophobie aux États-Unis et en Europe a des

conséquences bien réelles pour les musulmans et affecte leur vie de multiples façons.

Par exemple, au Royaume-Uni, les étudiantes musulmanes évitent les questions politiques délicates et sont moins susceptibles de s'engager dans la vie politique, de peur d'être qualifiées de terroristes et d'être surveillées. Aux États-Unis, les étudiants musulmans sont régulièrement harcelés et traités tantôt d'E.I. et tantôt de terroristes. En France, les musulmans sont surveillés de près et toute manifestation de piété ordinaire (prière, restrictions alimentaires, etc.) peut être interprétée comme un signe de « radicalisation » par les institutions publiques sécurisées.

Voix du terrain II : Élaboration d'une réponse durable et stratégique à l'islamophobie

Dans le cadre du travail essentiel d'écoute, les articles de cette section mettent en exergue les efforts souvent novateurs des militants locaux qui élaborent des réponses stratégiques et durables à l'islamophobie. Les thèmes abordés sont l'état des lieux de la lutte contre l'islamophobie et les outils nécessaires pour une réponse plus solide. Les chefs religieux et communautaires doivent être des citoyens engagés, tirant parti de la collaboration interconfessionnelle, notamment les campagnes publiques, les campagnes de sensibilisation, les initiatives en matière d'éducation et les combats communs pour la justice sociale, et ce, dans le cadre de la lutte à long terme contre l'islamophobie. Les approches multidimensionnelles et intercommunautaires sont indispensables pour une solution pragmatique et durable à toutes les formes d'extrémisme violent. Bon nombre d'articles de ce guide se terminent par des recommandations sur les manières de théoriser et de mettre en œuvre des approches durables et stratégiques de façon habile.

Conclusion

Le guide se termine par une dissertation d'Ebrahim Rasool, l'ancien ambassadeur d'Afrique du Sud aux États-Unis, qui partage les leçons tirées de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Rasool affirme que vaincre l'islamophobie signifie la reconnaître comme faisant partie d'une plus grande famille de la « généalogie du sectarisme » qui comprend la peur et l'ignorance, les préjugés et la discrimination, le racisme, le sexisme et l'antisémitisme. Rasool a écrit que « les dirigeants sud-africains ont résisté à la tentation de monopoliser ou de mettre en exergue

leurs souffrances dues à l'islamophobie par respect pour l'ampleur des souffrances des Sud-Africains noirs victimes de racisme et des mineurs d'autres États africains victimes de xénophobie ». La lutte

pour la justice doit être inclusive, car—pour citer Martin Luther King Jr.- si un seul groupe est privé de dignité, d'égalité et de liberté, tous les autres sont menacés.

Groupes Haineux Antimusulmans : L'amorce

Dr Heidi Beirich

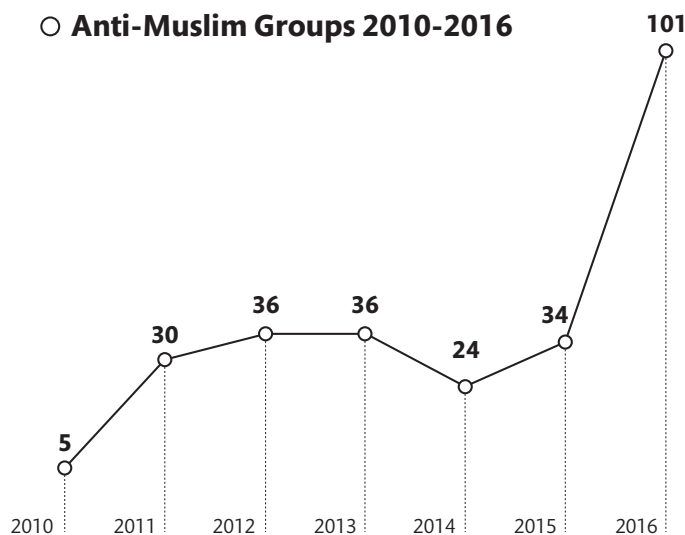
Southern Poverty Law Center

Selon le Southern Poverty Law Center (SPLC), la première étape de la lutte contre la haine est l'éducation, et une partie de cette responsabilité consiste à se renseigner sur les principaux pourvoyeurs de la haine. Le mouvement américain anti-islam est un phénomène relativement nouveau. De nombreux groupes de ce mouvement n'ont émergé qu'au lendemain des attentats terroristes du World Trade Center, le 11 septembre 2001. Cela ne veut pas dire que le sectarisme antimusulman n'existait pas auparavant ; en effet, il existait parallèlement à la haine contre les noirs, les juifs, les catholiques, les immigrants et autres. Toutefois, ce qui est relativement récent c'est le développement d'un réseau sophistiqué qui manifeste précisément sa colère envers la communauté musulmane.

L'on suppose souvent que les attaques terroristes du 11 septembre ont lancé ce mouvement, mais en réalité, ce n'est pas tout à fait le cas. Les germes de quelques grandes organisations antimusulmanes d'aujourd'hui ont été semés dans les années qui ont suivi les attaques terroristes, mais l'activisme de masse contre les musulmans ne s'est réellement développé qu'à partir de 2010, au lendemain de la discorde attisée par le projet de la mosquée de « Ground Zero », volontairement qualifiée de cette manière incendiaire par des opposants qui dénigrent les musulmans. Cette année-là, Cordoba House, un projet de centre communautaire musulman inspiré des centres communautaires juifs devait voir le jour dans le sud de Manhattan, mais il a provoqué un tollé dans les rangs des conservateurs. À titre d'exemple, l'ancienne candidate à la vice-présidence américaine Sarah Palin a qualifié ce projet d' « erreur intolérable sur un terrain sacré », bien qu'il ne devait pas être construit sur le site des tours du World Trade Center, mais à proximité. De nombreux autres

conservateurs ont exprimé le même sentiment, comme l'ancien président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, qui a qualifié le projet « d'acte de triomphalisme ».

○ **Anti-Muslim Groups 2010-2016**



À la suite de l'indignation de la droite et des médias tels que Fox News quant au projet du centre communautaire, l'activisme contre les musulmans s'est déployé dans tout le pays. Une campagne visant à attiser la peur des musulmans et à promouvoir des lois ciblant les musulmans, en particulier des mesures anti-charia, a été lancée. Dans le cadre de cette propagande antimusulmane, des groupes haineux ont affirmé que les musulmans ont tenté de renverser le système démocratique américain en introduisant leurs propres structures juridiques dans le pays, sapant ainsi les protections constitutionnelles. (Cet

argument ne tient pas). Selon l'Institut Haas de l'UC Berkeley, en 2017, ces efforts législatifs ont donné lieu à un total de 217 projets de loi dans 43 États. Une poignée d'États, dont le Texas et l'Arkansas, ont promulgué ces lois.¹

Dans le même temps, des groupes antimusulmans ont commencé à se développer, tout en se faisant des alliés politiques aux niveaux national et fédéral. En 2017, lorsque le président Donald Trump a accédé à la Maison-Blanche, ces groupes ont pu pénétrer dans les cercles du pouvoir, à la Maison-Blanche et au Congrès.

Les musulmans sont considérés comme une cinquième colonne qui cherche à saper la démocratie américaine et la civilisation occidentale et à établir ultimement le despotisme islamique, une théorie du complot connue sous le nom de « djihad de civilisation ».

L'agitation antimusulmane croissante aux États-Unis a favorisé l'émergence de ces groupes haineux. Le SPLC a constaté une croissance inquiétante du nombre de groupes antimusulmans entre 2015 et 2016, passant de 34 à 101 sections de groupes haineux en un an. Une autre hausse est prévue en 2017. En grande partie, ce bond rapide a été stimulée par la campagne puis l'élection du président Trump qui a diabolisé les musulmans pendant sa campagne et a, aussitôt au pouvoir, promulgué une interdiction de voyage visant les réfugiés des pays à majorité musulmane (début 2018, l'interdiction a été bloquée par les tribunaux). L'appui de Trump aux idées et au sectarisme des groupes haineux antimusulmans, tant dans sa campagne que depuis son entrée en fonction, a nourri ces organisations et entraîné leur propagation.

Pour le SPLC, les groupes haineux antimusulmans font preuve d'une hostilité extrême à l'égard des musulmans. Les organisations décrivent ceux qui pratiquent l'islam comme fondamentalement étrangers et attribuent à ses fidèles un ensemble de traits de caractère négatifs. Les musulmans sont décrits comme irrationnels, intolérants et violents, et leur religion est souvent dépeinte comme approuvant la pédophilie, tout en étant intolérante envers les

homosexuels et les femmes.

De plus, ces groupes avancent généralement des théories conspirationnistes quant au danger que représente la communauté américaine-musulmane pour l'Amérique. Les musulmans sont considérés comme une cinquième colonne qui cherche à saper la démocratie américaine et la civilisation occidentale et à établir ultimement le despotisme islamique, une théorie du complot connue sous le nom de « djihad de civilisation ». Des groupes haineux antimusulmans allèguent que les musulmans tentent de contourner l'état de droit en imposant aux Américains leur propre système juridique islamique, à savoir la loi de la charia. La menace des Frères musulmans est également évoquée ; des groupes antimusulmans s'attaquent constamment à des groupes de défense des droits civils et à des dirigeants musulmans américains en raison de leurs prétendus liens avec les Frères. Nombre de ces groupes ont réclamé que les Frères musulmans soient considérés comme une organisation terroriste étrangère.

Les groupes haineux antimusulmans ont aussi gravement diffamé l'islam, qu'ils ont tendance à considérer comme une religion monolithique et diabolique. Ces groupes estiment généralement que l'islam n'a pas de valeurs en commun avec les autres cultures, qu'il est inférieur à l'Occident et qu'il correspond à une idéologie politique violente plutôt qu'à une religion. En 2017, des manifestations contre les musulmans organisés par ACT! for America ont rassemblé des membres d'autres mouvements extrémistes américains, notamment des suprémacistes blancs, des néonazis et des miliciens armés. Ceci reflète une radicalisation croissante de tout le mouvement américain de haine contre la population musulmane.

Alors que la crise des réfugiés syriens a explosée en 2015 et 2016, le mouvement dans son ensemble est devenu plus agressif à l'égard de ces nouveaux arrivants qui atteignaient nos côtes, et des groupes antimusulmans ont de plus en plus manifesté leur colère envers le programme américain des réfugiés. Ces organisations décrivent généralement les réfugiés comme étant d'éventuels infiltrés terroristes. De petits groupes anti-réfugiés sont apparus dans le pays et combattent leur réinstallation à un niveau hyper local, ce qui a entraîné une vive opposition à ces nouveaux arrivants dans des villes comme Twin Falls, dans l'Idaho.

¹ Elsadig Elsheikh, Basima Sisemore, et Natalia Ramirez Lee, « Legalizing Othering: The United States of Islamophobia. », septembre 2017, Haas Institute for a Fair and Inclusive Society, U.C. Berkeley, Berkeley, Californie,

http://haasinstitute.berkeley.edu/sites/default/files/haas_institute_legalizing_othering_the_united_states_of_islamophobia.pdf, consulté pour la dernière fois le 20 février 2018.

Ce sectarisme et cette agitation accrus contre les musulmans ont porté un sérieux préjudice aux communautés MASA (musulmanes, arabes et sud-asiatiques) ; en effet, elles ont été visées par un nombre croissant de crimes haineux et d'attaques terroristes locales. (Les agresseurs qui ciblent les musulmans recherchent souvent de simples victimes qui, à leur avis, pourraient être musulmanes ; par conséquent, de nombreuses autres communautés sont touchées par la violence et le sectarisme anti-musulman). En 2016, les statistiques du FBI sur les crimes haineux ont montré que les crimes motivés par des préjugés contre les musulmans avaient grimpé à 307 cas, contre 257 l'année précédente, soit une augmentation d'environ 19 %.² Le nombre de victimes s'est accru proportionnellement à l'augmentation générale du nombre d'incidents, passant de 307 l'année précédente à 388 en 2016, soit une augmentation d'environ 26 %. Il est bien connu que les statistiques sous-estiment énormément le nombre des crimes haineux aux États-Unis. Par conséquent, le nombre de crimes de ce type est probablement beaucoup plus élevé que celui rapporté par le FBI. (Une étude menée par le ministère de la Justice en 2017 a estimé qu'environ 250 000 crimes haineux se produisent chaque année, soit un nombre beaucoup plus élevé que les quelque 6 000 crimes haineux régulièrement recensés par le FBI).

De plus, il existe le terrorisme endogène qui cible les musulmans et leurs institutions religieuses. L'incident récent le plus médiatisé est sans doute celui du train Portland MAX qui a fait deux tués et un blessé en mai 2017. Tout a commencé lorsque Jeremy Christian, un homme raciste qui soutient Trump, a harcelé dans le train deux jeunes femmes qu'il pensait être musulmanes. Il a ensuite agressé des hommes qui ont voulu prendre la défense de ces femmes. Nous ne devons pas non plus oublier l'attaque contre le temple sikh à Oak Creek, au Wisconsin en 2014. Cette attaque a été commise par un skinhead raciste qui tentait probablement de viser des musulmans, faisant alors six morts. De plus, des mosquées américaines ont été assiégées. En 2015, selon le Conseil des relations américano-islamiques (Council of American-Islamic Relations) et l'UC Berkeley, 78 attaques ont visé des mosquées. 46 attaques de ce type ont été enregistrées en 2016

et 63 attaques jusqu'en juillet 2017.³ Cela fait en moyenne neuf attaques de ce type par mois au cours des dernières années.

Pour en savoir plus sur le mouvement de haine contre les musulmans aux États-Unis, vous trouverez ci-dessous cinq profils de dirigeants de ce mouvement

En 2016, les statistiques du FBI sur les crimes haineux ont montré que les crimes motivés par des préjugés contre les musulmans avaient grimpé à 307 cas, contre 257 l'année précédente, soit une augmentation d'environ 19 %.

ainsi que des informations sur leurs organisations.

BRIGITTE GABRIEL

Organisation

Fondatrice et présidente d'ACT! for America

Ses Propos

« L'Amérique a été infiltrée à tous les niveaux par des radicaux qui souhaitent nuire aux États-Unis. Ils se sont infiltrés dans la CIA, le FBI, le Pentagone, le Département d'Etat. »

—Citation tirée du *New York Times*, le 7 mars 2011

« Mes amis, la différence entre Israël et le monde arabe équivaut tout simplement à la différence entre la civilisation et la barbarie. C'est la différence entre le bien et le mal, et c'est ce à quoi nous assistons dans le monde arabe et islamique. Je suis en colère. Ils n'ont aucune âme ! Ils sont déterminés à tuer et à détruire. »

—Tiré d'un discours prononcé au cours du sommet des Chrétiens unis pour Israël du révérend John Hagee en juillet 2007

« Des dizaines de milliers de militants islamistes résident actuellement en Amérique, font partie de cellules dormantes, fréquentent nos collèges et universités et s'infiltrèrent même dans notre gouvernement. Ils sont ici, aujourd'hui. Beaucoup sont ici depuis des années. Ils attendent. Ils se préparent. »

—Site web d'ACT! for America, non daté

2 2016 Hate Crime Statistics, FBI, <https://ucr.fbi.gov/hate-crime/2016>, consulté pour la dernière fois le 20 février 2018.

3 Hate Crime Victimization, 2004-2015, Bureau of Justice Statistics, juin 2017, <https://www.bjs.gov/content/pub/pdf/hcv0415.pdf>, consulté pour la dernière fois le 20 février 2018.

Résumé

Gabriel considère l'islam, en termes absolus, comme une menace monolithique pour les États-Unis, Israël et l'Occident. Elle a tendance à tomber dans la généralisation et l'exagération lorsqu'elle dénonce un vaste complot musulman sophistiqué qui vise à dominer le monde. Gabriel est remarquable car, parmi les mouvements anti-islam, elle est la seule à s'être concentrée sur la création d'une organisation communautaire, comptant des milliers de membres et des centaines de sections aux États-Unis et dans le monde. Elle est l'auteure de *Because They Hate: A Survivor of Islamic Terror Warns America* (2006) et de *They Must Be Stopped: Why We Must Defeat Radical Islam and How We Can Do It* (2008). Elle est aussi co-productrice et animatrice de l'émission télévisée hebdomadaire ACT! for America.

PAMELA GELLER

Organisations

Présidente de l'American Freedom Defense Initiative (AFDI). Elle dirige aussi pamelageller.com.

Ses Propos

« L'islam n'est pas une race. C'est une idéologie, une idéologie extrémiste, l'idéologie la plus radicale et la plus extrémiste de la terre ».

— Sur Fox Business, « Follow the Money », le 10 mars 2011

« Non, non, ils ne peuvent pas. ... Je ne pense pas que beaucoup de musulmans occidentalisés savent qu'en priant cinq fois par jour, ils maudissent les chrétiens et les juifs cinq fois par jour. ... Je crois en l'idée d'un musulman modéré, mais je ne crois pas en l'idée d'un islam modéré. Je pense qu'un musulman modéré est un musulman laïc ».

— Citation tirée du *New York Times*, réponse à la question de savoir si des musulmans pratiquants peuvent être des modérés politiques, le 8 octobre 2010

« Dans la guerre entre l'homme civilisé et l'homme sauvage, vous soutenez le civilisé. ... Si vous ne vous soumettez pas au suprémacisme islamique et ne mourrez pas en son nom, vous êtes alors considéré comme un sectaire raciste antimusulman et islamophobe. C'est bien de cela dont il est question ».

— Citation tirée du *New York Times*, le 8 octobre 2010

Résumé

Geller a endossé le rôle de figure de proue la plus visible et la plus influente du mouvement anti-islam. Ses points forts sont son panache et la vivacité de ses beaux discours—sans parler de ces coups de publicité en posant pour une vidéo antimusulmane en bikini—mais elle peut aussi être grossière lorsqu'elle dénonce l'islam de manière généralisée. Geller ne prétend pas être experte en études islamiques, laissant à Spencer, son partenaire de la SIOA, la lourde charge d'argumenter. Elle a tendance à tenir des propos absurdes en disant par exemple que l'ancien président Barack Obama est « l'enfant d'amour » de Malcolm X. Elle a aussi lancé une fois qu'Elena Kagan, juge juive à la Cour suprême des États-Unis, soutient l'idéologie nazie. Geller s'est mêlée aux racistes et aux fascistes européens, a parlé positivement des racistes sud-africains et a défendu le criminel de guerre serbe Slobodan Milosevic. Elle est une sioniste autoproclamée qui critique vivement les libéraux juifs. Elle a coproduit avec Spencer le film « The Ground Zero Mosque: Second Wave of the 9/11 Attacks », qui avait été projeté pour la première fois à la Conférence d'action politique conservatrice en 2011. Elle a co-écrit avec Spencer l'œuvre « The Post-American Presidency: The Obama Administration's War on America » (2010).

DAVID HOROWITZ

Organisation

Fondateur du David Horowitz Freedom Center

Ses Propos

« J'ai passé 25 ans dans le camp de la gauche américaine dont les objectifs sont manifestement de détruire ce pays. La gauche américaine voulait que nous perdions la guerre froide contre les Soviétiques et veut que nous perdions la guerre contre le terrorisme. Je ne veux même pas présenter d'excuses pour cela ».

— Dans l'émission « Riz Khan » sur Al Jazeera, le 21 août 2008

« Certains sondages estiment que 10 % des musulmans soutiennent Oussama ben Laden et Al-Qaïda. Un sondage d'Al Jazeera a revu ce chiffre à la hausse, à 50 %. En d'autres termes, entre 150 et 750 millions de musulmans soutiennent une guerre sainte contre les chrétiens, les juifs et les autres musulmans qui, selon ben Laden, ne croient pas réellement en le Coran ».

— Dans *Columbia Spectator*, le 15 octobre 2007

« Il existe 150 Associations d'étudiants musulmans (Muslim Student Associations) sur les campus américains. Les Associations d'étudiants musulmans ont été créées par le Hamas et financées par l'Arabie Saoudite... [Les associations] sont islamistes wahhabites et soutiennent essentiellement nos ennemis ».

—Citation tirée de l'émission « Neil Cavuto Show » sur Fox News, le 15 août 2006

Résumé

Horowitz, qui était marxiste pendant toute sa jeunesse, est devenu, ces dernières années, un partisan de l'extrême droite et antagoniste farouche des libéraux et des gauchistes. De plus, il soutient financièrement de nombreuses initiatives anti-islam, notamment le site Web Jihad Watch. Horowitz n'accepte aucune gradation philosophique ; si vous n'êtes pas totalement d'accord avec sa vision de l'islam, vous êtes en faveur de l'hégémonie musulmane. Il croit que les Frères musulmans et les « islamo-fascistes » contrôlent la plupart des organisations musulmanes américaines, en particulier les groupes d'étudiants musulmans sur les campus universitaires. Le centre de Horowitz a organisé des semaines de « sensibilisation à l'islamofascisme » qui ont rassemblé d'éminents activistes antimusulmans sur les campus universitaires. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Unholy Alliance: Radical Islam et The American Left* (2004), qui affirme que les gauchistes américains soutiennent les terroristes islamistes.

ROBERT SPENCER

Organisation

Il dirige le site Web Jihad Watch, un projet du David Horowitz Freedom Center. Il a co-fondé avec Pamela Geller (voir ci-dessus) l'American Freedom Defense Initiative.

Ses Propos

« L'utilisation par Oussama [ben Laden] de ces passages et d'autres passages [coraniques] dans ses messages est conforme... à l'interprétation traditionnelle du Coran. Lorsque les juifs et les chrétiens d'aujourd'hui lisent leur bible, ils n'interprètent tout simplement pas les passages qui sembleraient les exhorter à commettre des actes de violence contre des non-croyants. Cela est dû à l'influence de plusieurs siècles de courants interprétatifs qui les ont éloignés de la littéralité en lisant ces passages. Mais dans l'islam, il n'existe pas de courant interprétatif comparable ».

—Citation tirée de *The Politically Incorrect Guide to Islam (and the Crusades)*, 2005

« Où est l'islam modéré ? Comment les musulmans modérés peuvent-ils réfuter l'exégèse radicale du Coran et de la Sunna ? Si l'exposition d'un l'islam modéré ne traite pas les exégèses radicales, est-il vraiment utile d'éliminer l'extrémisme islamique ? Si la réponse réside dans un simple rejet de l'interprétation littérale du Coran, comment les opposants à cette interprétation peuvent-ils s'en tenir à cela et empêcher leurs enfants d'être recrutés par des djihadistes qui justement emploient la littéralité ? Évidemment, comme je l'ai souvent souligné, l'islam traditionnel n'est ni modéré ni pacifique. C'est la seule grande religion au monde à avoir développé une doctrine et une tradition de guerre contre les non-croyants ».

—Jihad Watch, le 14 janvier 2006

Résumé

Spencer a étudié de façon autodidacte l'islam moderne et le Coran, bien qu'il soit titulaire d'une maîtrise en études religieuses de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Les critiques l'ont accusé d'avoir obstinément interprété le Coran de manière littérale—Spencer le juge comme extrémiste et violent—en ne tenant compte ni des passages non violents ni du vaste courant interprétatif qui a modifié les enseignements coraniques au fil des siècles. Spencer estime que les musulmans modérés existent, mais pour le prouver, il leur faudrait dénoncer complètement les passages du Coran qu'il trouve inacceptables. Spencer est connu pour avoir sympathisé avec des racistes et des néo-fascistes européens, bien qu'il affirme que ces contacts sont simplement le fruit du hasard. Benazir Bhutto, feu Premier ministre du Pakistan, a accusé Spencer d'avoir « malencontreusement construit un fossé entre l'islam et l'Occident » dans son ouvrage de 2008 intitulé *Reconciliation: Islam, Democracy and West*. Elle a écrit, Spencer a présenté une « histoire falsifiée, partielle et incendiaire qui ne fait que semer les germes d'un conflit de civilisation ». Spencer a co-réalisé avec Geller un film en 2011 intitulé « The Ground Zero Mosque: Second Wave of the 9/11 Attacks » et a écrit de nombreux livres dont *The Truth About Muhammad: Founder of the World's Most Intolerant Religion* (2007) et *The Politically Incorrect Guide to Islam (and the Crusades)* (2005).

DAVID YERUSHALMI

Organisation

Cofondateur et avocat principal de l'American Freedom Law Center. Avocat général du Center for Security Policy, un groupe haineux antimusulman.

Ses Propos

« Pour ce qui est de la prétendue guerre mondiale contre le terrorisme, nous avons été assez clairs avec quelques autres personnes déterminées. Ce devrait être une GUERRE CONTRE L'ISLAM et tous les fidèles musulmans. ... Cela signifie pratiquement que la charia et la loi islamique seront immédiatement interdites. Tout musulman en Amérique qui applique la charia traditionnelle et historique sera expulsé. Les mosquées qui adhèrent à la loi islamique seront définitivement fermées. Aucun musulman autoproclamé ou pratiquant ne sera autorisé à immigrer dans ce pays, même s'il déclare le contraire ».

—Un commentaire de 2007 intitulé « War Manifesto — The War Against Islam », tel que rapporté par The American Muslim

« Toutefois, les arguments plus mieux examinés suggèrent que puisque *le djihadisme est en fait un islam traditionnel modernisé pour lutter contre la menace idéologique que représente l'Occident pour l'islam, il est impossible d'éloigner les musulmans fidèles de la guerre*. Si cela est vrai, tout musulman qui sort audacieusement d'une mosquée pour crier des obscénités à l'Occident devrait être considéré comme un combattant ennemi et devrait être tué, capturé ou détenu pendant toute la durée de la guerre. Si vous en tuez constamment assez, ceux qui sont peu enclins à se battre trouveront le moyen de réformer leur religion ».

—Critique du livre de Mary Habeck intitulé *Knowing the Enemy* sur le site American Thinker, le 9 septembre 2006

Résumé

Yerushalmi assimile la charia au radicalisme islamique de telle sorte qu'il préconise de criminaliser quasiment toute pratique personnelle conforme à la loi de la charia. À son avis, seul un musulman qui enfreint complètement la charia peut être considéré comme socialement tolérable. Il devient sanguinaire

lorsqu'il décrit sa réponse privilégiée à la supposée menace mondiale de la loi de la charia, parlant avec désinvolture de tuer et de détruire. Idéalement, il interdirait l'islam et déporterait les musulmans et d'autres populations « non occidentales et non chrétiennes » afin de protéger le « caractère national » des États-Unis. En tant que juif ultra-orthodoxe, il est farouchement hostile aux juifs libéraux. Il se moque de la démocratie à l'américaine parce qu'elle permet à plus qu'une élite, soit à quelques privilégiés, de voter. Ses projets de lois contre la charia ont engendré une vague de projets de loi de ce type dans les chambres législatives américaines et ont été promulgués dans une poignée d'États. L'un de ces projets de loi prévoyait jusqu'à 15 ans de prison à quiconque défendrait ou appliquerait la charia.

Le site Web du SPLC, splcenter.org, contient des informations supplémentaires sur le mouvement anti-islam ainsi qu'une liste complète des groupes haineux antimusulmans (<https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/ideology/anti-muslim>). Pour ceux qui souhaitent en savoir plus sur la façon de lutter contre la haine au sein de leurs communautés, y compris les préjugés contre les musulmans, le SPLC a publié les guides suivants :

Combating Anti-Muslim Bias (Combattre les préjugés contre les musulmans) (<https://www.tolerance.org/magazine/spring-2011/combating-antimuslim-bias>)

Ten Ways to Fight Hate: A Community Response Guide (Dix moyens de combattre la haine : guide des réponses communautaires) (<https://www.splcenter.org/20170814/ten-ways-fight-hate-community-response-guide>)

Speak Up: Responding to Everyday Bigotry (Prenez la parole : répondez au sectarisme de tous les jours) (<https://www.splcenter.org/20150125/speak-responding-everyday-bigotry>)

The Alt-Right on Campus: What Students Need to Know (La droite alternative sur les campus : ce que les étudiants doivent savoir) (<https://www.splcenter.org/20170810/alt-right-campus-what-students-need-know>)

Les industries de l'islamophobie et du lobby israélien : Chevauchement, interconnexion et recommandations politiques contre le racisme⁴

Rabab Ibrahim Abdulhadi, PhD

San Francisco State University

Chercheuse principale et directrice des études sur les ethnies et les diasporas arabes et musulmanes

Professeure agrégée des études ethniques et des études sur les races et la résistance

Résumé de l'article

Cet article politique présente l'histoire et le caractère structurel de l'islamophobie en faisant valoir que l'industrie de l'islamophobie émane d'une puissante industrie du lobby israélien, un réseau de groupes⁵ sionistes qui est bien financés et qui a de bonnes relations politiques.⁶ L'objectif de l'industrie de l'islamophobie / du lobby israélien est d'exploiter le racisme et la peur en comptant sur des bailleurs de fonds puissants et des relations politiques pour réduire au silence et intimider les chercheurs, les éducateurs et les défenseurs de la justice en Palestine / pour la Palestine en s'attaquant contre des voix dissidentes à la façon de McCarthy.

M'appuyant sur mes recherches en études arabes, musulmanes et palestiniennes et en théorie critique sur les races ainsi que sur mon expérience personnelle en tant que directrice et chercheuse principale du programme d'études des ethnies et des diasporas arabes et musulmanes à la San Francisco State University,⁷ je propose ici une étude détaillée de cette industrie, de ses relations, de son

financement, et de ses objectifs. Mon but est de prouver que l'industrie du lobby israélien n'est pas un mouvement populaire, mais plutôt une force bien planifiée, organisée et puissante qui utilise intentionnellement les différentes formes de son arsenal raciste et xénophobe pour militariser les attaques

Islamophobia must be seen as an institutionalized, structural, and systemic war on Muslim people and anyone who is seen as associated with Islam, Muslimness, and Muslim issues. As such it constitutes a systemic form of racism and racial discrimination.

contre les musulmans et les arabes, y compris, les Palestiniens. Je me concentre ensuite sur le cadre islamophobe, anti-arabe et anti-palestinien qui fonde cette industrie et mets en lumière l'image orientaliste féministe et sexualisée que cette industrie exploite pour promouvoir ses objectifs. En m'appuyant sur

4 J'aimerais exprimer ma gratitude à Dr Houda Abadi, à Nancy Azar, à Annie Sharif, à Anthony Byrd et au reste de l'équipe du Centre Carter pour m'avoir permis de participer à la conférence sur l'islamophobie. Je souhaite également remercier Jaime Veve, Saliem Shehadeh et les deux critiques anonymes pour leurs précieux commentaires.

5 Mon utilisation des termes « sioniste » et « sionisme » ne doit pas être interprétée comme un mot-codé pour désigner les juifs, la judaïcité ou le judaïsme. Je fais référence à l'idéologie politique qui a été lancée à la fin du XIXe siècle pour créer l'État juif d'Israël en Palestine. Les sionistes ne sont donc pas nécessairement des juifs. En effet, à titre d'exemple, les Chrétiens unis pour Israël soutiennent Israël en tant qu'État exclusivement juif et justifie son régime colonial, son occupation et son racisme contre les Palestiniens. Cette politique s'est reflétée dans le récent déploiement de 100 tireurs d'élite de l'armée israélienne tout au long des frontières bloquées de Gaza. Ces francs-tireurs israéliens ont tué 20 personnes et blessé plus de 1 400 Palestiniens, principalement des réfugiés, qui manifestaient pacifiquement et réclamaient leur droit de retour.

6 Réseau international juif anti-sioniste (IJAN), The Business of Backlash: The

Attack on the Palestinian Movement and Other Movements for Justice, mars 2015, <http://www.ijan.org/wp-content/uploads/2015/04/IJAN-Business-of-Backlash-full-report-web.pdf>. Ci-après : The Business of Backlash.

7 L'Initiative des études sur les ethnies et les diasporas arabes et musulmanes (AMED), l'Union générale des étudiants de Palestine (GUPS), les étudiants et la faculté qui défendent la justice en Palestine / pour la Palestine et moi-même avons été une cible fréquente du lobby israélien. À titre d'exemple, le GUPS a été sanctionné en 2002 ; un moratoire a été imposé sur les fresques palestiniennes en 2006 ; la recherche de professeurs pour notre faculté a été annulée en 2009 après que des étudiants palestiniens ont organisé un événement pour discuter du mouvement BDS ; des accusations de liens terroristes, d'anti-sémisme et de détournement des fonds de l'université ont fusé en 2014 ; une campagne de pétition a été lancée contre un accord de coopération que j'ai négocié entre la SFSU et l'Université nationale An-Najah qui est une grande université palestinienne ; quatre affiches de recherche m'accusant et accusant d'autres étudiants et la faculté de terrorisme et de « haine contre les juifs » ont été accrochées ; un procès a été intenté ; et des campagnes d'harcèlement et d'intimidation sont continuellement lancées.

mon examen de ce lobby israélien et de l'industrie de l'islamophobie qui se chevauchent, je formule des recommandations pour lutter contre l'alarmisme structurel, notamment l'islamophobie, le racisme anti-arabe et anti-palestinien et toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.

L'islamophobie, un phénomène structuré, historique et systémique

Avant de parler du lobby israélien et de sa relation intime avec l'industrie de l'islamophobie, permettez-moi de vous présenter un cadre conceptuel pour mieux comprendre l'islamophobie, le phénomène à l'étude. L'islamophobie n'est pas une série d'incidents aléatoires, incohérents, accidentels ou anhistoriques que des activistes antiracistes associent ensemble de façon conspiratrice en raison de leur tendance paranoïaque ou pour élever les préoccupations des musulmans au-delà d'autres questions urgentes et critiques. L'islamophobie doit plutôt être perçue comme une guerre institutionnalisée, structurée et systémique contre la population musulmane et toute personne considérée comme étant associée à l'islam, à la religion musulmane et à ses problèmes. Ainsi, elle constitue une forme systémique de racisme et de discrimination raciale.

Ainsi, elle constitue une forme systémique de racisme et de discrimination raciale.

En effet, le fait de qualifier l'islamophobie de racisme et de discrimination raciale structurés élimine la perception erronée selon laquelle la lutte contre l'islamophobie et le racisme anti-arabes et anti-palestiniens fait partie d'un ensemble de questions d'intérêt particulier qui ne concernent que les Arabes et les musulmans. Cela serait aussi absurde que de suggérer que le racisme n'a trait qu'aux Noirs, que l'antisémitisme ne concerne que les Juifs ou que seules les femmes doivent s'inquiéter du sexisme et du harcèlement sexuel.

L'islamophobie n'est pas non plus un phénomène

nouveau ; ses racines historiques remontent aux croisades européennes du XIe au XIIIe siècle (1095-1291) et à l'expulsion des Arabes musulmans et des Africains d'Andalousie à la fin du XVe siècle qui a fait de l'année 1492 un important repère historique.⁸ Cette période a été marquée par deux autres développements connexes qui continuent d'avoir une incidence sur le monde d'aujourd'hui, à savoir, l'inquisition contre les Juifs séfarades d'Andalousie et le début du projet du colonialisme de peuplement dans la région occidentale. Le projet du colonialisme de peuplement dans les Amériques doit être considéré comme partie intégrante de l'institutionnalisation des projets de consolidation de l'État européen islamophobe et une expansion de ce plan.

L'islamophobie trouve ses racines dans les projets européens de colonialisme de peuplement et de colonisation et en fait partie intégrante. Ainsi, la montée de la suprématie blanche, en particulier (mais pas exclusivement) en Amérique du Nord, est institutionnellement structurée et idéologiquement tirée de l'interprétation cynique de la Bible pour justifier le génocide des nations autochtones, l'enlèvement et la réduction en esclavage des peuples africains et la colonisation de l'Afrique et de l'Asie. De même, attribuer à un commandement donné par Dieu la création de l'État d'Israël, en tant qu'État juif exclusiviste édifié aux dépens du peuple palestinien, est une affirmation tout aussi cynique qui rejette les revendications d'autodétermination du peuple palestinien, tout en portant un coup à la lutte historique et contemporaine contre l'antisémitisme.

L'islamophobie est aussi conceptuellement enracinée dans le paradigme orientaliste⁹ qui établit le binaire Est/Ouest dans lequel « l'Ouest » définit « l'Est » comme opposé et inférieur à sa propre perception de soi. En établissant des binaires qui opposent la « sauvagerie » à la « civilisation » et la « modernité » au « Moyen-Age », au « sous-développement » ou à « la préhistoire », le discours du « choc des civilisations »¹⁰ est délibérément invoqué par les islamophobes pour être inconsciemment consommé par l'opinion publique et internalisé par les sujets coloniaux qui reproduisent des perceptions dénigrantes et humiliantes de leurs communautés.

L'orientalisme se manifeste dans la manière dont

8 Voir Ramón Grosfoguel et Eric Mielats, « The Long- Durée Entanglement between Islamophobia and Racism in the Modern/ Colonial/ Capitalist/ Patriarchal World-System, » *Human Architecture: Journal of the Sociology of Self-Knowledge* 5, no. 1 (2006): 1-12; Junaid Rana, « The Story of Islamophobia, » *Souls – a Critical Journal of Black Politics, Culture, and*

Society 9 no. 2 (2007) : 148-161.

9 Edward Said, *Orientalism* (New York, NY : Pantheon Books, 1978).

10 Voir Samuel Huntington, *The Clash of the Civilizations and the remaking of the World Order* (Touchstone, 1996).

l'industrie de l'islamophobie / du lobby israélien exploite des concepts racistes et colonialistes axés sur le genre et la dynamique sexuelle pour présenter les hommes musulmans et arabes (y compris les Palestiniens) comme des terroristes sexistes, misogynes et sanguinaires. En revanche, les femmes arabes et musulmanes (et palestiniennes) sont dépeintes de façon dichotomique en opprimées, dociles et illettrées qui ignorent leur environnement, leurs besoins et leurs droits.¹¹

L'objectif de l'industrie de l'islamophobie / du lobby israélien est de créer une impression immuable de sociétés arabes et musulmanes (y compris palestiniennes) qui sont statiques et toujours bloquées dans la fixité sociale et culturelle et qui, par conséquent, sont une exception aux autres sociétés qui sont censées être dynamiques et en constante mutation sociale.¹² Selon ce cadre, les sociétés arabes et musulmanes ne sont pas seulement perçues comme étant intrinsèquement et exceptionnellement incapables de changer de l'intérieur, mais sont également définies comme des sociétés risquant de ne jamais connaître de changement social si elles sont laissées à elles-mêmes. Les sociétés arabes et musulmanes (y compris palestiniennes) sont donc perçues comme enfermées de manière permanente dans un statut de « mineur », ce qui exige un renforcement de la tutelle des puissances occidentales. Une telle configuration n'aboutit qu'à une seule conclusion raisonnable et logique à cette situation difficile, à savoir la nécessité que des agents de l'Occident libéré, mobile, éclairé et civilisé sauvent des personnes (arabes, musulmanes et palestiniennes) opprimées en raison de leur genre et leur dynamique sexuelle des griffes de leurs propres communautés.¹³

Sur la base de ce cadre analytique, la démystification des mécanismes du racisme, de l'orientalisme et du colonialisme n'est plus un luxe politique ni un luxe intellectuel. Cela doit se faire en moment opportun et dans l'urgence. Pour lutter contre la haine, la peur et le racisme structuré, il est nécessaire de comprendre la relation réciproque et l'interdépendance entre l'industrie de l'islamophobie et celui du lobby israélien.

L'industrie de l'islamophobie / du lobby israélien : anatomie, liens, financement et objectifs

Pour comprendre comment les industries de l'islamophobie et du lobby israélien se chevauchent et se mêlent, cette section met en lumière l'anatomie, les liens, le financement et les objectifs de l'industrie du lobby israélien.

L'objectif de l'industrie de l'islamophobie / du lobby israélien est de créer une impression immuable de sociétés arabes et musulmanes (y compris palestiniennes) qui sont statiques et toujours bloquées dans la fixité sociale et culturelle et qui, par conséquent, sont une exception aux autres sociétés qui sont censées être dynamiques et en constante mutation sociale.

Dans son rapport *The Business of Backlash: The Attack on the Palestinian Movement and Other Movements for Justice* (2015), le Réseau international juif antisioniste (IJAN) expose la composition, le mécanisme de fonctionnement, les liens et le financement de l'industrie du lobby israélien. *The Business of Backlash* (désormais le rapport IJAN) souligne que « les élites ont délibérément occulté et même caché au public une grande partie de ces informations ».¹⁴ En conséquence, le rapport IJAN se réfère à plusieurs sources et s'appuie largement sur « plus de dix mille pages de déclarations d'impôt accessibles au public (années 90), des journaux en ligne et des bases de données interrogeables, telles que Sourcwatch, Citizen's Audit, Conservative Transparency, Guide Star et le Foundation Directory. »¹⁵

Le rapport IJAN montre qu'en 2015, 300 millions de dollars ont été investis dans la propagande, la surveillance et la guerre juridique dans le but de réduire au silence des chercheurs, des pédagogues et des militants palestiniens. Le financement provenait de onze grands donateurs, y compris des milliardaires de la droite, tels que les frères Koch, Sheldon Adelson, la Bradley Foundation et la Koret Foundation. L'industrie est également soutenue par Haim Saban, le financier israélien et

11 Rabab Abdulhadi, Evelyn Alstutany, et Nadine Naber, « Introduction », *Arab and Arab American Feminisms: Gender, Violence and Belonging* (Syracuse, N.Y.: Syracuse University Press, 2011): xix-xxxix.

12 Rabab Abdulhadi, « Tread Lightly: Teaching Gender and Sexuality in the Time of War », *Journal of Women's History*, Vol. 17 No. 4 (2005): 154-158.

13 Lila Abu-Lughod, *Do Muslim Women Need Saving?* (Cambridge, MA : Harvard University Press, 2013).

14 *The Business of Backlash*, 4.

15 *Ibid.*

méga-donateur du Parti démocrate, qui a injecté 7 millions de dollars dans la campagne de présidence d'Hillary Clinton. En retour, Clinton s'est engagée à « faire de la lutte contre le BDS une priorité ».¹⁶ Le rapport IJAN répertorie également sept principaux intermédiaires qui répartissent les fonds. Les bailleurs de fonds et les groupes qu'ils financent tiennent un discours islamophobe et font preuve d'hostilité à l'égard de la Palestine pour promouvoir leur agenda. Le rapport IJAN recense trente-deux groupes et publications liés à l'industrie de l'islamophobie/ du lobby israélien, dont la plupart se sont acharnés contre les chercheurs palestiniens en général et ceux de la San Francisco State University en particulier.

Le rapport IJAN montre qu'en 2015, 300 millions de dollars ont été investis dans la propagande, la surveillance et la guerre juridique dans le but de réduire au silence des chercheurs, des pédagogues et des militants palestiniens.

Les liens étroits entre l'islamophobie et le racisme anti-palestiniens sont récemment devenus de plus en plus évidentes. Par exemple, Nina Rosenwald, fille et héritière de William Rosenwald de Sears, Roebuck et compagnie, a fondé l'Institut Gatestone. Rosenwald a financé le politicien allemand islamophobe de droite Björn Höcke de l'AFD, les grands islamophobes américains Robert Spencer, Frank Gaffney et David Horowitz, et le Comité américain des affaires publiques israéliennes (AIPAC), le principal groupe de pression israélien enregistré. Le conseil d'administration de l'Institut Gatestone est présidé par Alan Dershowitz et comprend Rebecca Mercer et Raheem Kassam, rédactrice en chef de Breitbart News.

Le 6 avril 2018, le journal juif *The Forward* rapportait que le leader juif américain Ronald Lauder, président du Congrès juif mondial, avait donné 1,1 million de dollars à *Secure America Now*,

un groupe qui travaille dans l'ombre et soutient des campagnes antimusulmanes.¹⁷ Ce faisant, Lauder se joint à Robert Mercer qui a offert 2 millions de dollars au groupe. Mercer est l'investisseur de fonds spéculatifs dont la famille a financé Breitbart News et la société de données Cambridge Analytica qui a été accusée d'avoir utilisé à tort les données de Facebook pour influencer les futurs électeurs.¹⁸

Cette structure de l'industrie met également en évidence le chevauchement du réseau de l'industrie de l'islamophobie et de l'industrie du lobby israélien. Ce réseau est composé d'un petit nombre de personnes qui siègent aux conseils d'administration des deux groupes et effectuent des rotations de poste. Par exemple, Daniel Pipes, désigné comme l'un des plus grands islamophobes par le Southern Poverty Law Center (SPLC), a siégé au conseil d'administration des *Scholars of Middle East Peace*. Les co-fondateurs de l'AMCHA ont également siégé à ce conseil.¹⁹ Pipes était actif au sein de l'organisation *Clarion Project* qui comptait Frank Gaffney parmi les membres de son conseil d'administration. Pipes a agi en tant qu'intermédiaire, analysant les financements tout en recevant des fonds de 8 des 11 principaux donateurs cités dans le rapport IJAN.²⁰ Bien que les industries de l'islamophobie et du lobby israélien ne puissent être considérées comme un mouvement populaire, les ressources mises à leur disposition rendent leur impact dévastateur, notamment dans le cadre de leurs campagnes qui visent à détruire des carrières et refroidir les défenseurs des universités et des campus. Outre leur financement, l'industrie de l'islamophobie / du lobby israélien a de bonnes relations politiques avec les plus hauts échelons du gouvernement américain. Par exemple, Sheldon Adelson est un important donateur qui a offert jusqu'à 50 millions de dollars au lobby israélien.²¹ Il a également été le plus grand donateur de la campagne présidentielle de Donald Trump, mettant à sa disposition jusqu'à 100 millions de dollars.²²

16 Rania Khalek, « Leaked emails show donors drive Hillary Clinton's pro-Israel positions, » *The Electronic Intifada*, le 13 octobre 2016. <https://electronicintifada.net/blogs/rania-khalek/leaked-emails-show-donors-drive-hillary-clintons-pro-israel-positions>. Le mouvement BDS est la campagne internationale pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël lancée en 2005 par plus de 170 organisations de la société civile palestinienne, dans le but de faire pression sur Israël pour qu'il respecte le droit international et mette fin à son régime colonial sur les terres palestiniennes et à la violation des droits du peuple palestinien.

17 Aiden Pink, « U.S. Jewish Leader Ronald Lauder Gave \$1.1 Million to Covert Group Pushing anti-Muslim campaign, » *The Forward*, le 6 avril 2018. <https://www.haaretz.com/us-news/ronald-lauder-gave-1-1-million-to-group-pushing-anti-muslim-campaign-1.5977658>

18 Cambridge Analytica, *Trump and 50 Million Facebook Accounts: What You Need to Know*, » *Haaretz*, le 20 mars 2018. <https://www.haaretz.com/>

[world-news/cambridge-analytica-trump-and-facebook-what-you-need-to-know-1.5918231](https://www.haaretz.com/world-news/cambridge-analytica-trump-and-facebook-what-you-need-to-know-1.5918231)

19 Ibid., 9.

20 Ibid., 8.

21 Jewish Telegraph Agency, « Adelson raises \$20 million to fight Israel boycotts, » *The Times of Israel*, le 10 juin 2015, <https://www.timesofisrael.com/adelson-raises-20-million-to-fight-israel-boycotts/>; Nathan Guttman, « Secret Sheldon Adelson Summit Raises up to \$50M for Strident Anti-BDS Push, » *Forward*, le 9 juin 2015, <https://forward.com/news/israel/309676/secret-sheldon-adelson-summit-raises-up-to-50m-for-strident-anti-bds-push/>

22 L'équipe TOI, JTA et AP, « Adelson set to give over \$100 million to Israel-supporting Trump, » *The Times of Israel*, le 14 mai 2016, <https://www.timesofisrael.com/adelson-set-to-give-over-100-million-to-israel-supporting-trump/>.

Lors de l'investiture présidentielle de 2017, Adelson était assis à quelques mètres de Donald Trump.²³ Trump a nommé plusieurs partisans des colonies israéliennes et du gouvernement de droite dans son administration, y compris son gendre, Jared Kushner, l'ambassadeur américain en Israël, David Friedman, et son représentant spécial aux négociations de paix israélo-palestiniennes, Jason Greenblatt.²⁴

La contre-attaque cherche à éroder le soutien populaire croissant à la justice en Palestine / pour la Palestine, en intimidant et en diffamant les chercheurs et les étudiants. Les sondages consécutifs ont montré que l'opinion publique américaine reconsidérerait sa position habituelle vis-à-vis d'Israël pour se joindre à la communauté internationale en faveur des droits des Palestiniens.²⁵ Cela a été récemment illustré par la réaction négative presque unanime à l'annonce de Trump qui s'est prononcé en faveur de l'annexion de Jérusalem par Israël.

La réaction négative à la décision de Trump concernant Jérusalem est le dernier signe de l'érosion du soutien à Israël. Israël s'est appuyé sur sa connivence avec les États-Unis au niveau sécuritaire, militaire et politique, en particulier après le 11 septembre 2001. Cependant, l'escalade de la violence israélienne contre les Palestiniens sous son régime colonial porte gravement atteinte à l'image des relations publiques d'Israël, en particulier depuis les attaques contre Gaza en 2008-2009.²⁶ Le navire turc Mavi Marmara, qui transportait des médicaments

et de la nourriture vers la bande de Gaza qui était soumise à un blocus en 2010 a été la cible de raids israéliens qui ont tué 9 citoyens turcs, dont l'un possédait aussi la nationalité américaine. Cet incident a aggravé le problème des relations publiques d'Israël et a contribué à un soutien plus large à la société civile palestinienne qui appelait au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) contre Israël. L'Institut Reut, un groupe de réflexion israélien, a formulé plusieurs recommandations, y compris une campagne visant à isoler et à diffamer ce qu'ils appellent des catalyseurs, tels que des chercheurs palestiniens réputés, et à attaquer les foyers de l'activisme, notamment New York et San Francisco.²⁷

Plus frappant encore, les sondages auprès d'étudiants et de jeunes américains ont montré un pourcentage plus élevé d'opposition à la politique israélienne. Les jeunes Juifs en particulier refusent de plus en plus qu'Israël s'exprime en leur nom ou les représente.²⁸ Tous ces développements corroborent mon argument selon lequel la judéité n'est pas propre à Israël ou au sionisme,²⁹ et contestent l'affirmation selon laquelle le sionisme et Israël font l'objet de consensus chez les Juifs. Dans l'histoire juive, il existe de nombreux cas d'opposition organisée à Israël et à ses politiques. L'organisation Jewish Voice for Peace (Voix juive pour la paix), le réseau IJAN et le mouvement If Not Now, en sont des exemples récents qui s'ajoutent aux groupes antisionistes plus anciens, tels que JAMIL, Jews against the Israeli

23 Michael Brown, « Settler leaders find warm welcome in Trump's Washington », *The Electronic Intifada*, le 24 janvier 2017, <https://electronicintifada.net/blogs/michael-f-brown/settler-leaders-find-warm-welcome-trumps-washington>.

24 Loveday Morris, « U.S. ambassador breaks with policy: 'I think the settlements are part of Israel' », *The Washington Post*, le 29 septembre 2017, https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2017/09/29/u-s-ambassador-breaks-with-policy-i-think-the-settlements-are-part-of-israel/?utm_term=.ce8a66f12c16

25 Le 23 janvier 2018, le Centre de recherche Pew sur les politiques américaines a constaté que le soutien à Israël avait chuté de 45 % en 1978 à 38 % aujourd'hui. Pew Research Center, « Democrats about as likely to sympathize with Palestinians as with Israel », le 22 janvier 2018, http://www.people-press.org/2018/01/23/republicans-and-democrats-grow-even-further-apart-in-views-of-israel-palestinians/012318_2/. Le sondage a également révélé un large écart entre républicains et démocrates, près de 79 % des républicains soutenant Israël, contre seulement 27 % des démocrates. L'écart devient beaucoup plus grand chez les jeunes. Selon l'analyse du même sondage Pew publié dans *The American Conservative*, alors que 56 % des citoyens américains âgés de 65 ans et plus appuient Israël et que seulement 13 % soutiennent les Palestiniens, chez les jeunes entre 18 et 29 ans, 32 % appuient Israël et 23 % soutiennent la Palestine ; Daniel Larison, « U.S. Public Opinion on Israel and Palestine, *The American Conservative* », le 24 janvier 2018, <http://www.theamericanconservative.com/larison/u-s-public-opinion-on-israel-and-palestine/>. Dans un article paru dans le *Huffington Post*, James Zogby a affirmé qu'en 2009, 71 % des Américains avaient une opinion favorable des Israéliens alors que 21 % seulement avaient une opinion défavorable. En 2010, la proportion des avis favorables/défavorables a changé, passant à 65 % (favorable) et 29 % (défavorable). Cela est dû en grande partie à une baisse importante du soutien des démocrates.

Désormais, 42 % d'entre eux ont une opinion favorable des Israéliens et 49 % une opinion défavorable. Le soutien des démocrates au Premier ministre israélien a même chuté de 20 %, passant à 63 %. James Zogby, « New Poll on American Attitudes Toward the Israeli-Palestinian Conflict », *Huffpost*, consulté le 10 avril, https://www.huffingtonpost.com/james-zogby/new-poll-on-american-atti_b_515835.html. Dans le sondage mené par l'institution Brookings en octobre et en novembre 2016, Shibley Talhami et Rachel Statterly ont observé une érosion croissante du soutien américain à Israël ainsi qu'un soutien de près de 60 % des démocrates pour l'imposition de sanctions à Israël du fait de ses colonies. Shibley Talhami, « American attitudes on the Israeli-Palestinian conflict », *Brookings*, le 2 décembre 2016, <https://www.brookings.edu/research/american-attitudes-on-the-israeli-palestinian-conflict/>

26 L'équipe Jpost.com, « Poll: Israel Viewed Negatively Around the World », *The Jerusalem Post*, le 17 mai 2012, <http://www.jpost.com/National-News/Poll-Israel-viewed-negatively-around-the-world>

27 Building a Political Firewall Against Israel's Delegitimization: Conceptual Framework, *The Reut Institute*, mars 2010, <http://reut-institute.org/data/uploads/PDFVer/20100310%20Delegitimacy%20Eng.pdf>.

28 Judy Maltz, « Young American Jews Increasingly Turning Away From Israel, Jewish Agency Leader Warns », *Haaretz*, le 22 janvier 2018, <https://www.haaretz.com/israel-news/premium-jewish-agency-chief-warns-young-u-s-jews-more-turned-off-to-israel-1.5751616>.

29 Consulter mon discours prononcé à la conférence annuelle du Washington Report on Middle East Affairs (http://israellobbyandamericanpolicy.org/transcripts/Rabab_Abdulhadi.html) et ma déclaration critiquant Leslie Wond, la présidente de la SFSU, qui a accueilli des sionistes sur notre campus <https://www.facebook.com/rabab.abdulhadi/posts/10155388256458123>.

Massacre in Lebanon (Juifs contre le massacre israélien au Liban), AJAZ, American Jewish Alternatives to Zionism (Alternatives américano-juives au sionisme) fondé par le rabbin Elmer Berger avec l'aide de Neiman Marcus, le Bund antisioniste de la révolution d'Octobre, Eisenstein et Hannah Arendt, ainsi que plusieurs survivants de l'Holocauste, comme, entre autres, Israel Shahak, Felicia Langer, Hajo Meyer et Hedy Epstein.³⁰

Cependant, le lobby israélien utilise diverses tactiques pour ébranler le soutien croissant qu'apporte l'opinion publique américaine aux droits des Palestiniens. L'exploitation cynique de l'antisémitisme vise à salir, isoler et détruire des carrières et à faire des chercheurs des persona non grata. Par exemple, Truth Revolt, un site Web créé par Ben Shapiro et David Horowitz, a demandé que la San Francisco State University me licencie,³¹ tandis que l'AMCHA Initiative a poursuivi sa campagne de dénigrement, malgré la vive opposition soutenue des Juifs à ces fausses allégations.³² Tirer profit de la « guerre contre le terrorisme », accuser des chercheurs en terrorisme et infliger de telles attaques pour des raisons islamophobes sont les bases de ces campagnes. L'assassinat de personnalités et les accusations de criminalité sont à la fois des tactiques anciennes et nouvelles. Les industries de l'islamophobie et du lobby israélien ont également conjugué la criminalisation de la défense des intérêts palestiniens aux États-Unis avec la criminalisation de l'éducation palestinienne en Palestine.³³

L'attaque contre les chercheurs, les pédagogues et les militants palestiniens n'est ni nouvelle ni exceptionnelle. Comme je l'ai indiqué ci-dessus, ces mesures faisaient partie des tendances de l'histoire et font aujourd'hui partie intégrante des campagnes de

répression contre les voix dissidentes qui s'élèvent dans l'ensemble des universités américaines. Les XXe et XXIe siècles regorgent d'exemples de répression contre des voix dissidentes et de construction d'ennemis intérieurs.

La campagne macchariste contre les chercheurs et les militants palestiniens a pour but de transmettre un message effrayant pour faire taire les voix dissidentes des universitaires qui font de la recherche, enseignent et défendent la justice sociale.³⁴ Ce n'est pas un hasard si les dirigeants et les organisations de l'industrie de l'islamophobie / du lobby israélien soutiennent également les tactiques de la droite et des groupes suprématistes blancs ainsi que les tactiques d'intimidation et de réduction au silence. Par exemple, David Horowitz, désigné comme l'un des principaux islamophobes et racistes anti-noirs par le Southern Poverty Law Center,³⁵ s'en est pris aux chercheurs et aux militants palestiniens, tout en attaquant le mouvement du Sanctuaire et en vantant Milo Yiannopoulos, un agitateur de droite anti-immigrés. Horowitz s'est associé au site Canary Mission sous la bannière sensationnelle de « JewHatred », en recouvrant les campus universitaires avec des affiches d'avis de recherche pour inciter à la violence, dénigrer la réputation des chercheurs et des militants palestiniens en les traitant d'antisémites et appeler les universités à les renvoyer.³⁶ Horowitz et Ben Shapiro, étoile montante de l'extrême droite, ont fondé Truth Revolt qui a appelé la SFSU à me renvoyer.³⁷

La relation entre les suprémacistes blancs et les antimusulmans dans les industries de l'islamophobie et du lobby israélien est mise en évidence dans les déclarations de Richard Spencer, qui s'est considéré « sioniste blanc » lors de son entrevue avec

30 Veuillez consulter mes articles, Rabab Ibrahim Abdulhadi, « The spirit of '68 lives on! Palestine advocacy and the indivisibility of justice » Mondoweiss, le 14 juillet 2017, <http://mondoweiss.net/2017/07/palestine-advocacy-indivisibility/>, et « The Spirit of '68 Lives On: Zionism as racism, and the network of lies », Mondoweiss, le 21 juillet 2017, <http://mondoweiss.net/2017/07/spirit-zionism-network/>

31 Daniel Mael, « SFSU Professor Met with Terrorists Tied to American Death on Taxpayers' Dime », Truth Revolt, le 27 mai 2014, <https://www.truthrevolt.org/news/sfsu-professors-met-terrorists-tied-american-deaths-taxpayers-dime>.

32 « Jewish Community Letter in Support of Prof. Rabab Abdulhadi », le Réseau juif antisioniste international, le 1er juillet 2014, <http://www.ijan.org/uncategorized/jewish-community-letter-in-support-of-prof-rabab-abdulhadi/>.

33 Stop the Jew Hatred on Campus, « The Top Ten Schools Supporting Terrorists: Fall 2016 Report », Horowitz Freedom Center, le 5 octobre 2016, <http://www.stopthejewhatredoncampus.org/news/top-ten-schools-supporting-terrorists-fall-2016-report>; Stop the Jew Hatred on Campus, « Posters Targeting Hamas and BDS Supporters », Horowitz Freedom Center, le

3 octobre 2016, <http://www.stopthejewhatredoncampus.org/news/images-freedom-center-posters-targeting-hamas-and-bds-supporters-fall-2016>

34 Rabab Abdulhadi, Rabab, interviewée par les rédacteurs, « Resisting the New McCarthyism: Rabab Abdulhadi discusses AMCHA's smear campaign, Palestinian Resistance, and the U.S. Solidarity Movement », Solidarity, le 21 juin 2014, <http://www.solidarity-us.org/site/node/4220>

35 « David Horowitz », Southern Poverty Law Center, consulté le 1er décembre 2017, <https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/individual/david-horowitz>

36 Ibid. Voir aussi, « Pam Geller », Southern Poverty Law Center, consulté le 1er décembre 2017, <https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/individual/pamela-geller>; « Robert Spencer », Southern Poverty Law Center, consulté le 1er décembre 2017, <https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/individual/robert-spencer>

37 Daniel Mael, « SFSU Professor Met with Terrorists Tied to American Death on Taxpayers' Dime », Truth Revolt, le 27 mai 2014, <https://www.truthrevolt.org/news/sfsu-professors-met-terrorists-tied-american-deaths-taxpayers-dime>.

la télévision israélienne,³⁸ et les sites Web Jihad Watch, Atlas Shrugs et Campus Watch/Middle East Forum. Par exemple, Jihad Watch révèle régulièrement des attaques contre des chercheurs palestiniens et des experts qui font des recherches sur la Palestine. Des médias tels que *American Thinker*, *Algemeiner*, *Washington Examiner*, *Tablet* et *Frontpage* copient et collent les mêmes informations, créant ainsi une pollution sonore généralisée et cohérente dans les médias sociaux visant à salir la réputation de certains, même si leurs allégations sont fausses et inexactes.

L'usage de la loi comme une arme est une tactique de plus en plus utilisée par l'industrie de l'islamophobie / du lobby israélien, qui a poursuivi en justice l'American Muslims for Palestine, l'American Studies Association et des syndicats américains, tels que United Electrical Workers et UAW Local 2865. Se qualifiant de bras juridique de la communauté pro-israélienne, le réseau Lawfare Project poursuit en justice de nombreuses cibles, notamment plusieurs administrateurs et membres du personnel de l'Université de San Francisco et moi-même. Brooke Goldstein, son directeur exécutif qui nie l'existence de l'islamophobie, a déclaré que « l'objectif est de faire payer l'ennemi ».³⁹ Le juge Orrick a rejeté la plainte le 8 novembre 2017 et a rendu sa décision le 9 mars 2018. Insatisfait de l'échec des fausses plaintes frivoles, The Lawfare Project a intenté une nouvelle poursuite judiciaire le 29 mars 2018, en s'appuyant sur des ressources du gouvernement israélien, des donateurs sionistes et islamophobes connus, et des ressources pro bono offertes par un gigantesque cabinet employant des centaines d'avocats.

À l'intersection de l'islamophobie et du lobby israélien : genre, sexualité et orientalisme

Dans ses attaques maccartistes, le lobby israélien utilise des discours colonialistes, racistes et islamophobes. La référence constante à la « civilité » s'inspire des discours coloniaux ; invoquant la terreur et la « guerre contre le terrorisme » qui imprègnent les médias et l'espace public américains, imaginent les musulmans et les Arabes (y compris les

Palestiniens) comme des bombes sur le point d'exploser et créent le dualisme des bons musulmans et des mauvais musulmans.⁴⁰ Faisant écho aux annonces de Pam Geller sur les véhicules de transport en

L'usage de la loi comme une arme est une tactique de plus en plus utilisée par l'industrie de l'islamophobie / du lobby israélien, qui a poursuivi en justice l'American Muslims for Palestine, l'American Studies Association et des syndicats américains, tels que United Electrical Workers et UAW Local 2865.

commun à New York, San Francisco, Washington DC et Boston, par exemple, les attaques invoquent les tropes orientalistes et les discours coloniaux de civilité pour dépeindre les Arabes et les musulmans comme des terroristes exceptionnellement homophobes, misogynes et sanguinaires.⁴¹ Les références directes ou implicites à l'homophobie et à la misogynie sous-tendent et accentuent de tels discours.

En 2016, Campus Watch / Middle East Forum a eu recours à des tropes similaires dans sa campagne pour faire pression sur la présidente de la SFSU, Leslie Wong, afin qu'elle annule le protocole d'entente conclu entre la SFSU et l'Université nationale An-Najah en Palestine, le seul accord conclu entre la SFSU et une université arabe ou musulmane. Le récent Campus Watch / Middle East Forum s'est appuyé sur des campagnes précédentes lancées par d'autres groupes du lobby israélien pour qualifier An-Najah d'université « terroriste ». L'attaque lancée en 2014 avait été menée par certains des grands groupes qui continuent de diriger de telles offensives, tels que l'initiative AMCHA, StandWithUs, l'Organisation sioniste de l'Amérique (ZOA), le Centre Simon Wiesenthal et Scholars for Peace in the Middle East. Elle visait à pénaliser les chercheurs palestiniens aux États-Unis et à discréditer les institutions universitaires palestiniennes en Palestine. Les campagnes de dénigrement de 2014 et de 2016 ont cité les affirmations de la Ligue anti-diffamation (ADL) qui a dénigré des universités

38 Callum Paton, « Richard Spencer Demands Respect on Israeli TV, Says Jews are 'Overrepresented', » *Newsweek*, le 8 août 2017, <http://www.newsweek.com/richard-spencer-demands-respect-israeli-tv-says-jews-are-overrepresented-651739>

39 Charlotte Silver, « Senate approves bill seen as threat to campus criticism of Israel, » *The Electronic Intifada*, le 4 décembre 2016, <https://electronicintifada.net/blogs/charlotte-silver/senate-approves-bill-seen-threat-campus-criticism-israel-0>

40 Mahmood Mamdani, « Good Muslim, Bad Muslim: A Political Perspective on Culture and Terrorism, » *American Anthropologist* 104, no. 3 (2002): 766-775.

41 Hatewatch Staff, « Can't We Talk About This? More anti-Muslim propaganda from Pamela Geller, » *Southern Poverty Law Center*, le 2 octobre 2017, <https://www.splcenter.org/hatewatch/2017/10/02/can%E2%80%99t-we-talk-about-more-anti-muslim-propaganda-pamela-geller>

palestiniennes.⁴²

Dans son attaque, Campus Watch n'a affiché que des images de combattants masculins du Hamas et d'étudiants masculins de l'Université An-Najah. De telles images cherchent à donner la fausse impression que tous les étudiants palestiniens sont des hommes. En réalité, quiconque connaît bien les données sur l'éducation des Palestiniens sait que les femmes palestiniennes représentent plus de 50 % des étudiants des campus universitaires.⁴³ L'objectif de Campus Watch est de renforcer une image des Palestiniens qui est spécifique à chaque genre, en présentant les hommes en tant que terroristes et les femmes en tant que grandes absentes des rôles et de l'espace public.

L'American Freedom Defense Initiative — AFDI (Initiative américaine de défense de la liberté), créée par Pam Geller et Robert Spencer, et bénéficiaire du financement du grand lobby israélien et islamophobe auquel fait référence le rapport IJAN, a également affiché ses publicités sur les services de transport en commun à San Francisco et dans d'autres services de transport public. Interdite d'entrer au Royaume-Uni du fait qu'elle soit une islamophobe enragée, Geller a également créé *Atlas Shrugs*, un site Web qui s'inspire de l'œuvre du théoricien de droite Ayn Rand et lui rend hommage. Les publicités de Geller qui associent Israël à la civilisation et les Palestiniens à la sauvagerie visent à solliciter l'imaginaire du public américain à l'égard des communautés arabes, musulmanes et palestiniennes comme étant exceptionnellement homophobes et misogynes, ce qui sert le programme des apologistes islamophobes et racistes d'Israël.

Cela résonne également avec les dernières conceptions américaines et israéliennes des dynamiques de genre et des dynamiques sexuelles des Arabes, des musulmans et des Palestiniens. Il existe de multiples exemples, mais quelques-uns suffiraient à démontrer ce fait. Le premier est la disparition de l'adolescent palestinien Mohammad Abu Khdeir qui a été brûlé vif.⁴⁴ Les premiers rapports de la police israélienne suggèrent qu'Abu Khdeir avait été tué par sa propre famille. Présentant Abu Khdeir comme une victime d'un « crime d'honneur » homophobe, les rapports de la police israélienne cherchaient à écarter toute responsabilité du gouvernement israélien et des auteurs israéliens qui l'ont enlevé devant son domicile à Shu'fat, dans la banlieue de Jérusalem, le 2 juillet 2014, lui ont versé du kérosène dans la gorge et l'ont brûlé vif dans une forêt voisine.⁴⁵

De même, à l'instar d'autres journaux, le *New York Times*, grand journal américain, a couvert l'exécution de trois jeunes musulmanes arabes, Deah Barakat, syrienne, et Yusor Abu Salha et Razan Abu Salha, palestiniennes, à Chapel Hill, en Caroline du Nord, en février 2015, en présentant l'assassin, Craig Stephen Hicks, comme un homme avant-gardiste qui défend le droit à l'avortement et un défenseur de la libération des femmes et des homosexuels. Le message implicite parlait d'un homme de la Renaissance qu'on ne pouvait considérer comme un tueur suprémaciste blanc.⁴⁶ Combiné aux informations qui montrent que le meurtre était le résultat d'un conflit de stationnement, le message médiatique pousse les lecteurs à faire preuve d'empathie envers Hicks et les empêche de le considérer comme un tueur islamophobe ou de définir l'islamophobie comme un contexte sociétal structurel qui permet de tels crimes.

42 « AMCHA and Jewish Organizations Write President Wong about Professor Abdulhadi and SFSU Faculty Event Condoning Terrorism », AMCHA Initiative, Scholars for Peace in the Middle East, Simon Wiesenthal Center Campus Outreach, Zionist Organization of America, le 26 mars 2014, <http://www.amchainitiative.org/amcha-and-jewish-organizations-write-wong-about-abdulhadi-event-condoning-terrorism/> ; et « AMCHA and Five Organizations Write President Wong/Board of Trustees about Faculty Event to Promote Antisemitic Boycott of Israel », AMCHA Initiative, Scholars for Peace in the Middle East, Simon Wiesenthal Center, Stand With Us, Zionist Organization of America West, le 5 mars 2014, <http://www.amchainitiative.org/amcha-and-five-organizations-write-wong-about-faculty-event-to-promote-antisemitic-boycott-of-israel/>

43 Selon les dernières statistiques de l'Université Birzeit, les femmes représentent 62,4 % des étudiants. « Facts and Figures: 2017-2018 », Birzeit University, consulté le 10 avril 2018, <http://www.birzeit.edu/en/about/facts>.

44 Gregg Carlstrom, « Autopsy shows Palestinian teen 'burned alive' », Aljazeera, le 5 juillet 2014, <https://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/07/autopsy-shows-palestinian-teen-burned-alive-20147512213466184.html>. Le 2 juillet 2014, un adolescent palestinien,

Mohammad Abu Khdeir, a été kidnappé tôt le matin alors qu'il se rendait dans une mosquée voisine pour prier. Un adulte et deux mineurs israéliens l'ont forcé à monter dans une voiture, l'ont emmené dans une forêt voisine sur un terrain détruit du village palestinien de Dir Yassin, l'ont forcé à boire du kérosène et l'ont brûlé.

45 Sigal Samuel, « The Pinkwashing of Mohammed Abu Khdeir », Forward, le 7 juillet 2014, <https://forward.com/opinion/israel/201531/the-pinkwashing-of-mohammed-abu-khdeir/>; Shaked Spier, « After Abu Khdeir murder, an ugly collision of homophobia and racism », 972 Magazine, le 27 juillet 2014, <https://972mag.com/after-abu-khdeir-murder-an-ugly-collision-of-homophobia-and-racism/94465/>

46 Jonathan Katz et Richard Pérez-Peña, « In Chapel Hill Shooting of 3 Muslims, a Question of Motive », The New York Times, le 11 février 2015, <https://www.nytimes.com/2015/02/12/us/muslim-student-shootings-north-carolina.html>; Rana Sweis, « Jordanians See U.S. Reporting Bias in Coverage of Student Killings », The New York Times, le 13 février 2015, <https://www.nytimes.com/2015/02/14/world/middleeast/online-commenters-see-reporting-bias-in-killing-of-3-muslims.html>

Conclusion

Le présent article a fait valoir que l'industrie de l'islamophobie et l'industrie du lobby israélien s'accordent et se chevauchent. J'ai également démontré que les groupes des apologistes d'Israël constituaient un puissant réseau bien financé qui a su tisser de bonnes relations politiques. Cette industrie exploite le racisme et la terreur dans des campagnes maccartistes qui s'attaquent aux voix dissidentes pour détruire la carrière de chercheurs, d'éducateurs et de défenseurs de la justice en Palestine / pour la Palestine.

Je soutiens que la tendance à viser la Palestine n'est ni exceptionnelle dans l'histoire de la répression aux États-Unis, ni dissociée du discours raciste et xénophobe que véhiculent aujourd'hui les suprémacistes blancs, les néo-nazis et d'autres groupes racistes qui sont enhardis et encouragés par l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Enfin, j'ai illustré le cadre islamophobe, anti-arabe et anti-palestinien qui fonde cette industrie et mis en lumière l'image orientaliste féministe et sexualisée que cette industrie exploite pour servir son agenda.

Cette industrie exploite le racisme et la terreur dans des campagnes maccartistes qui s'attaquent aux voix dissidentes pour détruire la carrière de chercheurs, d'éducateurs et de défenseurs de la justice en Palestine / pour la Palestine.

Recommandations

En tant que cible récurrente de l'industrie du lobby israélien islamophobe qui cherche à démanteler le programme universitaire que j'ai construit, à détruire notre collaboration internationale avec une université palestinienne de renom et à effacer l'héritage de justice sociale de la San Francisco State University, j'ai formulé ci-dessous mes recommandations pour lutter contre les manifestations de peur structurelles, y compris l'islamophobie, le racisme anti-arabes et anti-palestiniens et toutes les formes de racisme et de discrimination raciale :

- Premièrement, traitez l'islamophobie et la discrimination envers les Arabes et les Palestiniens comme nous traitons les autres formes de racisme et de discrimination raciale — comme des phénomènes structurels et systémiques qui sont légitimés par les discours et les politiques officiels et dominants ;
- Deuxièmement, rejetez les tentatives de faire de l'islamophobie et du racisme anti-arabes et anti-palestiniens un problème d'intérêt exceptionnel ou spécial, mais soyez aussi sérieux que nous le sommes dans notre lutte contre la suprématie blanche, le racisme et l'antisémitisme ;
- Troisièmement, rejetez l'utilisation cynique de l'antisémitisme qui permet d'assimiler les critiques contre Israël et la défense des droits des Palestiniens à l'antisémitisme et défaire l'équation qui suppose, à tort, qu'Israël, la judéité et le sionisme ne font qu'un ;
- Quatrièmement, rejetez tout ancien et nouveau maccarthisme qui cherche à réduire au silence et à intimider ceux qui défendent la justice en Palestine et ailleurs ;
- Cinquièmement, insistez sur le fait que la justice pour la Palestine / en Palestine est indissociable de l'indivisibilité de la justice ;
- Sixièmement, exigez une responsabilisation ouverte et transparente et démystifier l'opacité des industries de l'islamophobie et du lobby israélien ;
- Septièmement, vérifiez le statut non lucratif des groupes qui utilisent des abris fiscaux pour cacher leur financement de fondations, d'institutions religieuses et de groupes islamophobes et racistes ;
- Huitièmement, soutenez la mise en place d'institutions de production de connaissances qui placent la justice au centre de leur projet ;
- Neuvièmement, soutenez les chercheurs visés et protégez les universités en tant que lieux d'apprentissage et de pensée critique, en dénonçant l'intimidation et la dépendance à l'égard des financements privés qui obligent les établissements d'enseignement supérieur à rendre des comptes à des entreprises privées au lieu de recevoir des fonds publics.
- Dixièmement, encouragez, soutenez et financez les échanges académiques entre les établissements d'enseignement supérieur américains et internationaux, en particulier au sein des communautés arabes, musulmanes et palestiniennes.

Premièrement, traitez l'islamophobie et la discrimination envers les Arabes et les Palestiniens comme nous traitons les autres formes de racisme et de discrimination raciale — comme des phénomènes structurels et systémiques qui sont légitimés par les discours et les politiques officiels et dominants

La Fabrique de l'islamophobie Identitaire Contemporaine

Dr Saïd Bouamama

IFAR : Intervention, Formation, Action, Recherche

Loin de n'être qu'une peur irraisonnée de l'Islam et des musulmans, l'islamophobie est une forme contemporaine du racisme. Le rapport social raciste connaît en effet des mutations historiques lui permettant de s'adapter aux évolutions des contextes et des rapports de force. Apparu comme accompagnement idéologique de la conquête du « Nouveau Monde » puis de l'esclavage et de la colonisation, le racisme en tant que rapport sociale a d'abord pris une forme biologiste avant d'être contraint de muter dans une forme culturaliste et aujourd'hui dans un culturalisme à coloration « religieuse ». Après avoir rappelé rapidement cette histoire du rapport social raciste, nous présenterons dans une seconde partie les facteurs matériels expliquant l'émergence puis le développement de cette nouvelle forme historique du racisme. Une troisième partie sera consacrée aux conséquences sur notre monde du développement de l'islamophobie.

Le racisme, une réalité historique

L'une des définitions les plus satisfaisantes du racisme est celle d'Albert Memmi : « Le racisme est la valorisation, généralisée et définitive, de différences, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de justifier ses privilèges ou son agression. »⁴⁷ À partir de cette définition, nous pouvons mettre en évidence les traits essentiels qui permettent de caractériser l'islamophobie comme étant une nouvelle forme historique du racisme et non comme une simple peur de l'Islam.

- Le racisme est en premier lieu un rapport social, en d'autres termes, une relation entre deux acteurs ou deux groupes d'acteurs. Or le discours islamophobe

contemporain se fonde sur cette première caractéristique puisqu'il homogénéise deux groupes : les musulmans et les autres. La diversité et les contradictions au sein de ces deux groupes sont occultées, tout comme leurs similitudes.

- Ce rapport social est inégalitaire. Autrement dit, il hiérarchise les deux groupes justifiant des traitements différenciés c'est-à-dire des traitements qui s'appliquent aux uns et non aux autres. En posant un regard de suspicion sur les musulmans appréhendés comme entité par essence homogène, le discours islamophobe contemporain légitime des pratiques de surveillance et de contrôle d'exception pour une partie de la communauté nationale.
- La fonction sociale du rapport social est la justification d'un traitement inégalitaire c'est-à-dire d'une distribution de privilèges pour les uns et de discriminations pour les autres. L'un des effets du discours islamophobe contemporain est l'accès de plus en plus inégalitaire au marché des ressources rares (emploi, éducation, logement, etc.) en raison de la stigmatisation de cette population qualifiée de « musulmans dangereux ».

Si l'islamophobie correspond à la définition du racisme comme rapport social proposé par Memmi, elle n'en est cependant que sa dernière forme historique. D'autres formes l'ont précédée en fonction des contextes et des rapports de forces. Si les rapports entre groupes humains avant notre ère contemporaine ont connu des rapports inégalitaires, ceux-ci ne connaissent une généralisation systémique qu'avec le processus de sortie du féodalisme et d'industrialisation de la vieille Europe. L'économiste

47 Albert Memmi, « Le racisme » (Paris: Gallimard, 1982): 158.

Eric Williams a abondamment documenté les liens entre l'esclavagisme et « la constitution du capital qui a financé la révolution industrielle ».48 Bien qu'il soit possible de trouver des éléments de l'idéologie raciste à l'époque préindustrielle, ce n'est qu'avec l'industrialisation que le racisme s'est transformé en un système qui a structuré les rapports entre les différents continents et leurs populations. La première mondialisation a fait jaillir le racisme en tant qu'idéologie qui justifie les spoliations, violences et les exploitations de l'esclavage, puis la colonisation.

La première mondialisation a fait jaillir le racisme en tant qu'idéologie qui justifie les spoliations, violences et les exploitations de l'esclavage, puis la colonisation.

La première forme historique du racisme est le biologisme, qui affirme doublement l'existence de « races humaines » distinctes et classifiées. L'inégalité biologique est avancée pour justifier des rapports sociaux-raciaux inégalitaires. Pendant plus de quatre siècles d'esclavage et près d'un siècle de colonisation, l'idée d'une supériorité naturelle du « blanc » a profondément imprégné les sociétés coloniales et les esclavagistes. Un tel héritage ne disparaît pas de lui-même, même lorsque les conditions qui l'ont créé disparaissent. L'imaginaire et l'inconscient collectif des anciennes sociétés coloniales et esclavagistes sont encore marqués par cet héritage. Comme l'a indiqué Marx : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé ». La tradition de toutes les générations décédées pèse très lourd sur le cerveau des générations vivantes.49 Tant qu'aucun véritable travail n'a été fait pour deconstruire les héritages du passé, les représentations sociales racistes héritées du passé subsistent et peuvent être revivifiées et actualisées à des fins contemporaines.

Il revient à Frantz Fanon d'avoir mis en évidence et expliqué l'obsolescence du « biologisme » et son remplacement par une nouvelle forme du racisme : le culturalisme. Selon Fanon, du fait que le biologisme

a été discrédité après l'époque nazie, puis après la découverte des crimes coloniaux, le racisme a dû changer de forme. Le point de vue raciste ne pouvant plus s'étayer à partir de l'idée de différences absolues de nature biologique, il s'est ensuite fondé sur l'affirmation de l'existence de différences absolues de nature culturelle :

Le racisme vulgaire, primitif et simpliste prétendait trouver dans le biologique, les Écritures s'étant révélées insuffisantes, la base matérielle de la doctrine. Il serait fastidieux de rappeler les efforts entrepris alors : forme comparée du crâne, quantité et configuration des sillons de l'encéphale, caractéristiques des couches cellulaires de l'écorce, dimensions des vertèbres, aspect microscopique de l'épiderme, etc... [...] Ces positions séquellaires tendent en tout cas à disparaître. Ce racisme qui se veut rationnel [...] se transforme en racisme culturel. Les « valeurs occidentales » rejoignent singulièrement le déjà célèbre appel à la lutte de « la croix contre le croissant ».50

Ces propos de Fanon soulignent non seulement le passage du biologisme au culturalisme mais également, de manière prémonitoire, la possibilité que ce culturalisme se soit constitué à partir de l'instance religieuse. Nous pensons que l'islamophobie est ainsi une déclinaison du racisme culturaliste centré sur l'instance religieuse. Ce ne sont plus les cultures en général qui sont hiérarchisées, mais les religions. C'est la raison pour laquelle on retrouve des traces d'islamophobie dans les séquences historiques coloniales. Cependant, cette islamophobie du passé est intriquée avec un discours culturaliste plus large. Ce n'est que de manière contemporaine qu'émerge une islamophobie comme système s'autonomisant des formes antérieures du racisme (biologisme et culturalisme).

Processus d'émergence de l'islamophobie contemporaine

Bien que des mentions de l'existence d'une « islamophobie » figurent dans les textes de certains responsables coloniaux depuis le début du XXe siècle, elles sont rares et sporadiques.51 C'est à la fin de la décennie 80 que s'enclenche le processus d'émergence puis d'enracinement de cette nouvelle forme de racisme. Le contexte de cette séquence historique

48 Eric Williams, « Capitalisme et esclavagisme », (Paris: Présence Africaine, 1968): 6.

49 Karl Marx, Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte, (Paris: Editions sociales, 1968): 15.

50 Frantz Fanon, Racisme et Culture : Pour la Révolution Africaine, œuvres

complètes (Paris : La Découverte, 2011) : 716.

51 Pour en savoir plus sur ce sujet, consultez : Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman », La (Paris: Découverte, 2013).

est celui de la fin des équilibres internationaux issus de la seconde guerre mondiale du fait de la disparition de l'Union soviétique. Les conséquences de cette disparition du monde bipolaire nous semblent pouvoir se résumer comme suit :

- L'enclenchement du processus de « mondialisation » c'est-à-dire de la destruction des frontières douanières et des protections et régulations étatiques ;
- La conséquence en sera une hausse de la concurrence entre les différentes grandes puissances pour l'accès aux matières-premières stratégiques et pour le contrôle des marchés. Cette concurrence jusque-là freinée par l'existence d'un « ennemi commun » se déploie rapidement au Moyen-Orient et en Afrique pour le pétrole, le gaz et les minerais stratégiques ;
- Les effets multiples de cette concurrence sans régulation sont repérables sur de nombreux acteurs : une paupérisation sans précédent des pays du Sud suscitant un terrain propice à la colère collective et à la révolte ; une précarisation importante des salariés des pays du Nord suscitant un terrain propice au développement du racisme par recherche d'un « bouc émissaire » ;
- Soulignons enfin le besoin de justification de « nouvelles guerres » pour ce que le président Eisenhower appelait déjà le complexe « militaro-industriel » qui se sent menacé par la disparition de « l'ennemi historique ». Dès 1961, le président Eisenhower a mis en garde contre « l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel. »⁵²

Ce sous-bassement politique et économique est à la source de nouvelles théorisations idéologiques qui se développent pour proposer un « nouvel ennemi historique » justifiant le maintien des dépenses en armement. Ces nouvelles grilles de lecture s'adressent à une partie de la population blanche précarisée et isolée à qui est proposé un « nouvel ennemi » faisant fonction de bouc émissaire. A notre connaissance, le spécialiste de l'orientalisme Bernard Lewis a proposé la première version établie de la nouvelle islamophobie dans son article de 1990 intitulé « The Roots of Muslim Rage » (Les racines de la rage musulmane).⁵³ Il a également mis en avant le concept du « choc des civilisations » que Samuel Huntington a développé.

52 Dwight David Eisenhower, Farewell Address, le 17 janvier 1961, [https://en.wikisource.org/wiki/Eisenhower%27s_farewell_address_\(audio_transcript\)](https://en.wikisource.org/wiki/Eisenhower%27s_farewell_address_(audio_transcript)), consulté pour la dernière fois le 27 janvier 2018.

Ce dernier est cependant le producteur de la matrice idéologique principale de l'islamophobie contemporaine dont la logique centrale est la production d'un « nouvel ennemi civilisationnel ». Son ouvrage publié en 1996 prend rapidement le statut de paradigme des actions et discours de l'administration états-unienne. Traduit en français en 1997, la grille d'analyse qu'il propose s'étend rapidement dans une partie grandissante des classes politiques européennes. Son raisonnement tient en quelques idées forces articulées dans un système de causes et conséquences. Présentons rapidement celles-ci et nous verrons apparaître les logiques menant au développement progressif de l'islamophobie contemporaine :

- La définition des civilisations : Le concept de civilisation n'est pas défini pour Huntington par des facteurs matériels (état des techniques, organisation économique, type d'urbanisation, etc.), ni par des facteurs politiques (régime politique, modèle d'organisation des pouvoirs, idéologie politique dominante), ni enfin par des facteurs idéologiques (système de valeurs, conception du monde, etc.) Pour lui, c'est la religion qui distingue les différentes civilisations, c'est elle et elle seule qui est décisive dans le processus de différenciation des cultures. La réduction de l'homme et des sociétés à la seule instance religieuse conduit à faire de celle-ci le lieu de tous les affrontements. Les affrontements actuels et futurs ne s'expliquent pas selon l'auteur à partir d'une analyse des enjeux économiques, des situations sociales et des affrontements d'intérêts sociaux. Ils auraient pour source unique l'incompatibilité entre religions perçues comme ahistoriques et homogènes.
- L'abandon de l'universalité : L'approche culturaliste centrée sur la religion conduit notre auteur à une critique virulente de 'l'illusion de l'universalité : « *Le temps est venu pour l'Occident d'abandonner l'illusion de l'universalité et de promouvoir la force, la cohérence et la vitalité de sa civilisation dans un monde de civilisation* » développe Huntington. Pour ne pas prêter à confusion l'auteur précise, qu'il pense à l'Islam comme « civilisation » contre laquelle il est nécessaire de se défendre. On comprend dès lors pourquoi cette grille de lecture a eu immédiatement un écho dans la galaxie des organisations suprématistes blanches

53 Bernard Lewis, « The Roots of Muslim Rage », *The Atlantic Monthly*, septembre 1990, 47-60.

d'une part et dans l'ensemble des extrême-droite des pays industrialisés d'autre part. On pourrait se réjouir en apparence de la fin de cette prétention à l'universalisme ayant enfanté le colonialisme mais c'est oublier qu'elle ne débouche pas sur l'idée d'une paix entre les « civilisations ». L'abandon de cette prétention a pour seul débouché de présenter l'affrontement entre civilisations comme incontournable et permanent.

- La réduction binaire : Une telle conception conduit à une négation de la complexité des sociétés humaines c'est-à-dire à une série d'opposition binaire. Les sociétés, les groupes sociaux et les individus sont occidentaux ou ne le sont pas dans cette grille de lecture. Ainsi est nié la diversité occidentale, de même que la diversité du reste de la planète. Les différences au sein de « l'Occident » seraient des aspects secondaires et anecdotiques masquant la véritable identité chrétienne. De même la différence entre les Etats et nations dits « musulmans » ne serait qu'une apparence masquant la véritable homogénéité.
- La production d'un ennemi de l'intérieur : Les homogénéisations binaires d'Huntington conduisent logiquement à une impossibilité d'être à la fois musulman et occidental. Dès lors les musulmans réels citoyens des pays occidentaux, tendent à être perçus comme des cinquièmes colonnes à surveiller, et si nécessaire à réprimer. A l'intérieur de chaque nation occidentale les citoyens de confession musulmane tendent à être mis sous suspicion permanente.

Soulignons pour clore cette partie que les théorisations d'Huntington ne se limitent pas aux seuls musulmans mais constituent une véritable tentative d'actualisation théorique et idéologique du suprématisme blanc. Dans son livre *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*⁵⁴ il présente l'identité états-unienne comme étant menacée par les latinos. Selon lui ces citoyens latino-américains seraient inassimilables au « noyau culturel anglo-protestant ». Il en appelle ainsi à la préservation d'une identité nationale qui serait menacée par la culture et la démographie de cette immigration.

Les acteurs de la fabrique de l'islamophobie

Le développement rapide de l'islamophobie contemporaine ne peut cependant pas se limiter à l'influence de nouvelles théorisations culturalistes. Il convient donc de s'interroger sur les causes qui ont rendues attirantes ces explications pour une partie non négligeable de la population des pays industrialisés. Sans être exhaustif les dimensions suivantes méritent, selon nous, d'être prises en compte :

- Une précarisation grandissante touchant des catégories sociales jusque-là plus ou moins préservées et débouchant sur le développement des « petits blancs » précarisés et de membres des couches moyennes inférieures en crainte de déclassement. Le discours identitariste s'adresse à cette partie de la population par le processus de l'offre d'un « bouc émissaire » ;
- Une mouvance suprématiste blanche aux Etats-Unis et d'extrême-droite en Europe en recherche d'une actualisation de son discours politique afin de toucher des franges plus larges de la population. La prise de distance avec le discours raciste traditionnel (biologiste ou culturaliste) est nécessaire à cet élargissement. L'islamophobie contemporaine en se présentant comme la défense de valeurs fortes (démocratie, droit des femmes, liberté d'expression, respect des minorités, etc.) permet de donner une forme de « respectabilité » au racisme. Pour cette raison, nous avons suggéré de l'appeler « racisme respectable »⁵⁵ au cours des débats sur l'interdiction du port du voile dans les écoles en France en 2004. C'était en effet au nom de la « défense de la laïcité » que des jeunes filles étaient exclues du droit à l'enseignement.
- Des discours politiques et médiatiques aux Etats-Unis ou en Europe visant à justifier des guerres extérieures se déroulant dans des pays ayant une population quasi-totalement musulmane. De l'Afghanistan à la Somalie en passant par l'Irak, ces guerres ont été accompagnées d'analyses et de prises de position à base culturaliste.

Ces dimensions et acteurs déjà en action depuis la fin de la décennie 80 prennent une nouvelle envergure après les attentats de 2001. La guerre

54 Samuel Huntington, *Who are We? The Challenges to America's National Identity* (New York : Simon & Schuster, 2004) : Traduction française : *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*, (Paris : Odile Jacob, 2004).

55 Pour en savoir plus sur ce sujet, consultez mon livre : Saïd Bouamama, *L'affaire du foulard islamique : La production d'un racisme respectable*, (Lille : Le Geai Bleu, 2004).

contre le terrorisme est présentée dès son déclenchement comme « guerre civilisation » dans des pays où la théorie du « choc des civilisations » et ses traductions médiatiques et politiques présente les musulmans et l'Islam comme danger depuis une décennie.

Il serait erroné, selon nous, de sous-estimer l'ampleur de l'enracinement de cette islamophobie contemporaine. Trois raisons importantes nous amènent à postuler qu'une partie non négligeable des populations des pays industrialisés est plus ou moins imprégnée de l'islamophobie contemporaine. En premier lieu, il faut prendre en compte la durée de l'offensive idéologique qui s'étend maintenant sur plusieurs décennies. D'autre part comme nous l'avons mentionné ci-dessous des acteurs différents convergent (chacun pour des raisons qui lui sont propres) vers la propagation des thèses islamophobes (suprématises blancs, médias et une partie de la classe politique, complexe militaro-industriel, etc.). Enfin une partie de la population est fragilisée économiquement et devient de ce fait plus poreuse aux discours proposant une explication en termes de bouc-émissaire.

Prophéties autoréalisatrices

Les discours et pratiques islamophobes ne sont, bien entendu, pas sans effets, sur les citoyens de confession musulmane des pays industrialisés. Les discriminations et/ou humiliations subies finissent pour les plus fragiles d'entre eux à susciter une attirance vers ce que les médias appellent désormais le « djihadisme » et que nous préférons appeler une attirance vers le nihilisme suicidaire. Cette infime minorité révèle en fait les failles de nos sociétés mais est à son tour mise en avant comme preuve de la véracité de thèses islamophobes. Les programmes de lutte contre la « radicalisation » qui ont vu le jour dans la plupart des pays industrialisés ont majoritairement été construits selon une logique similaire porteuse, selon nous, des mêmes dérives :

- Une centration uniquement sur l'offre de « radicalisation » et une occultation de la demande : La vraie question est, selon nous, pourquoi il y a attirance vers des idéologies meurtrières. Si l'offre de « radicalisation » est efficace c'est parce qu'il existe

une demande préalable. Occulter la demande comme le font la plupart des programmes de déradicalisations empêche de prendre en compte les causalités profondes : discriminations, humiliations, effets des discours islamophobes, réactions aux guerres, etc.

- Une confusion entre détection et prévention : La plupart des programmes ont été basés sur la notion de « détections » ce qui conduit à la recherche des signes d'une radicalisation : barbe, type de vêtement, vocabulaire, etc. La dérive mise en évidence par de nombreux auteurs est le danger du profilage de groupes sociaux entiers à partir de signes extérieurs. Le centrage sur la détection occulte la nécessité d'agir en matière de prévention permettant de prendre en compte le contexte de « co-radicalisation » qui caractérise notre contexte. Il y a en effet une interrelation entre la « radicalisation raciste » et ce qui est appelé « radicalisation djihadiste ». Seule une logique de prévention permet de prendre en compte ces deux facteurs s'entretenant mutuellement.

Ces dérives contribuent à alimenter encore plus l'islamophobie contemporaine en lui fournissant des cibles repérables à l'apparence extérieure (vêtement, barbe, etc.).

Conclusion

L'islamophobie contemporaine est, selon nous, une nouvelle forme de racisme succédant aux formes biologistes et culturalistes. Depuis plusieurs décennies les sociétés industrialisées ont été travaillées par les théorisations et positions islamophobes avec une efficacité d'autant plus forte que de nombreux acteurs ont contribué à cette diffusion (suprématises blancs, discours médiatiques et politiques, complexe militaro-industriel). L'efficacité est encore renforcée par la fragilisation de nouvelles catégories sociales (petits blancs et couches moyennes inférieures) qui donne une base sociale potentielle à l'islamophobie. Seule une politique de prévention volontariste et offensive se centrant sur toutes les formes de « nihilisme » (suprématises blancs inclus) peut espérer faire reculer ce nouveau visage du racisme.

Islamophobie : Vers Une Définition et Un Cadre Juridiques

(Initialement publié sur le site Web de la Columbia Law Review, le 1er novembre 2016)

Khaled A. Beydoun⁵⁶

Professeur agrégé en droit à l'université Detroit Mercy School of Law

Professeur affilié au projet de recherche et de documentation sur l'islamophobie à l'Université de Californie, à Berkeley (UC Berkeley)

L'islamophobie se propage à un rythme effrayant aux États-Unis. Les études de ce sectarisme, actuellement défini comme « la peur et la suspicion envers les musulmans », se multiplient à une vitesse alarmante. Cette multiplication rapide est reflétée dans les travaux juridiques, notamment les recherches qui analysant les stratégies émergentes de sécurité nationale de l'État et les menaces et les atteintes aux libertés civiles qu'elles représentent pour les musulmans. En peu de temps, l'islamophobie est devenue un sujet de grand intérêt et fait l'objet d'études minutieuses.

En dépit de l'intérêt croissant des chercheurs, il n'existe pas de définition unique, convaincante ou consensuelle de l'islamophobie ; plus spécifiquement, il n'existe pas de définition légale qui soit capable de caractériser l'animosité publique et privée envers les musulmans.

Cette étude cherche à combler cette lacune. Elle est la première à fournir une définition précise de l'islamophobie pour servir et faire avancer les multiples recherches juridiques qui se penchent sur l'État et les individus qui s'en prennent aux musulmans aux États-Unis. Elle vise également à faciliter la sensibilisation contre l'islamophobie. En cas d'impasse,

lorsque la suspicion envers les musulmans augmente, que la peur d'une « radicalisation » locale grandit et que les libertés civiles des musulmans américains sont encore plus restreintes, il est essentiel d'avoir une définition et un cadre juridiques qui permettent de mieux comprendre l'islamophobie.

Introduction : Que signifie l'islamophobie en réalité ?⁵⁷

Ces dernières années, l'islamophobie est devenue un terme du langage populaire et politique courant. Elle sature les titres des médias et des journaux,⁵⁸ est omniprésente dans les recherches, se manifeste souvent dans les discours des politiciens et des experts,⁵⁹ et suscite de plus en plus l'intérêt des conférences et des colloques juridiques.⁶⁰ La vulgarisation du terme « islamophobie » découle de la peur et de la suspicion croissantes envers les Américains musulmans—l'essence de notre interprétation commune de ce terme aujourd'hui.

Les tentatives de retenir et de définir le terme « islamophobie » sont largement motivées par un souci de commodité et par les avantages pratiques et analytiques associées à l'attribution d'un terme utilisable

56 Professeur agrégé en droit à l'université Detroit Mercy School of Law ; professeur affilié au projet de recherche et de documentation sur l'islamophobie à l'Université de Californie, à Berkeley (UC Berkeley). L'auteur aimerait remercier Donna Auston, Sahar Aziz, Devon Carbado, Cyra Choudhury, Kimberlé Crenshaw, Erin Durrah, Grace Franklin, Justin Hansford, Luke Harris, Margari Hill, Joe Lowndes, Dalia Mogahed, Jamelia Morgan, Priscilla Ocen, Soyun Park, Kameelah Rashad, Qasim Rashad, Linda Sarsour, Priscilla Yamin, et Ezra Young pour leurs points de vue et leurs commentaires.

57 Tanya Basu, « What Does 'Islamophobia' Actually Mean? A Brief History of a Provocative Word », *Atlantic*, le 15 octobre 2014, <http://www.theatlantic.com/international/archive/2014/10/is-islamophobia-real-maher-harris-aslan/381411/>

58 Pour un exemple du terme figurant dans les journaux phares, voir Arun Kundnani, « Opinion, The West's Islamophobia Is Only Helping the Islamic State », *Washington Post*, le 23 mars 2016, <http://www.washingtonpost.com/>

posteverything/wp. / 2016/03/23 / les-occidentaux-l'islamophobie ne fait qu'aider-l'Etat-islamique /

59 En réponse aux discours et aux propositions politiques islamophobes de Donald Trump, le sénateur Bernie Sanders a promis de « mettre fin à l'islamophobie ». Voir le communiqué de presse du Conseil des relations américano-islamiques, « CAIR Welcomes Bernie Sanders's Pledge to End Islamophobia and Racism », le 29 octobre 2015, <http://www.cair.com/press-center/press-release/13212-cairwelcomesbernie-sanders-s-pledge-to-end-islamophobia-and-racism.html> /

60 Par exemple, le Center for Race and Gender (Centre pour les races et les genres) de l'Université de Californie, Berkeley, a organisé sept conférences mondiales sur l'islamophobie, dont la dernière s'est tenue en avril 2016. Voir « Médias et événements », Univ. de Cal., Berkeley Ctr. for Race & Gender, <http://crg.berkeley.edu/content/islamophobia/media>, consulté pour la dernière fois le 9 août 2016.

à un phénomène complexe. Malgré les critiques du terme de la part des chercheurs et des défenseurs,⁶¹ le terme « islamophobie » s'est avéré à la fois résonnant et résilient.⁶² Il est plus employé que n'importe quel autre terme pour expliquer la flambée de l'animosité et du sectarisme envers les musulmans américains.⁶³ Jusqu'en juin 2016, l'islamophobie a été mentionnée dans 293 articles de revues juridiques, dont la grande majorité avait été publiée pendant ou après 2011.⁶⁴

Cet intérêt perdure aujourd'hui, en particulier dans le cadre de l'expansion des pratiques policières antiterroristes et de la volonté accrue de lutter contre la radicalisation à la suite des attaques terroristes perpétrées par des musulmans en Europe et aux États-Unis.⁶⁵ La recherche sur l'islamophobie soulève la grande question de savoir si les musulmans peuvent être intégrés à la société américaine.⁶⁶

Alors que l'islamophobie continue de s'intensifier, en raison d'une surveillance gouvernementale accrue,⁶⁷ et du discours politique effronté qui a marqué la campagne présidentielle de 2016,⁶⁸ elle continuera certainement à susciter un grand intérêt et à faire l'objet d'études minutieuses dans le monde de la recherche juridique. Chaque jour qui passe, il devient de plus en plus urgent de lutter contre une forme de sectarisme proliférante et menaçante envers les Américains musulmans et ceux perçus comme des Américains musulmans. Cela nécessite à la fois

une définition juridique précise de l'islamophobie et un cadre global qui couvre la peur et la suspicion dans les sphères publique et privée. Cette étude est la première à fournir une définition et un cadre exhaustifs de l'islamophobie dans la littérature juridique, comblant ainsi le vide à un moment où l'intérêt des chercheurs pour cette question croît rapidement.

Cette étude définit l'islamophobie comme la présomption que l'islam est intrinsèquement violent, étranger et inassimilable. À cela s'ajoute la convic-

L'islamophobie a donc trois dimensions : la politique structurelle, l'animosité individuelle et le processus dialectique qui permet à la première de légitimer et de mobiliser le sectarisme latent et manifeste d'individus et d'acteurs privés. Le résultat est beaucoup plus vaste et complexe qu'une simple « peur et aversion » à l'égard de l'islam et des musulmans.

tion que les expressions de l'identité musulmane sont corrélatives à une propension au terrorisme. L'étude soutient que l'islamophobie découle de la description de l'islam comme antithèse de la civilisation et persiste grâce aux structures gouvernementales et aux

61 Des débats animés entre chercheurs et militants ont porté sur la connotation du terme, son efficacité et si des alternatives telles que « sectarisme antimusulman », « racisme antimusulman » ou « islamo-racisme » seraient des outils plus précis, pratiques et efficaces pour définir la peur, la suspicion et la violence envers les musulmans. Voir, globalement, Jaideep Singh, « The Death of Islamophobia: The Rise of Islamo-Racism », Race Files, le 23 février 2016, <http://www.racefiles.com/2016/02/23/the-death-of-islamophobia-the-rise-of-islamo-racism/> [ci-après Singh, The Death of Islamophobia] (fournissant une analyse sur les raisons pour lesquelles « l'islamo-racisme » décrit mieux les préjugés et le sectarisme anti-musulman que le terme « islamophobie »).

62 « Bien que d'autres termes et expressions aient été utilisés pour décrire ces préjugés et cette discrimination, notamment « haine envers les musulmans » et « préjugés antimusulmans », le terme « islamophobie » est le plus largement reconnu et employé ». L'équipe de la Bridge Initiative, « Islamophobia: The Right Word for a Real Problem », Bridge Initiative, le 26 avril 2015, <http://bridge.georgetown.edu/islamophobia-the-right-word-for-a-real-problem/> [ci-après, Bridge Initiative, The Right Word]. La Bridge Initiative est un projet de recherche mené à l'Université de Georgetown pour surveiller, étudier et analyser l'islamophobie aux États-Unis. Voir « A propos de », Bridge Initiative, <http://bridge.georgetown.edu/about/>, consulté pour la dernière fois le 27 septembre 2016.

63 Bridge Initiative, The Right Word, supra note 6. (Le terme « islamophobie » a déjà gagné en popularité dans les discours publics et constitue le terme le plus concis et le plus reconnaissable qui est actuellement employé pour décrire les préjugés et la discrimination).

64 De 2010 à 2012, le terme « islamophobie » a figuré dans le titre de 225 articles scientifiques et est apparu 6 240 fois dans ces articles. Ceux-ci comprennent des travaux de recherche dans toutes les disciplines académiques. Id.

65 La tuerie dans la discothèque Pulse à Orlando, en Floride, le 12 juin

2016, impliquant un tireur américain musulman d'origine afghane (Omar Mateen) qui a tué quarante-neuf personnes et en a blessé cinquante-trois, est considérée comme « l'attaque [terroriste] la plus meurtrière » depuis le 11 septembre. Voir Ana Swanson, « The Orlando Attack Could Transform the Picture of Post-9/11 Terrorism in America », Washington Post : Wonkblog, le 12 juin 2016, <http://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2016/06/12/the-orlando-attack-could-transform-the-picture-of-post-911-terrorism-in-america/> [<http://perma.cc/KY6Q-AGNG>].

66 « La vision des musulmans comme faisant partie de l'Amérique » est un thème dominant dans les recherches universitaires, reflétant l'actuel discours populaire et politique sur l'assimilation des musulmans dans le corps politique. Edward E. Curtis IV, « The Study of American Muslims: A History », dans The Cambridge Companion to American Islam, Juliane Hammer & Omid Safi eds. (Cambridge : Cambridge University Press, 2013) : 15, 26, soulignement omis.

67 La Maison Blanche, sous le président Barack Obama, a dirigé l'expansion des pratiques policières axées sur la lutte contre l'extrémisme violent (« LCEV policing »). Voir globalement « Fact Sheet: The White House Summit on Countering Violent Extremism », White House, le 18 février 2015, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/02/18/fact-sheet-white-housesummitcountering-violent-extremism>. Les récents attentats terroristes perpétrés par des musulmans, notamment l'attaque d'Orlando, que le président Obama a qualifiée d'« extrémisme endogène », accéléreront probablement cette expansion. Voir Kevin Liptak, « Obama Cites 'Homegrown Extremism', Escalates Call for Gun Control », CNN, le 13 juin 2016, <http://www.cnn.com/2016/06/13/politics/obama-orlando-gun-control-homegrownextremism/>.

68 « Islamophobia in the 2016 Elections », Bridge Initiative, le 25 avril 2015, <http://bridge.georgetown.edu/islamophobia-and-the-2016-elections/#> [ci-après, l'initiative Bridge, l'islamophobie dans les élections de 2016].

citoyens. Enfin, elle affirme que l'islamophobie est également un processus, à savoir la dialectique selon laquelle les politiques étatiques visant les musulmans approuvent les stéréotypes dominants et, à leur tour, encouragent l'animosité individuelle envers des personnes musulmanes.

L'islamophobie a donc trois dimensions : la politique structurelle, l'animosité individuelle et le processus dialectique qui permet à la première de légitimer et de mobiliser le sectarisme latent et manifeste d'individus et d'acteurs privés. Le résultat est beaucoup plus vaste et complexe qu'une simple « peur et aversion » à l'égard de l'islam et des musulmans.⁶⁹

La première partie étudie l'islamophobie individuelle, soit la peur, la suspicion et l'attaque violente des musulmans (ou des personnes perçues comme musulmanes) par des individus ou des acteurs privés. La deuxième partie examine l'islamophobie structurelle et le processus moins analysé que suit l'État pour perpétuer le sentiment de peur et de suspicion à l'égard des musulmans en adoptant et en développant une politique officielle de surveillance, de profilage et d'immigration. La troisième partie révèle le processus dialectique selon lequel la politique de l'État façonne et approuve les stéréotypes populaires de l'islam et des musulmans et qui, dans les grands moments sociopolitiques tels que la longue « guerre contre le terrorisme », encourage la violence individuelle envers les musulmans de bonne foi et les personnes perçues comme musulmanes. La quatrième partie est centrée sur les avantages stratégiques que les militants et les chercheurs dans le domaine juridique peuvent tirer en employant la définition de cette étude.

Islamophobie Individuelle

Définition

Cette étude définit l'islamophobie individuelle comme étant la peur, la suspicion et l'attaque violente des musulmans par des individus ou des acteurs privés. Cette animosité se traduit généralement par le recours d'acteurs non étatiques à des

insultes religieuses ou raciales, à des manifestations, à des rassemblements de masse, ou à des actes de violence contre des sujets musulmans.

Bien que l'islamophobie individuelle soit éclairée par la politique et les programmes du gouvernement, elle englobe les activités et le comportement antimusulmans d'entités non affiliées à l'État.

Analyse

Le 13 novembre 2015, « trois équipes d'assailants affiliés à l'État islamique ont, à l'unisson, commis des attaques terroristes à Paris », tuant 129 personnes et blessant 352 autres.⁷⁰ Environ trois semaines plus tard, deux coupables (supposés) musulmans ont abattu quatorze innocents au Inland Regional Center de San Bernardino, en Californie, ce que le président Barack Obama a déclaré être un acte de terrorisme.⁷¹ Ces deux attentats ont mis en évidence un climat déjà hostile à l'égard des musulmans aux États-Unis, attisé par des semeurs de haine et des politiciens qui recherchent des boucs émissaires.

Ces attaques ont entraîné une augmentation frappante des crimes de haine contre les musulmans pour des motifs religieux et racistes.⁷² « Les crimes de haine contre les Américains musulmans et les mosquées aux États-Unis ont triplé à la suite des attaques terroristes de Paris et de San Bernardino, en Californie, et des dizaines d'entre eux se sont produits en un mois seulement ». ⁷³ Combinées aux discours politiques dominants, les représentations des musulmans et de l'islam sur les médias traditionnels et sociaux renforcent aussi les stéréotypes populaires de la religion et de ses fidèles et, après chaque crise, déchaînent l'animosité et la violence des acteurs privés. L'attaque perpétrée contre un club gay à Orlando le 12 juin 2016 a de nouveau suscité l'inquiétude d'une escalade des crimes de haine contre les Américains musulmans, car, dans les années précédentes, un tel incident conduisait forcément à l'assassinat de personnes perçues comme musulmanes et de musulmans de bonne foi. Parmi les exemples récents, citons l'assassinat de trois étudiantes musulmanes américaines à Chapel Hill, en Caroline du

69 Bridge Initiative, *The Right Word*, supra note 6.

70 Adam Nossiter, Aurelien Breeden et Katrin Bennhold, « Three Teams of Coordinated Attackers Carried Out Assault on Paris, Officials Say; Hollande Blames ISIS », *New York Times*, le 14 novembre 2015, <http://www.nytimes.com/2015/11/15/world/europe/paristerroristattacks.html> (figure dans la *Columbia Law Review*).

71 Paloma Esquivel, Joseph Tanfani, Louis Sahagun et Sarah Parvini, « Obama: 'This Was an Act of Terrorism Designed to Kill Innocent People' », *L.A. Times*, le 6 décembre 2015, <http://www.latimes.com/local/lanow/la-me-ln-san-bernardino-terror-probe-widens-asobamaset-to-speak-20151206->

[story.html](#).

72 L'identité musulmane est généralement considérée par les acteurs privés comme faisant partie d'une identité ethno-raciale, ce qui se reflète dans la caricature des musulmans qui sont réduits au profil d'immigrés, d'étrangers et d'arabes. Voir Khaled A. Beydoun, *Antebellum Islam*, 58 *Howard Law Journal* 141, 163-70 (2014).

73 Eric Lichtblau, « Crimes Against Muslim Americans and Mosques Rise Sharply », *New York Times*, le 17 décembre 2015, <http://www.nytimes.com/2015/12/18/us/politics/crimes-againstmuslimamericans-and-mosques-rise-sharply.html> (figure dans la *Columbia Law Review*).

Nord, en février 2015,⁷⁴ les incendies criminels, les actes de vandalisme et la destruction qu'ont subi soixante-dix-huit mosquées en 2015,⁷⁵ la vague de manifestations contre les musulmans qui a secoué la nation,⁷⁶ la multiplication des insultes et des propos islamophobes individuels qui sont devenus encore plus courants grâce à la campagne de Trump ;⁷⁷ et plus récemment, l'assassinat ciblé d'un grand imam musulman⁷⁸ et de son assistant dans le Queens à New York.⁷⁹

Bien que le sectarisme populaire envers les musulmans soit de plus en plus condamné par les médias traditionnels et rejeté par (certains) politiciens,⁸⁰ il émane de tropes profondément enracinés dans les institutions de l'État⁸¹ et est en harmonie avec les pratiques policières et les mesures de profilage telles que la *Loi de 2001 pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme* (PATRIOT Act), les politiques de lutte contre l'extrémisme violent (LCEV) et les politiques nationales suggérées telles que la proposition du candidat présidentiel républicain, Donald Trump, d'interdire l'entrée des musulmans aux États-Unis.⁸² Toutefois, conformément aux exemples d'islamophobie individuelle cités ci-dessus, les définitions actuelles du terme islamophobie continuent de

décrire principalement le phénomène d'un point de vue individuel.

Sans doute, la définition de l'islamophobie la plus largement citée figure dans une étude importante réalisée par le Center for American Progress et témoigne de l'accent explicitement mis sur l'islamophobie individuelle. L'étude *Fear, Inc.* définit l'islamophobie comme suit : « La peur, la haine et l'hostilité exagérées envers l'islam et les musulmans ... entretenues par des stéréotypes négatifs qui donnent lieu à des préjugés contre les musulmans et à leur discrimination, leur marginalisation et leur exclusion de la vie sociale, politique et civile des États-Unis. »⁸³

La définition note effectivement la relation entre les stéréotypes existants et l'animosité qu'elle justifie et facilite. Cependant, sa large version n'explique pas le rôle des acteurs du droit, de la politique et du gouvernement dans la permission « des préjugés, de la discrimination, de la marginalisation et de l'exclusion ». ⁸⁴ En outre, la description de l'islamophobie comme étant une « peur exagérée » illustre l'accent mis sur l'islamophobie individuelle, en la définissant comme une activité déviante ou aberrante plutôt qu'un comportement rationnel ou stratégique servant les intérêts de l'État.⁸⁵

74 « Three Muslim Students Killed at North Carolina Campus », Al Jazeera, le 11 février 2015, <http://www.aljazeera.com/news/2015/02/students-murdered-university-north-carolinacampus150211093231033.html>, [ci-après, Three Muslim Students].

75 « En 2015, 78 mosquées ont été visées (actes de vandalisme, incendies criminels et autres destructions), selon le rapport établi par le Conseil des relations américano-islamiques. Trente-quatre des incidents de 2015 ont eu lieu en novembre et en décembre. Le groupe en a recensé 20 en 2014. » Talal Ansari, « There Was a Huge Increase in Attacks on Mosques Last Year », Buzzfeed News, le 20 juin 2016, <http://www.buzzfeed.com/talalansari/there-was-a-huge-increase-in-attacks-on-mosques-last-year>.

76 Niraj Warikoo, « Anti-Muslim Rallies Across USA Making Muslims Wary », USA Today, le 10 octobre 2015, <http://www.usatoday.com/story/news/nation-now/2015/10/09/anti-islamralliesacross-usa-making-muslims-wary/73672674/>

77 « Or Trump l'a perfectionné. Dans sa campagne, l'islamophobie est devenu un art politique chaque phrase-choc soigneusement assemblée et stratégiquement lancée – conçu pour inspirer la haine féroce que crachent ses partisans et exacerber la haine raciste qui se manifeste lors de ses rassemblements de soutien. » Khaled A. Khaled A. Beydoun, « Donald Trump and Electing Islamophobia », Al Jazeera, le 13 mars 2016, <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2016/03/donald-trump-electingislamophobia160313104258994.html>.

78 Imam est un mot arabe qui désigne un officiant dans une mosquée qui, en raison de sa position, assume souvent le rôle de chef de communauté.

79 L'imam Maulama Akonjee, âgé de 55 ans, et son assistant, Thara Uddin, âgé de 64 ans, ont été abattus le 14 août 2016 alors qu'ils sortaient de leur mosquée d'Ozone Park, dans le Queens. Pilar Melendez et Ray Sanchez, « New York Imam, His Assistant Killed Near Mosque », CNN, le 14 août 2016, <http://www.cnn.com/2016/08/13/us/new-york-imam-shooting/>. Akonjee dirigeait la mosquée située dans une enclave bangladaise en pleine expansion dans le quartier de New York. Id.

80 Voir, par exemple, Nihad Awad, « Opinion, Obama Condemned Islamophobia in America. It's Time Republicans Did Too », The Guardian, le 7 décembre 2015, <http://www.theguardian.com/commentsfree/2015/dec/07/>

obama-condemned-islamophobia-republicans-should.

81 Pour une analyse complète des stéréotypes orientalistes et négatifs de l'islam et des musulmans qui ont motivé les décisions des tribunaux, voir Marie A. Faillinger, « Islam in the Mind of American Courts: 1800 to 1960 », 32 B.C. J.L. & Soc. Just. 1 (2012). Pour une perspective historique, voir Khaled A. Beydoun, « Between Muslim and White: The Legal Construction of Arab American Identity », 69 N.Y.U. Ann. Surv. Am. L. 29, 37 (2014) [ci-après Beydoun, *Between Muslim and White*] (affirmant que l'amalgame entre l'identité arabe et l'identité musulmane soutient le point de vue selon lequel les musulmans ne peuvent adhérer aux valeurs américaines et ne s'accordent pas avec les conceptions dominantes de la citoyenneté qui, de 1790 à 1952, exigeaient qu'un immigrant soit considéré comme blanc par un tribunal civil afin de se faire naturaliser).

82 Cet auteur a déjà évoqué la proposition de Trump : « Les appels de Donald Trump à une interdiction d'entrée des musulmans aux États-Unis et, plus récemment, à un « filtrage extrême » de toute personne cherchant à immigrer aux États-Unis ont été condamnés comme étant des mesures qui sont en rupture avec les traditions nationales de tolérance religieuse et d'accueil des immigrants. En fait, les propositions de Trump reflètent une politique déplorable d'immigration américaine de longue date, une politique qui limitait l'entrée des immigrants musulmans arabes et sud-asiatiques et les empêchait de devenir citoyens jusqu'au milieu du XXe siècle. » Khaled A. Beydoun, « Opinion, America Banned Muslims Long Before Donald Trump », Washington Post, le 18 août 2016, http://www.washingtonpost.com/opinions/trumps-anti-muslim-stanceechoesa-us-law-from-the-1700s/2016/08/18/6da7b486-6585-11e6-8b27-bb8ba3947a2_story.html.

83 Une étude influente publiée par le Center for American Progress en 2011 a intégré le terme dans les cercles médiatiques, académique et politiques. Wajahat Ali et autres, « Fear, Inc.: The Roots of the Islamophobia Network in America », Center for American Progress, le 26 août 2011, <http://cdn.americanprogress.org/wp-content/uploads/issues/2011/08/pdf/islamophobia.pdf>.

84 Id.

85 Id.

Or, l'islamophobie individuelle n'est pas exclusivement une question de perspectives aberrantes ou de comportements déviants. L'islamophobie englobe également des idées et des activités qui sont compatibles avec le message antimusulman qui émanent de la politique de l'État et, le plus criard aujourd'hui, des armes de la sécurité nationale de l'État.

Plus que jamais, la loi PATRIOT a légalement permis au gouvernement d'empiéter « sur les droits civils des Américains en ... étendant les pouvoirs du gouvernement en matière de surveillance électronique » qui touchent disproportionnellement les musulmans.

L'islamophobie Structurelle

Définition

Cette étude définit l'islamophobie structurelle comme les sentiments de peur et de suspicion que les institutions—notamment les organismes gouvernementaux—éprouvent envers les musulmans et qui se manifestent par la mise en œuvre et le soutien de certaines politiques. Ces politiques sont fondées sur la présomption que l'identité musulmane est associée à une menace pour la sécurité nationale et, bien qu'elles soient généralement formulées de manière neutre à première vue, elles visent les musulmans de manière disproportionnée, compromettant, freinant et restreignant leurs libertés civiles.⁸⁶

Bien que présenté comme une nouvelle forme de sectarisme, le concept de l'islamophobie structurelle souligne que l'islamophobie est une extension moderne de « l'orientalisme »,⁸⁷ un discours de maître qui place l'islam—une religion, un peuple et une sphère géographique imaginée—à l'opposé de la civilisation de l'Occident. Pour comprendre l'islamophobie structurelle, il est tout d'abord

essentiel d'établir un lien entre l'islamophobie et l'orientalisme, l'épistémologie qui a donné naissance aux représentations modernes et erronées des musulmans. En d'autres termes, il est impossible de comprendre le fondement et la trajectoire de l'islamophobie (moderne) sans analyser et comprendre l'orientalisme.

Analyse

Après les attentats terroristes du 11 septembre, le professeur Leti Volpp a observé à quel point les attentats terroristes impliquant un coupable musulman entraînaient une « recrudescence immédiate des tropes orientalistes ».⁸⁸ Ces tropes sont ancrés dans la culture populaire, mais plus particulièrement, ils sont ancrés dans la mémoire institutionnelle des organismes gouvernementaux, y compris le pouvoir judiciaire,⁸⁹ et désormais, dans la mémoire du département américain de la Sécurité intérieure (DHS) et des autorités chargées de l'application de la loi antiterroriste.⁹⁰ Dépeignant l'islam et l'identité musulmane comme étant inassimilables, subversifs et violents et ayant une propension inhérente au terrorisme,⁹¹ ces tropes incitent les organismes de l'État à adopter des politiques—comme celles qui ont été élaborées pendant la longue « guerre contre le terrorisme »—qui visent à surveiller et poursuivre les musulmans et à leur refuser toute entrée au pays. De telles politiques font peser une présomption de culpabilité sur l'ensemble des musulmans et portent atteinte à leurs libertés civiles.

Bien que bon nombre de politiques gouvernementales modernes s'inscrivent dans la catégorie de l'islamophobie structurelle, les deux exemples les plus marquants restent la loi PATRIOT (et les lois connexes sur l'immigration) et la politique émergente de lutte contre la radicalisation (LCEV). Au lendemain du 11 septembre, l'administration Bush a créé le DHS dont la mission principale était d'élargir son programme antiterroriste, en se concentrant

86 La Loi de 1996 sur la lutte contre le terrorisme et l'application de la peine de mort (AEDPA) et la loi PATRIOT, qui visent de manière disproportionnée les communautés musulmanes, sont des exemples d'islamophobie structurelle. Voir infra, section II.B (analyse de ces politiques d'un point de vue structurel).

87 Voir, globalement, Edward Said, *Orientalism* (1979) (formulant et définissant la théorie de l'orientalisme, qui positionne l'Ouest ou l'Occident comme le contrepoint et l'antithèse supérieurs du Moyen-Orient ou de « l'Orient » inférieur).

88 Leti Volpp, *The Citizen and the Terrorist*, 49 *UCLA L. Rev.* 1575, 1586 (2002).

89 Voir Failinger, supra note 25, pp. 13-28 (analysant les décisions judiciaires concernant l'islam ou les musulmans, qui illustrent l'omniprésence d'un

ensemble commun de tropes négatifs). Voir, globalement, Beydoun, *Between Muslim and White*, supra note 25, p. 37 (discutant de dix cas de naturalisation de demandeurs immigrés provenant de régions à majorité musulmane et affirmant que l'identité musulmane—ou l'identité présumée musulmane—ne concorde pas avec l'image construite des blancs).

90 Alors que les tribunaux étaient les principaux mécanismes d'application de l'Orientalisme (et de l'animosité envers les musulmans) de l'État au cours de l'ère de la naturalisation (1790-1952), aujourd'hui, ce sont les services de maintien de l'ordre, en particulier le département de la Sécurité intérieure, et les organismes locaux chargés de l'application de la loi qui jouent ce rôle.

91 Voir Khaled A. Beydoun, « Islamophobia Has a Long History in the United States », *BBC Magazine*, le 29 septembre 2015 [ci-après Beydoun, *Islamophobia*], <http://www.bbc.com/news/magazine-34385051>.

spécifiquement sur « l'extrémisme islamique », ce qui a abouti à la promulgation de la loi PATRIOT deux mois après les attentats du 11 septembre.⁹² Plus que jamais, la loi PATRIOT a légalement permis au gouvernement d'empiéter « sur les droits civils des Américains en ... étendant les pouvoirs du gouvernement en matière de surveillance électronique »⁹³ qui touchent disproportionnellement les musulmans.⁹⁴

Le 11 septembre et l'expansion de l'islamophobie structurelle.

La suspicion de l'État envers les Américains musulmans et leur surveillance systématique ont commencé bien avant le 11 septembre.⁹⁵ Toutefois, comme les terroristes étaient musulmans, l'État a axé ses programmes élargis de lutte contre le terrorisme sur les citoyens et les ressortissants étrangers musulmans. Avec la création du Département de la Sécurité intérieure des États-Unis (DHS) le 25 novembre 2002,⁹⁶ la surveillance électronique est devenue la pierre angulaire du programme national de lutte contre le terrorisme après l'attentat terroriste le plus meurtrier de l'histoire des États-Unis.⁹⁷ La loi PATRIOT a permis de surveiller de près des citoyens et des non-citoyens soupçonnés de terrorisme ou de liens avec des entités transnationales considérées comme des organisations terroristes, ce qui a gravement paralysé les activités religieuses et politiques des Américains arabes et musulmans ; ces groupes démographiques sont systématiquement synonymes de menaces à la sécurité nationale. « Sans doute, l'effet le plus déplorable de la loi [PATRIOT] sur les libertés civiles, en particulier pour les Américains

arabes et musulmans, est l'assouplissement des normes que les forces de l'ordre doivent respecter pour contrôler, fouiller et saisir les personnes et leurs biens ».⁹⁸ Après le 11 septembre, le lien établi entre l'identité musulmane et le terrorisme a été resserré, ce qui a permis à l'État de contourner les garanties constitutionnelles lorsque le sujet était musulman. En plus de renforcer les capacités de surveillance, l'administration Bush a restructuré les fonctions liées à l'immigration et la sécurité nationale de l'État compte tenu de la peur accrue de la menace que représentent les musulmans. Le DHS nouvellement créé a absorbé les fonctions de l'immigration, de la douane et de la gestion des urgences de l'État qui étaient auparavant autonomes.⁹⁹

En plus de deux guerres menées à l'étranger,¹⁰⁰ et de larges mesures de surveillance et de maintien de l'ordre à l'intérieur du pays, la période suivant le 11 septembre a été marquée par la promulgation d'une deuxième politique qui présente de nombreux parallèles avec l'interdiction aux musulmans de devenir citoyens à l'époque de la naturalisation. En juin 2002, le procureur général John Ashcroft a mis en place le système d'enregistrement des entrées et des sorties lié à la sécurité nationale (NSEERS), un vaste programme de suivi de l'immigration qui cible quasi-exclusivement les immigrants, les non-immigrants et les résidents permanents musulmans. La disposition de « l'enregistrement spécial » du NSEERS obligeait tous les ressortissants masculins, adolescents et adultes, de 25 pays différents, à accepter de se faire prendre leurs empreintes digitales et d'être enregistrés par le gouvernement fédéral

92 Loi de 2001 Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism (Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme) (USA PATRIOT), Pub. L. no. 107-56, 115 Stat. 272 (codifiée dans plusieurs titres du Code des États-Unis (2012)) ; voir aussi USA PATRIOT Improvement and Reauthorization Act of 2005, Pub. L. no. 109-177, 120 Stat. 192 (2006) (codifiée dans plusieurs titres du Code des États-Unis).

93 Kevin R. Johnson et Bernard Trujillo, « Immigration Reform, National Security After September 11, and the Future of North American Integration », 91 Minn. L. Rev. 1369, 1369 (2007).

94 Voir, globalement, Susan M. Akram et Kevin R. Johnson, « Race, Civil Rights and Immigration Law After September 11, 2001: The Targeting of Arabs and Muslims », 58 N.Y.U. Ann. Surv. Am. L. 295, 327-45 (2002) (discutant de l'impact de la loi PATRIOT sur les droits civils des musulmans en Amérique).

95 Le début de cette période de surveillance accrue est souvent attribué à l'AEDPA. La loi de 1996 sur la lutte contre le terrorisme et l'application de la peine de mort (AEDPA) était la première mesure de maintien de l'ordre prise à l'égard des personnes et des communautés musulmanes. Une partie de cette loi a conduit à des enquêtes disparates sur les activités politiques et sociales de musulmans américains, tandis qu'une autre partie a entraîné l'expulsion de musulmans réellement ou fictivement impliqués dans des activités terroristes. Beydoun, *Islamophobia*, supra note 35.

96 Homeland Security Act of 2002 (loi de 2002 sur la sécurité intérieure),

Pub. L. no. 107-296, 116 Stat. 2135 (codifiée dans les sections 5, 6, 18, 44, et 49 du Code des États-Unis).

97 Pour un résumé des attentats du 11 septembre, voir « September 11th Fast Facts », CNN (7 septembre 2015), <http://www.cnn.com/2013/07/27/us/september-11-anniversary-fast-facts/>.

98 Heena Musabji et Christina Abraham, « The Threat to Civil Liberties and Its Effect on Muslims in America », 1 DePaul J. for Soc. Just. 83, 99 (2007).

99 Khaled A. Beydoun, « Between Indigence, Islamophobia and Erasure: Poor and Muslim in 'War on Terror' America », 104 Calif. L. Rev. (à paraître en 2016) [ci-après Beydoun, *Between Indigence*] (manuscrit à la p. 23) (figure dans la revue *Columbia Law Review*) (« Le DHS a consolidé les régimes d'immigration et d'émigration de l'État et a servi de point d'appui institutionnel aux vastes mesures de surveillance et pratiques policières antiterroristes fédérales et locales que la loi USA PATRIOT approuve. ») (citant la loi USA PATRIOT, Pub. L. no. 107-56, 115 Stat. 272 (codifiée dans plusieurs titres du Code des États-Unis)) ; voir aussi USA PATRIOT Improvement and Reauthorization Act of 2005, Pub. L. no. 109-177, 120 Stat. 192 (codifiée dans plusieurs titres du Code des États-Unis).

100 Yaser Ali, « Shariah and Citizenship—How Islamophobia Is Creating a Second-Class Citizenry in America », 100 Calif. L. Rev. 1027, 1042-43 (2012) (décrivant comment le gouvernement exploite « la crainte d'une nouvelle attaque de la nation par des musulmans — ou des personnes à l'apparence musulmane — pour justifier « deux guerres coûteuses en Afghanistan et en Irak »).

ou d'être immédiatement expulsés vers leur pays d'origine. À la seule exception de la Corée du Nord, chacun des 25 autres pays figurant dans le bulletin d'enregistrement spécial était musulman ou arabe.¹⁰¹

En juin 2002, le procureur général John Ashcroft a mis en place le système d'enregistrement des entrées et des sorties lié à la sécurité nationale (NSEERS), un vaste programme de suivi de l'immigration qui cible quasi-exclusivement les immigrants, les non-immigrants et les résidents permanents musulmans.

Bien que dissous en 2011, le NSEERS a explicitement réintégré le principe orientaliste selon lequel les musulmans sont considérés comme une menace pour la sécurité nationale. Les origines géographiques, la race et la religion sont les signes d'une menace probable à la sécurité nationale. Ainsi, la loi servait en quelque sorte à interdire les musulmans, avant que Trump ne propose odieusement d'empêcher tous les musulmans d'entrer aux États-Unis le 7 décembre 2015.¹⁰² À l'instar de la loi PATRIOT, la loi de l'ère post-11 septembre qui a été plus étudiée et plus analysée, la disposition de « l'enregistrement spécial » du NSEERS est un exemple clé de l'islamophobie structurelle.

Islamophobie structurelle et lutte contre la radicalisation.

Aujourd'hui, la peur croissante de la « radicalisation » musulmane est à l'origine de l'expansion actuelle des pratiques policières de lutte contre la radicalisation, soit de LCEV (lutte contre l'extrémisme

violent).¹⁰³ Les pratiques policières de lutte contre l'extrémisme violent (LCEV) sont « le modèle émergent des pratiques policières antiterroristes et des pratiques policières de sécurité nationale qui balayent les villes américaines, et plus particulièrement les communautés à forte concentration de populations musulmanes américaines ». ¹⁰⁴ Les pratiques policières de LCEV visent principalement les musulmans, permettant à l'État de surveiller de plus près les communautés à forte concentration musulmane et les espaces où les musulmans se rassemblent (notamment les mosquées).¹⁰⁵ Encore une fois, cette pratique gouvernementale repose sur le trope fondamental qui associe l'identité musulmane à l'antithèse de la civilisation et traite ainsi les musulmans comme une menace présumée pour la sécurité nationale. ¹⁰⁶ Les pratiques policières de LCEV sont promues « sous le couvert de la connaissance approfondie du processus par lequel les musulmans deviennent des terroristes ». ¹⁰⁷ Tout comme la loi PATRIOT et les lois et politiques précédentes,¹⁰⁸ la théorie de LCEV se concentre exclusivement sur les personnes et les zones géographiques musulmanes étant donné qu'elles sont considérées comme des sources présumées de terrorisme. Renforcées grâce à la collaboration entre le DHS, les services locaux d'application de la loi et les informateurs de la communauté,¹⁰⁹ les pratiques policières de LCEV sont la manifestation la plus récente et peut-être la plus néfaste de l'islamophobie structurelle : elles redéploient des tropes ancrés qui affirment que l'islam est intrinsèquement extrême et que ceux qui pratiquent cette religion, surtout de manière bien visible, doivent être surveillés de près en tant que présumés radicaux.¹¹⁰ En conséquence, les pratiques policières de LCEV compromettent la capacité des

101 Arsalan Iftikhar, « Arab Americans », dans *Anti-Immigration in the United States: A Historical Encyclopedia*, Kathleen R. Arnold éd., (Santa Barbara, Calif. : Greenwood, 2011) : 40, 43.

102 Jenna Johnson, « Trump Calls for Total and Complete Shutdown of Muslims Entering the United States », *Washington Post*, le 7 décembre 2015, <http://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/12/07/donald-trump-calls-for-total-and-complete-shutdown-of-muslims-entering-the-united-states/>.

103 La théorie de la radicalisation « suggère qu'il est prévisible que le musulman devienne terroriste » et que, par conséquent, la radicalisation peut être prévenue par la surveillance et l'arrestation d'un sujet (musulman) soupçonné d'être en passe d'adopter une idéologie extrémiste. Amna A. Akbar, « Policing 'Radicalization' », 3 *U.C. Irvine L. Rev.* 809, 811 (2013).

104 Beydoun, *Between Indigence*, supra note 43 (manuscrit aux pp. 24-25).

105 Id. (manuscrit aux pp. 27-30).

106 Le département de police de New York (NYPD) considère l'identité musulmane – en particulier l'identité masculine musulmane – comme un signe de radicalisation. Selon le NYPD, les musulmans qui vivent dans des enclaves musulmanes ont déjà franchi la première des quatre étapes de radicalisation : toute cette classe d'individus se trouve déjà dans l'entonnoir et constitue donc une « menace » potentielle. L'analyse du NYPD, qui a été

concrétisée en termes opérationnels, indique que la quasi-totalité des jeunes hommes musulmans qui vivent dans des zones urbaines des États-Unis constituent une menace, car ils sont tous au stade de la « pré-radicalisation ». Aziz Z. Huq, « Modeling Terrorist Radicalization », 2 *Duke F. for L. & Soc. Change* 39, 46 (2010).

107 Akbar, supra note 47, p. 817.

108 Ces politiques comprennent l'application de la loi sur la naturalisation de 1790 qui permet d'éviter la naturalisation des immigrants musulmans. Voir, globalement, Beydoun, *Between Muslim and White*, supra note 25. Citons aussi l'adoption de la loi AEDPA, Pub. L. N ° 104-132, 110 Stat. 1214 (codifiée dans les sections 8, 18, 22, 28 et 42 du Code des États-Unis (2012)), cinq ans avant la promulgation de la loi PATRIOT.

109 Samuel J. Rascoff, « Establishing Official Islam? The Law and Strategy of Counter Radicalization », 64 *Stan. L. Rev.* 125, 153-55 (2012).

110 « Telle qu'elle est actuellement envisagée, la police de proximité consacrée à la lutte contre le terrorisme trahit son discours sur l'autonomisation et la confiance mutuelle, et constitue une autre arme dans la boîte à outils du gouvernement fédéral qui perpétue le stéréotype de l'autre terroriste. » Sahar F. Aziz, « Policing Terrorists in the Community », 5 *Harv. Nat'l Security J.* 147, 149 (2014).

Américains musulmans à vivre librement leur foi et restreignent gravement leur liberté du culte, leur liberté d'expression et leurs droits au respect de leur vie privée.

Des programmes officiels de pratiques policières de LCEV ont été testés à Boston, Los Angeles et Minneapolis en 2014.¹¹¹ Cependant, le service de police de New York a commencé à utiliser la tactique policière de LCEV dès 2002, en espionnant les communautés musulmanes dans la région des trois États, notamment les mosquées et les centres communautaires, et en recrutant des informateurs.¹¹² À l'instar de la loi AEDPA, de la loi PATRIOT et du système NSEERS, les pratiques policières formalisées de LCEV reposent sur la notion même que l'identité musulmane et l'expression de cette identité sont un signe de radicalisation ou de radicalisation potentielle. De plus en plus, l'État tente de poursuivre les radicaux et de réaliser son objectif inatteignable d'identifier tous les musulmans qui risquent de sombrer dans la radicalisation, en particulier après les récents attentats en Belgique, à Paris et à Orlando. Ce qui illustre bien ce phénomène, c'est l'expansion de la présomption structurelle selon laquelle l'identité musulmane est étroitement liée au terrorisme.

L'islamophobie Comme Dialectique Entre l'état et la Société

*Le discours sur la radicalisation alimente l'islamophobie qui existe déjà aux États-Unis, légitimant ainsi le sentiment hostile aux musulmans.*¹¹³

Islamophobie dialectique

L'islamophobie est aussi une dialectique systémique, fluide et profondément politisée entre l'État et ses citoyens : une dialectique selon laquelle le premier forme, modifie et confirme les points de vue ou les attitudes de l'opinion publique vis-à-vis de l'islam et des musulmans à l'intérieur et à l'extérieur des

frontières de l'Amérique. Ainsi, la troisième dimension de l'islamophobie est axée sur « l'islamophobie dialectique », qui est le processus par lequel les politiques de l'État légitiment les idées fausses, les représentations trompeuses et les tropes que partagent largement les citoyens privés.

Encore une fois, l'islamophobie est la présomption de culpabilité que l'État et des acteurs privés font peser sur les musulmans. Toutefois, l'islamophobie doit également être considérée comme un

L'islamophobie est aussi une dialectique systémique, fluide et profondément politisée entre l'État et ses citoyens : une dialectique selon laquelle le premier forme, modifie et confirme les points de vue ou les attitudes de l'opinion publique vis-à-vis de l'islam et des musulmans à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'Amérique.

processus — à savoir, le processus par lequel des politiques nationales, telles que la loi PATRIOT et la politique des pratiques policières de LCEV, appuient les tropes enracinés et populaires qui qualifient les musulmans d'étrangers inassimilables et prédisposés à devenir extrémistes¹¹⁴ et encouragent l'animosité individuelle et l'attaque violente des musulmans. Ce processus s'est particulièrement intensifié après des attentats terroristes, comme les attentats du 11 septembre ou ceux de Boston en avril 2013¹¹⁵ — les moments où des politiques islamophobes structurelles ont été adoptées, mises en avant ou élargies.¹¹⁶

La pierre angulaire de l'islamophobie dialectique est l'adhésion de l'État aux stéréotypes de l'islam et des musulmans qui sont largement répandus dans la société, par l'adoption de programmes de surveillance, de procédures de profilage religieux et racial et de politiques d'immigration plus strictes. Cet échange — par lequel l'opinion publique absorbe

111 Akbar, supra note 47, pp. 845-68 (examinant les nouvelles tactiques policières de lutte contre la radicalisation utilisées par les forces de l'ordre fédérales et locales). Les discours et les pratiques policières de lutte contre la radicalisation visent quasi-exclusivement les communautés musulmanes qui, parfois, correspondent à des communautés arabo-américaines et qui, souvent, sont confondues avec ces dernières. Id. p. 811

112 « Depuis au moins 2002, ... [il] s'est engagé dans le profilage religieux et la surveillance sans soupçon de musulmans à New York et ailleurs ». « Factsheet: The NYPD Muslim Surveillance Program », American Civil Liberties Union, <http://www.aclu.org/factsheet-nypd-muslim-surveillance-program>, consulté pour la dernière fois le 9 août 2016.

113 Akbar, supra note 47, p. 876.

114 La loi peut également servir « parfois d'expression de la volonté populaire », en appliquant les mesures punitives qu'une population en colère

réclame en temps de crise. Muneer I. Ahmad, « A Rage Shared by Law: Post-September 11 Racial Violence as Crimes of Passion », 92 Calif. L. Rev. 1259, 1318 (2004).

115 John Eligon et Michael Cooper, « Blasts at Boston Marathon Kill 3, Injure 100 », New York Times, le 15 avril 2013, <http://www.nytimes.com/2013/04/16/us/explosions-reported-at-site-of-boston-marathon.html> (figure dans la Columbia Law Review).

116 En 2014, des programmes de pratiques policières fermes de LCEV ont été testés à Boston, à la suite des attentats de Boston, ainsi qu'à Los Angeles et à Minneapolis. Voir Shelley Murphy, « Boston to Host Anti-Extremist Pilot Program », Boston Globe, le 24 septembre 2014, <http://www.bostonglobe.com/metro/2014/09/23/boston-site-program-prevent-residents-from-joining-extremistgroups/YpEqp2cYvITZ6u8AFkbarL/story.html>.

les soupçons que l'État fait peser sur les musulmans par le biais de politiques (islamophobes structurelles) telles que la loi PATRIOT et les pratiques policières de LCEV, et façonne ensuite sa vision des musulmans conformément à l'image sous-jacente que ces politiques dessinent — est une dialectique permanente qui fait le lien entre la politique de l'État et la haine et la violence exprimées par les citoyens.

L'appui et l'encouragement de l'État à l'islamophobie individuelle

L'attention excessive portée à l'islamophobie s'est tournée vers les histoires sensationnelles et les cas d'islamophobie individuelle. Par exemple, des histoires sur « des appels accrues à l'exclusion des réfugiés syriens et à l'isolement des musulmans américains », ¹¹⁷ des rassemblements antimusulmans dirigés par des militants marginaux, ¹¹⁸ des incendies de mosquées, ¹¹⁹ et le meurtre de trois étudiantes musulmanes américaines en janvier 2015¹²⁰ se sont étalées dans les journaux et les recherches académiques. Cette fixation sur des histoires sensationnelles d'islamophobie individuelle occulte non seulement la crainte et la suspicion des musulmans programmés par les structures gouvernementales, mais également le processus par lequel l'islamophobie structurelle encourage l'animosité individuelle.

Les définitions les plus courantes de l'islamophobie ignorent cette interaction entre la politique de l'État et les points de vue discursifs des musulmans (et de l'islam). Comme d'autres types de sectarisme, la forme de l'islamophobie dépend des représentations médiatiques, ¹²¹ des messages et des discours politiques, ¹²² et surtout, des programmes et des politiques du gouvernement. L'expansion fluide des programmes d'islamophobie structurelle, qui atteint sa deuxième apogée quinze ans après le 11 septembre avec les pratiques policières de LCEV, incite l'ensemble de la société à porter un regard

méfiant sur l'islam. Ces programmes distinguent les musulmans et les Américains musulmans comme étant, au mieux, des menaces potentielles et, au pire, des terroristes qui se trouvent parmi nous.

Dans l'article *A Rage Shared by Law*, écrit à la suite des attaques terroristes du 11 septembre, le professeur Muneer Ahmad affirme ce qui suit :

Tout comme les auteurs du 11 septembre, l'État prétend avoir une relation intime avec la nation ...

En outre, l'État a prétendu agir au nom des victimes des attaques terroristes, invoquant leur mémoire pour justifier un large éventail de politiques antiterroristes Au moyen de sa politique de profilage racial et de l'application des lois sur l'immigration qui visent une race en particulier, l'État a ... jugé tous les « gens d'apparence musulmane » comme étant des terroristes et a pris des mesures de représailles à leur rencontre ». ¹²³

Cette dialectique se maintient après les attentats de Paris, de San Bernardino, de Belgique, ¹²⁴ et d'Orlando, là où l'intensification de l'islamophobie individuelle dans le pays favorise les programmes de pratiques policières de LCEV que l'État a développés. Les lois adoptées après le 11 septembre, suivies des mesures de police et de profilage qui ont été soigneusement prolongées jusqu'à aujourd'hui, en disent long sur la politique américaine. Elles redéployent des stéréotypes orientalistes profondément enracinés qui distinguent l'islam comme une antithèse de la civilisation et les musulmans comme des personnes intrinsèquement violentes et inassimilables. ¹²⁵ Au lieu de remettre en cause ces stéréotypes, les programmes de surveillance raciale et religieuse les affirment et les appuient, en assurant aux individus islamophobes que leur peur, leur suspicion et leur colère sont justifiés. Lorsque l'islamophobie structurelle s'intensifie face à un éventuel extrémisme

117 Shirin Sinnar, « Opinion, Preparing American Muslim Daughters for What Awaits », Mercury News, le 25 novembre 2015, http://www.mercurynews.com/opinion/ci_29156471/shirinsinnarpreparing-american-muslim-daughters-what-awaits.

118 Justin Wm. Moyer, « Armed Anti-Muslim Protestors Stage 'Strange' Protest Outside Mosque in Clock Kid's Hometown », Washington Post, le 23 novembre 2015, <http://www.washingtonpost.com/news/morning-mix/wp/2015/11/23/armed-anti-muslim-protestersstagestrange-protest-outside-mosque-in-clock-kids-hometown/>.

119 Sarah Parvini, Man Sentenced to 6 Years in Prison for Coachella Valley Mosque Arson, L.A. Times (1er mars 2016), <http://www.latimes.com/local/lanow/la-me-ln-coachellamosquefire-sentencing-20160301-story.html> [<http://perma.cc/9RXX-Q8B7>].

120 Three Muslim Students, supra note 18.

121 Voir, globalement, Jack G. Shaheen, *Reel Bad Arabs: How Hollywood*

Vilifies a People (Northampton, Mass.: Olive Branch Press, 2001), (fournissant une liste complète des représentations trompeuses des Arabes, des Moyen-Orientaux, des Nord-Africains et des musulmans au cinéma et à la télévision) ; Jack G. Shaheen, *The TV Arab* (Bowling Green, OH : Bowling Green State University Popular Press, 1984), (fournissant un compte-rendu de base des représentations trompeuses des Américains arabes et musulmans à la télévision au début des années 1980).

122 Pour une révision et une analyse complètes des discours et des stratégies islamophobes qui ont saturé la course à la présidence de 2016, voir Bridge Initiative, *Islamophobia in 2016 Elections*, supra note 12, p. 2.

123 Ahmad, supra note 58, p. 1319.

124 « Victims of the Brussels Attack », BBC News, le 15 avril 2016, <http://www.bbc.com/news/world-europe-35880119>.

125 Voir Volpp, supra note 32, p. 1586 (affirmant que ces stéréotypes qualifient les autres civilisations de « primitives, barbares et despotiques »).

islamique, comme la menace de l'État islamique (ISIS) et la radicalisation endogène, les politiques islamophobes structurelles encouragent les individus islamophobes à se livrer à la violence contre des personnes ou des institutions musulmanes, au nom de la vengeance, de la citoyenneté et du patriotisme.¹²⁶

En effet, les programmes et les politiques islamophobes structurelles pourraient également être considérés comme des appels à l'action (latents), avertissant les citoyens de la nécessité d'être vigilants et d'agir face aux musulmans radicalisés ou en voie de radicalisation. En conséquence, l'islamophobie dialectique est une troisième illustration de la manière dont l'islamophobie s'infiltré dans l'esprit des citoyens. Elle montre comment les politiques de l'État interagissent avec l'animosité individuelle — enracinée dans des tropes séculaires et réifiées par la « guerre contre le terrorisme » — nourrissant l'antipathie et la violence à l'égard des musulmans.

Formulation de la Définition

La présente section souligne le plus haut degré de discordance concernant la compréhension de l'identité américaine musulmane par l'État et l'opinion publique. Discursivement, l'islam se dessine dans l'imaginaire de la majorité sous l'influence de tendances orientalistes. Il est considéré d'un point de vue racial aussi souvent que d'un point de vue religieux. Cependant, ces dernières années, l'État a approfondi sa compréhension de l'islam (et des musulmans), en partie grâce à des politiques de sécurité nationale qui visent à prévenir la radicalisation.¹²⁷ Bien que les perceptions populaires et structurelles des musulmans soient toujours fondées

sur les mêmes tropes (violents, belliqueux,¹²⁸ étrangers, indisciplinés et appartenant à une « race ennemie »)¹²⁹, cette disjonction de plus en plus large dans la perception exige une définition de l'islamophobie qui permette de comprendre ses multiples formes et, par la suite, de rester vigilants.

Lorsque l'islamophobie structurelle s'intensifie face à un éventuel extrémisme islamique, comme la menace de l'État islamique (ISIS) et la radicalisation endogène, les politiques islamophobes structurelles encouragent les individus islamophobes à se livrer à la violence contre des personnes ou des institutions musulmanes, au nom de la vengeance, de la citoyenneté et du patriotisme.

Étant donné que les individus islamophobes se créent une image des musulmans dans un cadre racial ou civilisationnel excessivement inclusif, les stratégies visant à lutter contre ce genre d'animosité devraient viser les communautés comprenant non seulement des musulmans, mais également des groupes habituellement confondus avec les musulmans. Par exemple, les hommes sikhs américains sont généralement perçus comme des musulmans par les individus islamophobes et, par conséquent, comptent parmi les victimes les plus vulnérables et les plus ciblées de l'islamophobie individuelle.¹³⁰ En effet, le turban sikh est devenu une principale cible pour les islamophobes, qui « supposent à tort que leurs turbans sont le signe d'un solide attachement à la religion islamique ».¹³¹ Les hommes sikhs qui

126 Voir Ahmad, supra note 58, pp. 1323-24 (affirmant qu'après le 11 septembre 2001, « l'exercice du pouvoir de l'État » a légitimé les actes de violence individuels perpétrés contre des Arabes, des musulmans et des Sud-Asiatiques).

127 Le développement de la représentation que l'État se fait de l'islam et des musulmans est, en grande partie, une conséquence de la promotion des intérêts de l'État, à savoir la promotion des programmes de lutte contre la radicalisation. Plus spécifiquement, la façon dont l'État comprend la division sectaire au sein de l'islam a évolué, comme en témoignent le lien établi entre la « radicalisation » et les traditions islamiques salafites, et la formation d'une coalition stratégique avec des musulmans qui rejettent cette tradition. Les acteurs étatiques considèrent la radicalisation comme étant un « phénomène sunnite ». Cependant, cette interprétation étroite n'a pas bouleversé les stéréotypes fondamentaux de l'islam et des musulmans qui dictent la politique de l'État, mais s'avère davantage la conséquence des intérêts de l'État. Voir, globalement, Mitchell D. Silber et Arvin Bhatt, le département des renseignements du NYPD, « Radicalization in the West: The Homegrown Threat » (2007), <http://eurabia.parlamentnilisty.cz/UserFiles/document/NYPD.pdf>, (exposant le cadre théorique de la radicalisation, adopté par le DHS, qui inspire la mise en œuvre de la stratégie de répression de la radicalisation aux États-Unis).

128 Beydoun, *Between Muslim and White*, supra note 25, pp. 47-48.

129 John Tehranian, *White Washed: America's Invisible Middle Eastern Minority* (New York : New York University Press, 2009) : 68-72 ; voir aussi, John Tehranian, « Performing Whiteness: Naturalization Litigation and the Construction of Racial Identity in America », 109 *Yale L.J.* 817 (2000). Cet article de revue juridique est le premier à être exclusivement consacré aux plaintes des immigrants arabes et moyen-orientaux, affirmant qu'ils répondent à la définition légale de « blancheur » qui était une condition préalable à la naturalisation de 1790 à 1952. Ces plaintes liées au processus de naturalisation soulignent également les tropes religieux et culturels que ces immigrants subissent lors des procédures civiles.

130 « En particulier, les Américains sikhs ont été victimes de discrimination et de crimes haineux après avoir été confondus avec des Arabes ou des musulmans. Cela n'est pas uniquement dû à leurs turbans, mais aussi à leur longue barbe, tous deux étant des symboles religieux sikhs. » Vinay Harpalani, « DesiCrit: Theorizing the Racial Ambiguity of South Asian Americans », 69 *N.Y.U. Ann. Surv. Am. L.* 77, 162 (2015).

131 Amardeep Singh, « The New Wave of Islamophobia: Being Sikh or Muslim in the Age of Donald Trump », *Salon*, le 3 janvier 2016, http://www.salon.com/2016/01/03/the_new_wave_of_islamophobia_being_sikh_or_muslim_in_the_age_of_donald_trump/

portent des turbans, sont barbus et ont la peau brune, correspondent plus à la caricature stéréotypée du « terroriste musulman » que la majorité des hommes musulmans, ce qui a fait de ces personnes des victimes de profilage, de crimes haineux et d'assassinats ciblés.¹³²

De plus, les apparences phénotypiques des Sud-Asiatiques, des Latins, des Noirs,¹³³ et des hommes et des femmes métis non musulmans sont souvent assimilées à une identité musulmane. En conséquence, l'islamophobie individuelle menace des non-musulmans aussi bien que des musulmans pratiquants, ce qui nécessite une définition et un cadre permettant la protection, la défense des droits et la formation de coalitions entre différentes religions.

D'autre part, les programmes islamophobes structurels émergents sont fondamentalement engagés à surveiller les musulmans selon des critères religieux. Comme nous l'avons vu dans la deuxième partie, les pratiques policières de LCEV inscrivent la radicalisation dans un cadre essentiellement religieux ou politique. Les opinions religieuses conservatrices ou extrémistes, la politique critique qui y est associée, l'appartenance à une confession et l'expression manifeste de la foi, font partie des facteurs qui¹³⁴ permettent à l'État de déterminer qui, et qu'est-ce qui, constitue une menace. En raison de cette focalisation sur les pratiques religieuses, le nombre de cibles potentielles de l'islamophobie structurelle sera probablement beaucoup plus petit que celui des victimes de l'islamophobie individuelle. En outre, à mesure que l'État renforce son engagement en matière de pratiques policières de LCEV, l'islamophobie structurelle risque de se limiter davantage à des groupes américains musulmans et à des zones géographiques bien particuliers qui sont considérées comme davantage portés à la radicalisation.

Par conséquent, les interventions savantes et pratiques concernant l'islamophobie structurelle devraient se concentrer sur les contours religieux et politiques selon lesquels l'État perçoit les terroristes musulmans et les menaces radicales.¹³⁵

La formulation de la définition de l'islamophobie structurelle, énoncée dans la partie I, non seulement distingue l'État des acteurs privés du point de vue de leur perception des musulmans et des pratiques policières visant ces derniers, mais permet également d'effectuer une analyse rigoureuse et plus précise de ce type d'islamophobie.

Enfin, ma définition cherche à détruire un mur analytique qui sépare l'islamophobie individuelle de l'islamophobie structurelle et qui maintient la légitimité de cette dernière. Le discours populaire et la conjoncture politique ont conforté l'interprétation globale de l'islamophobie comme étant une violence individuelle particulièrement déviante et aberrante. Ainsi, la politique et les pratiques policières de l'État qui ciblent les musulmans sont considérées comme indépendantes et distinctes de la vague d'incitation à la haine qui balaie les États-Unis. Ce cadre limité diminue l'efficacité des mouvements de contestation populaires, politiques et juridiques de l'islamophobie, qui doivent désormais prendre en compte les multiples rôles de l'État dans la promotion des politiques islamophobes et le renforcement de la violence individuelle.

Une forme complexe et multidimensionnelle de sectarisme requiert une conceptualisation tout aussi complexe et multidimensionnelle ; c'est ce que cette étude a tenté de proposer. Une définition qui englobe l'infliction individuelle de l'islamophobie, le rôle de l'État et la dialectique fluide entre les deux offre aux militants et aux chercheurs un cadre qui leur permet de mieux comprendre les différentes dimensions de l'islamophobie et, par la suite, d'adapter leurs interventions.

Conclusion

Cet article vise à offrir aux juristes une définition précise et complète de l'islamophobie afin de faire avancer la recherche juridique axée sur cette forme d'animosité émergente. En outre, en soulignant comment les trois dimensions de l'islamophobie fonctionnent indépendamment et conjointement,

132 L'assassinat de Balbir Singh Sodhi, propriétaire d'une station-service en Arizona, quelques jours après les attentats terroristes du 11 septembre, illustre bien l'amalgame stéréotypé entre les hommes sikhs et les terroristes musulmans qui justifie la maltraitance de sikhs après chaque événement. Tamar Lewin, « Sikh Owner of Gas Station Is Fatally Shot in Rampage », *New York Times*, le 17 septembre 2001, <http://www.nytimes.com/2001/09/17/us/sikh-owner-of-gas-station-is-fatally-shot-in-rampage.html> (figure dans la revue *Columbia Law Review*) ; voir aussi Tiffani B. Figueroa, « All Muslims Are like That: How Islamophobia Is Diminishing Americans' Right to Receive Information », 41 *Hofstra L. Rev.* 467, 483 (2007).

133 « Lorsque mes fils et moi voyageons à l'étranger, nous sommes souvent pris pour des Arabes ou des musulmans. » Adrienne Katherine Wing, « Civil

Rights in the Post-9/11 World: Critical Race Praxis, Coalition Building, and the War on Terrorism », 63 *La. L. Rev.* 717, 722 (2003). Le professeur Adrien Wing est un professeur de droit noir qui a cinq fils noirs. Id. p. 720

134 Voir Akbar, supra note 47, pp. 833-35 (décrivant un important rapport de la NYPD qui détermine divers facteurs considérés comme étant associés à la radicalisation, notamment « faire un pèlerinage à la Mecque », « laisser pousser sa barbe » et « rembourser l'hypothèque d'une maison car l'Islam interdit de payer des intérêts sur des prêts » (modifications apportées à la version originale) (citant Silber et Bhatt, supra note 71, p. 59)).

135 Voir id. pp. 833-44 (cherchant à « se conformer aux limites » du rapport du NYPD sur la radicalisation).

cette étude cherche à faciliter les interventions pratiques contre les politiques de l'État qui portent atteinte aux libertés civiles des musulmans et contre les crimes de haine et la violence individuelle infligés aux musulmans et aux personnes ayant l'apparence musulmane.

Alors que les débats continuent de remettre en cause l'efficacité de l'islamophobie et ses définitions, « le mot 'islamophobie' a déjà gagné du terrain dans les discours publics et constitue le terme le plus concis et le plus reconnaissable utilisé actuellement pour décrire les préjugés et la discrimination » à l'égard des musulmans.¹³⁶ En effet, l'utilisation de plus en plus courante de ce terme dans les milieux populaires et universitaires illustre une résonance qui dépasse les limites alléguées ou discutées (notamment le fait que l'animosité envers les musulmans soit qualifié de « phobie », ce qui peut conduire à considérer cette animosité comme irrationnelle et aberrante plutôt que structurelle et stratégique).¹³⁷ Il convient de noter que ces critiques ne sont guère réservées à l'islamophobie. Elles visaient autrefois « l'antisémitisme », « l'homophobie » et d'autres « termes descriptifs largement acceptés » qui cherchent à englober stratégiquement des

systèmes de sectarisme complexes, fluides et multidimensionnels.¹³⁸

La recherche d'un terme parfait doit être remplacée par la recherche d'un outil plus puissant, à savoir une définition précise et complète de l'islamophobie qui en révèle les dimensions structurelles, examine la manière dont elle se traduit chez les acteurs privés et analyse les interactions dynamiques entre institutions et individus. Plus que jamais, cet outil devient urgent à un moment où l'islamophobie et ses dangereux tentacules dominent nos discours, où les candidats à la présidence prévoient des interdictions d'entrée aux musulmans et des polices de proximité musulmanes,¹³⁹ où les crimes de haine sont en augmentation et où la surveillance des communautés musulmanes américaines s'intensifie dans le cadre de la lutte contre la radicalisation. L'islamophobie est sans doute un terme imparfait, mais il continue de s'avérer un puissant instrument qui permet d'améliorer la compréhension, la défense des droits et les interventions intellectuelles qui combattent l'animosité de la société et de l'État envers les musulmans et les personnes perçues comme musulmanes.

136 Bridge Initiative, *The Right Word*, supra note 6.

137 Singh, *The Death of Islamophobia*, supra note 5.

138 Id. voir Bridge Initiative, *The Right Word*, supra note 6 (Les mots comme « antisémitisme », « racisme » et « homophobie », qui ont tous des problèmes linguistiques ou conceptuels, sont des termes descriptifs largement acceptés... des préjugés... Aussi bien les universitaires que le grand public ont ignoré les

lacunes linguistiques de ces termes et les utilisent librement pour parler des préjugés et de la discrimination que subissent ces groupes. »)

139 Khaled A. Beydoun, « Ted Cruz Has Already Won: His Absurd Plan the Police Muslim Is Already Happening », Salon, le 26 mars 2016, http://www.salon.com/2016/03/26/ted_cruz_has_already_won_his_absurd_plan_to_police_muslims_is_already_happening/.

Lutte contre l'extrémisme violent : Atteinte aux droits civils et préjudice aux communautés sur fond de fausse promesse de succès

Manar Waheed

American Civil Liberties Union

Introduction

Les programmes de lutte contre l'extrémisme violent (LCEV) existent depuis plusieurs années aux États-Unis et à l'étranger. La version américaine est largement inspirée du programme Prevent au Royaume-Uni, dont plusieurs versions ont été discréditées pour leur inefficacité et la stigmatisation des communautés musulmanes.¹⁴⁰ Le programme américain LCEV a été à la fois problématique et contre-productif, stigmatisant et aliénant des communautés et menaçant leurs droits civils et fondamentaux.¹⁴¹

Aux États-Unis, le prétendu objectif du gouvernement semble louable : prévenir la violence en renforçant les communautés.¹⁴² Malheureusement, les initiatives sont elles-mêmes fondées sur des théories discréditées et non scientifiques, visent injustement les communautés musulmanes et violent les droits constitutionnels.

Sous l'administration actuelle, ces inquiétudes ont grandit. L'accentuation de la discrimination à l'égard des musulmans suite à l'adoption d'une série de politiques a encouragé le harcèlement et l'agression des communautés musulmanes, faisant des initiatives LCEV un facteur encore plus dangereux qui contribue à ce climat. L'administration Trump

a fait de la stigmatisation des communautés musulmanes et de la méfiance à leur égard un principe fondamental de son programme politique. Détruire la confiance avec les communautés locales crée un environnement dans lequel les individus sont moins susceptibles de collaborer avec le gouvernement ou de signaler des crimes. Lorsque personne ne signale de crimes, tels que le harcèlement, les violences familiales ou les agressions, des communautés entières ne sont plus en sécurité. En conséquence, le cadre de la LCEV qui est déjà problématique, porte atteinte à la sécurité des communautés et sape toute tentative de les renforcer, sans toutefois parvenir à faire grand chose pour prévenir la violence.

État des lieux

En 2011, la Maison-Blanche a publié son « Strategic Implementation Plan for Empowering Local Partners to Prevent Violent Extremism in the United States » (*Plan de mise en œuvre stratégique visant à habiliter les partenaires locaux à prévenir l'extrémisme violent aux États-Unis*).¹⁴³ Ce plan prévoyait d'empêcher les extrémistes violents et ceux qui les soutiennent « d'inspirer, de radicaliser, de financer ou de recruter des individus ou des groupes aux États-Unis afin qu'ils commettent des actes de violence ». ¹⁴⁴ Dans la poursuite de cet objectif, le gouvernement a annoncé

140 Voir Communities and Local Government Committee, « Preventing Violent Extremism », Chambre des communes, sixième rapport de la séance 2009-2010 (2010), <https://publications.parliament.uk/pa/cm200910/cmselect/cmcomloc/65/65.pdf>.

141 Voir, p. ex., Daniel Hurst, « Refugees May Face Monitoring and Further Restrictions, Leaked Document Suggests », The Guardian, le 4 février 2016, <https://www.theguardian.com/australia-news/2016/feb/05/refugees-may-face-monitoring-further-restrictions-leaked-document> ; David Batty, « Prevent Strategy 'Sowing Mistrust and Fear in Muslim Communities' », The Guardian, le 3 février 2016, <https://www.theguardian.com/uk-news/2016/feb/03/prevent-strategy-sowing-mistrust-fear-muslim-communities> ; Christopher Werth, « British Efforts to Curb Islamic Radicalization Seen as Ineffective »,

L.A. Times, le 4 décembre 2014, <http://www.latimes.com/world/europe/la-fg-britain-terrorism-bill-20141204-story.html> ; Shalailah Medhora, « Turnbull Defends anti-Extremism Programs Despite No Proof They Work », The Guardian, le 24 novembre 2015, <https://www.theguardian.com/australia-news/2015/nov/24/turnbull-defends-anti-extremism-programs-despite-no-proof-they-work>.

142 Voir, globalement, Bureau du président, « Strategic Implementation Plan for Empowering Local Partners to Prevent Violent Extremism in the United States », la Maison-Blanche (décembre 2011), <https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/sip-final.pdf>.

143 Id.

144 Id. pp. 1-2

le lancement de son initiative LCEV en 2014. Le Sommet LCEV de la Maison-Blanche a cherché à intensifier ces efforts en 2015,¹⁴⁵ et à nouveau en 2016, grâce au département de la Sécurité intérieure qui a formé un groupe de travail sur la LCEV chargé de coordonner les efforts et les partenariats du gouvernement afin de poursuivre ces objectifs.¹⁴⁶ Pendant le reste de la période de la mise en œuvre de ces soi-disant initiatives LCEV sous l'administration Obama, les organisations et les communautés ont de plus en plus exprimé leurs préoccupations quant à la menace pesant sur les droits fondamentaux, à la division des communautés, aux relations envenimées avec les organismes d'application de la loi, et à la suspicion de communautés entières sans aucun fondement.

Ces initiatives visaient à lutter contre le terrorisme ou le « terrorisme endogène » en développant, entre autres, des relations entre les chefs communautaires et religieux et les organismes d'application de la loi. *Mais le fait de se focaliser sur ces relations en tant que solution au terrorisme ou à l'extrémisme a créé des relations dans le cadre desquelles les communautés musulmanes étaient devenues la cible principale des politiques de maintien de l'ordre, et il est vite devenu évident que ces programmes servaient de passerelle aux organismes d'application de la loi pour exercer une surveillance injustifiée.* Par exemple, dans le cadre de ces efforts, les organismes d'application de la loi ont demandé aux enseignants et aux prestataires de services sociaux et de soins de santé mentale de surveiller et de signaler les enfants qui sont à leur charge et qui risqueraient de devenir des « extrémistes »¹⁴⁷ — un terme vague et trop large. Selon les directives du Centre national de contre-terrorisme, les enseignants et les travailleurs sociaux doivent noter les élèves sur une échelle de 1 à 5, en utilisant plusieurs facteurs tels que « le sentiment d'être traité injustement », « les expressions de désespoir, de

futilité » et « le lien à une identité (race, nationalité, religion, appartenance ethnique) ».¹⁴⁸ En 2016, le FBI a mis en ligne un nouveau site Web destiné aux enseignants, aux parents et aux adolescents, dans lequel il a demandé aux utilisateurs de signaler les personnes qui présentent des « signes » avertissant qu'elles pourraient commettre des actes de violence. Il a cité des exemples : des personnes qui prennent des photos d'immeubles ou qui parlent de voyager vers des destinations qui « semblent suspectes ».¹⁵⁰ Pour réaliser ces objectifs, le gouvernement a mis en œuvre des initiatives pilotes locales à Boston, à Los Angeles et à Minneapolis.¹⁵¹ Ces projets pilotes ont adopté des pratiques de surveillance à l'égard des étudiants comme s'ils étaient des menaces grandissantes, et ce, en se basant sur ces facteurs anodins. Par exemple, à Minneapolis, le personnel de l'école a été chargé de surveiller les enfants à la cantine et après l'école pour identifier les signes de croyances extrémistes.¹⁵² À Boston, les organismes chargés de l'application de la loi et les prestataires de soins de santé mentale et de services sociaux ont été chargés d'établir ou d'améliorer des « voies de communication formelles et informelles » autour de ces menaces.¹⁵³

Ces initiatives visaient à lutter contre le terrorisme ou le « terrorisme endogène » en développant, entre autres, des relations entre les chefs communautaires et religieux et les organismes d'application de la loi.

Au cours de la première année de l'administration Trump, des modifications ont été apportées aux initiatives LCEV du gouvernement, mais il reste à définir une stratégie plus vaste. Les rapports initiaux ont indiqué que l'administration pourrait ignorer

145 Bureau du président, « Fact Sheet: The White House Summit on Countering Violent Extremism », la Maison-Blanche, le 18 février 2015, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/02/18/fact-sheet-white-house-summit-countering-violent-extremism>.

146 « Press Release, Countering Violent Extremism Task Force », Dep't of Homeland Security, le 8 janvier 2016, <https://www.dhs.gov/news/2016/01/08/countering-violent-extremism-task-force>.

147 Voir Federal Bureau of Investigation, Office of Partner Engagement, « Preventing Violent Extremism in Schools », janvier 2016, <https://info.publicintelligence.net/FBI-PreventingExtremismSchools.pdf>.

148 Voir Murtaza Hussain, Cora Currier, et Jana Winter, « Is Your Child a Terrorist? U.S. Government Questionnaire Rates Families At Risk for Extremism », The Intercept, le 9 février 2015, <https://theintercept.com/2015/02/09/government-develops-questionnaire-see-might-become-terrorist/>.

149 Voir Federal Bureau of Investigation, « When to Report Violent

Extremism » <https://LCEV.fbi.gov/where/?state=report>. Consulté pour la dernière fois le 27 mars 2018.

150 Id.

151 Office of Public Affairs, « Pilot Programs are Key to Our Countering Violent Extremism Efforts », Dep't of Justice, le 18 février 2015, <https://www.justice.gov/archives/opa/blog/pilot-programs-are-key-our-countering-violent-extremism-efforts>.

152 Voir, p. ex, C-Span, « Minneapolis Public Schools LCEV Program », le 9 mars 2015, <https://www.c-span.org/video/?c4530677/minneapolis-public-school-LCEV-program>.

153 Bureau du procureur général des États-Unis, « A Framework for Prevention and Intervention Strategies: Incorporating Violent Extremism into Violence Prevention Efforts », Dep't of Homeland Security, février 2015, p. 8, https://www.dhs.gov/sites/default/files/publications/Boston%20Framework_1.pdf.

les quelques initiatives LCEV qui se focalisent sur les non-musulmans et penser plus explicitement à cibler et à surveiller les communautés musulmanes et pourquoi pas à rebaptiser les programmes « Lutte contre l'extrémisme islamique violent » ou « Lutte contre l'extrémisme islamique radical ». ¹⁵⁴ Bien que les rumeurs selon lesquelles ces programmes aient changé de nom pour cibler explicitement les musulmans se soient estompées, le gouvernement continue de lier l'extrémisme quasi-exclusivement aux musulmans et à l'islam, déterminant ainsi l'objectif de ces programmes.

Il n'existe aucun facteur prédictif connu de la violence, pas même la religiosité, ce qui signifie que cibler les musulmans en réponse à l'extrémisme est non seulement discriminatoire, mais également inefficace.

De plus, l'administration Trump a renforcé son approche axée sur la lutte contre le terrorisme et le maintien de l'ordre à l'égard des communautés musulmanes, utilisant la LCEV comme l'un de ses outils. Plus précisément, les subventions déjà allouées à la lutte contre l'extrémisme violent CVE ont été réorientées davantage vers l'application de la loi. Lorsque Donald Trump est arrivé au pouvoir, l'administration précédente avait déjà annoncé l'octroi de subventions à 31 organisations, administrant une partie d'un crédit de 10 millions de dollars alloué par le Congrès en 2016. ¹⁵⁵ Quelques mois plus tard, l'administration Trump a gelé ces subventions et proposé des réductions budgétaires qui ramèneraient le budget de ces initiatives à zéro d'ici l'exercice 2018. ¹⁵⁶ Le 23 juin 2017, le DHS a annoncé la liste révisée des bénéficiaires des subventions. Selon des responsables du DHS, les nouveaux bénéficiaires

ont été choisis selon plusieurs critères, à savoir leur relation avec les organismes d'application de la loi, leur expérience acquise dans le domaine de la LCEV et les domaines connexes, et leur capacité à poursuivre le travail après la fin du cycle de subvention. ¹⁵⁸ Remarquablement, les nouveaux bénéficiaires des subventions de juin 2017 étaient principalement des organismes chargés de l'application de la loi.

Sans base ni fondement : la LCEV en tant que pratique

Les initiatives LCEV sont fondées sur le principe selon lequel l'adoption ou l'expression d'idées extrémistes ou radicales entraîne les personnes sur la voie de la violence et qu'il existe des « indicateurs » observables permettant d'identifier ceux qui susceptibles de se livrer à des actes de terrorisme ou à d'autres formes de violence. ¹⁵⁹ Toutefois, ce principe est faux, invalidant tout le concept de ces initiatives.

Selon les chercheurs, il n'existe aucun critère fiable permettant de prédire qui commettra un acte terroriste. ¹⁶⁰ De nombreuses études empiriques ont conclu que la décision de se livrer à la violence politique était complexe et impliquait une multitude de facteurs environnementaux et individuels. Notons qu'aucun de ces facteurs n'est nécessaire ou suffisant en lui-même dans ces cas, et qu'aucun ne s'inscrit dans une trajectoire ou un processus linéaire qui aboutit à la violence. ¹⁶¹ Il n'existe aucun facteur prédictif connu de la violence, pas même la religiosité, ¹⁶² ce qui signifie que cibler les musulmans en réponse à l'extrémisme est non seulement discriminatoire, mais également inefficace.

En l'absence de tendances ou de facteurs prédictifs de violence « extrémiste », les organismes chargés de l'application de la loi devraient concentrer leur attention sur les comportements violents et les conduites criminelles plutôt que de viser les individus en raison de leurs croyances. Ainsi, les responsables

154 Julia Edwards Ainsley, Dustin Volz, et Kristina Cooke, « Exclusive: Trump to Focus Counter-Extremism Program Solely on Islam-Sources » Reuters, le 1er février 2017, <https://www.reuters.com/article/us-usa-trump-extremists-program-exclusive/exclusive-trump-to-focus-counter-extremism-program-solely-on-islam-sources-idUSKBN15G5VO>.

155 Office of the Press Secretary, « Statement by Secretary Johnson Announcing First Round of DHS's Countering Violent Extremism Grants », Dep't of Homeland Security, le 13 janvier 2017, <https://www.dhs.gov/news/2017/01/13/statement-secretary-jeh-johnson-announcing-first-round-dhss-countering-violent>.

156 Julia Edwards Ainsley, « White House Budget Slashes 'Countering Violent Extremism' Grants », Reuters, le 23 mai 2017, <https://www.reuters.com/article/us-usa-budget-extremism/white-house-budget-slashes-countering-violent-extremism-grants-idUSKBN18J2HJ>.

157 « DHS Countering Violent Extremism Grants », Dep't of Homeland Security, le 13 juin 2017, <https://www.dhs.gov/LCEVgrants>.

158 Jennifer Hansler, « DHS Shifts Focus of Funding to Counter Violent Extremism », CNN, le 4 juillet 2017, <http://www.cnn.com/2017/07/01/politics/LCEV-funding-changes/index.html>.

159 Voir, par exemple, Strategic Implementation Plan, supra note 3, p. 13.

160 Voir, par exemple, Decl. of Marc Sageman, Latif V. Holder, No. 3:10-cv-00750, 2015 WL 1883890 (D. Or. le 7 août 2015), <https://www.aclu.org/legal-document/latif-et-al-v-holder-et-al-declaration-marc-sageman> ; Voir Jamie Bartlett, Jonathan Birdwell, et Michael King, « The Edge of Violence: A Radical Approach to Extremism », DEMOS (2010) https://www.demos.co.uk/files/Edge_of_Violence_-_web.pdf.

161 National Defense Research Institute, « Social Science for Counterterrorism », RAND (2009), https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2009/RAND_MG849.pdf.

162 Faiza Patel, « ReThinking Radicalization », The Brennan Center for Justice (2011), <http://www.brennancenter.org/sites/default/files/legacy/RethinkingRadicalization.pdf>.

de l'application de la loi peuvent mener une enquête lorsqu'il existe des motifs raisonnables qui permettent de croire qu'un crime a été commis ou est sur le point d'être commis. Privilégier des programmes sans fondement tels que les programmes LCEV gaspille les ressources des organismes d'application de la loi sur le profilage de communautés entières plutôt que sur les menaces réelles, ce qui fait que toutes les communautés sont moins en sécurité. Il est impératif que les responsables de l'application de la loi s'appuient sur des enquêtes fondées sur des preuves afin d'assurer la sécurité des communautés.

Violations de la Constitution et atteintes aux droits civils

En plus du fait que des études indiquent que les initiatives LCEV sont sans fondement, elles nuisent considérablement aux communautés musulmanes et portent atteinte aux droits et à la protection de toutes les personnes vivant aux États-Unis. Ces programmes portent atteinte à des droits constitutionnels, tels que la liberté d'expression et la liberté de religion, et violent les droits civils des individus du fait qu'ils prévoient la surveillance de communautés entières et des opérations de profilage fondées sur des préjugés.

Le premier amendement protège les libertés de croyance, de culte, d'expression et d'association. Les fondateurs de notre pays ont reconnu l'importance de ces droits, c'est pourquoi ceux-ci occupent une place particulière dans notre histoire et notre Constitution. Tous les points de vue, aussi extrémistes qu'ils soient, sont protégés par le premier amendement, et les idéaux radicaux ne sont finalement que... des idées.

Ainsi, les initiatives de lutte contre l'extrémisme violent suscitent de vives préoccupations d'ordre constitutionnel car elles ciblent des personnes en raison de leurs idées ou de leurs convictions, et non en raison d'un comportement fautif. Ces initiatives prennent pour cible des communautés musulmanes entières de façon injuste et injustifiable, limitant leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de culte. Surveiller ces communautés nuit aux libertés d'expression et d'association, car les gens tendent à s'abstenir de partager leurs points de vue lorsqu'ils savent que le gouvernement les a à

l'œil. En même temps, en ciblant les personnes qui semblent être musulmanes ou qui s'identifient comme étant musulmanes, ces programmes portent également atteinte aux garanties constitutionnelles d'égalité religieuse, car ils semblent défavoriser une catégorie religieuse.

Lorsque le gouvernement s'attaque à des personnes en fonction de leurs croyances ou de leurs idées, il ne prévient pas la violence, mais gaspille simplement des ressources sur une stratégie sans fondement, tout en portant atteinte à la liberté de parole et d'expression du peuple américain.

Malheureusement, ce type de contrôle ou de surveillance n'est pas nouveau dans l'histoire américaine ; de nombreux moments honteux ont été marqués, entre autres, par la surveillance de communautés ayant des convictions que le gouvernement désavouait ou jugeait offensantes.¹⁶³ La surveillance de Martin Luther King, Jr. et d'autres leaders et militants des droits civils que le gouvernement a qualifiés de radicaux et de menaces à la sécurité nationale en est un exemple frappant.¹⁶⁴ En regardant en arrière, il est clair que le mouvement des droits civils reposait sur de puissants leaders qui ont exercé leurs droits constitutionnels pour faire dissidence et défendre des droits, et que le FBI n'aurait pas dû les espionner. En fait, le Senate's Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities (Comité spécial du Sénat chargé d'étudier les opérations des pouvoirs publics en matière de renseignement) a constaté dans son rapport final que ces activités de surveillance menées par le FBI violaient les lois et les droits constitutionnels de liberté d'expression et d'association.¹⁶⁵ Comme pour de nombreuses politiques qui visent les communautés musulmanes, le FBI a affirmé protéger « la sécurité nationale » et « prévenir la violence » pendant le mouvement de défense des droits civils.¹⁶⁶ Bien que le gouvernement abuse de son pouvoir et que ses mesures aient un impact sur les droits constitutionnels, il continue de surveiller des communautés selon les mêmes faux principes.

Lorsque le gouvernement s'attaque à des

163 Voir, p. ex., Michael German, « Radically Wrong: A Counterproductive Approach to Counterterrorism », American Civil Liberties Union, le 14 février 2013, <https://www.aclu.org/blog/national-security/radically-wrong-counterproductive-approach-counterterrorism>.

164 Voir, p. ex., David J. Garrow, « The FBI and Martin Luther King », The Atlantic (juillet/août 2001) <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2002/07/the-fbi-and-martin-luther-king/302537/>.

165 Supplementary Detailed Staff Reports on Intelligence Activities and the Rights of Americans, rapport final du Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities, U.S. Senate, 94e congrès, 2e séance, rapport no 94-755 (1976) disponible sur <https://archive.org/details/finalreportofsel03unit>.

166 Id. aux pp. 5-6

personnes en fonction de leurs croyances ou de leurs idées, il ne prévient pas la violence, mais gaspille simplement des ressources sur une stratégie sans fondement, tout en portant atteinte à la liberté de parole et d'expression du peuple américain. Lorsque les communautés savent que le gouvernement surveille leurs propos ou leurs actions, un climat de peur et d'autocensure s'installe, entravant la liberté d'expression et d'association. De même, le fait de cibler les musulmans transmet le message suivant : la pratique de l'islam entraînera une surveillance par le gouvernement, ce qui paralysera la capacité des musulmans à pratiquer leur religion.

Perpétuation de la stigmatisation et impact sur le terrain

Jusqu'à récemment, le gouvernement fédéral prétendait concentrer ses efforts de lutte contre l'extrémisme violent sur tous les types d'extrémisme, quelle que soit la religion. Cependant, même avant les nombreuses politiques antimusulmanes du gouvernement Trump, les programmes LCEV étaient principalement axés sur les communautés musulmanes. Par exemple, les programmes pilotes à Boston, Los Angeles et Minneapolis ont majoritairement ciblé des populations musulmanes. En fait, en surveillant ces communautés, certains responsables de l'application de la loi ont déterminé que même ceux qui n'y participaient pas sont suspects, les qualifiant de « radicalisés ». ¹⁶⁷ Aux yeux des organismes de l'application de la loi, les membres de ces communautés étaient suspects indépendamment de ce qu'ils avaient fait — s'ils participaient, ils étaient surveillés et devaient déterminer quels jeunes étaient à risque, s'ils ne participaient pas, ils étaient qualifiés de radicalisés. Les organismes d'application de la loi locaux, étatiques et fédéraux se sont tournés vers leurs communautés en ayant déjà pris leur décision. D'une manière ou d'une autre, ces membres de la communauté étaient le problème.

Comme le montre la mise en œuvre de ces

initiatives, des personnes non expertes en « extrémisme violent » sont chargées d'identifier et de signaler des menaces en se basant sur des exemples anodins, faisant des écoles et des organismes de santé mentale et de services sociaux des espaces où règnent méfiance et peur. Les écoles devraient être des environnements dans lesquels la curiosité et l'expression s'éveillent. Les services de santé mentale devraient être des espaces sûrs qui permettent aux individus de partager leurs combats et leurs peurs les plus intimes, protégés par des règles de confidentialité. Les services sociaux devraient être accessibles à ceux qui ont besoin d'une assistance en fonction des qualifications existantes. Ces environnements devraient être des espaces protégés pour ceux qui en ont besoin ou ceux qui explorent leurs identités. Le fait de placer dans ces espaces des employés et des professionnels qui travaillent en partenariat avec les organismes d'application de la loi pour espionner et signaler des personnes corrompt ces relations et érode la confiance. Viser des personnes sans aucune base factuelle fiable porte atteinte à la liberté de parole et d'expression et nuit aux relations confidentielles avec les prestataires de soins de santé mentale. En effet, il résulte de cet acte que les communautés musulmanes sont poussées en marge de la société, ce qui limite leur accès aux connaissances et aux ressources que les autres reçoivent et étouffe leur engagement au sein de leurs propres communautés.

On n'insistera jamais trop sur l'ampleur de l'impact de la stigmatisation et de la perpétuation de l'image des musulmans en tant que suspects. Les chefs musulmans et les membres de la communauté à Boston, Los Angeles et Minneapolis ont expliqué comment le contrôle excessif que le gouvernement a exercé dans le cadre des projets pilotes locaux de LCEV les a isolés de leurs voisins et les a désignés comme suspects, tout simplement, en raison de leur religion, de leur race et de leur appartenance ethnique. ¹⁶⁸ Se concentrer sur les communautés musulmanes transmet un faux message aux

167 Voir, p. ex., Cora Currier, « Spies Among Us: How Community Outreach Programs to Muslims Blur Lines between Outreach and Intelligence », *The Intercept*, le 21 janvier 2015, <https://theintercept.com/2015/01/21/spies-among-us-community-outreach-programs-muslims-blur-lines-outreach-intelligence/>.

168 Voir, p. ex., la déclaration des organisations musulmans, du Council on American-Islamic Relations-Minnesota et autres, « Minnesota Muslims Concerned About New 'Stigmatizing, Divisive and Ineffective' CVE Pilot Program », le 1er mai 2015, <http://files.ctctcdn.com/bd15115b001/d068ad69-9ad8-46a0-bdcd-b9d57454ed20.pdf>; Tamara Audi, « US Muslim Community Divided Over White House Outreach Plan », *Wall Street Journal*, le 20 avril 2015, <https://www.wsj.com/articles/u-s-muslim-community-divided-over-white-house-outreach-plan-1429555173>; Déclaration des associations d'étudiants

musulmans et de la Muslim Students Association West, « Muslim Students Associations Across CA against Federal Government's Countering Violent Extremism Programs » (le 21 février 2015), <https://us4.campaign-archive.com/?u=30d739eaae2442c8d20aad278&id=25a5c44b43&e=%5BUNIQID%5D>; « Letter from Muslim Justice League et al. to Lisa O. Monaco, Assistant to the President for Homeland Security and Counterterrorism », (le 13 février 2015) disponible sur <http://www.brennancenter.org/sites/default/files/analysis/Boston%20Organizational%20Letter%20re%20LCEV%20Concerns.pdf>; Communiqué de presse, Asian Americans Advancing Justice – Los Angeles et autres, « Los Angeles Based Groups Serving American Muslim Communities Question Federal Government's "Countering Violent Extremism" Programs As Ill-Conceived, Ineffective, And Stigmatizing », (le 13 novembre 2014), disponible sur <https://www.advancingjustice-la.org/sites/default/files/20141113%20-%20MR%20-%20LCEV%20Statement.pdf>.

communautés locales et au grand public : les musulmans sont des personnes intrinsèquement suspectes et enclines à la violence. Les preuves ont montré que cette allégation est fautive.¹⁶⁹ Ainsi, non seulement le gouvernement tient un discours trompeur, mais il contribue également à créer un environnement dans lequel les musulmans sont de plus en plus discriminés et attaqués pour leur foi, en tant qu'individus et en tant qu'institutions religieuses.

Conclusion

Depuis plusieurs années, le gouvernement américain investit dans ces initiatives infondées de lutte contre l'extrémisme violent. Souvent, les demandes des communautés visant à obtenir plus d'informations sur ces programmes sont restées sans réponse. Les préoccupations d'ordre constitutionnel, les répercussions sur les droits civils et l'impact négatif sur les communautés musulmanes n'ont pas été traités. Pourtant, l'infiltration et l'attaque des communautés musulmanes continuent—seulement maintenant, sous un gouvernement qui les désigne explicitement comme étant le problème. Les organismes chargés de l'application de la loi ont le devoir d'enquêter, l'objectif de prévenir la violence et l'obligation de

faire respecter la loi. Malheureusement, les initiatives LCEV ont échoué dans les trois cas. Plutôt que de mener des enquêtes fondées sur des preuves, les

Se concentrer sur les communautés musulmanes transmet un faux message aux communautés locales et au grand public : les musulmans sont des personnes intrinsèquement suspectes et enclines à la violence.

responsables de l'application de la loi soumettent des communautés entières à des opérations de profilage et de surveillance sans aucun fondement, en se basant sur des préjugés. Affirmant vouloir prévenir la violence, ils adoptent des théories inefficaces et sans fondement pour appuyer leur stratégie. De plus, au lieu de respecter la loi, ils violent la Constitution et les droits civils du peuple américain et aident à créer un environnement qui encourage les attaques contre les musulmans.

169 Voir *The Edge of Violence: A Radical Approach to Extremism*, supra note 20 (expliquant que les croyances et les pratiques religieuses ne sont pas des

facteurs prédictifs de violence).

Réduire un risque à une nuisance : stratégie globale de lutte contre l'islamophobie

Edward Ahmed Mitchell, Esq.

Directeur exécutif

Conseil des relations américano-islamiques

Section de Géorgie

*Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux
Toutes les louanges et les remerciements à Dieu, le Seigneur des mondes
Que la prière et la paix d'Allah soient sur le prophète Mohammad*

À bien des égards, l'islamophobie n'est pas un nouveau phénomène. Au cours de l'histoire américaine, presque toutes les minorités religieuses ont connu une campagne systématique de sectarisme et de discrimination avant de devenir des membres pleinement émancipés de la société américaine. Les catholiques sont passés par là, tout comme les quakers et la communauté juive.

Ces minorités religieuses ont tout subi, de la suspicion discrète à la discrimination légalisée, en passant par l'hostilité violente. Un siècle différent, une communauté différente, un même sectarisme. Des personnes sont décédées. Des lieux de culte ont été brûlés. Des tribunaux ont confirmé la validité de lois discriminatoires.

Pourtant, chacune de ces communautés religieuses a fini par surmonter cette opposition. Les catholiques sont aujourd'hui totalement acceptés et devenus des membres à part entière de la société américaine. C'est aussi le cas des quakers, des mormons et des juifs. En effet, ces communautés et d'autres communautés religieuses qui ont été privées de leurs droits au cours de l'histoire ont atteint les plus hauts niveaux de pouvoir politique, économique et social aux États-Unis.

Pendant longtemps, cet aboutissement positif semblait improbable, voire impossible. Les quakers

ont été victimes de discrimination depuis la guerre d'Indépendance en raison de leurs convictions religieuses pacifistes. « Pendant la guerre, les Quakers ont été privés de leurs droits ; les Américains ont rassemblé des riches Quakers considérés comme dangereux et les ont transportés dans des zones sûres, loin des combats et de leurs maisons. Ce n'est que lentement après la guerre que le droit de vote des Quakers a été rétabli. »¹⁷⁰

Les Américains juifs ont également été calomniés et marginalisés à l'époque de la fondation. « Après la Révolution, même les États les plus tolérants ont continué de refuser la citoyenneté et le droit de vote aux Juifs, bien que ces derniers aient été autorisés à pratiquer leur religion, mais généralement pas en public. Ce n'est qu'au XIX^e siècle que les États ont accordé la pleine citoyenneté aux Juifs ». ¹⁷¹ Plus tard, les États-Unis ont odieusement refusé d'accueillir les réfugiés juifs qui fuyaient l'Holocauste.¹⁷²

Sans doute, le meilleur exemple qui permet de comprendre le processus américain de brimades est l'histoire des Américains catholiques. À l'époque coloniale, les catholiques étaient — pour le moins que l'on puisse dire — indésirables, car les immigrants britanniques en Amérique du Nord affichaient une hostilité virulente à l'égard du catholicisme.

Le sectarisme anti-catholiques a persisté après

170 John Kaminski, « Religion and the Founding Fathers, » The Newsletter of the National Historical Publications and Records Commission, vol. 30.1 (mars 2002), <https://www.archives.gov/files/nhprc/annotation/2002/2002-mar.pdf>

171 Ibid.

172 Daniel Gross, « The United States Turned Away Thousands of Jewish Refugees Fearing They Were Nazi Spies, » Smithsonian Magazine, le 18 novembre 2015, <https://www.smithsonianmag.com/history/us-government-turned-away-thousands-jewish-refugees-fearing-they-were-nazi-spies-180957324/>

la fondation des États-Unis, s'infiltrant à travers les discours publics dans les politiques publiques. Même le futur président de la Cour suprême, John Jay, a affirmé que la constitution de l'État de New York devrait imposer aux citoyens de renoncer à toute allégeance à des autorités étrangères pour ce qui est des affaires « ecclésiastiques », c'est-à-dire leur loyauté envers le pape.¹⁷³

Les sentiments hostiles aux Catholiques se sont considérablement intensifiés lorsque des vagues d'immigrants irlandais sont arrivés sur les côtes américaines au XIX^e siècle. Les théories du complot, les pogroms et la marginalisation économique hantaient ces immigrants. « Les craintes de conspirations catholiques visant à arracher le pouvoir des mains du gouvernement ont perdué des années 1820 aux années 1840, provoquant des émeutes meurtrières dans des villes comme Boston et Philadelphie. »¹⁷⁴

Le parti Know Nothing a brièvement transformé le sectarisme anti-catholiques en un mouvement politique quelque peu réussi en utilisant un langage qui devrait sembler familier à tout étudiant moderne en islamophobie. En 1856, le programme du parti a réclamé « des lois d'émigration plus strictes et plus efficaces », « une inimitié éternelle envers tous ceux qui tentent d'appliquer les principes d'une église ou d'un État étranger », « notre pays, notre pays tout entier et rien que notre pays » et « des lois américaines, une législation américaine et la mort à toutes les influences étrangères, que ce soit en haut ou en bas de l'échelle ! »¹⁷⁵

Le parti Know Nothing a fini par dépérir et disparaître, mais ses sentiments hostiles aux Catholiques durèrent pendant des décennies. Plusieurs États ont adopté des lois obligeant les enfants à fréquenter des écoles publiques afin de les empêcher de fréquenter des écoles catholiques privées. Les politiciens catholiques ont fait face à une hostilité ouverte.¹⁷⁶ Le KKK « a prospéré dans de nombreuses zones urbaines en tant que résistant à la montée de l'influence politique catholique ». ¹⁷⁷

Pourtant, les catholiques ont finalement gagné leur combat. Ils ont construit des lieux de culte

et des écoles privées dans tout le pays. Cela leur a garanti des espaces sûrs pour éduquer, organiser et faire progresser leurs communautés. Ils ont créé des organisations chargées de défendre leurs droits devant les tribunaux de justice et leur réputation devant les tribunaux de l'opinion publique. Ils se sont engagés dans le processus politique qui les avait autrefois rejetés et ont constitué un important bloc d'électeurs avant de remporter officiellement des élections, aboutissant à la victoire du président Kennedy en 1960.

Les changements ne se sont pas produits du jour au lendemain, mais les lois anti-catholiques ont finalement été abrogées ou annulées. Les organisations anti-catholiques ont perdu leur pouvoir financier et politique, devenant insignifiantes. Catholiques et protestants ont surmonté leurs divisions en prenant les mêmes positions dans les débats politiques sur l'avortement et d'autres questions importantes pour les conservateurs sociaux.

En 2017, 67 % des Américains ont « manifesté des sentiments chaleureux » envers les catholiques.¹⁷⁸ Bien que certains Américains conservent peut-être encore un sentiment hostile aux catholiques, ils ne représentent plus une menace sérieuse et constante pour les droits légaux ou la sécurité physique de la communauté catholique.

Aujourd'hui, il ne fait aucun doute que les musulmans américains revendiquent une large part du marché, autrefois occupée par des catholiques et d'autres minorités religieuses suspectes. En fait, l'histoire se répète avec une remarquable cohérence.

Aujourd'hui, les activistes, les organisations et les politiciens antimusulmans fulminent contre les dangers supposés de l'islam avec la même hystérie des Know-Nothings qui s'attaquaient au catholicisme. Les musulmans et les catholiques ont été accusés d'être des immigrants dangereux, culturellement irrécupérables et loyaux envers des puissances étrangères.

Pour les catholiques, le prétendu marionnettiste étranger était l'Église. Dans le cas des musulmans américains, il pourrait s'agir des Frères musulmans, du Hamas, d'Al-Qaïda ou de l'EI, en fonction de la théorie du complot avancée.

173 Sewell Chan, « Is Anti-Catholicism Dead? », *The New York Times*, le 23 juillet 2008, <https://cityroom.blogs.nytimes.com/2008/07/23/is-anti-catholicism-dead/>

174 Daniel Gross, « The United States Turned Away Thousands of Jewish Refugees Fearing They Were Nazi Spies », *Smithsonian Magazine*, le 18 novembre 2015, <https://www.smithsonianmag.com/history/us-government-turned-away-thousands-jewish-refugees-fearing-they-were-nazi-spies-180957324/>

175 « Guide to the Know-Nothing Platform, 1856. » *Collection Guides*, Duke

University, <https://library.duke.edu/rubenstein/scriptorium/americanvotes/know-nothing.html>

176 Josh Zeitz, « When America Hated Catholics », le magazine *POLITICO*, le 23 septembre 2015 <https://www.politico.com/magazine/story/2015/09/when-america-hated-catholics-213177>

177 Ibid.

178 « How Americans Feel About Different Religious Groups », *Pew Research Center*, le 15 février 2017, <http://www.pewforum.org/2017/02/15/americans-express-increasingly-warm-feelings-toward-religious-groups/>

En raison des similitudes entre le sectarisme anticatholique et le sectarisme antimusulman, il est réconfortant et peut-être même raisonnable de supposer que les musulmans américains connaîtront inévitablement le même aboutissement positif que les catholiques.

Un grand nombre d'esclaves africains amenés en Amérique du Nord étaient musulmans, les musulmans ont combattu dans tous les grands conflits américains depuis la guerre d'Indépendance, les pères fondateurs avaient spécifiquement envisagé la liberté de culte pour les « mahométans » et le Maroc, à majorité musulmane, a été le premier pays à officiellement reconnaître les États-Unis.

Les réalités démographiques donnent aux musulmans américains une raison d'être optimiste. En 2017, 58 % des Américains âgés de 18 à 29 ans éprouaient « des sentiments chaleureux » envers les musulmans, tandis que seulement 44 % des Américains âgés de 65 ans et plus ont exprimé les mêmes sentiments.¹⁷⁹ Si ces tendances se maintiennent, les musulmans américains pourraient, tôt ou tard, relever le défi que les catholiques ont surmonté dans le passé.

Cependant, le succès n'est pas garanti, car la lutte que mènent les musulmans américains est unique à plusieurs égards.

Premièrement, l'islam n'est pas une religion particulièrement nouvelle en Amérique. Les musulmans étaient là avant que l'Amérique ne soit l'Amérique. Un grand nombre d'esclaves africains amenés en Amérique du Nord étaient musulmans, les musulmans ont combattu dans tous les grands conflits américains depuis la guerre d'Indépendance, les pères fondateurs avaient spécifiquement envisagé la liberté de culte pour les « mahométans » et le Maroc, à majorité musulmane, a été le premier pays à

officiellement reconnaître les États-Unis.¹⁸⁰

Des musulmans américains comme Muhammad Ali et Kareem Abdul-Jabbar, tous deux fièrement et publiquement musulmans, ont acquis une popularité grandissante il y a plusieurs décennies. Même Malcolm X, peut-être l'un des hommes les plus controversés de son époque, est devenu largement respecté et reconnu dans les films et¹⁸¹ la littérature.¹⁸²

Pourtant, aucune de ces histoires positives n'a inspiré suffisamment de bonne volonté pour protéger les musulmans américains des théories du complot ou de la menace de discrimination.

L'autre aspect unique de l'islamophobie est son aspect raciste.¹⁸³ La grande majorité des musulmans américains sont des gens de couleur. En fait, les musulmans américains représentent le groupe religieux le plus diversifié sur le plan racial aux États-Unis.¹⁸⁴ C'est peut-être pour cette raison que les qualificatifs lancés aux musulmans, peints sur les murs des mosquées et utilisés contre des non-musulmans d'apparence musulmane (en particulier des sikhs) comportent souvent une composante raciale.

Bien que la haine ethnique ait joué un rôle similaire dans l'hostilité envers les immigrants catholiques irlandais, ceux-ci ont sans aucun doute été plus facilement acceptés du fait qu'ils soient des Européens blancs. C'est aussi le cas des quakers, des mormons et des juifs.

D'autre part, certaines minorités raciales, y compris les peuples autochtones et les Afro-Américains, luttent depuis des siècles contre l'injustice systématique, sans parvenir à voir le bout du tunnel. Étant donné que les musulmans américains sont aussi en grande partie des personnes de couleur qui font face à une hostilité en raison de leur religion et de leur appartenance ethnique, l'islamophobie pourrait durer beaucoup plus longtemps que le sentiment d'hostilité envers les catholiques.

Un autre aspect unique de l'islamophobie est le rôle des attaques terroristes, des campagnes politiques, des couvertures médiatiques déséquilibrées et des politiques gouvernementales qui se chevauchent et interagissent pour la nourrir artificiellement.

179 Ibid.

180 James Hutson, « The Founding Fathers and Islam », Information Bulletin, Library of Congress, vol. 61, no. 5 (mai 2002), <https://www.loc.gov/loc/lcib/0205/tolerance.html> ; Kerry Dolan, « Why Morocco Matters to the U.S. », Forbes, le 21 novembre 2013, <https://www.forbes.com/sites/kerryadolan/2013/11/21/why-morocco-matters-to-the-u-s/#5aa1fd124f75>

181 Roger Ebert, « Reviews: Malcolm X », RogerEbert.com, le 18 novembre 1992, <https://www.rogerebert.com/reviews/malcolm-x-1992>

182 Madison Gary, « All Time 100 Non-Fiction Books: The Autobiography of Malcolm X », Time Magazine, le 17 août 2011, <http://entertainment>

time.com/2011/08/30/all-time-100-best-nonfiction-books/slide/the-autobiography-of-malcolm-x-as-told-to-alex-haley/

183 Amy McCaig, « Islamophobia Represents a Form of Racism Mixed with Cultural Intolerance », Rice University News, le 14 septembre 2017, <http://news.rice.edu/2017/09/14/islamophobia-represents-a-form-of-racism-mixed-with-cultural-intolerance/>

184 « Muslim Americans Exemplify Diversity, Potential », Gallup, le 2 mars 2009, <http://news.gallup.com/poll/116260/muslim-americans-exemplify-diversity-potential.aspx>

Bien que les manifestations de l'islamophobie remontent aux années 80 (il suffit d'identifier le méchant dans certains des films d'action les plus populaires d'Hollywood), l'islamophobie n'a jamais constitué une menace physique courante et constante pour les musulmans américains avant qu'Al-Qaïda ne commette les attentats du 11 septembre.¹⁸⁵

Immédiatement après l'attaque, les crimes de haine contre les musulmans et ceux qui sont perçus comme musulmans se sont multipliés du jour au lendemain. De nombreuses mosquées ont été vandalisées. Les commentateurs ont envahi les ondes, faisant du djihad un mot familier.

Mêmes si, depuis le 11 septembre, la majorité des attaques terroristes locales a été commise par des extrémistes de droite, les médias donnent une impression opposée en amplifiant les attaques violentes commises par des musulmans.¹⁸⁶ Selon une étude de la Rice University, les attaques violentes « perpétrées par des musulmans sont couvertes par les médias en moyenne 449 % de plus que les crimes commis par des non-musulmans ».¹⁸⁷

Les journalistes s'empressent également d'inscrire ces attaques dans un cadre religieux en employant haut et fort les termes « fondamentalisme islamique », « islam radical » et « djihadiste ».

Peu d'autres groupes subissent un tel traitement. Bien que l'auteur de l'attentat d'Oklahoma City soit un ancien militaire américain qui se considérait comme un patriote opposé aux excès du gouvernement fédéral, aucun média n'a décrit Timothy MLCEVigh ou d'autres extrémistes de droite comme des « patriotes radicaux », encore moins des « patriotes ».

Entre les chaînes d'information qui diffusent 24 heures sur 24, la couverture de l'actualité en ligne, les journaux, les magazines et les films d'Hollywood, les musulmans font face à une atmosphère médiatique islamophobe bien plus envahissante que ce que les catholiques et les autres minorités religieuses visées ont connu dans le passé.

La politique joue aussi manifestement un rôle

démessuré dans les manifestations publiques de sectarisme antimusulman qui se sont stabilisées dans les années qui ont suivi le 11 septembre, mais qui ont ensuite augmenté de nouveau en 2010¹⁸⁸ pour diverses raisons :

Bien que les manifestations de l'islamophobie remontent aux années 80 (il suffit d'identifier le méchant dans certains des films d'action les plus populaires d'Hollywood), l'islamophobie n'a jamais constitué une menace physique courante et constante pour les musulmans américains avant qu'Al-Qaïda ne commette les attentats du 11 septembre.

- Le départ du président George W. Bush, qui a réussi à contenir l'islamophobie au sein du parti républicain en parlant de l'islam et des musulmans de manière amicale, et ce, même en suivant une politique jugée préjudiciable aux musulmans.¹⁸⁹
- Les réactions violentes contre le président Obama, faisant face à toutes sortes d'accusations, allant d'être trop amical envers les musulmans à être lui-même musulman.¹⁹⁰
- La controverse entourant le projet de la mosquée de Ground Zero, une affaire politique des plus sensibles qui a permis aux groupes haineux antimusulmans de s'affirmer et qui leur a servi de cri de ralliement ;
- Les victoires du Tea Party aux élections législatives de mi-mandat, cette année-là, qui ont donné un pouvoir politique aux militants antimusulmans.

Pour des raisons évidentes, l'islamophobie a atteint son paroxysme lors de l'émergence sanglante de l'Etat islamique et de la campagne présidentielle ouvertement antimusulmane de Donald J. Trump.

Enfin, il convient également de noter le rôle unique que les organismes gouvernementaux jouent

185 « Data: Hate Crimes Spiked Against Muslims After 9/11 » Public Radio International, le 12 septembre 2016, <https://www.pri.org/stories/2016-09-12/data-hate-crimes-against-muslims-increased-after-911>

186 Miriam Valverde, « A Look At the Data on Domestic Terrorism and Who's Behind It, » PolitiFact, le 16 août 2017, <http://www.politifact.com/truth-o-meter/article/2017/aug/16/look-data-domestic-terrorism-and-whos-behind-it/>

187 Craig Considine, « The Racialization of Islam in the United States: Islamophobia, Hate Crimes and 'Flying While Brown,' » Religions, 8, no. 165 (2017), <http://www.mdpi.com/2077-1444/8/9/165>

188 « Hate Crime Statistics 2010 », ministère américain de la Justice, consulté

le 6 avril 2018. <https://ucr.fbi.gov/hate-crime/2010/narratives/hate-crime-2010-incidents-and-offenses>

189 « Islam is Peace », Archives historiques de la Maison-Blanche, le 17 septembre 2001, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010917-11.html>

190 Kathleen Parker, « If Obama is a Muslim, is Trump a Russian Spy? » The Washington Post, le 6 janvier 2017, https://www.washingtonpost.com/opinions/if-obama-is-a-muslim-is-trump-a-russian-spy/2017/01/06/26fe7128-d45c-11e6-a783-cd3fa950f2fd_story.html?utm_term=.e9f14aa360ac

parfois dans la propagation de l'animosité envers les musulmans.

Au cours des dernières années de l'administration Bush, le ministère de la Justice a qualifié publiquement, indécentement et de façon douteuse plus de 300 organisations musulmanes américaines de « co-conspiratrices non accusées » dans le cadre des poursuites engagées contre la Holy Land Foundation.¹⁹¹ Bien qu'un tribunal fédéral ait par la suite statué que le gouvernement avait, de cette façon, violé les droits de ces groupes qui sont garantis par le cinquième amendement, les sectaires antimusulmans évoquent toujours l'incident pour dénigrer les musulmans américains.¹⁹²

Sous l'administration Obama, le gouvernement fédéral a officiellement mis en place le programme de lutte contre l'extrémisme violent. Malgré son nom générique, le programme a mis un accent particulier sur la menace des groupes extrémistes musulmans,¹⁹³ plutôt que sur la menace plus commune des groupes suprémacistes blancs et des groupes de droite. »

En raison de ces facteurs uniques et de bien d'autres facteurs, les musulmans américains ne peuvent pas dormir sur leurs lauriers dans l'espoir qu'ils connaîtront inévitablement la même issue positive que les catholiques. Les musulmans américains ne peuvent pas non plus attendre que les sectaires âgés meurent ou que les jeunes pluralistes vieillissent.

L'administration Trump, quant à elle, a ouvertement transformé le sectarisme antimusulman en politique gouvernementale, nommant des extrémistes antimusulmans connus à des postes gouvernementaux, imposant l'interdiction d'entrée pour les musulmans et rappelant fréquemment aux Américains qu'ils doivent craindre le « terrorisme islamique radical ». ¹⁹⁴

Il existe d'autres exemples nationaux et locaux d'agences gouvernementales qui ont fait peser des

souçons sur des musulmans, du programme d'espionnage du département de police de New York,¹⁹⁵ aux efforts du FBI visant à surveiller et à infiltrer les musulmans afro-américains au cours du mouvement des droits civils.¹⁹⁶

Le fait est que la communauté musulmane américaine a été prise en otage par des événements nationaux et internationaux récurrents. Une seule attaque terroriste, une seule saison électorale ou une seule politique gouvernementale suffit pour que les musulmans soient visés par une vague artificielle de sectarisme antimusulman.

En raison de ces facteurs uniques et de bien d'autres facteurs, les musulmans américains ne peuvent pas dormir sur leurs lauriers dans l'espoir qu'ils connaîtront inévitablement la même issue positive que les catholiques. Les musulmans américains ne peuvent pas non plus attendre que les sectaires âgés meurent ou que les jeunes pluralistes vieillissent.

Étant donné que l'islamophobie résulte d'un ensemble complexe de facteurs interactifs—certains locaux, d'autres internationaux—la seule manière sûre de vaincre l'islamophobie à long terme est de remédier de manière proactive aux facteurs sous-jacents qui l'inspirent. Les musulmans américains doivent faire ce que les Américains catholiques ont fait, et même plus, pour vaincre ce fléau.

À cette fin, des organisations américaines musulmanes—y compris la mienne, le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR)—ont poursuivi une stratégie à plusieurs volets pour lutter contre l'islamophobie.

Fondé en 1994, le CAIR a pour mission officielle d'améliorer la compréhension de l'islam, de protéger les droits civils, de promouvoir la justice et de renforcer les capacités des musulmans américains. Avec plus de 30 sections à travers le pays, le CAIR se définit désormais comme la plus grande organisation de défense des droits civils des musulmans aux États-Unis.

Les premières grandes initiatives du CAIR étaient, entre autres, de critiquer l'islamophobie dans

191 États-Unis contre North American Islamic Trust, Cour d'appel des États—Unis, n° 09-10875 (Cinquième circuit. Le 20 octobre 2010).

192 « About Frank Gaffney, Jr. », Southern Poverty Law Center, consulté le 6 avril 2018. <https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/individual/frank-gaffney-jr>

193 Eric Rosand, « Fixing LCEV in the United States requires more than just a name change », Brookings Institute, le 16 février 2017, <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2017/02/16/fixing-LCEV-in-the-united-states-requires-more-than-just-a-name-change/>

194 Maha Hilal, « Trump's Year in Islamophobia », Institute for Policy Studies, le 21 décembre 2017 <http://www.ips-dc.org/trumps-year-islamophobia/>

195 Matt Apuzzo et Adam Goldman, « After Spying on Muslims, NYPD Agrees to Greater Oversight », The New York Times, le 6 mars 2017, <https://www.nytimes.com/2017/03/06/nyregion/nypd-spying-muslims-surveillance-lawsuit.html>

196 Zaheer Ali, « What Happened To Malcolm X? » CNN, le 17 février 2015, <https://www.cnn.com/2015/02/17/opinion/ali-malcolm-x-assassination-anniversary/index.html>

le film d'action *True Lies*¹⁹⁷ et de persuader Nike de retirer une chaussure de sport sur laquelle était écrit Dieu (Allah) en arabe.¹⁹⁸ Cependant, des attaques terroristes comme l'attentat d'Oklahoma City, qui avait été initialement lié à tort au Moyen-Orient,¹⁹⁹ et les attentats du 11 septembre ont placé le CAIR sous le feu des projecteurs nationaux, car il luttait contre l'islamophobie devant les tribunaux de justice et les tribunaux de l'opinion publique.

Ici à Atlanta, la section du Conseil sur les relations américano-islamiques de Géorgie fait de même, à une plus petite échelle. En tant qu'État du Sud rural et politiquement conservateur, la Géorgie semblerait être un terrain fertile pour les sentiments d'hostilité envers les musulmans.

Toutefois, le cœur de l'État, Atlanta, est une ville diversifiée ayant des liens historiques avec le mouvement des droits civils, ainsi qu'une importante population musulmane afro-américaine qui est largement acceptée. Des musulmans géorgiens de diverses origines vivent à Atlanta et dans ses environs. La ville de Clarkston compte également une population importante de réfugiés musulmans, principalement des Somaliens.

La Géorgie abrite également de grandes entreprises, des médias, des équipes sportives, une bibliothèque présidentielle et le plus grand aéroport du monde. Tout cela a créé un environnement diversifié dans lequel les musulmans de Géorgie vivent les meilleurs et les pires expériences de la vie en tant que musulmans américains.

Cela fait également de la Géorgie un banc d'essai unique qui permet de déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans la lutte contre l'islamophobie.

Par exemple, les législateurs de l'État de Géorgie ont tenté à plusieurs reprises d'adopter une loi interdisant aux tribunaux de prendre en compte le « droit étranger », dernière version de ce que les critiques

appellent l'hystérie anti-charia.²⁰⁰

Le projet de loi de la Géorgie a échoué en raison de l'opposition de groupes juifs et du monde des affaires, qui ont tous deux exprimé leur préoccupation face aux dangers symboliques et pratiques d'une telle législation.

L'intimidation à l'école est évidemment un problème pour toutes les communautés, musulmanes et non musulmanes. La Géorgie ne fait pas exception.

Les crimes haineux violents contre les musulmans de Géorgie sont rares. Au cours des 10 années écoulées, depuis qu'un incendiaire a brûlé une mosquée à Savannah, aucune mosquée de Géorgie n'a été endommagée de la sorte.²⁰¹

Les discours de haine sont plus courants. Après la victoire de Donald Trump, de nombreuses mosquées ont reçu des menaces de mort. Une mosquée a reçu des messages vocaux d'environ 30 minutes laissés par un homme qui menaçait de tirer, de faire exploser, de décapiter et d'attaquer ses membres.²⁰² Le FBI l'a arrêté à la fin de l'année dernière.²⁰³

Plusieurs comtés de Géorgie ont tenté de ralentir ou de bloquer la construction de mosquées, y compris le comté de Newton en 2016. Le comté est revenu sur sa position et a permis de poursuivre la construction de la mosquée après des pressions de la communauté, des négociations privées et une vague d'indignation publique.²⁰⁴

Ces problèmes ne sont pas propres à la Géorgie qui est un microcosme de la nation. Les quatre stratégies que nous avons adoptées pour résoudre ces problèmes localement peuvent être appliquées à l'échelle nationale, voire internationale.

I. Instruire la communauté musulmane

Les personnes qui ne connaissent pas leurs droits ne peuvent pas facilement défendre leurs droits. Ces dernières années, le CAIR de Géorgie et d'autres

197 « Arab-Americans Protest 'True Lies' », *The New York Times*, le 16 juillet 1994, <https://www.nytimes.com/1994/07/16/movies/arab-americans-protest-true-lies.html>

198 Carlyle Murphy, « Nike Pulls Shoes That Irked Muslims », *The Washington Post*, le 25 juin 1997, https://www.washingtonpost.com/archive/business/1997/06/25/nike-pulls-shoes-that-irked-muslims/b02211fb-c120-4780-9ce4-4c01225c8e92/?utm_term=.fd36867156e5

199 Carla Hall et Larry Stammer, « Terror in Oklahoma City: American Muslims Feel Sting of Accusations in Bombing's Wake », *The Los Angeles Times*, le 22 avril 1995, http://articles.latimes.com/1995-04-22/news/mn-57460_1_oklahoma-city-bombing

200 Zaid Jilani, « At Least 13 States Have Introduced Bills Guarding Against Non-Existent Threat of Sharia Law », *ThinkProgress*, le 8 février 2011, <https://thinkprogress.org/report-at-least-13-states-have-introduced-bills-guarding-against-non-existent-threat-of-sharia-law-49c0ab42be1f/>

201 Ariel Hart, « Georgia: Arson Ruling in Mosque Fire », *The New York Times*, le 26 août 2003, <https://mobile.nytimes.com/2003/08/26/us/national-briefing-south-georgia-arson-ruling-in-mosque-fire.html>

202 « CAIR Georgia Welcomes Arrest of White Supremacist Who Allegedly Phoned Threats To Georgia Mosque », *CAIR de Géorgie*, le 14 décembre 2017, <http://cairgeorgia.com/press-releases/488-cair-georgia-welcomes-arrest-of-white-supremacist-who-allegedly-phoned-threats-to-georgia-mosque.html>

203 Ellen Eldridge, « Missouri Man Indicted Over Threats to Georgia Mosque », *The Atlanta Journal-Constitution*, le 14 décembre 2017, <https://www.ajc.com/news/local/missouri-man-indicted-over-threats-georgia-mosque/YoIGclnZqPiXc0mb06fu8K/>

204 Meris Lutz, « Ban Affecting Newton County Mosque Expires », *The Atlanta Journal-Constitution*, le 20 septembre 2016, <https://www.ajc.com/news/local-govt--politics/ban-affecting-newton-county-mosque-expires/z0HhbEq16CnS9ToD806u5H/>

organisations de défense des droits civils ont donc organisé des dizaines de séminaires sur le thème « Connaissez vos droits » dans les mosquées afin que la communauté se dote du savoir et de la confiance nécessaires pour se protéger. Les séminaires mettent particulièrement l'accent sur les contrôles routiers, les visites dans les salles d'audience, les entretiens avec le FBI, les voyages à l'aéroport, et les droits des employés sur les lieux de travail.

Les organisations musulmanes américaines ne doivent pas hésiter à dialoguer avec les groupes religieux et politiques conservateurs, y compris — et en particulier — ceux qui sont enclins à être méfiants à l'égard des musulmans.

En offrant ce service éducatif, nous œuvrons pour que la communauté connaisse ses droits et ses responsabilités légaux, réduisant ainsi le risque que les musulmans discriminés de Géorgie ne parviennent à lutter contre ce problème.

II. Collaborer avec des personnes de différentes confessions et origines

L'éducation est sans aucun doute le meilleur vaccin contre la discrimination. Pour cette raison, « améliorer la compréhension de l'islam » fait partie de la mission du CAIR depuis sa fondation.

Les données des sondages confirment une évidence : les Américains qui connaissent des musulmans sont plus susceptibles d'avoir une vision favorable des musulmans, tandis que ceux qui ne connaissent aucun musulman sont plus susceptibles d'avoir un point de vue négative à l'égard de la communauté.²⁰⁵

Ainsi, le CAIR de Géorgie consacre beaucoup de temps et d'énergie à expliquer l'islam à des personnes d'autres religions, à répondre à des questions difficiles sur la communauté musulmane et à trouver des occasions de collaborer dans un cadre interconfessionnel. Le dialogue interconfessionnel est de plus

en plus courant, mais il a trop souvent lieu dans des communautés religieuses progressistes qui tendent déjà à s'entendre avec des personnes de confessions différentes.

Les organisations musulmanes américaines ne doivent pas hésiter à dialoguer avec les groupes religieux et politiques conservateurs, y compris — et en particulier — ceux qui sont enclins à être méfiants à l'égard des musulmans.

C'est pourquoi le CAIR de Géorgie a lancé un programme de sensibilisation destiné aux conservateurs politiques il y a quelques années.²⁰⁶ C'est pourquoi plus de 20 mosquées de Géorgie s'unissent chaque année pour organiser la journée nationale de la visite d'une mosquée (Visit a Mosque Day), encourageant des milliers de Géorgiens à visiter leurs mosquées locales.²⁰⁷ Tous les visiteurs sont les bienvenus, et tous genres de questions peuvent être posés.

Le dialogue franc, mais amical, est certes une étape nécessaire, mais il ne suffit pas pour changer les cœurs et les esprits à long terme.

III. Établir des coalitions avec d'autres communautés

Depuis plus de vingt ans, la mission du CAIR est de « former des coalitions qui promeuvent la justice et la compréhension mutuelle ». L'importance de cette clause est devenue encore plus évidente ces dernières années.

Le CAIR National et nombre de ses sections ont redoublé d'efforts pour soutenir d'autres groupes calomniés et marginalisés, notamment les Afro-Américains victimes de brutalités policières, les Latinos visés par des politiques d'immigration injustes et d'autres groupes religieux, y compris les juifs et les sikhs, victimes de crimes de haine.

De telles alliances multidimensionnelles sont également formées au niveau national, le meilleur exemple en étant le travail de la militante Linda Sarsour.²⁰⁸ En réunissant différentes communautés pour faire face à une menace commune, les groupes ciblés espèrent mieux se protéger eux-mêmes, et se protéger mutuellement.

205 Shibley Telhami, « What Americans Really Think About Muslims and Islam, » Brookings Institution, le 9 décembre 2015, <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2015/12/09/what-americans-really-think-about-muslims-and-islam/>

206 Johnny Kauffman, « Ga. Muslim Group To Expand, Focus on Talks with Republicans, » WABE, le 19 août 2016, <https://www.wabe.org/ga-muslim-group-expand-focus-talks-republicans/>

207 Steve King, « Dozens Learn About Islam At Local Mosque », WJCL 22, le 11 mars 2017, <http://www.wjcl.com/article/dozens-learn-about-islam-at-local-mosque/9122297>

208 Ali Gharib, « Muslim, American, and Intersectional: The Activism of Linda Sarsour », American Civil Liberties Union, le 22 août 2016, <https://www.aclu.org/blog/immigrants-rights/muslim-american-intersectional-activism-linda-sarsour>

IV. Lutter contre les groupes haineux antimusulmans

Même si les musulmans américains dialoguent avec nos voisins et collaborent avec d'autres groupes de défense des droits civils, nous devons également faire face aux extrémistes antimusulmans qui cherchent à propager le virus du sectarisme. Le bureau national du CAIR a mis en place, il y a longtemps, un département de surveillance et de lutte contre l'islamophobie, chargé de suivre le réseau complexe des groupes islamophobes présents aux États-Unis, comme ACT for America de Brigitte Gabriel, Stop the Islamization of America de Pamela Geller et Clarion Project de Ryan Mauro.²⁰⁹

À l'instar des Know-Nothings à l'époque, ces groupes se nourrissent de l'ignorance et attirent le sectarisme, dans le seul but de diffamer et de marginaliser les musulmans américains. Grâce à un budget collectif de plusieurs centaines de millions de dollars et à beaucoup de temps d'antenne gratuit sur Fox News, ces organisations exercent une influence considérable sur une certaine catégorie de la population américaine.

Bien qu'une stratégie judicieuse exige parfois que les musulmans ignorent complètement ces groupes, de peur que ceux-ci ne profitent d'une altercation publique avec des militants musulmans, l'élection de 2016 a confirmé à quel point ces groupes peuvent être dangereux lorsqu'ils sont capables de se construire discrètement, et d'arriver ensuite au pouvoir.

L'interdiction d'entrée des musulmans, ainsi que d'autres tentatives visant à limiter l'immigration légale en provenance de pays musulmans, représentent la concrétisation d'une liste de souhaits islamophobes qui a pris des années de préparation. Les groupes haineux antimusulmans qui sont à l'origine de ces politiques doivent être pointés du doigt, ostracisés et condamnés avec la même force qui est employée pour dénoncer les organisations antisémites et racistes.

V. Renforcer les capacités politiques des musulmans américains

Si nous devons identifier le moment symbolique qui a officiellement et finalement marqué la fin du sectarisme anticatholique en tant que force dangereuse,

ce serait l'élection du président Kennedy. Bien qu'il semble impossible qu'un musulman américain remporte les élections présidentielles dans un avenir proche, les musulmans peuvent et doivent continuer à réaliser des avancées politiques.

Bien avant que Kennedy ne prête serment, les Américains catholiques ont formé un important bloc électoral reconnaissable, exerçant une influence sur leurs élus. Ainsi, ils ont présenté leur candidature, inscrit des électeurs, fait pression sur les élus, soutenu des candidats aux élections et participé activement à la vie politique.

D'éminents candidats musulmans en Arizona, au Michigan, au Massachusetts, au Minnesota et dans d'autres États suivent ce même chemin en 2018, faisant campagne pour tous les postes, de gouverneur à membre du Congrès à membre du Sénat. De cette façon, les candidats espèrent franchir les portes que les représentants Keith Ellison, Andre Carson et Ilhan Omar ont précédemment ouvert.

Que ces derniers candidats musulmans gagnent ou perdent en 2018, leur participation au processus électoral est essentielle pour faire progresser et autonomiser les musulmans américains dans l'arène politique.

VI. Lutter efficacement contre l'extrémisme

Notons d'abord que les musulmans américains n'ont aucune obligation de s'exprimer contre ce qui ne nous concerne pas et que les musulmans américains n'ont pas une capacité particulière de mettre fin tout seul aux attaques violentes perpétrées par des groupes extrémistes.

Néanmoins, les chefs et les organisations musulmans dénoncent la violence injuste liée à notre foi, car c'est ce qu'il faut faire. S'exprimer permet également de réfuter l'affirmation selon laquelle les musulmans américains ne s'expriment jamais, une opinion défendue par de nombreux Américains qui ne réalisent peut-être pas que l'horrible violence amplifiée dans les médias ne reflète ni les positions des musulmans ni les enseignements de l'islam.

Deux mois avant la tuerie d'Orlando, le CAIR de Géorgie a organisé son premier colloque annuel « Muslims Rebutting Extremism » (*Les musulmans rejettent l'extrémisme*).²¹⁰ L'événement a réuni le CAIR de Géorgie, un expert musulman des groupes

209 « U.S. Islamophobia Network », The Council on American-Islamic Relations, consulté le 6 avril 2018, <http://www.islamophobia.org/islamophobia-network/organizations.html>

210 « Muslims Rebutting Extremism », CAIR de Géorgie, le 29 août 2017, <http://www.cairgeorgia.com/press-releases/469-muslims-rebutting-extremism-cair-georgia-hosts-2nd-annual-seminar-on-islamophobes-terrorists.html>

extrémistes du Carter Center et un imam de Géorgie qui a déjà survécu à une attaque terroriste.

Ensemble, les trois intervenants ont directement abordé et réfuté les mêmes arguments que les sectaires antimusulmans et les extrémistes musulmans utilisent pour justifier leurs opinions. Ainsi, les intervenants ont cherché à donner aux imams et aux autres leaders locaux des outils utiles qui leur permettent à la fois de rejeter l'islamophobie et de réfuter les positions extrémistes dans le cas (extrêmement rare) où ils rencontreraient de telles positions au sein de la communauté musulmane.

Lorsque l'État islamique a vu le jour, le CAIR national et d'autres organisations musulmanes ont également uni leurs forces pour publier une lettre détaillée réfutant point par point les arguments du groupe extrémiste. Ce n'est qu'un exemple de musulmans qui, ici et à l'étranger, s'opposent à l'extrémisme en privé et dans leurs pays.²¹¹

Ces efforts contrastent fortement avec les programmes de lutte contre l'extrémisme violent qui sont financés et gérés par le gouvernement et qui font sans doute plus de tort que de bien en jetant la suspicion sur les musulmans américains sans faire grand-chose pour contrer la menace réelle de l'extrémisme. De tels programmes manquent également de crédibilité pour obtenir le soutien de la communauté musulmane américaine, et encore moins d'un individu en passe d'adhérer à des idées extrémistes.²¹²

Même un programme efficace de lutte contre l'extrémisme violent — si cela existe — n'est qu'une mesure défensive conçue pour traiter les symptômes et non la maladie, ce qui nous amène au point suivant.

VII. Aspirer à une politique étrangère américaine juste

Si le terrorisme est un facteur majeur qui contribue à l'islamophobie, il est impératif que nous résolvions les problèmes qui conduisent au terrorisme pour mettre fin à ce fléau. D'ici là, les musulmans américains feront face à une montée d'islamophobie à

chaque fois qu'ils font la une des journaux.

Bien que des groupes terroristes comme l'EI et Boko Haram se décrivent comme des créatures idéologiques qui s'engagent à tuer ou à asservir quiconque ne partage pas leur vision du monde, d'autres acteurs terroristes ont tendance à justifier leur horrible violence en exposant des griefs politiques contre la politique étrangère américaine.

En effet, certains des terroristes les plus connus, y compris Oussama Ben Laden,²¹³ le kamikaze survivant du marathon de Boston,²¹⁴ le futur kamikaze de Times Square,²¹⁵ et même le tueur de masse de la discothèque Orlando Pulse,²¹⁶ se sont plaints de divers aspects de la politique étrangère américaine : les troupes américaines au Moyen-Orient, les frappes par drones au Pakistan, le soutien américain à la façon dont Israël traite les Palestiniens, etc.

Pour être clair, jamais un pays ne devrait modifier sa politique étrangère pour amadouer des groupes extrémistes, et les États-Unis ne pourrait espérer que la menace de violence disparaisse soudainement et totalement si nous en venons à suivre cette voie. Toutefois, promouvoir une paix juste pour les Palestiniens, cesser de soutenir les dictatures corrompues dans le monde arabe, fermer Guantanamo Bay et mettre fin aux actions militaires injustes au Moyen-Orient sont tout simplement les mesures d'une bonne politique morale.

Un avantage supplémentaire à la résolution de ces problèmes est que notre pays peut raisonnablement s'attendre à ce que la base de recrutement des groupes extrémistes se rétrécisse considérablement. Moins de recrues signifie moins d'attaques, ce qui entraîne, finalement et avec un peu de chance, un autre avantage, celui d'une tendance à la baisse des sentiments islamophobes.

Conclusion

À bien des égards, l'islamophobie n'est pas un nouveau phénomène. Les musulmans américains sont simplement la dernière minorité religieuse à faire face à une campagne systématique de sectarisme

211 « Global Condemnations of ISIS/ISIL », Islamic Networks Group, consulté le 6 avril 2018. <https://ing.org/global-condemnations-of-isis-islam/>

212 Eric Rosand, « Fixing LCEV in the United States requires more than just a name change », Brookings Institute, le 16 février 2017, <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2017/02/16/fixing-LCEV-in-the-united-states-requires-more-than-just-a-name-change/>

213 « Bin Laden Claims Responsibility for 9/11 », Fox News, le 30 octobre 2004, <http://www.foxnews.com/story/2004/10/30/bin-laden-claims-responsibility-for-11.html>

214 « Prosecutors: Boston Bombing Suspect Scrawled Motive of Attack Inside Boat », The Guardian, le 2 mars 2015, [https://www.theguardian.com/us-news/2015/mar/02/boston-bombing-pretrial-hearing-suspect-boat-](https://www.theguardian.com/us-news/2015/mar/02/boston-bombing-pretrial-hearing-suspect-boat-evidence)

[evidence](https://www.theguardian.com/us-news/2015/mar/02/boston-bombing-pretrial-hearing-suspect-boat-evidence)

215 « Times Square Bomber Faizal Shahzad Pleads Guilty '100 Times' », The Telegraph, le 22 juin 2010, <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/northamerica/usa/7845570/Times-Square-car-bomber-Faisal-Shahzad-pleads-guilty-100-times.html>

216 Glenn Greenwald et Murtaza Hussain, « As the Trial of Omar Mateen's Wife Begins, New Evidence Undermines Beliefs About the Pulse Massacre, Including Motive », The Intercept, le 5 mars 2018, <https://theintercept.com/2018/03/05/as-the-trial-of-omar-mateen-wife-begins-new-evidence-undermines-beliefs-about-the-pulse-massacre-including-motive/>

et de discrimination. Cette brimade a été réservée à d'autres communautés avant nous, et pourrait faire d'autres victimes après nous.

Si l'histoire se répète intégralement, les musulmans américains sortiront de cette période difficile plus fort qu'ils ne l'étaient. Cependant, les personnes de bonne foi, de toutes confessions confondues, ne peuvent ni attendre ni espérer ce dénouement.

Etant donné que l'islamophobie résulte d'un ensemble complexe de facteurs interactifs—certains locaux, d'autres internationaux—la seule manière sûre de vaincre l'islamophobie à long terme est de

remédier aux facteurs sous-jacents qui l'inspirent.

À cette fin, les musulmans américains doivent continuer à défendre leurs propres droits civils, à collaborer avec leurs voisins d'autres confessions, à lutter contre les groupes haineux antimusulmans, à rechercher l'émancipation politique lors des élections et à pousser notre gouvernement à adopter une politique étrangère plus juste et plus morale.

De cette façon, les musulmans américains peuvent espérer réduire l'islamophobie d'une menace à une nuisance.

Quatre choses à apprendre de la France pour combattre l'islamophobie au niveau politique

Marwan Muhammad,

Collectif contre l'islamophobie en France

Les 15 dernières années nous ont permis d'acquérir suffisamment d'expérience (parfois à nos propres frais) pour découvrir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas en ce qui concerne la lutte contre l'islamophobie en France.

Historiquement, la France se considère comme étant le pays des droits de l'Homme, le lieu où les libertés fondamentales et la rationalité convergent et où les libres penseurs trouvent refuge, éclairés par une longue tradition de débats publics passionnés et pourtant très civilisés. Cette conviction est si profondément ancrée dans notre perception de nous-mêmes en tant que peuple qu'elle ne permet pas un examen critique de ce qui s'est passé en France au cours des dernières générations en termes de races (en tant que concept social et politique) et de religions.

Toute critique émanant de l'intérieur de la France est traitée comme une attaque au modèle républicain, une tentative de diviser et d'alimenter le « communautarisme » (l'injure suprême jetée aux noirs, arabes, musulmans, roms ou asiatiques qui osent parler de leur propre capacité d'agir).

Toute critique étrangère est considérée comme un malentendu culturel, l'idée étant toujours que l'opinion publique internationale ne parvient pas à saisir le concept de « laïcité » et les vertus émancipatrices de l'universalisme français qui ne s'appliquent que selon la définition donnée par des hommes blancs et puissants.

Lorsque la police demande aux femmes musulmanes d'ôter leurs habits sur les plages (désormais moins glamours) de la Riviera, avec le soutien inconditionnel du Premier ministre de l'époque, Manuel

Valls,²¹⁷ ou lorsque la ministre des Droits des femmes, Laurence Rossignol, affirme que les musulmanes qui portent le voile sont des « militants politiques » comparables à des « nègres soutenant l'esclavage »,²¹⁸ il est difficile d'imaginer un contexte ou une justification qui minimiserait l'ampleur et la violence de telles déclarations destructrices et préjudiciables aux communautés noires et musulmanes, au plus haut niveau du gouvernement.

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a été créé en 2003 dans le but d'apporter aux victimes de discrimination et de crimes de haine le soutien juridique et psychologique dont ils ont besoin. Alors que l'on débattait de l'interdiction de porter le voile dans les écoles publiques (prenant plus tard la forme euphémisée de « loi sur les signes religieux dans les écoles publiques »), le collectif s'est formé autour de l'idée qu'il n'était vraiment pas logique de priver les musulmanes d'éducation et de leur dire que c'était pour leur bien.

Depuis lors, on tente de généraliser et d'étendre cette exclusion à d'autres lieux (universités, lieux de travail et même les crèches), au nom de la laïcité. Avec l'aide des communautés et d'autres ONG, nous avons pu mettre un terme à la plupart de ces atteintes aux libertés fondamentales, mais 15 ans après le début des travaux du CCIF, il est toujours très difficile de dresser un bilan positif de la situation en France lorsqu'on évalue la situation des musulmans.

Nous avons traité des crimes de haine, des profanations de cimetières, des incendies criminels et des détériorations de mosquées, progressant à mesure que

217 « 'Burkini' : Manuel Valls désavoue Najat Vallaud-Belkacem En savoir plus sur », Le Monde, le 25 août 2016. http://www.lemonde.fr/religions/article/2016/08/25/burkini-manuel-valls-desavoue-najat-vallaud-belkacem_4987686_1653130.html

218 Frantz Durupt, « Laurence Rossignol et les 'nègres qui étaient pour l'esclavage' », Libération, le 30 mars 2016. http://www.liberation.fr/france/2016/03/30/laurence-rossignol-et-les-negres-qui-etaient-pour-l-esclavage_1442820

nous acquérons de l'expérience dans nos stratégies médiatiques, nos stratégies de traitement de litiges et notre organisation.

Juste au moment où nous pensions que la majeure partie du travail était accomplie, tirant parti d'une jurisprudence inclusive laborieusement acquise et passant de projets réactifs à des projets préventifs, les attaques terroristes des trois dernières années ont déclenché une vague de répression sans précédent contre les musulmans en France.

Les attentats contre Charlie Hebdo, le supermarché Hyper Cacher, le concert du Bataclan et les attentats de Saint Denis, de Saint-Étienne-du-Rouvray ou de Nice, qui ont fait des centaines de victimes civiles, ont ramené la violence terroriste en France. Rétrospectivement, comme conséquence inévitable et pourtant destructrice, ces attentats ont permis de justifier le changement néo-conservateur à grande échelle de la politique pour des raisons de sécurité ; l'état d'urgence a servi de cadre opérationnel pour mettre en œuvre ce changement de politique.

Si nous définissons l'islamophobie comme la *construction du problème musulman*, nous pouvons dire qu'après avoir été construits en tant que problème culturel, religieux et identitaire, les musulmans étaient désormais également considérés comme un problème de sécurité. Ce dernier volet de la sécurité, qui est devenu le principal motif de l'islamophobie aux États-Unis depuis le 11 septembre et au Royaume-Uni depuis le 7 juillet, est relativement nouveau en France.

En nous appuyant sur cette expérience globale et en examinant les similitudes et les différences avec d'autres pays d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Afrique et d'Asie centrale, nous proposons des recommandations qui peuvent s'appliquer à de nombreux contextes et qui, en adoptant une approche rationnelle, mais humaniste, peuvent nous aider à progresser et à démontrer que les préoccupations en matière de sécurité et de droits de l'Homme ne sont pas inconciliables, mais se nourrissent et se renforcent mutuellement.

Abordez l'éventail complet de l'intolérance, allant du discours de haine au crime de haine.

En analysant les formes contemporaines d'intolérance et de racisme (contre les minorités asiatiques,

juives, musulmanes, noires, roms,...), on constate que la caractéristique récurrente est la nature non aléatoire de ces phénomènes. Ceux-ci sont alimentés par deux types de processus : le racisme systémique et le racisme interpersonnel.

Si nous définissons l'islamophobie comme la construction du problème musulman, nous pouvons dire qu'après avoir été construits en tant que problème culturel, religieux et identitaire, les musulmans étaient désormais également considérés comme un problème de sécurité.

Le racisme systémique est inscrit dans des structures et parfois instauré (ou soutenu) par l'État. Il est chronique, stable et intrinsèquement lié aux structures du pouvoir. Ce genre de racisme est le plus susceptible d'être utilitaire. Il sert également un objectif politique et sociologique. Politiquement, il sert les intérêts électoraux si un dirigeant ou un parti identifie un atout politique qui implique la diabolisation et l'exclusion d'une minorité. Lorsqu'un candidat pense qu'il peut gagner des points politiques en dépeignant les musulmans comme une menace pour notre identité et notre sécurité, la réalité et les arguments académiques ne servent souvent à rien, car les discours politiques ne font pas appel à la raison mais plutôt aux émotions. Les politiciens sont des créatures de la rationalité et de l'empirisme électoral. Sociologiquement, le racisme stabilise les élites par la discrimination. Le refus d'accès aux médias, aux universités et, en l'occurrence, à toute position de pouvoir ou d'influence est une caractéristique constante du racisme. Il est évident qu'au cours des 15 dernières années en France, l'islamophobie s'est surtout obstinée à refuser de voir les musulmans (et en particulier les femmes) occuper une position de visibilité ou de responsabilité qui leur permettrait de bousculer le statu quo. L'éviction récente de Rokhaya Diallo (journaliste et militante antiraciste) du Conseil national du numérique n'est qu'un des derniers exemples de la façon dont les préjugés à l'égard des musulmans, des Noirs et des femmes s'entrecroisent.²¹⁹ Il a fallu quelques tweets racistes et une lettre d'un député d'extrême droite pour faire pression sur le gouvernement et licencier

219 « France Fails to Face Up to Racism », Editorial, The New York Times, le 28 décembre 2017. <https://www.nytimes.com/2017/12/28/opinion/france->

[racism-rokhaya-diallo.html](https://www.nytimes.com/2017/12/28/opinion/france-racism-rokhaya-diallo.html)

immédiatement la talentueuse journaliste.

Le racisme interpersonnel, principalement exprimé sous forme de crime de haine et de discours de haine sur les réseaux sociaux, est la manifestation la plus visible du problème. Il blesse et tue, soutient l'idée que les élites ne sont pas véritablement responsables du racisme, se présente comme une sorte de diatribe ignorante, et se traduit parfois en violence physique. Ce racisme est alors facilement désigné comme la maladie de l'homme pauvre, résultant d'un manque de connaissances et d'exposition à la diversité.

Sans surprise, le racisme interpersonnel a été le principal (sinon le seul) objet des initiatives parrainées par l'État pour lutter contre le racisme en France. Et quand un syndicat d'enseignants ose organiser un atelier de travail sur la meilleure manière de lutter contre le racisme structurel au sein des institutions, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation par intérim, les poursuit en justice pour diffamation, après avoir utilisé l'expression « racisme d'État » dans l'un de leurs publications. Voilà pour la liberté d'expression, comme dirait #JeSuisCharlie.

Recommandations :

- Comprendre que l'islamophobie, comme toute autre forme de racisme contemporain, n'est pas une série d'événements aléatoires, mais un phénomène dépendant de facteurs structurels et contextuels qui doivent tous être pris en compte.
- Mener non seulement des programmes de sensibilisation à la diversité, mais également des analyses et des audits approfondis des politiques et de leur impact sur les minorités, afin de lutter contre le racisme structurel.
- Collaborer avec les réseaux sociaux pour identifier les discours de haine et les inviter à ne plus les afficher ces discours en tête de leurs classements et de leurs suggestions ; travailler avec les autorités et la société civile en cas de menaces et d'incitations à la violence.
- Développer une approche holistique qui tienne compte à la fois des manifestations de l'islamophobie (discours de haine, crime de haine, discrimination) et de leurs racines idéologiques et politiques, afin d'avoir un impact positif sur la situation et d'appeler à une prise de responsabilité au niveau politique.

N'islamisez pas les problèmes. Rationalisez-les.

Au cours des 15 dernières années, il a été largement accepté, sans évaluation sérieuse d'une telle hypothèse, que « l'Islam » est un concept vague qui explique presque tout. Tout problème dans notre société qui pourrait être lié de près ou de loin à quelqu'un qui ressemble à un musulman, un Arabe, un noir ou un individu vivant dans les banlieues défavorisées de la France finit par être islamisé.

La sécurité est un *problème musulman*, devenu plus urgent que jamais à la suite des attentats terroristes perpétrés par des groupes qui s'identifient à l'islam. Le sexisme est un *problème musulman*, vu que de nombreuses grandes féministes de la dernière heure prétendent que le voile est, sans équivoque, symbole de la « soumission » des femmes musulmanes. Le prosélytisme à l'école est un *problème musulman*, les enfants musulmans étant placés sous haute surveillance pour s'assurer qu'ils ne sont pas radicalisés (c.-à-d., utilisent des expressions religieuses lorsqu'ils mangent ou remercient Dieu). Le bien-être des animaux est un *problème musulman*. En effet, chaque Eid devient pour les groupes islamophobes une occasion de réclamer l'interdiction de l'abattage rituel, affichant un intérêt soudain (et tout aussi superficiel) pour le traitement des animaux dans l'industrie alimentaire. Et la liste est longue, étant donné que les islamophobes recherchent toujours de nouvelles façons d'islamiser les problèmes réels auxquels nos sociétés sont confrontées.

Mais, en identifiant la religion comme cause de ces problèmes, nous évitons toute analyse rationnelle de la manière dont ces problèmes émergent et nous gaspillons toute chance réaliste de les résoudre efficacement. Islamiser les problèmes a été un moyen de problématiser l'islam, ce qui alimente davantage les expressions structurelles et politiques de l'islamophobie (voir ci-dessus). Ce fut également l'une des plus grandes diversions de masse de l'histoire politique récente : pourquoi expliquer les multiples échecs du gouvernement en matière de sécurité et les inégalités persistantes entre hommes et femmes, alors que nous pouvons inventer un hashtag ou une série de tweets qui se rapportent aux musulmans pour échapper à une évaluation critique des politiques publiques ?

Le terrorisme, le sexisme, la diversité à l'école et l'éthique de la production alimentaire sont de véritables défis contemporains qui appellent toute notre attention. Ceux-ci ne sont pas des problèmes

« islamiques », mais plutôt des problèmes mondiaux qui ne se limitent pas à des groupes ethnoculturels ou religieux.

Recommandations :

- Désislamiser les problèmes et utiliser une approche factuelle pour établir un diagnostic sur n'importe quel sujet.
- En expliquant les comportements problématiques et criminels, se concentrer sur ce que les gens *font*, plutôt que sur qui ils *sont*. Les attitudes criminelles ou marginales sont plus des questions de choix que d'identité.
- Respecter les accords internationaux (OSCE, ONU, etc.) qui stipulent explicitement que les politiques liées à la criminalité ne doivent jamais être associées à une minorité ethnoculturelle ou religieuse.

Travaillez avec les communautés, et non sur les communautés.

Une caractéristique courante (et largement acceptée) de la relation entre les communautés musulmanes et l'État est le fait que le gouvernement pense qu'il doit exercer un *contrôle* sur les musulmans. Le contrôle signifie deux choses :

La surveillance : la plupart des gouvernements disposent de groupes de travail spéciaux qui surveillent les ONG, les dirigeants, les intellectuels, les imams et les personnalités importantes de religion musulmane. Plusieurs de ces programmes ont impliqué des techniques d'infiltration, des menaces ou des pots-de-vin. Par exemple, en 2014, le CCIF a dû porter assistance à un réfugié palestinien. Les autorités avaient menacé de lui retirer son permis de séjour s'il ne consentait pas à infiltrer la mosquée locale et à fournir des informations privilégiées.

Injonctions : par l'intermédiaire d'un bureau spécial au sein du ministère de l'Intérieur, les autorités donnent des instructions sur la manière dont les musulmans doivent s'organiser. Ces « suggestions » sont une condition pour une collaboration continue avec le gouvernement. En 2016, le gouvernement est même allé plus loin : Fatigué de devoir collaborer avec des fédérations islamiques, Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur de l'époque, a créé la Fondation de l'islam de France et a nommé

comme président ... Jean-Pierre Chevènement, un ancien ministre de l'Intérieur qui est devenu célèbre pour avoir qualifié de « sauvages » les jeunes des banlieues²²⁰ en 1999 et demandé aux musulmans d'être « plus discrets »²²¹ dès sa nomination. En effet, les musulmans se sont montrés être assez discrets sur sa nomination pour les représenter, car ils n'ont tout simplement pas été consultés.

Ces deux composantes du contrôle sont en jeu depuis la période coloniale. Ce qui est nouveau, c'est la manière dont les techniques de contrôle et les mesures d'incitation évoluent de manière souvent absurde. Par exemple, on pourrait penser qu'il pourrait être utile de travailler avec les communautés pour déterminer la manière dont elles veulent s'organiser et être représentées. Cela n'a pas été le cas pour les musulmans en France. Quand ils s'organisent et exploitent leur capacité d'agir pour créer des initiatives et des projets, ils sont simplement mis sur une liste noire.

Comme nous l'avons noté ci-dessus, les problèmes auxquels nous sommes confrontés nous concernent tous. Comment un gouvernement peut-il donc résoudre ces problèmes sans la participation et l'engagement de 10 % de ses citoyens ?

Si certaines de ces questions sont délicates et nécessitent une relation de confiance, comment des organisations ou des communautés peuvent-elles collaborer avec un gouvernement qui les considère comme une menace ou des citoyens de seconde zone qui ne peuvent ni s'exprimer ni décider pour eux-mêmes ?

Recommandations :

- Si le principe de la laïcité est la séparation claire entre l'État et les églises (c'est-à-dire, les groupes religieux), ce concept signifie que le gouvernement ne devrait ni interférer dans l'organisation des communautés religieuses ni étouffer leurs voix lorsqu'elles s'expriment sans permission ou osent critiquer.
- Dans le cadre de la conception des plans de travail sur l'islamophobie, travailler avec les communautés pour définir et décrire les manifestations les plus courantes du problème et prendre en compte leurs préoccupations.

220 « 'Sauvageon', le mot qui fâche », Libération, le 12 janvier 1999. http://www.liberation.fr/france/1999/01/12/sauvageon-le-mot-qui-fache_263424

221 Geoffrey Clavel, « Jean-Pierre Chevènement enchaîne les bourdes sur

l'islam : un républicain ancienne école en terrain miné », Huffington Post France, le 29 août 2016. http://www.huffingtonpost.fr/2016/08/29/islam-discret-monde-musulman-chevenement-bourdes_n_11758094.html

- Inclure également des experts thématiques qui font partie des groupes qui sont concernés par chaque forme de racisme.
- Encourager les débats et les initiatives populaires, aussi inclusives que possible, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes, afin de permettre l'autodétermination et la représentation indépendante des communautés.

Utilisez les données pour quantifier les préjugés et non pour les nourrir.

Les données sont dangereuses et puissantes. À une époque où les progrès de la technologie de l'information éliminent les limites numériques, la manière dont nous utilisons les données est une question de choix et non de capacité. Les minorités sont particulièrement exposées à cette ambivalence des données.

D'une part, lorsque les données sont utilisées et réglementées dans le but de promouvoir un accès égal à toutes les opportunités, elles deviennent un outil formidable qui permet d'identifier les domaines ravagés par la discrimination et de mesurer l'efficacité des politiques publiques visant à la combattre. D'autre part, lorsque les données sont utilisées secrètement par des agences gouvernementales ou sans aucune réglementation, elles fournissent des informations indiscrettes sur les familles et les individus, ce qui peut gravement leur porter préjudice.

D'une part, lorsque les données sont utilisées et réglementées dans le but de promouvoir un accès égal à toutes les opportunités, elles deviennent un outil formidable qui permet d'identifier les domaines ravagés par la discrimination et de mesurer l'efficacité des politiques publiques visant à la combattre. D'autre part, lorsque les données sont utilisées secrètement par des agences gouvernementales ou sans aucune réglementation, elles fournissent des informations indiscrettes sur les familles et les individus, ce qui peut gravement leur porter préjudice.

En France, les données ethniques et religieuses sont en grande partie interdites dans le cadre de la défense des droits. Les statisticiens et les démographes doivent déployer de grands efforts au niveau de la méthodologie pour identifier et utiliser des indicateurs leur permettant de mesurer et d'évaluer les schémas de discrimination et d'inclusion. Pourtant, les études confirment constamment l'existence d'une tendance à la discrimination à l'égard des minorités²²² et un d'ensemble inefficace de politiques publiques mis en place pour régler ce problème.²²³

Parallèlement, le gouvernement a mis en œuvre une série de politiques antiterroristes qui offrent aux services de renseignement un accès sans précédent aux données personnelles et aux techniques de surveillance. Grâce à ses fonctions les plus fondamentales et sociales (soins de santé, éducation, administration), l'État évolue pour devenir une gigantesque machine génératrice de données, avec un ensemble de marqueurs qui identifient délibérément les musulmans dans le cadre du processus de « déradicalisation ».

Ces marqueurs sont si vastes que toute manifestation religieuse peut amener un individu à être signalé, sans aucun mécanisme transparent qui permet d'évaluer la validité de cette allégation. Même si un rapport du Sénat a révélé les failles et les échecs du processus de « déradicalisation »,²²⁴ les données continuent d'être recueillies, sans contrôle ni régulation de la part d'une commission indépendante.

Au cours de la première année de l'état d'urgence, sur la base de ces données, plus de 4 400 foyers ont été perquisitionnés, ce qui n'a donné lieu qu'à six enquêtes sur des affaires liées à des activités terroristes potentielles (toujours en cours). Le CCIF a dû intervenir dans 431 affaires (perquisitions et assignations à domicile). Toutes les affaires portées devant les tribunaux ont montré que les familles ont été soupçonnées et fait l'objet d'une perquisition sans aucun fondement. En conséquence, les ordres de perquisitions et les assignations à résidence ont été jugés non valides. Même là, le mal était fait, car bon nombre de ces personnes avaient déjà perdu leur emploi et étaient perçues comme suspectes dans leur environnement social, tout cela en raison

222 « Le défenseur des droits présente son rapport d'activité », Défenseur des Droits, dernière modification le 28 février 2017, <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actus/actualites/le-defenseur-des-droits-presente-son-rapport-d%27activite>

223 « Rapport 2016 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie », Commission nationale consultative des droits de l'Homme,

consulté le 21 février 2018. <http://www.cncdh.fr/fr/publications/rapport-2016-sur-la-lutte-contre-le-racisme-lantisemitisme-et-la-xenophobie>

224 Matthieu Suc, « Un rapport du Sénat enterre le concept de déradicalisation », Mediapart, le 13 juillet 2017. <https://www.mediapart.fr/journal/france/130717/un-rapport-du-senat-enterre-le-concept-de-deradicalisation>

d'un programme de surveillance mal ciblé qui a privilégié un semblant de volontarisme politique et d'objectivisme statistique plutôt qu'une cohérence méthodologique et éthique.

Recommandations :

- Réaliser des études quantitatives à grande échelle sur la discrimination, y compris l'islamophobie, sous la surveillance et le contrôle d'organismes de promotion de l'égalité et d'agences de protection des données, afin de garantir la qualité et la cohérence éthique des résultats.
- Réclamer une évaluation indépendante de tous les programmes d'extraction de données utilisés à des fins antiterroristes, en coopération avec des agences de protection des données et un conseil consultatif des droits de l'Homme.
- Fournir des données sur le nombre de perquisitions et d'assignations à résidence et le nombre d'individus soupçonnés de radicalisation, afin de mesurer l'efficacité du processus de ciblage et d'allouer les ressources de sécurité là où elles sont réellement nécessaires, en se concentrant sur les facteurs de risque criminels plutôt que sur les marqueurs religieux.

Élargir la définition de l'islamophobie : idéologie, empire et guerre contre le terrorisme

Deepa Kumar

Professeure agrégée de journalisme et des études médiatiques

Rutgers, The State University of New Jersey

Au cours des dernières années, le nombre des crimes de haine contre les musulmans a augmenté.²²⁵

Qu'est-ce qui explique la montée du racisme antimusulman une décennie et demie après les événements du 11 septembre ? Pourquoi l'islamophobie est-elle devenue plus virulente alors qu'aucune attaque comme celle du 11 septembre n'a eu lieu depuis ? Le nombre d'Américains tués par des djihadistes dans ce pays depuis le 11 septembre est inférieur à 100. Ce chiffre est dérisoire face aux plus de 400 000 personnes tuées par la violence des armes au cours de la même période.²²⁶

Le nombre d'Américains tués par des djihadistes dans ce pays depuis le 11 septembre est inférieur à 100. Ce chiffre est dérisoire face aux plus de 400 000 personnes tuées par la violence des armes au cours de la même période.

La réponse à ces questions réside dans notre compréhension de l'islamophobie : de quoi s'agit-il, quel est son origine et qui sont ceux qui en tirent avantage ?

CNN utilise les attaques contre les mosquées pour mesurer l'islamophobie. Bien que cette proportion soit une mesure empirique utile pour connaître l'ampleur du sentiment antimusulman, elle reste assez limitée. L'on pourrait en dire davantage

sur les crimes de haine, qui comprennent non seulement la profanation de mosquées et d'espaces communautaires musulmans, mais également les attaques physiques contre des hommes et des femmes musulmans ou d'apparence musulmane. Des groupes comme le CAIR et le SPLC recensent les crimes de haine de cette manière. Des hommes sikhs qui portent des turbans ont été attaqués car ils ont été pris pour des musulmans.²²⁷ Les femmes musulmanes qui portent un hijab ou un voile sont plus susceptibles d'être attaquées que les hommes musulmans. Les symboles extérieurs de l'islam — mosquées, voiles et turbans — ont été attaqués et les personnes les incarnant ont été déshumanisées, devenant de simples réceptifs d'une « idéologie du mal ».

Le FBI définit un crime de haine comme une infraction traditionnelle telle qu'un meurtre, un incendie criminel ou un acte de vandalisme qui comporte un élément supplémentaire, à savoir la partialité. Aux fins de la collecte de statistiques, le Congrès a défini le crime de haine comme un « délit criminel contre une personne ou un bien, qui est entièrement ou partiellement motivé par le parti pris du contrevenant contre une race, une religion, une invalidité, une orientation sexuelle, une origine ethnique, un genre ou une identité sexuelle ».²²⁸

Il est important d'enregistrer ces informations et de tenir pour responsables les auteurs de crimes de haine, et ce, dans la mesure que le système juridique le permet. Cependant, l'islamophobie ne se limite pas aux crimes de haine commis par des individus qui

225 Katayoun Kishi, « Assaults against Muslims in the U.S. surpass 2001 level, » Pew Research Center, le 15 novembre 2017. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/11/15/assaults-against-muslims-in-u-s-surpass-2001-level/>

226 Peter Bergen, Albert Ford, Alyssa Sims, et David Sterman, « Terrorism in America After 9/11, » New America.org. <https://www.newamerica.org/in-depth/terrorism-in-america/what-threat-united-states-today/>

227 Charles Lam, « Sikh Man Stabbed to Death in Robbery of Central California Convenience Store, » NBCnews.com, 05, 2016. Disponible sur le site <https://www.nbcnews.com/news/asian-america/sikh-man-stabbed-death-robbery-central-california-convenience-store-n490786>.

228 « What We Investigate—Civil Rights, » FBI, consulté le 20 février 2018. <https://owl.english.purdue.edu/owl/resource/717/05/>

ont un parti pris. Une telle définition ne permet pas d'expliquer pourquoi ces individus ont de tels points de vue. Pourquoi les crimes haineux ont-ils augmenté aux États-Unis après le 11 septembre ? Quelle est la cause de l'augmentation des partis pris ? Pour répondre à ces questions, nous devons aller au-delà de l'échelle individuelle et analyser les structures de la société américaine.

Dans la communauté universitaire, le racisme antimusulman s'est manifesté par des actes d'hostilité quotidiens, c'est-à-dire des attaques verbales quotidiennes, des insultes et des licenciements de personnes de couleur. Inventé par Chester Pierce, professeur à Harvard, pour parler de l'expérience des Afro-Américains, le terme « micro-agression » a depuis pris un sens plus large pour inclure d'autres personnes de couleur ainsi que les femmes, les LGBTQ, les personnes handicapées et autres.

Sans aucun doute, les musulmans et les personnes d'apparence musulmane subissent constamment des micro-agressions qui, accumulées, provoquent des traumatismes psychologiques et ont des répercussions sur la santé et le bien-être en général.²²⁹ Il est épuisant de recevoir un tel traitement, comme me le rappellent constamment des amis sur Facebook. Néanmoins, l'islamophobie ne se limite pas aux micro-agressions.

Bien que les actes de racisme soient commis et subis au niveau individuel, en limitant notre compréhension de l'islamophobie aux crimes de haine et aux micro-agressions, nous négligeons les structures institutionnelles qui façonnent le racisme et la discrimination.

Les actes d'hostilité quotidiens, les crimes de haine et même la discrimination au travail sont les manifestations extérieures d'un système imprégné de racisme. C'est ce système que nous devons nommer, comprendre et combattre de manière organisée, si nous voulons mettre fin au racisme contre les musulmans.

Islamophobie et empire

Dans mon livre, *Islamophobia and the politics of Empire* (Islamophobie et politique de l'empire), j'ai étudié comment l'image de l'ennemi musulman est liée à un ensemble de pratiques qui entretiennent et reproduisent l'empire. Je me suis inspirée des travaux d'Edward Said, éminent chercheur qui étudie le racisme antimusulman et l'empire. Said a affirmé que le racisme antimusulman, ou l'orientalisme, était lié

au colonialisme européen. En effet, tous les projets de domination politique sont maintenus par des idéologies qui qualifient le colonisé d'un être inférieur qui a besoin de civilisation ou de discipline.

Bien que les actes de racisme soient commis et subis au niveau individuel, en limitant notre compréhension de l'islamophobie aux crimes de haine et aux micro-agressions, nous négligeons les structures institutionnelles qui façonnent le racisme et la discrimination.

En me basant sur ce travail, je soutiens que l'islamophobie est une idéologie qui a été acceptée et perçue comme normale ou preuve de « bon sens », à l'heure de la guerre contre le terrorisme. En ce sens, il ne s'agit pas simplement d'un parti pris à l'échelle individuel, mais d'un ensemble systématique d'idées qui font que certaines qualifications des musulmans (qu'ils sont enclins à la violence, qu'ils sont misogynes, qu'ils sont motivés par la rage et manque de rationalité) paraissent naturelles.

Cependant, les idées n'existent pas en vase clos. Elles font partie d'une structure plus grande, dans ce cas, l'empire. Bien que l'impérialisme américain a des racines profondes, sa forme et sa structure actuelles s'inspirent immédiatement de la reconfiguration de la société américaine après la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis étaient l'une des deux puissances hégémoniques du monde et les décideurs, en particulier les libéraux de la guerre froide, ont conçu et édifié un État de sécurité nationale. En 1947, la *National Security Act* (loi sur la sécurité nationale) a été adoptée, ce qui a consacré la « sécurité » en tant qu'élément clé de l'ordre d'après-guerre. Elle a permis de créer le bureau du secrétaire à la Défense, le Comité des chefs d'États-majors interarmées, le Conseil de sécurité nationale et l'Agence centrale de renseignement (CIA).

Le document top secret NSC-68 du Conseil de sécurité nationale a présenté une vision de la grande stratégie américaine d'après-guerre. Rédigé en 1950 et déclassifié en 1975, le rapport NSC-68 était l'un des plus influents documents de politique étrangère de la guerre froide. Il a préconisé une augmentation considérable des dépenses militaires, un programme de défense civile pour assurer la loyauté des

229 Derald Wing Sue, ed. *Microaggressions and Marginality : Manifestation,*

Dynamics, and Impact (Hoboken, New Jersey : John Wiley & Sons, 2010).

citoyens, une campagne de propagande médiatique pour susciter et maintenir le soutien de l'opinion publique et des programmes de guerre psychologique et de propagande à l'étranger. Chaque aspect de la vie—social, politique, intellectuel et économique—s'est vu attribuer un rôle dans la défense nationale. Un système de sécurité massif a été mis en place et financé grâce à une hausse importante des impôts et à la compression des programmes et des services de protection sociale non liés au secteur militaire. En outre, les objectifs des États-Unis ne pouvaient être atteints qu'en abandonnant toute tentative de « faire la différence entre la sécurité nationale et la sécurité mondiale ». Confrontés à l'effondrement des empires européen et japonais, à l'ascension de l'Union soviétique et à la révolution chinoise, les États-Unis se sont vus obligés d'imposer leur hégémonie mondiale et de repousser la menace qui pesait sur la « civilisation ».

Cependant, l'émergence du complexe militaro-industriel, contre lequel le président Eisenhower nous avait mis en garde le 17 janvier 1961, ne s'est pas affaiblie avec l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et la fin de la guerre froide. En revanche, la guerre contre le terrorisme lui a redonné un nouveau souffle. En fait, le communisme qui représentait autrefois une menace pour la « civilisation occidentale » est aujourd'hui remplacé par les fondamentalistes islamiques ; le cadre du « choc des civilisations » développé par le politologue Samuel Huntington éclairerait le langage par lequel les ennemis musulmans remplaceraient l'ennemi de la Guerre froide. De plus, comme ce fut le cas il y a plus d'un demi-siècle, l'émergence de cette nouvelle prétendue menace a permis de justifier de nouvelles guerres à l'étranger, en particulier au Moyen-Orient. Il est donc impossible de comprendre la montée de l'islamophobie sans la replacer dans ce contexte historique plus ancien de militarisme et d'intervention américaine.

C'est ce système impérial, né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et renforcé par la guerre contre le terrorisme, qui est la source de l'islamophobie. En m'appuyant sur les travaux des chercheurs et des activistes qui ont examiné divers aspects de ce système, je propose une matrice de l'islamophobie dans mon livre. Cette matrice comprend de nombreuses institutions telles que les gouvernements fédéral, étatique et local, le système juridique, l'arène

électorale, le secteur académique, les groupes de réflexion, les médias et l'appareil de sécurité nationale (du FBI aux services de police locaux).

Matrice de l'islamophobie

Dans chacun de ces domaines, l'islamophobie est générée par un ensemble de pratiques et sert certains objectifs, qui sont tous, directement et indirectement, liés à la guerre contre le terrorisme et l'empire. Comme je l'ai expliqué dans « Constructing the Terrorist Threat : Islamophobia, the Media, and the War on Terror »,²³⁰ la menace terroriste a été systématiquement fabriquée dans le but d'atteindre divers buts et objectifs. Cette affirmation s'inscrit dans une longue tradition qui consiste à faire des Afro-Américains, des Américains d'origine chinoise et des Américains d'origine latine une menace raciale afin de justifier le statu quo et de promouvoir les intérêts des élites.

Je discuterai ici de trois domaines qui forment la matrice de l'islamophobie—l'arène électorale, les médias et l'appareil de sécurité.

Dans le domaine politique, en particulier au cours d'une année électorale, l'islamophobie sert à recueillir le soutien politique des candidats qui, peut-être, se traduira en votes. Bien que Donald Trump soit la voix la plus évidente et la plus forte du racisme antimusulman de ce groupe, le phénomène s'étend bien au-delà de ce personnage. Comme je l'ai expliqué ailleurs,²³¹ ce projet est bipartite. L'interminable guerre contre le terrorisme, qui a coûté des milliards de dollars, ne peut continuer sans la peur d'un ennemi terroriste musulman.

En effet, l'État islamique est l'ennemi idéal, étant donné que ses attaques contre des cibles occidentales suscitent la peur et justifient la poursuite de l'intervention américaine au Moyen-Orient et l'instauration d'un état de sécurité nationale démesuré. Les médias grand public jouent un rôle central dans le processus de maintien de la peur du terrorisme. Il est important de noter que les attaques de l'État islamique se produisent beaucoup plus fréquemment au Moyen-Orient et que les principales victimes de ces attaques sont des musulmans. Toutefois, cette information n'est pas digne d'être mentionnée dans les nouvelles. Comme de nombreux chercheurs l'ont observé, ce n'est que lorsque l'Occident est pris pour cible que les médias se réveillent.

230 Constructing the Terrorist Threat : Islamophobia, The Media & The War on Terror, écrit par Deepa Kumar, réalisé par Sut Jhally (2017 ; San Francisco, CA : Media Education Foundation, 2017), DVD.

231 Deepa Kumar, « Islamophobia : A Bipartisan Project, » Politics, The Nation, le 2 juillet 2012, <https://www.thenation.com/article/islamophobia-bipartisan-project/>

En général, lorsqu'un musulman est impliqué dans une attaque, qu'il ait un lien ou non avec l'État islamique ou d'autres groupes violents, les médias couvrent l'incident avec enthousiasme 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, parce que couvrir des actes terroristes est bénéfique pour les cotes d'écoute et les affaires, tout comme les guerres qui augmentent les recettes. De nombreux experts en terrorisme appartenant à divers groupes de réflexion offrent des arguments qui sont ensuite mis en avant par les politiciens, les anciens généraux, les généraux actuels, les chefs de la CIA et d'autres responsables, afin de maintenir la peur du terrorisme dans l'imagination de l'opinion publique.

Divers organismes de l'État de sécurité nationale ont ciblé des musulmans en envoyant des informateurs dans les mosquées et les centres communautaires, et ce, pas seulement à des fins de surveillance.²³² Dans de nombreux cas, comme celui des « Newburg Four », des agents provocateurs ont fomenté des complots terroristes pour tenter de piéger des personnes. Le journaliste d'enquête Trevor Aronson, qui a étudié 500 poursuites liées au terrorisme depuis le 11 septembre, a montré que plus de la moitié de ces poursuites impliquaient des agents provocateurs. Aronson conclut qu'en exploitant ses 15 000 informateurs (dont beaucoup sont des criminels), le FBI crée des terroristes à partir de personnes qui, autrement, ne se seraient pas livrées à la violence politique.²³³ Marc Sageman, spécialiste retraité de la lutte contre le terrorisme, formule des conclusions similaires dans son livre *Misunderstanding Terrorism*.

Le FBI tire parti du processus par lequel des personnes innocentes sont piégées. En fait, tous les deux mois environ, le FBI annonce l'arrestation très médiatisée d'un nouveau suspect de terrorisme musulman, permettant aux États-Unis de maintenir leur guerre contre le terrorisme et préservant le secteur de la sécurité intérieure qui vaut plusieurs milliards de dollars.

Toutefois, il est important de noter que la majorité des personnes qui prennent part à l'État de sécurité nationale ne sont pas des idéologues conscients de leurs actes, comme le montre Arun Kundnani dans son livre *The Muslims Are Coming*.

Ils n'ont probablement pas l'impression de jouer un rôle dans la reproduction de l'empire ; ils se voient plutôt comme des personnes qui préservent la sécurité des citoyens américains. Il est intéressant de noter qu'ils agissent dans un environnement où la perception d'une « menace islamique » est considérée comme évidente, naturelle et preuve de bon sens.

C'est ainsi que fonctionne l'idéologie. Bien qu'il existe des idéologues qui produisent et diffusent des idées, la plupart des bureaucrates, des producteurs de médias et d'autres agents de l'État impérial ne prêtent pas attention à ces récits. Cependant, ils les naturalisent à travers leurs activités.

Si l'objectif est d'assurer la sécurité des Américains, il vaut mieux dépenser cet argent pour créer un système de santé gratuit et créer de bons emplois.

Cette analyse montre bien que le racisme anti-musulman est structurel. Il est enraciné dans les diverses institutions impériales qui défendent les intérêts des États-Unis à l'étranger et dans leur pays. Il est important de noter que ces intérêts sont ceux de l'élite, du 1 % comme on les appelle, et non ceux de la grande majorité des Américains. L'institut *The Centers for Disease Control and Prevention* énumèrent les principales causes de décès chez les Américains, notamment le cancer, les maladies respiratoires, la maladie d'Alzheimer et les suicides.²³⁴ Le terrorisme ne figure pas sur la liste. Pourtant, des milliards de dollars sont dépensés pour financer la guerre contre le terrorisme. Si l'objectif est d'assurer la sécurité des Américains, il vaut mieux dépenser cet argent pour créer un système de santé gratuit et créer de bons emplois. Les chercheurs qui étudient l'augmentation du nombre de suicides aux États-Unis depuis 1999 appellent ces « morts du désespoir » le produit de la perte d'emplois et de la perte de relations familiales significatives.²³⁵

De plus, les ressources consacrées à la guerre contre le terrorisme n'ont pas rendu le monde plus

232 Center for Human Rights and Global Justice, *Targeted and Entrapped : Manufacturing the « Homegrown Threat » in the United States* (New York : NYU School of Law, 2011). <http://chrgj.org/wp-content/uploads/2012/07/targetedandentrapped.pdf>

233 Trevor Aronson, « Inside the Terror Factory », *Mother Jones*, le 11 janvier 2013. <https://www.motherjones.com/politics/2013/01/terror-factory-fbi-trevor-aaronson-book/>

234 CDC, « Leading Causes of Death », en ligne sur le site <https://www.cdc.gov/nchs/fastats/leading-causes-of-death.htm>

235 Jessica Boody, « The Forces Driving Middle-Aged White People's Deaths of Despair », NPR, disponible en ligne sur le site <https://www.npr.org/sections/health-shots/2017/03/23/521083335/the-forces-driving-middle-aged-white-peoples-deaths-of-despair>

sûr. Il est temps de réorienter ces ressources de manière à améliorer la qualité de vie, aussi bien des personnes qui vivent au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud et qui sont victimes des guerres et des frappes américaines que des personnes

qui vivent ici, aux États-Unis. Cela ne signifie rien de moins que de démanteler l'empire et de réorganiser nos sociétés d'une manière qui profite aux 99 %.

Lutte Contre l'Islamophobie en Tant Que Responsabilité de la Société Civile

Hatem Bazian

Directeur du projet de recherche et de documentation sur l'islamophobie raciale et sexospécifique de l'Université UC Berkeley et rédacteur en chef du Journal d'études sur l'islamophobie

« Je pense que l'islam nous hait », a répondu le candidat à la présidence, Donald Trump, à la question posée par Anderson Cooper : « L'islam est-il en guerre avec l'Occident ? ». Le candidat Trump a ajouté : « Mais il existe une haine énorme. Nous devons donc faire preuve de vigilance. Nous devons être très prudents et nous ne pouvons pas autoriser des personnes qui vouent une haine aux États-Unis et à ceux qui ne sont pas musulmans à entrer dans ce pays ». Trump a doublé sa mise lors du débat républicain organisé par CNN le 9 mars 2016, lorsque le modérateur, Jake Tapper, lui avait demandé s'il faisait référence aux « 1,6 milliard de musulmans ». Trump a catégoriquement répondu : « Je fais référence à beaucoup d'entre eux ». Depuis son élection, le président Trump a publié des décrets interdisant l'entrée de citoyens de six pays à majorité musulmane tout en continuant à manifester des sentiments islamophobes. Trump n'est pas le seul à exprimer ces sentiments hostiles aux musulmans, mais ses déclarations traduisent leur normalisation partout, jusqu'au poste le plus élevé du pays. En effet, les principales sources d'information de Trump sont les journaux télévisés et les talk-shows,²³⁶ ce qui confirme le fait que les ondes et l'atmosphère publique sont de plus en plus saturées d'islamophobie. Trump ne fait que reprendre le discours dominant, mais emploie des expressions plus grossières que les expressions de racisme polies ou implicites qui ponctuent une

grande partie de nos discours.²³⁷

L'islamophobie a contaminé la société civile contemporaine et aujourd'hui, des personnalités publiques clés réussissent à se faire élire en attisant les flammes de la peur, des préjugés, de la xénophobie, du sexisme et du racisme. L'islamophobie fait partie d'une stratégie plus large déployée par des élites politiques de droite qui ont été discréditées depuis longtemps et qui prétendent défendre la société civile contre la menace de « l'autre » musulman qui est tant redouté et diabolisé.²³⁸ Les forces de droite qui sont actives aujourd'hui incarnent la continuité de la « réaction des Blancs » dont parlait le révérend Martin Luther King Jr. dans les années 1960 et qui persiste depuis l'adoption de la loi sur les droits civils. L'islamophobie doit être analysée dans une perspective historique claire qui tient compte des acquis du mouvement des droits civils dans les années 1960 et des trois maux de la société évoqués par MLK en 1967 — le militarisme, le matérialisme et le racisme — qui continuent de saper la société civile.²³⁹ L'islamophobie est le nouveau signal d'un racisme ancien et enraciné qui cherche à reconquérir un passé perdu et injuste.

Définition du problème

Nous devrions modifier radicalement notre définition de l'islamophobie et déterminer les domaines sur lesquels la recherche et le travail doivent porter pour

236 Maggie Haberman, Glenn Thrush et Peter Baker, « Inside Trump's Hour-by-Hour battle for Self-Preservation. » *New York Times*, le 9 décembre 2017 https://www.nytimes.com/2017/12/09/us/politics/donald-trump-president.html?_r=0 ; Philip Bump, « Here are all the times we're pretty sure that Trump was watching Fox News as president, » *The Washington Post*, le 29 novembre 2017, https://www.washingtonpost.com/news/politics/wp/2017/11/29/here-are-all-the-times-were-pretty-sure-that-trump-was-watching-fox-news-as-president/?utm_term=.279380d8918b

237 Uzma Jamil, « Reading Power: Muslims in the War on Terror Discourse.

» *Islamophobia Studies Journal* vol. 2, no. 2, 2014, pp. 29–42. JSTOR, www.jstor.org/stable/10.13169/islastudj.2.2.0029

238 « Anti-Muslim Activities in the United States Violence, Threats, and Discrimination at the Local Level, » *New America*, 2018, <https://www.newamerica.org/in-depth/anti-muslim-activity/>

239 Hatem Bazian, « Islamophobia and 'The Three Evils of Society,' » *Islamophobia Studies Journal*, vol. 3, no. 1, 2015, pp. 158–166. JSTOR, www.jstor.org/stable/10.13169/islastudj.3.1.0158.

contrer ce phénomène pernicious. Correctement définie, l'islamophobie est un principe d'organisation structurelle utilisé pour rationaliser et étendre le principal alignement des puissances mondiales, tout en essayant de faire taire l'autre collectif mondial. Oui, le terme de base, « islamophobie », peut être défini comme une « peur », « anxiété » ou « phobie » des musulmans, mais il s'agit en même temps d'un processus beaucoup plus global qui a une incidence sur le droit, l'économie et la société. À un certain niveau, ses idéologues de la société civile tentent de classer ceux qui font partie du « monde civilisé », les critères d'adhésion, et ceux qui appartiennent à la catégorie de « l'autre » diabolisé et ostracisé. À un niveau plus profond, l'islamophobie est une volonté renouvelée de rationaliser la stratification raciale nationale et mondiale qui existe déjà, les hiérarchies du pouvoir économique et le militarisme illimité. L'islamophobie réintroduit et réaffirme des structures raciales qui sont employées pour réguler la distribution des ressources aux niveaux national et mondial.

Réduire la question des droits et de la citoyenneté des musulmans à un débat sur la nature de l'islam permet à la droite et aux islamophobes de rejeter et de diaboliser les musulmans, notamment en amplifiant les différences culturelles. Cette stratégie s'inscrit ensuite dans des campagnes qui veulent préserver la société occidentale d'une éventuelle prise de contrôle.

Dans le fond, la diabolisation du sujet musulman n'est pas vraiment liée au sujet en lui-même, mais c'est plutôt une question de forces rusées qui considèrent que viser les musulmans et l'islam est la meilleure stratégie pour réhabiliter leur programme discrédité et redorer leur image au sein de la société. Répandre et attiser la peur sont des tactiques employées pour remplacer des politiques économiques et sociales saines et des débats légitimes sur la meilleure façon de relever les nombreux défis

auxquels est confrontée la société en général.

La stratégie a été testée à plusieurs reprises dans le passé et ses conséquences se sont avérées dévastatrices. Prétendre défendre et protéger la société contre un groupe ethnique, religieux et racial «étrange», «étranger» ou «différent» n'est pas une nouvelle tendance et se termine toujours en désastre absolu. En passant en revue l'histoire des États-Unis, nous pouvons tirer de nombreux exemples d'une telle stratégie : l'attaque des Amérindiens, l'oppression des Afro-Américains pendant l'ère de l'esclavage et de Jim Crow jusqu'à aujourd'hui, la loi d'exclusion des Chinois, la diabolisation des catholiques, l'antisémitisme et l'attaque des immigrants juifs de l'Est au début du XXe siècle, l'internement des Japonais, et l'interminable discours d'hostilité envers les Mexicains. Lorsque nous examinons chacun de ces épisodes de l'histoire américaine, nous pouvons identifier les forces politiques qui ont exploité la peur, le sectarisme et la diabolisation pour s'emparer du pouvoir tout en prétendant défendre le pays contre leurs ennemis, ce qui, dans chacun des cas, a ébranlé les fondements constitutionnels, éthiques et moraux de la société elle-même.

Fondamentalement, viser les musulmans constitue un moyen convenable pour les forces politiques de droite qui souhaitent faire marche arrière en matière de législation sur les droits civils, de droits de vote et d'immigration, de protection de l'environnement et de politiques économiques équitables.²⁴⁰ L'islamophobie permet de réduire la portée des débats et le cadre des problèmes nationaux en les plaçant sous la rubrique de la sécurité nationale et en lançant des appels manipulateurs au patriotisme. Ici, les termes du débat sont définis par les forces de droite mais suscitent également l'intérêt du centre, de la gauche et de certains progressistes qui répondent aux critiques de la religion et de l'islam, en avançant par exemple des arguments passionnés pour sauver les femmes musulmanes des hommes musulmans dans les contrées lointaines.²⁴¹ Il faut rappeler que les débats ne portent pas sur la nature de l'islam en tant que religion, mais plutôt sur les droits des musulmans en tant que citoyens égaux dans la société américaine et occidentale. Réduire la

240 Elsadig Elsheikh, Basima Sisemore et Natalia Ramirez Lee. « Legalizing Othering The United States of Islamophobia. » Haas Institute for a Fair and Inclusive Society, UC Berkeley, 2017.

241 Lila Abu-Lughod. « Do Muslim Women Really Need Saving? Anthropological Reflections on Cultural Relativism and Its Others. » *American Anthropologist*, 104, no. 3 (septembre 2002) : 783-790; Fadwa El Guindi. *Veil: Modesty, Privacy and Resistance* (Oxford : Oxford Press, 2003) ; Saba

Mahmood, *Politics of Piety: The Islamic Revival and the Feminist Subject* (Princeton, NJ : Princeton University Press, 2011); Sana Tayyem. « From Orientalist Sexual Object to Burkini Terrorist Threat: Muslim Women through Evolving Lens. » *Islamophobia Studies Journal* vol. 4, no. 1 (2017): 101-114. JSTOR, www.jstor.org/stable/10.13169/islastudj.4.1.0101; Telhami Shibley, « What Americans Really Think about Muslims and Islam, » *The Brookings Institution*, le 9 décembre 2015.

question des droits et de la citoyenneté des musulmans à un débat sur la nature de l'islam permet à la droite et aux islamophobes de rejeter et de diaboliser les musulmans, notamment en amplifiant les différences culturelles. Cette stratégie s'inscrit ensuite dans des campagnes qui veulent préserver la société occidentale d'une éventuelle prise de contrôle.

Ce que la droite déploie en premier lieu finit par imprégner toute la société civile et le cadre du débat national commence à refléter des formes de sectarisme à chaque tournant. Soyons clairs : les forces réactionnaires qui se sont opposées à l'adoption des lois sur les droits civils, le droit de vote, l'immigration et la nationalité se sont employées à inverser les progrès qui sont si nécessaires pour le pays et ont utilisé l'islamophobie comme un cheval de Troie pour atteindre leur objectif. « Reprendre notre pays en main » est un slogan abrégé qui exprime en réalité l'opposition à l'égalité, à l'équité et à la dignité pour tous les Américains, et l'islamophobie est employée pour dissimuler les véritables objectifs.

Abandonnons l'idée selon laquelle le problème de l'islamophobie est alimenté par les médias et la représentation négative constante de l'islam et des musulmans. Bien que je convienne que la couverture médiatique aggrave le problème, le rôle de la presse, comme Noam Chomsky l'a justement expliqué, est de fabriquer le consentement des gouvernés.

Les forces économiques et politiques de droite identifient les ennemis supposés de la société, puis, les médias commencent leurs courses en déformant leur couverture tel que nécessaire. Les compagnies médiatiques sont des entreprises économiques appartenant à des élites des pays industrialisés du Nord et l'étendue de toute couverture médiatique est déterminée par ceux qui possèdent et dirigent ces compagnies. Les médias servent un agenda qui reflète les priorités de l'élite. Aussi, l'on impose aux journalistes qui, quoi et quand couvrir, avant que le contenu final ne soit soumis à un contrôle éditorial.²⁴²

À un moment ou à un autre, des forces politiques et économiques de droite ont considéré les Afro-Américains, les Amérindiens, les Juifs, les Chinois, les Latinos, les Japonais, les Irlandais, les Italiens, les Mormons, les Catholiques et les Vietnamiens comme leurs opposants, et la couverture médiatique

reflétait les priorités fixées à chaque époque. Les Afro-Américains sont constamment critiqués par les médias, et la cause en est la suprématie blanche ou la version plus récente, la droite alternative.

Lorsque les musulmans sont ciblés, ils deviennent un instrument qui crée et redéfinit les disparités de pouvoir à un moment où les idées politiques et économiques de la droite en Occident n'ont pas abouti. Les idées de la droite, à savoir la déréglementation, la privatisation de l'éducation, la réduction des impôts parallèlement à l'augmentation des dépenses militaires, la réduction de la taille du gouvernement et l'économie des effets de retombée, se sont toutes avérées des échecs qui ont abouti à une impasse. L'islamophobie émane donc des élites de droite de la société occidentale qui se battent entre elles au niveau idéologique, et les musulmans sont présentés comme des ennemis, ce qui justifierait une éventuelle guerre par procuration culturelle, idéologique, économique et religieuse. La peur des musulmans est exploitée pour détourner l'attention des véritables causes des difficultés sociales et économiques qui résultent en réalité de bouleversements mondiaux et d'un échec des politiques de droite.

Dans l'imaginaire de la société civile, l'islam et les musulmans sont jugés et traités de façon prédéterminée et ne sont jamais autorisés à participer indépendamment aux débats. L'islam et les musulmans deviennent alors ce qui est imaginé et consommé dans les limites d'un système de reproduction interne en circuit fermé qui renvoie toujours à l'imaginé.

Tout comme les films Star War ont créé de riches discours et des toiles sur un espace imaginaire et irréel, l'imaginaire islamophobe a réussi à créer une image tout aussi irréaliste de l'islam et des musulmans. Ce que les gens voient et vivent quotidiennement en matière de religion s'apparente à un studio bien agencé avec des personnages et des accessoires qui s'intègrent dans le discours islamophobe. Les faits, les données et les récits réels ne sont pas pertinents dans l'imaginaire islamophobe, car le cadre construit filtre tout et réduit tout à des stéréotypes centrés sur la violence et la terreur. Malheureusement, de nombreuses agences de presse et dirigeants politiques finissent par reproduire une réalité imaginaire liant l'islam à l'extrémisme violent. En outre, lorsque

242 Noam Chomsky, *Media Control: The Spectacular Achievements of Propaganda* 2e éd. (Seven Stories Press, 2002) ; Edward Herrmann et Robert W. McChesney, *Global Media: The New Missionaries of Global Capitalism* (A&C Black, 2001) ; Ashley Lutz, « These 6 Corporations Control 90% Of

The Media In America, » Business Insider, le 14 juin 2002, <http://www.businessinsider.com/these-6-corporations-control-90-of-the-media-in-america-2012-6>

le discours s'écarte, un instant ou par erreur, de la norme de l'imaginaire violent, il est rectifié en soulignant que ces égarements ne sont que des exceptions.

L'islamophobie et l'avenir de l'Amérique

Pour comprendre l'islamophobie, il est essentiel de comprendre comment la génération d'un sentiment hostile aux musulmans a un impact sur les débats sur l'immigration, la citoyenneté et le sens d'être américain (ou, dans un autre contexte, européen). La peur de l'islam permet de plaider en faveur de l'équivalence entre l'identité chrétienne blanche et l'identité américaine, ce qui montre que derrière les efforts de rejet de l'islam et des musulmans se cache une résistance accrue à la diversité raciale, ethnique et religieuse.²⁴³

l'islamophobie est plus liée à un état d'incertitude dans lequel sombre l'ensemble de la société qu'à l'islam et aux musulmans.

L'islamophobie regroupe tous les immigrants musulmans en un groupe menaçant, occultant toute différence raciale, ethnique et culturelle. Elle s'articule de plus en plus autour des perspectives de sécurité²⁴⁴ et des chocs de civilisations qui favorisent le sectarisme et l'animosité envers les musulmans pour occulter certains débats politiques comme les débats sur la migration du Mexique et de l'Amérique latine vers les États-Unis. L'islamophobie détourne facilement l'attention de ces débats, car son discours occupe une place centrale dans la vie quotidienne et se manifeste aussi bien dans les milieux politiques que dans la production médiatique, les films populaires, les programmes télévisés et un nombre illimité de livres, romans, bandes dessinées et jeux informatiques.²⁴⁵

Dans ce contexte, l'islamophobie est plus liée à un état d'incertitude dans lequel sombre l'ensemble de la société qu'à l'islam et aux musulmans. Le projet d'altérisation actuel définit la politique, la culture, l'économie, la religion et l'identité en amplifiant les différences entre l'Amérique et l'islam, puis en les transformant en une menace existentielle dans l'esprit des Américains, ce qui, à son tour, suscite un faux sentiment d'unité patriotique à un moment où des changements politiques, économiques et sociaux surviennent rapidement à l'échelle mondiale, créant un climat d'incertitude nationale. L'altérisation interne de l'islam et des musulmans sert de diversion sur laquelle comptent les populistes pour arriver au pouvoir en offrant des promesses de réhabilitation et de grandeur.

Le slogan « Make America great again » (Rendre à l'Amérique sa grandeur) en est précisément un exemple ; il s'agit d'un appel à la restauration d'un passé idéalisé et glorifié dans lequel l'ordre politique, social et religieux servait une identité particulière en excluant les autres. Selon les populistes de droite, le multiculturalisme égaré, le politiquement correct, les politiques d'identité, les réfugiés, l'immigration clandestine et les réglementations lourdes affaiblissent l'Amérique, de même que les mauvaises pratiques commerciales du Mexique, de la Chine, du Japon et de l'Europe et les mauvais accords commerciaux avec ces pays. Il est à noter que tous ces griefs permettent de détourner l'attention de l'élite du pays qui a pillé les États-Unis, ravagé les ressources de la planète, mené des guerres interventionnistes sans fin, et dilapidé l'argent des travailleurs de ce grand pays.

C'est dans ce contexte politique que la droite a accusé le président Obama d'être secrètement musulman et demandé que la guerre contre le terrorisme devienne une guerre contre l'islam radical, voire contre l'islam lui-même. Rapidement, les beaux jours du président George W. Bush qui affirmait que « l'islam est une religion de paix » sont presque tombés aux oubliettes et ont été remplacés par une demande d'altérisation de l'islam et des

243 Christopher Nelson, « The Domestic Is Political, and the Political Is Gendered: An Analysis of Veiled Subjects, Gendered Epistemologies, and Muslim Bodies, » *Islamophobia Studies Journal*, vol. 3, no. 1, (2015) : 106-114, JSTOR, www.jstor.org/stable/10.13169/islstudj.3.1.0106

244 Hatem Bazian, « National Entry-Exit Registration System: Arabs, Muslims, and Southeast Asians and Post-9/11 'Security Measures,' » *Islamophobia Studies Journal*, vol. 2, no. 1 (2014): 82-98, JSTOR, www.jstor.org/stable/10.13169/islstudj.2.1.0082.

245 S. Sayyid, « A Measure of Islamophobia », *Islamophobia Studies Journal*, vol. 2, no. 1 (2014): 10-25, JSTOR, www.jstor.org/stable/10.13169/islstudj.2.1.0010; Evelyn Alsultany, *The Arabs and Muslims in the Media : Race and Representation after 9/11* (New York, NY: New York University

Press, 2012) ; Gargi S. Bhattacharyya, *Dangerous Brown Men: Exploiting Sex, Violence and Feminism dans « War on Terror »* (Londres : Zed Books, 2012) ; Sabri Ciftci, « Islamophobia and Threat Perceptions: Explaining Anti Muslim Sentiment in the West, » *Journal of Muslim Minority Affairs* 23, no. 3 (2012) : 293-309 ; Brigitte Lebens Nacos et Oscar Torres Reyna, *Fueling Our Fears: Stereotyping, Media Coverage, and Public Opinion of Muslim Americans* (Rowman & Littlefield, 2007) ; John Sides et Kimberly Gross, « Stereotypes of Muslims and Support for the War on Terror, » *The Journal of Politics* 75, no. 3 (2013) : pp.583-98 ; Joseph Suad et Benjamin D'Harlingue, « The Wall Street Journal's Muslims: Representing Islam in American Print News Media, » *Islamophobia Studies Journal* vol. 1, no. 1 (2012): 132-164, JSTOR, www.jstor.org/stable/10.13169/islstudj.1.1.0132

musulmans qui a dominé les politiques visant à saper le programme politique du président Obama. La visibilité croissante de l'islam et des musulmans dans le paysage américain offre une occasion supplémentaire de faire la distinction entre le passé idéal et le problème du présent diversifié représenté par l'administration Obama.

Sous l'administration actuelle, les Américains musulmans sont assiégés et les responsables de la Maison-Blanche et du pouvoir exécutif nous donnent de bonnes raisons d'être doublement inquiets pour l'avenir. L'administration de Trump aborde la question des musulmans et de l'islam sous l'angle du choc des civilisations qui considère les immigrants et les réfugiés comme une invasion démographique de l'Occident par l'islam. Même si les tribunaux contestent bien des politiques telles que le décret instaurant la deuxième interdiction d'entrée des musulmans, l'altérisation à l'égard de l'islam et des musulmans continue d'être institutionnalisée sans relâche sous l'administration Trump. Même sans cette interdiction, le Bureau des douanes et de la protection des frontières est orienté par des considérations idéologiques, portant plus d'attention aux musulmans à tous les points d'entrée. L'on entend de plus en plus d'histoires à propos de « deuxièmes contrôles aléatoires », de questions sur les appartenances religieuses et de demandes d'accès aux appareils électroniques des voyageurs américains musulmans.²⁴⁶ Dans certains groupes de la droite, une attitude ouvertement hostile et violente a prévalu depuis la victoire du président Trump et vise souvent les Américains musulmans, qui se sont retrouvés sur la ligne de mire de cette sombre campagne électorale.

Entre-temps, dans certains états et comtés républicains, les projets de construction de mosquées

font face à une nouvelle résistance sous la forme de clauses peu solides utilisées pour refuser des permis de construction ou d'agrandissement. Le cas de la Fondation Al Salam qui a tenté de construire une nouvelle mosquée à Indianapolis est un exemple typique des difficultés rencontrées actuellement pour obtenir des permis de construction.²⁴⁷ Certaines de ces affaires seront portées devant les tribunaux, mais les Américains musulmans ne peuvent pas compter sur le ministère de la Justice pour les soutenir au nom

Sous l'administration actuelle, les Américains musulmans sont assiégés et les responsables de la Maison-Blanche et du pouvoir exécutif nous donnent de bonnes raisons d'être doublement inquiets pour l'avenir.

de la liberté de religion, compte tenu des antécédents de l'administration actuelle. Immédiatement après les élections présidentielles de 2016, le Southern Poverty Law Center a recensé quelque 867 cas de crimes de haine à travers le pays, un grand nombre d'entre eux visant des immigrants musulmans américains, sikhs et latinos.²⁴⁸ En outre, en raison de leurs vêtements et de leur hijab, les femmes musulmanes américaines ont été, de manière disproportionnée, victimes des crimes de haine qui ont suivi les élections. Ce qui est encore plus alarmant, c'est que la communauté musulmane américaine a été témoin d'attaques perpétrées contre 85 mosquées et centres islamiques, dont plusieurs ont été brûlées, au cours des six premiers mois de 2017.²⁴⁹ Jamais le président Trump, l'ancien porte-parole de la Maison-Blanche Sean Spicer, ou d'autres grandes figures de l'administration ne se sont exprimés pour défendre

246 Alex Kane, « Even Muslim-American Citizens Have Been Caught in the Net of Trump's Travel Ban », *The Nation*, le 23 mars 2017, <https://www.thenation.com/article/even-muslim-american-citizens-have-been-caught-in-the-net-of-trumps-travel-ban/> ; Andy Greenberg, « A Guide to Getting Past Customs with Your Digital Privacy Intact », *WIRED*, le 12 février 2017, <https://www.wired.com/2017/02/guide-getting-past-customs-digital-privacy-intact/> ; Faiza Patel et Rachel Levinson-Waldman, « The Islamophobic Administration », *Brennan Center for Justice*, le 9 avril 2017, <https://www.brennancenter.org/publication/islamophobic-administration>

247 Rebecca Guterman, « This Virginia County Denied a Necessary Permit to Build a Mosque, and It Doesn't Pass the Smell Test », le programme de l'ACLU sur la liberté de religion et de croyance, le 14 février 2017, <https://www.aclu.org/blog/religious-liberty/free-exercise-religion/virginia-county-denied-necessary-permit-build-mosque> ; Emma Kate Fittes, « Muslim leaders get pushback on plans to build mosque in residential neighborhood », *The Indianapolis Star*, le 15 janvier 2018, <https://www.desertsun.com/story/news/nation-now/2018/01/15/carmel-indiana-mosque-plans/1033737001/> ; L'Islamophobic Center for Security Policy dirigé par Frank J. Gaffney, Jr. a publié un guide complet sur la façon de contester la construction de mosquées par l'intermédiaire du processus d'autorisation. Voir Karen Lugo,

« Mosques in America: A Guide to Accountable Permit Hearings and Continuing Citizen Oversight », *Center for Security Policy*, 2016, https://www.centerforsecuritypolicy.org/wpcontent/uploads/2016/12/Mosque_in_America.pdf

248 Southern Poverty Law Center, *Intelligence Report: The Year in Hate and Extremism*, le 15 février 2017, <https://www.splcenter.org/news/2017/02/15/hate-groups-increase-second-consecutive-year-trump-electrifies-radical-right> ; Rapport de l'organisation South Asians Americans Leading Together, *Communities on Fire: Confronting Hate Violence and Xenophobic Political Rhetoric*, 2018, <http://saalt.org/wp-content/uploads/2018/01/Communities-on-Fire.pdf>

249 Christopher Ingraham, « American mosques – and American Muslims – are being targeted for hate like never before », *The Washington Post*, le 8 août 2017, <https://www.houstonchronicle.com/news/nation-world/article/American-mosques-and-American-Muslims-are-11742354.php> ; voir aussi les chiffres dans Daniel Burke, « Threats, harassment, vandalism at mosques reach record high », *CNN*, le 11 décembre 2015, <https://www.cnn.com/2015/12/10/living/mosques-attack-study-2015/index.html>

les Américains musulmans dans ces incidents enregistrés. À cette agression contre les Américains musulmans s'ajoute le désir de désigner les Frères musulmans comme une organisation terroriste, ce qui permet de s'attaquer aux organisations musulmanes américaines en prétendant que celles-ci collaborent avec le groupe et lui fournissent un soutien matériel.²⁵⁰

L'objectif de l'industrie de l'islamophobie²⁵¹ est d'affaiblir l'infrastructure organisationnelle des Américains musulmans et ses leaders. En outre, en dépit de l'inclusion d'Israël et des arrangements faits en sa faveur, la vision conspiratrice du monde qui nourrit l'islamophobie d'extrême droite est profondément antisémite et hostile aux Juifs.²⁵² La question pour les Américains juifs est de savoir si le soutien et la défense d'Israël sont la seule mesure de ce gouvernement, ou si l'on assistera, dans les jours et les mois à venir, à des critiques plus profondes et à une véritable alliance avec les musulmans contre la montée du fascisme dans le pays.

L'islamophobie est un problème qui touche la société civile et non seulement les musulmans. Cela signifie que chacun a un rôle à jouer dans la lutte contre la montée de l'islamophobie.

Enfin, sur une note plus positive, la balance politique, sociale, culturelle et religieuse a résolument et irréversiblement basculé vers les Américains musulmans dans certaines parties du pays. Dans tout le pays, les principaux segments de la société civile se sont regroupés pour soutenir la communauté américaine musulmane altérisée et ont commencé à prendre des dispositions concrètes et mesurables comme actes de solidarité rebelles. L'on ne peut surestimer les répercussions de tous ces efforts de la société civile qui ont débuté pendant la campagne de 2016 et qui, à mon avis, atteindront leur apogée lors

des élections de mi-mandat de 2018. L'altérisation des musulmans et de l'islam par Trump et son administration a réveillé le géant qui sommeille dans l'esprit de la société civile, une décence humaine guidée par des impératifs éthiques et moraux universels qui pourrait produire un contre-discours. C'est cette partie de la société qui aura le dernier mot sur la différence entre ce qui est un fait et ce qui relève du sectarisme.

Réponses de la société civile à l'islamophobie

Quelle est la meilleure façon de combattre cette stratégie anti-islam et de sortir de cette voie qui conduira certainement à un désastre, en espérant qu'il ne soit pas déjà trop tard vu le climat qui règne actuellement dans le pays ? Quelles sont les étapes nécessaires pour reconquérir la société civile et fonder une Amérique plus inclusive, juste et équitable ?

Premièrement, vaincre l'islamophobie est une responsabilité collective de la société civile.

L'islamophobie est un problème qui touche la société civile et non seulement les musulmans. Cela signifie que chacun a un rôle à jouer dans la lutte contre la montée de l'islamophobie. Les attaques contre les musulmans et les immigrants sont perpétrées au nom de la défense de la société contre une menace fictive, alors que la véritable cible est la majorité de la société qui est nourrie de haine et de sectarisme. Une fois que nous reconnaissons que la majorité est la véritable cible, la responsabilité de lutter contre l'islamophobie et le sectarisme incombe à tous ceux qui souhaitent une société juste, équitable et inclusive fondée sur la défense des droits constitutionnels et la promotion de la diversité raciale, religieuse et culturelle.

250 Arjun Singh Sethi, « Calling the Muslim Brotherhood a terrorist group would hurt all American Muslims », The Washington Post, le 8 février 2017, https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2017/02/08/calling-the-muslim-brotherhood-a-terrorist-group-would-hurt-all-american-muslims/?utm_term=.fb1f673cace8 ; Abigail Hauslohner, « How an obscure U.S. policy effort could hurt American Muslims », The Washington Post, le 11 janvier 2017, https://www.washingtonpost.com/national/how-an-obscure-policy-effort-could-hurt-american-muslims/2017/01/11/8ce93184-d76e-11e6-b8b2-cb5164beba6b_story.html?utm_term=.046d88f70a2a ; Joby Warrick et Abigail Hauslohner, « Trump's security picks deepen Muslim worries about an anti-Islamic White House », The Washington Post, le 18 novembre 2016, <https://www.washingtonpost.com/world/national-security/trumps-security-picks-deepen-muslim-worries-about-an-anti-islamic->

[white-house/2016/11/18/d7796cc6-add6-11e6-8b45-f8e493f06fcd_story.html?utm_term=.faec2f8b937a](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/trumps-security-picks-deepen-muslim-worries-about-an-anti-islamic-white-house/2016/11/18/d7796cc6-add6-11e6-8b45-f8e493f06fcd_story.html?utm_term=.faec2f8b937a) Voir l'organisation islamophobe The Clarion Project, « The Muslim Brotherhood's Strategic Plan For America – Court Document », https://clarioproject.org/muslim_brotherhood_explanatory_memoandum/

251 Corey Saylor, « The U.S. Islamophobia Network: Its Funding and Impact », *Islamophobia Studies Journal*, vol. 2, no. 1 (2014) : 99–118. JSTOR, www.jstor.org/stable/10.13169/islastudj.2.1.0099

252 Steven Fink, « Fear Under Construction: Islamophobia Within American Christian Zionism », *Islamophobia Studies Journal*, vol. 2, no. 1 (2014) : 26–43. JSTOR, www.jstor.org/stable/10.13169/islastudj.2.1.0026

Deuxièmement, nous devons exposer et marginaliser les voix islamophobes.

Les élites politiques actuelles locales et nationales doivent s'exprimer continuellement et fermement contre l'islamophobie et explorer de manière proactive les possibilités de dénoncer les voix qui attisent le sectarisme et la peur. De nombreux membres de l'industrie de l'islamophobie, qui agissent en tant que porte-parole, siègent à des conseils d'administration et jouent un rôle actif dans diverses arènes de la société civile, se sentent totalement à l'aise parce que le sectarisme qu'ils promeuvent ne se heurte à aucune résistance. Toute personne qui adopte ou soutient l'un des aspects de l'industrie de l'islamophobie doit être pointée du doigt et marginalisée dans la société civile.

Troisièmement, la société et le droit doivent considérer les musulmans comme des égaux.

Étant donné que la droite et l'industrie de l'islamophobie tentent d'isoler et de marginaliser les musulmans, les immigrants et les minorités raciales, la réponse des leaders politiques responsables et visionnaires devraient être l'opposé. Défendre et accueillir les musulmans ne signifie pas éviter de les critiquer ou de critiquer l'islam, mais reconnaître que le débat politique sur les musulmans n'a rien à voir avec la religion, la théologie ou l'histoire de 1,6 milliard de personnes. Les leaders politiques doivent considérer les musulmans comme des égaux et des partenaires dans l'élaboration d'un programme d'amélioration de la société et doivent aller au-delà de l'engagement des musulmans dans une perspective de sécurisation étroite.

Quatrièmement, il faut savoir que les femmes musulmanes sont les cibles principales.

Le rôle des femmes musulmanes est un outil central de mobilisation et de rationalisation face au processus structurel de l'atérisation de l'islam et des musulmans. Bien que la violence et la discrimination structurelle à l'égard des femmes soient une réalité mondiale, nous devons reconnaître l'exploitation d'un paradigme orientaliste construit au service des discours islamophobes visant à maintenir les hiérarchies du pouvoir des hommes dans le monde et à marginaliser aussi bien les femmes que les hommes musulmans. À une époque où la violence, le sexisme et la discrimination à l'égard des femmes suscitent

enfin une attention tellement nécessaire et attendue, les expériences des femmes musulmanes sont souvent négligées. Les femmes musulmanes mènent une résistance contre l'industrie de l'islamophobie et doivent être soutenues dans ces efforts sans être doublement marginalisées par la société civile.

Cinquièmement, construire une nouvelle coalition des droits civils et humains.

Tous les groupes et les personnes qui veulent sérieusement récupérer la société civile des mains des alarmistes doivent travailler dur pour bâtir une large coalition de défense des droits civils et humains afin de faire progresser l'agenda politique. Cette coalition n'est possible que si toutes les communautés touchées et leurs alliés s'unissent. Aucun groupe ne peut apporter seul ce changement, et les musulmans ne peuvent à eux seuls vaincre l'islamophobie, combattre l'hostilité venimeuse envers les immigrants et arrêter le racisme anti-Noirs dans l'Amérique d'aujourd'hui. Par contre, une large coalition collective peut faire et fera la différence.

Sixièmement, ignorer et dénoncer les islamophobes en ligne et amplifier les voix crédibles.

Internet et les médias sociaux sont les principaux réseaux où se déversent les formes les plus grossières de l'islamophobie avant de se frayer un chemin vers les médias traditionnels. L'industrie de l'islamophobie est composée d'environ 101 groupes et organisations qui emploient un nombre relativement restreint de personnes. Néanmoins, l'empreinte et l'influence de ceux-ci dépassent de loin leur volume grâce à leur maîtrise des médias sociaux et d'Internet. Répondre aux publications islamophobes en ligne est une stratégie médiocre qui fait résonner les messages islamophobes dans l'oreille d'un nouveau public. La lutte contre l'islamophobie sur Internet exige de s'abstenir de répondre directement aux messages négatifs, de documenter et de signaler ces cas aux médias sociaux et d'amplifier les voix crédibles de la société civile tout en entreprenant des recherches solides.

Septièmement, former une équipe d'intervention rapide de la société civile.

L'industrie de l'islamophobie est bien financée et dispose d'une infrastructure nationale et internationale qui lui permet d'amplifier et d'intensifier les campagnes islamophobes négatives grâce au

soutien des principaux médias. Il est inutile pour toute personne et tout groupe d'intervenir individuellement ou collectivement, étant donné que l'opposition mène une campagne bien coordonnée et extrêmement intégrée. La coalition nationale pour les droits civils et humains doit mettre sur pied une « équipe d'intervention rapide » composée des principaux participants de tous les groupes qui soit chargée d'établir des contre-mesures immédiates afin d'annuler les effets des campagnes islamophobes ou de minimiser leur impact sur le grand public.

Huitièmement, mobiliser des fonds et créer des fonds de dotation pour lutter contre l'islamophobie.

À une époque où la droite et l'industrie de l'islamophobie a accès à des millions, voire des milliards de dollars, pour promouvoir le sectarisme et la peur au sein de la société civile, toute réponse appropriée devrait inclure la mobilisation de ressources et leur redéploiement de manière efficace. Les leaders et les organisations de la société civile doivent s'efforcer de mobiliser des ressources ou de créer des fonds de dotation qui permettent de financer des projets et des initiatives communautaires visant à contrer la montée de l'islamophobie, de la peur et du sectarisme. Certes, la droite et l'industrie de l'islamophobie semblent avoir accès à des ressources importantes et nous ne pourrions sans doute pas leur faire concurrence, mais des ressources déployées de manière efficace peuvent largement contribuer à vaincre le sectarisme, le racisme et l'obscurité.

Neuvièmement, dissocier la lutte contre l'islamophobie de la lutte contre l'extrémisme violent.

L'industrie de l'islamophobie a toujours fait le lien entre la diabolisation des musulmans et les actes de terrorisme. Ce lien a été tellement ancré dans l'esprit de la majorité de la société civile que les discussions sur l'islamophobie sont souvent associées aux initiatives de lutte contre l'extrémisme violent. En raison de ce lien, toute tentative de mettre fin à l'islamophobie ou de lutter contre cette vague est subordonnée à la lutte contre l'extrémisme violent ; cette association est pourtant une grave erreur.

Dixièmement, partager et mettre en valeur les recherches solides.

Les projets académiques et communautaires ont joué un rôle de premier plan dans la documentation, la recherche et le partage de preuves sur l'impact de l'islamophobie, manquant toutefois de visibilité et de reconnaissance à l'échelle nationale. La lutte contre l'islamophobie exige de mettre en lumière les efforts de héros méconnus et sous-financés qui travaillent sans relâche tout en étant constamment dans la ligne de mire de l'industrie de l'islamophobie. Synthétiser le travail en partageant les liens de sites Web et les recherches issues de ces institutions aidera à avoir un impact considérable sur la société civile, à modifier l'expérience des musulmans américains en termes d'islamophobie et à déterminer la meilleure manière de combattre ce fléau systématiquement.

Réflexions sur la lutte contre l'islamophobie en ligne

Dr Sahar Khamis

L'Université du Maryland, College Park

Islamophobie : une brève introduction

L'idée de craindre un certain groupe de personnes en raison de leur culture, de leur croyance ou de leurs différences n'est pas nouvelle. Ce processus de profilage ethnique, racial ou religieux a souvent été appelé « stéréotypage ». L'attaque du 11 septembre à New York a marqué un bouleversement géopolitique de la façon dont les musulmans sont représentés dans les médias. Elle a changé la perception que les gens ont de l'islam et a suscité en eux des sentiments d'anxiété et de peur vis-à-vis de tout un groupe de personnes. Ces attentats ont poussé les gens à se demander si tous les musulmans étaient des extrémistes et, si c'est le cas, quand ils attaqueraient à nouveau ? Étant donné que des milliers de personnes sont mortes ce jour-là, ils avaient raison de craindre les terroristes appartenant à des groupes extrémistes comme Al-Qaïda. Cependant, la société est allée trop loin dans sa peur des musulmans et a fini par créer des stéréotypes trop généralisés qui sont encore largement répandus, même si les groupes terroristes extrémistes ne représentent qu'une infime frange des 1,6 milliard de musulmans qui vivent dans les pays qui s'étendent de l'Indonésie et de l'Afghanistan à l'Algérie et au Maroc.

Définitions de l'islamophobie

L'islamophobie, comme toute autre peur ou aversion, se caractérise par un sentiment quelque peu exagéré d'aversion et d'hostilité envers les musulmans. Les effets secondaires négatifs de l'islamophobie peuvent également toucher des personnes à l'apparence

musulmane, par exemple, des personnes non musulmanes originaires de pays à majorité musulmane, comme le Pakistan. Cela nous rappelle l'histoire de l'homme sikh qui a été agressé après le 11 septembre parce que son agresseur pensait qu'il ressemblait à Oussama Ben Laden. Le livre « The Politics of Islamophobia » (La politique de l'islamophobie) considère cela comme « une réaction violente de plus en plus visible contre les musulmans d'Europe et des États-Unis ». ²⁵³ Dans ce contexte, l'expression « réaction violente » englobe tous les messages négatifs adressés aux musulmans. Bien que cette définition soit large, elle permet quand même d'identifier certains actes comme étant islamophobes. Selon cette définition, les actes islamophobes perpétrés contre des personnes ne doivent pas nécessairement causer des lésions corporelles. Ils pourraient inclure aussi les œuvres controversées des artistes danois qui, en 2006, avaient dessiné des caricatures « humoristiques » du prophète Mahomet pour se moquer de l'islam, ²⁵⁴ un acte qui a été condamné par de nombreux musulmans, qui y ont vu une insulte inacceptable, voire un blasphème.

Le livre « Islamophobia: Making Muslims the Enemy » affirme que « l'islamophobie reflète l'anxiété mal analysée et profondément ancrée que de nombreux Américains ressentent lorsqu'il s'agit de l'islam et des cultures musulmanes ». ²⁵⁵ Bien que cette définition ne soit pas aussi large que celle de Tyrer, son application aux États-Unis et à ses citoyens est limitée. Cette approche permet à Gottschalk et à Greenberg de classer l'islamophobie dans une catégorie de la population et de voir

253 David Tyrer, *The Politics of Islamophobia: Race, Power and Fantasy* (Londres : Pluto Press, 2003), 3.

254 Martin Asser, « What the Muhammad cartoons portray, » BBC News, le 2

janvier 2010. http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4693292.stm

255 Peter Gottschalk et Gabriel Greenberg, *Islamophobia: Making Muslims the Enemy* (Lanham, MD: Rowman & Littlefield Publishers, 2008).

combien les ressentiments persistent depuis longtemps et se traduisent en action.

D'autre part, une étude publiée sur le site Web de Gallup, intitulée « Islamophobia: Understanding Anti-Muslim Sentiment in the West », fournit une explication détaillée de l'islamophobie et explique comment et pourquoi elle a un impact sur les musulmans. Elle définit l'islamophobie comme « une peur, une haine et une hostilité exagérées envers l'islam et les musulmans qui sont perpétués par des stéréotypes négatifs entraînant des préjugés, de la discrimination, ainsi que la marginalisation et l'exclusion des musulmans de la vie sociale, politique et civique ».²⁵⁶

Ceci est d'autant plus vrai que les attaques terroristes sont largement couvertes par les médias nationaux, ce qui peut donner la fausse impression qu'elles se produisent tout le temps. Cependant, le terrorisme est un phénomène rare, avec peu d'instigateurs.

L'islamophobie ne se limite pas aux États-Unis. Voici un exemple d'islamophobie en Norvège. Le 22 juillet 2011, un extrémiste norvégien a déclenché une bombe à base d'engrais dans la capitale, avant de tirer sur des adolescents qui participaient à un camp de jeunesse.²⁵⁷ Anders Behring Breivik a commis ces attaques parce qu'il pensait que les sociaux-démocrates cédaient le contrôle de son pays aux musulmans.²⁵⁸ C'est un excellent exemple d'islamophobie, car Breivik craignait non seulement les musulmans, mais aussi leur possible contrôle. Finalement, sa peur a été suffisante pour l'inciter à devenir lui-même terroriste. Les premiers reportages des médias ont supposé que des musulmans radicaux étaient à l'origine des attaques. Ainsi, les sondages de Gallup définiraient le mieux ces reportages comme étant islamophobes, car le parti pris des Norvégiens contre l'islam et les musulmans ne leur ont permis de soupçonner un autre agresseur que beaucoup plus tard.

Selon un rapport publié en 2016 par le Conseil des relations américano-islamiques et intitulé « Confronting Fear: Islamophobia and its Impact in the United States » (Faire face à la peur : l'islamophobie et son impact aux États-Unis), le Centre for Race and Gender définit l'islamophobie comme une

construction sociale qui « réintroduit et réaffirme une structure raciale mondiale qui permet de maintenir et d'accentuer les disparités dans la répartition des ressources ».²⁵⁹ Cette définition représente l'islamophobie dans le monde entier, car celle-ci n'est pas uniquement présente dans une société, mais existe dans toute l'Europe et l'Amérique. Elle peut également s'appliquer à Anders Breivik, car il craignait que les immigrants ne polluent la Norvège et qu'il n'y ait pas assez d'espace dans son pays pour permettre la coexistence de la religion luthérienne traditionnelle et de l'islam.

Un rapport de Runnymede Trust a défini l'islamophobie comme une « hostilité sans fondement envers les musulmans et, par conséquent, une peur ou une aversion à l'égard de tous les musulmans ou de la plupart des musulmans ».²⁶⁰ En examinant les recherches sur le sectarisme antimusulman, un paradigme se dessine. La définition de l'islamophobie est caractérisée par un certain niveau d'aversion, de peur ou de haine envers les musulmans en général, en raison des actes extrêmes commis par quelques individus radicalisés dans la société. Cela est dû à un manque de compréhension de la religion musulmane et des stéréotypes qui sont largement et aveuglément imposés à toute une population.

Les trois vagues de l'islamophobie aux États-Unis

Aux États-Unis, trois vagues d'islamophobie ont émergé, chacune à un moment différent et en raison de circonstances uniques. La première vague d'islamophobie est apparue après la crise des otages en Iran entre 1979 et 1981. La deuxième vague d'islamophobie est apparue après les attaques du 11 septembre 2001 et la troisième vague après les récents attentats de Paris, de San Bernardino en Californie et d'Orlando en Floride. On peut dire que la troisième vague d'islamophobie est la vague la plus agressive et la plus préjudiciable, en raison de ses effets destructeurs et de ses conséquences néfastes profondes, résultant principalement de la large publicité véhiculée par les médias traditionnels et les médias sociaux. De nombreux médias diffusent des images négatives, des stéréotypes déformés et des discours de haine contre les musulmans, en les

256 « Islamophobia: Understanding Anti-Muslim Sentiment in the West », Gallup, consulté le 21 février 2018. <http://news.gallup.com/poll/157082/islamophobia-understanding-anti-muslim-sentiment-west.aspx>

257 Sindre Bangstad, *Anders Breivik and the Rise of Islamophobia* (London : Zed Books. 2014). x.

258 Ibid.

259 « Confronting Fear: Islamophobia and its Impact in the United States », Council on American-Islamic Relations, 2016. <http://www.islamophobia.org/images/ConfrontingFear/Final-Report.pdf>

260 Gordon Conway, « Islamophobia: A Challenge for Us All; Report by the Runnymede Trust Commission on British Muslims and Islamophobia. » (London : London Runnymede Trust. 1997).

associant à des actes de violence, d'extrémisme et de terrorisme. La large portée de ces médias et leur capacité de transmission immédiate et instantanée ont amplifié leur impact sur de nombreux publics. Cela a, à son tour, entraîné une escalade d'actes de violence et de haine contre les musulmans, notamment des attaques contre des mosquées, des centres islamiques et des femmes portant le hijab, en particulier aux États-Unis. Il ne fait aucun doute que le ton des discours de certains des candidats à la dernière élection présidentielle aux États-Unis a également joué un rôle extrêmement important en contribuant à la montée des sentiments antimusulmans et à la propagation de l'islamophobie à une échelle sans précédent.

Lutte contre l'islamophobie : stratégies et techniques

L'islamophobie, un nouveau mot pour une vieille peur, est une branche du racisme qui comprend l'antisémitisme et qui est si profondément enracinée dans la société qu'elle peut être présente dans n'importe quel type d'échange de communication.²⁶¹ Dans le monde, de nombreux musulmans déclarent ne pas se sentir respectés par les Occidentaux. Selon le rapport Gallup susmentionné, 52 % des Américains et 48 % des Canadiens estiment que l'Occident ne respecte pas les sociétés musulmanes, et un pourcentage plus faible des personnes interrogées italiennes, françaises, allemandes et britanniques semblent d'accord.

Aucune loi ne peut être adoptée pour limiter le manque de respect envers les musulmans, mais un changement progressif et positif est possible si l'on favorise une meilleure compréhension de cette communauté et réévalue les préjugés à son égard. Les sociétés devraient idéalement acquérir une compréhension plus nuancée et plus profonde des populations musulmanes et apprendre à ne pas généraliser et avancer des suppositions concernant des personnes qu'elles ne connaissent pas.

En même temps, les musulmans ont également une responsabilité et un rôle important à assumer de façon sérieuse et efficace. « Quand ils s'adressent à des croyants d'autres religions, au lieu de crier leurs différences, les musulmans devraient mettre l'accent

sur les accords, les similitudes et les points communs qui conduisent à un climat de coexistence pacifique.

»²⁶² Cette citation clarifie ce que les musulmans devraient faire pour ne pas combattre l'intolérance avec colère. Il vaut mieux être proactif que réactif. Pour mobiliser davantage les non-musulmans et les éloigner des tendances islamophobes, mieux vaut faire un travail de sensibilisation et diffuser des informations correctes qu'être sur la défensive. Ignorer le problème ne le résoudra pas. Pour être des citoyens actifs, les musulmans doivent essayer de modifier activement les perceptions médiatiques en transmettant des messages positifs. Ce faisant, ils devraient essayer de s'adresser aux médias grand public et utiliser les nouvelles plateformes médiatiques, telles que les forums en ligne. Ceci est particulièrement important à l'époque actuelle de la communication numérique, où la plupart des gens obtiennent leurs informations et se lancent dans toutes formes de communication en ligne.

Islamophobie sur Internet

En raison de tout son contenu non filtré, Internet peut parfois nuire aux musulmans, à leur image et à leur réputation. Par exemple, les campagnes Twitter, telles que #banislam, tentent de mettre en lumière l'extrémisme islamique.²⁶³ Dans ce nouveau monde numérique où les informations sont échangées instantanément et simultanément, il est impossible d'arrêter ou de censurer totalement ces types de campagnes. Pourtant, les utilisateurs musulmans ont proposé #MuslimRage en opposition à la campagne antimusulmane. Ce hashtag a mis en évidence les préjugés et la haine que subissent les musulmans au quotidien, de manière humoristique, amusante et satirique. Il convient de mentionner que les musulmans qui ont participé à cette campagne n'ont pas réagi avec haine ou colère. En fait, ils ont été sages de se retenir, car s'ils ne l'avaient pas fait, ils auraient renforcé davantage les stéréotypes qui dépeignent les musulmans comme étant agressifs et coléreux, ce qui aurait été préjudiciable et contre-productif.

Internet : une épée à double tranchant face à l'islamophobie

À la lumière de ce qui a été noté ci-dessus, on pourrait

261 Hillel Schenker et Abu Zayyad Ziad, *Islamophobia and Anti-Semitism* (Princeton, NJ : Markus Wiener Publishers, 2006).

262 Seyyed-Abdulhamid Mirhosseini et Hossein Rouzbeh, éd., *Instances of Islamophobia: Demonizing the Muslim «Other»* (Lanham, Maryland : Lexington Books, 2015), 1.

263 Katie McFadden, « #MuslimRage Hashtag Takes Over Twitter: Hilarious Response Tweets to 'Muslim Rage' Newsweek Cover », *Travelers Today*, le 18 septembre 2012. <http://www.travelerstoday.com/articles/3076/20120918/muslimrage-hashtag-takes-over-twitter-hilarious-response-to-muslim-rage-newsweek-cover-twitter-social-media-muslim-islam-twitter-satire-funny-comedy.htm>

dire qu'Internet est une arme à double tranchant lorsqu'il s'agit d'aborder la notion complexe d'islamophobie. D'une part, Internet, avec ses nombreuses applications et ses multiples utilisations instantanées et à grande échelle, pourrait être considéré comme l'un des principaux facteurs ayant contribué à la propagation de l'islamophobie, non seulement aux États-Unis, mais dans le monde entier. D'autre part, Internet offrirait également des possibilités uniques de lutte contre l'islamophobie et fournirait certains des outils les plus rapides, les plus efficaces et les plus puissants pour combattre ce phénomène au moyen de campagnes médiatisées en ligne.

D'autre part, Internet offrirait également des possibilités uniques de lutte contre l'islamophobie et fournirait certains des outils les plus rapides, les plus efficaces et les plus puissants pour combattre ce phénomène au moyen de campagnes médiatisées en ligne.

De telles campagnes ont déjà été lancées par des musulmans en ligne, comme on le verra plus loin, mais il est certainement nécessaire de déployer davantage d'efforts à cet égard, de manière régulière et continue.

Exemples de campagnes en ligne réussies contre l'islamophobie

Un bon exemple de lutte contre l'islamophobie est lorsque le candidat républicain à la présidence, Donald Trump, a laissé entendre que la religion de Ghazala Khan était ce qui aurait pu l'empêcher de prendre la parole à la Convention nationale du parti démocrate. Khan s'est défendue et s'est exprimée. D'autres femmes musulmanes ont commencé à utiliser le hashtag #CanYouHearUsNow afin de montrer qu'elles s'expriment fréquemment, que leurs voix sont puissantes et fortes et qu'elles ont leur franc-parler et de donner des exemples clairs de leurs succès et de leurs accomplissements dans divers domaines. En d'autres termes, elles ont efficacement et puissamment combattu le stéréotype déformé de la femme musulmane réduite au silence, en veillant à ce que leurs « voix » soient fortes, claires et entendues grâce à cette campagne médiatisée en ligne.

Un autre bel exemple positif de lutte contre l'islamophobie a été la réponse de Trump à une

question posée par une femme musulmane lors du deuxième débat présidentiel sur le danger potentiel de l'islamophobie. Il a répondu avec un ton islamophobe, affirmant que les musulmans devraient toujours « signaler » tout ce qu'ils trouvent plus ou moins suspects. Cela a poussé de nombreux musulmans à lancer une campagne amusante, sarcastique et cruellement drôle dans les médias sociaux : #MuslimsReportStuff. Elle a affiché des messages tels que « Ma mère prépare la même soupe tous les jours, je la signalerai aux autorités » ou « Mon frère refuse de ranger sa chambre, je le signale donc au FBI. » On pourrait dire ainsi que l'emploi stratégique de l'humour a permis d'atteindre les objectifs escomptés et de créer un impact fort et puissant. Cet autre exemple illustre parfaitement bien le pouvoir des médias sociaux et du journalisme citoyen lorsqu'ils sont correctement employés et diffusés.

Dans les deux exemples ci-dessus, les meilleures stratégies et tactiques de lutte contre l'islamophobie consistent à combiner la connaissance de la technologie avec la finesse d'esprit, l'humour, l'intelligence et la rapidité de réponse, en plus de transmettre le bon message au bon moment au bon public en utilisant le bon média.

Voici d'autres exemples d'efforts positifs et efficaces qui ont permis de lutter contre l'islamophobie :

- La vidéo de la Unity Productions Foundation (UPF) « American Muslims: Facts vs. Fiction » qui est disponible sur YouTube, tente de corriger certains des stéréotypes et des idées fausses sur les musulmans américains, à savoir la manière dont ils sont perçus comme de nouveaux immigrants aux États-Unis ou associés collectivement à l'extrémisme, au fondamentalisme et au terrorisme.
- La campagne des panneaux d'affichage pro-islam cherche à sensibiliser l'opinion publique aux questions de l'islam et des musulmans en diffusant des messages tels que : « Jesus: A Prophet of Islam » (*Jésus : un prophète de l'islam*), « Looking for the Answers in Life? Discover Mahomet » (*Recherchez-vous des réponses dans la vie ? Découvrez Mahomet*) et « #Who Is Muhammad? Got Questions, Get Answers: WhyIslam.Org » (*#Qui est Mahomet ? Vous avez des questions, obtenez des réponses : WhyIslam.Org*).
- La série de vidéos #MuslimsAreSpeakingOut tente d'offrir une plateforme à différents groupes de musulmans, qu'ils soient érudits religieux, prédicateurs, intellectuels, professionnels, journalistes ou

laïcs, pour leur permettre de partager leur point de vue sur la montée de l'extrémisme et de s'exprimer contre la violence et le terrorisme, dénonçant clairement toutes les formes de violence et d'extrémisme et dissociant l'islam de ces phénomènes.

- La campagne de la pilule #Islamophobin lancée par le CAIR s'est avérée hilarante, sarcastique, intelligente et pleine de tact, proposant à ceux qui présentent des signes d'islamophobie, ou de peur excessive et irrationnelle des musulmans, de guérir en prenant la pilule fictive Islamophobin trois fois par jour, jusqu'à ce que leurs symptômes commencent à s'estomper.

Recommandations sur les bonnes approches de lutte contre l'islamophobie

- Être « proactif » plutôt que « réactif ». (Il est toujours préférable d'être agent de prévention des incendies que d'être pompier.) En d'autres termes, les musulmans doivent faire un sérieux effort pour diffuser des informations correctes sur leur religion aux autres, c'est-à-dire aux non-musulmans, et ce, non seulement en réaction à des actions ou à des campagnes islamophobes ou en tant que stratégie de défense suite à un acte terroriste commis par quelqu'un ayant un nom musulman, mais à tout moment.
- Parler du problème de l'extrémisme de façon claire et franche et condamner le terrorisme, fermement et ouvertement, sans excessivement se confondre en excuses au point d'avoir honte de son identité et de son appartenance religieuse et / ou de devenir moins enclins à manifester son identité ou son appartenance religieuse en public.
- Éviter des paroles et des actions violentes, agressives et offensives en réaction aux actes ou aux messages islamophobes. Ceci est d'autant plus important que de telles actions agressives ne peuvent qu'aggraver le problème de l'association des musulmans au terrorisme et à l'extrémisme et, par conséquent, peuvent s'avérer véritablement nuisibles, préjudiciables et contre-productifs. En outre, il est impossible de défendre la religion musulmane en violant ses principes, ou de défendre le Prophète de l'islam en trahissant ses valeurs et en reniant son exemple pacifique et son idéal moral.

Les meilleures stratégies et tactiques de lutte contre l'islamophobie consistent à combiner la connaissance de la technologie avec la finesse d'esprit, l'humour, l'intelligence et la rapidité de réponse, en plus de transmettre le bon message au bon moment au bon public en utilisant le bon média.

- Encourager plus de jeunes musulmans à étudier et à pratiquer le journalisme et tous les arts de la communication, ce qui garantit une meilleure représentation plus nuancée et réaliste des musulmans dans tous les médias.
- Intégrer et inclure les musulmans dans toutes les formes d'activités communautaires dans leurs quartiers et au sein de leurs communautés respectives, et faire part de leurs préoccupations face aux problèmes liés à l'éducation, à la scolarisation, à l'environnement, aux transports, ainsi qu'aux problèmes de justice sociale, d'équité et d'inclusion. Cela contribuera à consolider et à mettre en évidence leur rôle en tant que citoyens actifs, visiblement engagés et efficacement intégrés dans leurs sociétés respectives.
- Enfin, encourager davantage les musulmans à se porter candidats à des élections aux niveaux local et national, ce qui serait un excellent moyen de protéger les intérêts de la communauté musulmane, de lutter contre les politiques et les lois antimusulmanes qui pourraient nuire à leurs intérêts, tant aujourd'hui qu'à l'avenir, et d'étouffer les sentiments et les actions hostiles aux musulmans.

Islamophobie et Mouvements de Droite Aux États-Unis : Des Théories à l'Action

Chip Berlet

Journaliste et défenseur des droits de l'Homme

Les insultes farfelues et les théories de complots ridicules visant l'islam et les musulmans sont monnaie courante aux États-Unis et ont de terribles conséquences en termes de sectarisme et de violence. Ces allégations frauduleuses résonnent dans d'énormes chambres d'écho de droite où fusent de terrifiantes histoires islamophobes qui mobilisent les gens pour qu'ils agissent contre une menace perçue comme réelle. La théorie sociologique nous explique que les situations définies comme réelles ont des conséquences réelles.²⁶⁴

Aujourd'hui, l'idée des droits de l'Homme est malmenée par ceux qui sont au pouvoir dans la capitale de notre pays. Nous sommes spectateurs des attentats perpétrés contre des musulmans, des juifs, des personnes de couleur, des immigrés et des membres de la communauté LGBTQ qui font quotidiennement la une des journaux.

J'écris en tant que membre actif du mouvement mondial de défense des droits de l'Homme qui est inscrit dans le « Programme d'action » publié lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes organisée par les Nations Unies, à Beijing en Chine, en septembre 1995.

Le Programme d'action requiert que tous s'emploient sans délai et de façon concertée à créer un

monde pacifique, juste et humain reposant sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, y compris le principe de l'égalité entre tous les êtres humains, quels que soient leur âge et leur milieu social, et reconnaît qu'à cette fin une croissance économique large et soutenue dans le contexte du développement durable est nécessaire pour assurer le développement social et la justice sociale.²⁶⁵

L'avocate Ann Fagan Ginger, fondatrice de Meiklejohn Civil Liberties Institute, a commencé à promouvoir l'idée d'un cadre pour les droits de l'Homme aux États-Unis dans les années 60. Loretta Ross, l'organisatrice féministe noire, est rentrée de la conférence de Beijing sur les femmes en 1995 brûlant d'enthousiasme et a recentré son travail dans le cadre de la lutte pour les droits fondamentaux de tous. Parfois, les idées mettent des décennies à gagner du terrain. Et parfois, le combat pour les droits de l'Homme est freiné. Aujourd'hui, l'idée des droits de l'Homme est malmenée par ceux qui sont au pouvoir dans la capitale de notre pays. Nous sommes spectateurs des attentats perpétrés contre des musulmans, des juifs, des personnes de couleur, des immigrés et des membres de la communauté LGBTQ qui font quotidiennement la une des journaux.

Pourtant, il y a de la résistance. J'ai beaucoup d'alliés dans le combat pour les droits de l'Homme. Penny Rosenwasser travaille avec des enfants du Moyen-Orient et construit des ponts entre les frontières religieuses, ethniques et raciales.²⁶⁶ Ruby Sales est une légendaire militante des droits civils qui a surmonté le traumatisme de voir son ami et allié

264 William Isaac Thomas et Dorothy Swaine Thomas, *The Child in America: Behavior Problems and Programs* (New York, N.Y.: A.A. Knopf, 1928), 572.

265 Quatrième Conférence mondiale sur les femmes des Nations Unies, « Action for Equality, Development and Peace: Platform for Action », UN.org,

septembre 2015, par. 4, consulté pour la dernière fois le 23 mars 2018, <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/plat1.htm#statement>.

266 Penny Rosenwasser. Voir <http://pennyrosenwasser.com/about/>.

Jonathan Daniels être abattu en 1965 par un coup de fusil qui, en fait, lui était destiné.²⁶⁷ Depuis lors, Sales a consacré sa vie à guérir les blessures causées par le sectarisme racial, sexuel et religieux.²⁶⁸ Le professeur Mohammad Jafar Mahallati a proposé d'organiser une journée internationale de l'amitié entre les peuples du monde.²⁶⁹ L'amitié est basée sur le respect mutuel plutôt que sur la « tolérance », un mot qui implique des défauts que nous devons négliger par courtoisie.

Tous les quatre (et de nombreux autres alliés), nous nous considérons comme faisant partie d'un mouvement mondial de défense des droits de l'Homme dans le cadre duquel nous œuvrons en tant que personnes de foi, en suivant le chemin des enfants d'Abraham et en respectant le programme des Nations Unies pour les droits de l'Homme.²⁷⁰ Interviewée au printemps 2017, Ruby Sales a continué d'accuser notre pays de ne pas tenir ses promesses. « Quand les gens disent que le racisme n'est pas une valeur américaine, en se référant à Donald Trump et son racisme, je peux remonter dans le temps et leur montrer que non seulement cela fait partie du système des valeurs américaines, mais aussi de notre histoire. »²⁷¹ Sales nous rappelle que Martin Luther King Jr. nous a donné espoir en disant : « Aucun mensonge ne peut subsister éternellement » et « l'arc de l'univers moral est long, mais il tend vers la justice ».

Catégoriser les antagonistes

Pourquoi est-il nécessaire d'examiner les différentes catégories en détail ? Aux États-Unis, en particulier, où le premier amendement protège la liberté d'expression, il est important de noter, sur le plan juridique, que nous sommes passés de la défense des droits à l'intimidation, l'agression et la violence. Ces actes ne sont pas protégés par notre Constitution. C'est principalement la catégorie Agressif / génocidaire mentionnée ci-dessous qui devrait devenir une préoccupation pour les organismes chargés de l'application de la loi. Aux États-Unis, de nombreux mouvements populistes de droite répandent l'islamophobie dans le cadre d'un portefeuille plus large d'ethno-nationalisme blanc. Néanmoins, ceci ne justifie pas à lui seul une surveillance continuelle, agressive et intrusive de la part des organismes d'application de la loi.

L'islamophobie figure également dans les discours et les idéologies dominants qui considèrent tous les musulmans comme une menace subversive indifférenciée pour notre pays. En tant que membres d'une société multidimensionnelle, cela nous incite à critiquer l'islamophobie dans les mouvements politiques et les mouvements sociaux qui font partie de la vision du monde des dirigeants et des partisans des partis politiques.

Si vous menez un combat pour freiner l'islamophobie aux États-Unis, il est utile de savoir contre qui lutter :

L'islamophobie aux États-Unis n'est pas monolithique

Les principaux mouvements politiques

Les mouvements sociaux à grande échelle

Certains groupes organisés de chrétiens de droite

Les mouvements nationalistes culturels blancs

Une grande proportion des électeurs républicains en 2016

Certains mouvements nationalistes israéliens militants et agressifs

Les mouvements politiques marginaux

Les mouvements populistes de droite

Culturel/social

Les mouvements nationalistes chrétiens

Les mouvements nationalistes blancs

Séparatiste/d'exclusion

Les mouvements suprémacistes chrétiens

Les mouvements suprémacistes blancs

Agressif/génocidaire

Les mouvements néo-fascistes pour le suprémacisme blanc

Les mouvements néo-nazis pour le suprémacisme blanc

267 Mary Frances Schjonberg, « Remembering Jonathan Daniels 50 years after his martyrdom, » Episcopal News Service, le 13 août 2015, <http://episcopaldigitalnetwork.com/ens/2015/08/13/remembering-jonathan-daniels-50-years-after-his-martyrdom/>.

268 Ruby Sales, « Where Does It Hurt? » Entretien avec Krista Tippett dans le cadre de l'émission On Being, le 17 août 2017, transcription en ligne : <https://onbeing.org/programs/ruby-sales-where-does-it-hurt-aug2017/>.

269 Mohammad Jafar Mahallati. Voir [https://www.oberlin.edu/mohammad-](https://www.oberlin.edu/mohammad-jafar-mahallati)

[jafar-mahallati](https://www.oberlin.edu/mohammad-jafar-mahallati).

270 Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme. En ligne sur le site <http://www.ohchr.org/EN/AboutUs/Pages/Mandate.aspx>

271 Liz Mineo, « For Ruby Dales, long road to hope, » The Harvard Gazette, le 7 avril 2017, <https://news.harvard.edu/gazette/story/2017/04/civil-rights-legend-ruby-sales-sees-reason-for-hope-ahead-of-harvard-divinity-school-talk/>.

Terminologie

Populisme

Selon le chercheur Cas Mudde, le populisme est une idéologie qui considère que la société est finalement divisée en deux groupes homogènes et antagonistes : le « peuple pur » et « l'élite corrompue » ; il soutient que la politique devrait être l'expression de la volonté générale du peuple. Mudde note que les politiciens populistes confondent presque toujours le populisme « avec d'autres idéologies, telles que le nativisme de droite et le socialisme de gauche ». ²⁷²

Populisme de droite

Les objectifs des mouvements populistes de droite ne sont pas seulement défensifs ou réactifs. Matthew N. Lyons et moi estimons que leur croissance est souvent alimentée par la peur des politiques sociales et économiques libérales ainsi que par les mouvements sociaux de gauche. Nous avons également reconnu Andrew Jackson comme « le premier président américain élu en adoptant un discours populiste » et affirmé que le premier mouvement populiste américain que nous pouvons qualifier sans équivoque de droite était le Ku Klux Klan de l'ère de la reconstruction... ».

Évitez les termes vagues « groupes de haine », « crimes de haine » et « discours de haine ». Utilisez plutôt des paires de mots qui lient les préjugés aux actes problématiques. Une séance d'enseignement s'impose.

Fascisme, néofascisme et néonazisme

Roger Griffin soutient que le fascisme « est une forme révolutionnaire de nationalisme » qui cherche à transformer un « peuple » en une « communauté nationale dynamique » en adoptant un discours populiste et en s'appuyant sur une « renaissance nationale purifiante et cathartique » pour redonner la gloire à la nation. ²⁷³

Selon Robert Paxton, le fascisme est marqué par une préoccupation obsessionnelle pour le déclin de la société, son humiliation et sa victimisation, ce qui génère des mouvements appelant à l'unité, à l'énergie

et à la pureté. Selon lui, cela implique nécessairement « un parti de masse regroupant des militants nationalistes engagés ». Ces militants développent une « collaboration difficile mais efficace avec les élites traditionnelles ». Ce mouvement populiste de droite dérive alors vers le fascisme. Paxton avertit que cela peut conduire à l'abandon des « libertés démocratiques » et au recours à la « violence rédemptrice sans aucune contrainte éthique ou légale ». Le résultat peut engendrer des campagnes nationalistes agressives de « nettoyage interne et d'expansion externe ». ²⁷⁴

Quelques recommandations pour les politiques publiques

Randy Borum a averti que dans les discours sur la lutte contre le terrorisme, le terme « radicalisation » est largement utilisé, mais reste mal défini. Se focaliser étroitement sur la radicalisation idéologique risquerait de laisser supposer que les croyances radicales sont un indicateur, ou du moins un précurseur nécessaire, de terrorisme, même si nous savons que cela est faux. ²⁷⁵ Sachez que le terme « radicalisation violente » peut faire échec aux garanties du premier amendement. L'expression « violence fondée sur le sectarisme » met mieux en évidence le problème actuel.

- Évitez les termes vagues « groupes de haine », « crimes de haine » et « discours de haine ». Utilisez plutôt des paires de mots qui lient les préjugés aux actes problématiques. Une séance d'enseignement s'impose.

Préjugés islamophobes	Attaques misogynes	Discrimination à l'égard des Mexicains
Langage antisémite	Violence contre les noirs	Langage sexiste
Stéréotypes homophobes	Xénophobie envers les immigrants	Blagues racistes

Lorsque nous utilisons le mot « haine », nous enseignons à 80 % des Américains blancs qu'ils ne sont pas complices des systèmes d'oppression et de répression politique. Les 20 % restants savent déjà que ce n'est pas vrai.

272 Cas Mudde, « The Problem with Populism », The Guardian, le 17 février 2015, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/feb/17/problem-populism-syriza-podemos-dark-side-europe>.

273 Roger Griffin, Roger, The Nature of Fascism (New York: St. Martin's Press, 1991), xi.

274 Robert O. Paxton, The Anatomy of Fascism (New York: Knopf, 1994), 218.

275 Randy Borum, « Radicalization into Violent Extremism I: A Review of Social Science Theories », Journal of Strategic Security, volume 4, numéro 4 (2011) : 7-36.

- Soyez prêts à critiquer les médias et leurs annonceurs lorsqu'ils tirent profit de l'emploi d'un langage humiliant ou provocateur qui nourrit les préjugés et le sectarisme, et incite souvent à la violence.
- Augmentez le financement destiné à former les agents d'application de la loi et les agents de la sécurité aux réalités du respect de la constitution américaine et de la déclaration des droits de l'Homme dans une société multiculturelle.
- Envisagez de supprimer le terme « tolérance » et de le remplacer par le mot « respect ». Les gens devraient-ils « tolérer » leur mari, leur femme, leur partenaire, leurs amis ? Ou devraient-ils les respecter ? Le mouvement mondial des droits de l'Homme repose sur le respect mutuel entre tous les peuples.

Observations finales

Les groupes sectaires de droite ne causent pas de préjudice aux États-Unis — ils l'exploitent. Ce que nous voyons clairement comme un signe de sectarisme inacceptable qui se manifeste dans le discours des mouvements populistes de droite est en réalité la forme amplifiée des oppressions qui nagent silencieusement dans les tourbillons familiaux, mais dissimulés, de la société « ordinaire ». L'islamophobie, le racisme, la xénophobie envers les immigrés, l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie sont des formes majeures de suprématie qui se traduisent par une oppression et défendent et étendent un pouvoir et des privilèges inéquitables ; mais il existe aussi d'autres formes qui sont fondées sur la classe, l'âge, les capacités, la langue, l'ethnie, le statut d'immigrant, la taille, la religion, etc. Ces formes d'oppression existent indépendamment dans la culture dominante de la société américaine, aux côtés des mouvements de droite.²⁷⁶

Aucun de ces cadres sociologiques ou philosophiques n'est nouveau. Je l'ai appris dans les années

1960 lorsque je participais à des camps de scouts et à des retraites de jeunes religieux et œcuméniques, d'abord en tant que participant, puis en tant qu'animateur de discussion.

Dans son livre *Eichmann in Jerusalem*, la philosophe Hannah Arendt a conclu qu'il n'existait qu'un seul devoir universel : celui de s'opposer à l'oppression.²⁷⁷ Nous voyons des personnes calomnier, brutaliser et tuer des musulmans en prétendant être des patriotes qui défendent la nation de toute subversion et trahison. La recherche en sciences sociales a établi que les discours diabolisant les boucs émissaires peuvent déclencher des actes de violence, y compris des meurtres.²⁷⁸

Les mouvements fascistes et néonazis sont actuellement actifs aux États-Unis. Ma femme, Karen Moyer, et moi-même en savons quelque chose sur la manière de résister à ces forces. De 1977 à 1988, nous avons vécu dans le quartier de Marquette Park, dans le sud-ouest de Chicago, où des néo-nazis en uniforme ont attisé les préjugés raciaux blancs. C'est le même quartier qui a bloqué une marche pour le logement dirigée par Martin Luther King, Jr.²⁷⁹ Nous avons travaillé dans une coalition multiraciale, le Southwest Community Congress, et avons combattu la violence raciale contre les Noirs qui subissaient des tabassages et des bombes incendiaires lancées sur leurs maisons. Nous avons formé des coalitions qui dépassent les frontières traditionnelles, mobilisé la résistance contre les suprémacistes blancs et défié le nationalisme blanc enraciné. Dix ans plus tard, notre quartier est devenu un endroit sûr pour TOUS les résidents. La résistance n'est *pas* futile. Quelques mois avant notre conférence au Centre Carter, une statue de King a été dévoilée au Georgia State Capitol.²⁸⁰

Je crois en un Dieu qui réclame justice aux Gens du Livre... à ceux parmi nous qui sont juifs, chrétiens et musulmans. Nous sommes les enfants d'Abraham / Avram / Ibrahim / Ebrahim qui sont réprimandés par notre prophète Esaïe :

276 Chip Berlet, « Mapping the Political Right: Gender and Race Oppression in Right-Wing Movements », dans Abby Ferber, éd, *Home-Grown Hate: Gender and Organized Racism* (New York: Routledge, 2004) : 18-45. En ligne sur <https://www.academia.edu/34734671/>.

277 Hannah Arendt, *Eichmann in Jerusalem: A Report on the Banality of Evil* (New York: Viking Press, 1963). Une excellente discussion sur la thèse d'Arendt a été proposée par Judith Butler, « Hannah Arendt's challenge to Adolf Eichmann », *The Guardian*, le 29 août 2011, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2011/aug/29/hannah-arendt-adolf-eichmann-banality-of-evil>.

278 Chip Berlet, « Heroes Know Which Villains to Kill: How Coded Rhetoric Incites Scripted Violence » dans Matthew Feldman et Paul Jackson (éds),

Doublespeak: Rhetoric of the Far-Right Since 1945 (Stuttgart : ibidem-Verlag, 2014). En ligne sur https://www.academia.edu/26640115/Heroes_Know_Which_Villains_to_Kill_How_Coded_Rhetoric_Incites_Scripted_Violence

279 Frank James, « Martin Luther King Jr. in Chicago », *Chicago Tribune*, consulté pour la dernière fois le 23 mars 2018, <http://www.chicagotribune.com/news/nationworld/politics/chi-chicagodays-martinlutherking-story-story.html>.

280 Myrdd Wells, « Georgia Capitol's Martin Luther King Jr. statue unveiled on 54th anniversary of I Have a Dream », *Atlanta Magazine*, le 28 août 2017, <http://www.atlantamagazine.com/news-culture-articles/georgia-capitol-s-martin-luther-king-jr-statue-unveiled-54th-anniversary-dream/>.

Malheur à ceux qui promulguent des règles injustes, à ceux qui transcrivent des décrets oppressifs pour écarter les plus faibles des tribunaux et priver les plus humbles de mon peuple de leurs droits... Vers qui fuirez-vous pour trouver de l'aide ? Et où cacherez-vous l'amas de vos richesses ?²⁸¹

L'histoire démontrera si nous avons gagné ou pas notre combat pour la justice et les droits de l'Homme. L'histoire jugera aussi si, aujourd'hui, nous avons agi et avons dénoncé l'islamophobie et d'autres formes d'oppression systémique.

L'histoire démontrera si nous avons gagné ou pas notre combat pour la justice et les droits de l'Homme. L'histoire jugera aussi si, aujourd'hui, nous avons agi et avons dénoncé l'islamophobie et d'autres formes d'oppression systémique.

Les outils de la peur

Voici un tableau qui aide à expliquer les techniques utilisées par les démagogues pour attiser le ressentiment et créer des systèmes d'oppression pouvant entraîner la violence contre des groupes de boucs émissaires dans une société. En ligne sur le site : <https://www.tools-of-fear.net/>.

Approche multidimensionnelle de l'islamophobie : une contribution à l'élaboration d'une réponse durable et stratégique

Dr Dodik Ariyanto

Observatoire de l'islamophobie de l'Organisation de la coopération islamique (OCI)

La situation actuelle de l'islamophobie

Depuis le 11 septembre, l'islamophobie a connu une forte croissance en Occident et a continué de s'enraciner en se manifestant dans de vastes campagnes et discours publics qui sèment la peur de l'islam, et dans un grand nombre d'incidents qui visent les musulmans, les mosquées, les centres islamiques, les tenues islamiques et les symboles sacrés de l'islam. Les rapports et les preuves révèlent que le sentiment négatif à l'égard de l'islam et des musulmans ne cesse de croître dans l'esprit des Occidentaux en général, vu que ces derniers ressentent de la méfiance envers l'islam et ses fidèles. Des indicateurs clairs montrent que de plus en plus d'Occidentaux doutent que l'islam soit une religion de paix ; ils se méfient des activités religieuses organisées dans les mosquées et les centres islamiques, tout en associant l'islam aux phénomènes actuels d'extrémisme et de terrorisme.

Au cours des dernières années en particulier, l'islamophobie a atteint un point critique, vu qu'elle continue à se développer sans montrer de signe de déclin possible. Cela se reflète dans le grand éventail des discours hostiles à l'islam, ainsi que dans les incidents qui frappent les mosquées, les centres islamiques, les personnes musulmanes, les communautés musulmans et les femmes qui portent le voile ou le hijab. Les mosquées et les centres islamiques sont la cible la plus courante, compte tenu du nombre considérable d'incidents de vandalisme et d'incendie criminel qui visent des mosquées et des lieux de prière aux États-Unis, au Canada, en Allemagne, en Suède, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

Les principales régions touchées par l'islamophobie restent les États-Unis et l'Europe. La tendance à l'islamophobie est la plus préoccupante aux États-Unis en termes d'ampleur. Les graffitis

racistes, le déversement des carcasses de porc, les courriers menaçants, la profanation du Coran sacré, les agressions physiques et les insultes verbales font partie des incidents les plus fréquents. Aussi, récemment, aux États-Unis, règne une atmosphère chaotique accablante du fait que l'administration du président Trump a clairement indiqué, pendant les premiers jours, que l'islam était un ennemi public majeur. Parmi les exemples les plus frappants, citons le décret xénophobe qui va à l'encontre des valeurs auto-proclamées de liberté et d'égalité des États-Unis. Cette politique intitulée *Executive Order Protecting the Nation from Foreign Terrorist Entry into the United States* (décret exécutif pour protéger la nation contre l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis) a interdit aux citoyens de certains pays musulmans d'entrer aux États-Unis. Pendant ce temps, en Europe, l'image sombre de l'islamophobie s'est reflétée dans les vives campagnes menées par les partis populistes de droite pendant la période des élections.

Réponse au problème

La recherche d'une solution globale à l'islamophobie repose sur le travail collectif et les contributions actives des parties prenantes, notamment les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les sociétés civiles, les chefs religieux et les communautés. En raison de la complexité de la question, il convient d'élaborer une stratégie efficace sous la forme d'une approche à multiples niveaux qui comprend des mesures prises sur plusieurs plans.

Niveau 1 : Sur le plan du dialogue

La stratégie devrait être axée sur les efforts qui

visent à renforcer le rôle que peuvent jouer les chefs religieux et communautaires dans la lutte contre l'extrémisme en promouvant des idéaux de tolérance, de modération, de respect mutuel et de coexistence pacifique. Les mêmes efforts devraient également viser à renforcer les mécanismes actuels de dialogue interconfessionnel et intraconfessionnel, afin d'éviter les idées erronées et de promouvoir une meilleure compréhension et un respect mutuel entre les religions et au sein des religions.

Niveau 2 : Sur le plan médiatique

Les parties prenantes doivent collaborer avec les médias pour améliorer la compréhension de la jouissance responsable de la liberté d'expression, alors que les gouvernements doivent tenir les médias xénophobes responsables du maintien de l'extrémisme et des discours haineux. De plus, divers canaux de communication pourraient être utilisés pour élargir le débat public et renforcer l'engagement, surtout chez les jeunes.

Par conséquent, outre l'approche susmentionnée, la communauté internationale devrait travailler main dans la main pour s'attaquer collectivement aux fléaux de l'islamophobie, de l'extrémisme et de l'intolérance avec force et détermination.

Niveau 3 : Sur les plans du développement et de la sécurité

Les gouvernements, en particulier dans les pays occidentaux, devraient élargir la portée des programmes de développement pour atteindre les communautés défavorisées d'immigrants musulmans. Des discussions multilatérales et bilatérales permettant d'examiner les problèmes de discrimination en matière d'emploi, d'opportunités et d'intégration sociale s'avèrent nécessaires pour empêcher les jeunes musulmans au chômage de devenir la proie d'idéologies extrémistes. Cette approche est pertinente car, pour aborder le problème de l'islamophobie, les mesures ne doivent pas se limiter aux solutions antiterroristes et militaires ; des objectifs de développement devraient être intégrés dans les efforts de déradicalisation et de lutte contre le terrorisme.

Niveau 4 : Sur les plans éducatif et social

Il est essentiel d'inclure l'éducation à la paix en intégrant les droits de l'Homme et les valeurs multiculturelles dans les programmes scolaires. Parallèlement, il est nécessaire de mettre en œuvre des programmes et de mobiliser des ressources pour soutenir l'engagement communautaire en faveur de la paix. Il est aussi nécessaire de poursuivre les recherches et le dialogue sur les politiques afin de mieux comprendre les modalités et les stratégies utilisées pour répandre l'extrémisme, y compris les facteurs sociaux de l'extrémisme et ceux qui sont fondés sur les valeurs. Les parties prenantes doivent faire des efforts pour que les politiques et les programmes des pays tiennent compte de la cohésion et de la pluralité sociales en mettant en évidence le rôle des familles dans la lutte contre les attitudes extrémistes et en encourageant la réconciliation au sein des communautés. Il est également important d'inciter les communautés religieuses à participer à la lutte contre l'extrémisme et les divisions sectaires et de trouver des valeurs communes qui pourraient servir de fondement à la compréhension et la coopération. Les gouvernements et les organisations internationales doivent mobiliser les organisations de la société civile qui ont de l'expérience dans la résolution des conflits, la coopération et la réconciliation politique.

Niveau 5 : Sur les plans international et national

L'islamophobie fait partie des grands défis du monde contemporain qui se mêlent et se confondent avec d'autres problèmes, tels que le terrorisme, l'extrémisme, la radicalisation, les droits de l'Homme, les conflits entre religions, les tensions intrareligieuses, les génocides religieux, etc. Par conséquent, outre l'approche susmentionnée, la communauté internationale devrait travailler main dans la main pour s'attaquer collectivement aux fléaux de l'islamophobie, de l'extrémisme et de l'intolérance avec force et détermination. À ce stade, l'impact serait important si les parties prenantes appliquaient la formule et les recommandations prescrites par la Résolution 16/18 du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. La Résolution, adoptée en 2011, établit un cadre politique permettant aux États de combattre l'intolérance, la discrimination et la violence fondées sur les religions ou les croyances.

La résolution 16/18 est un signe d'espoir pour une action mondiale visant à lutter contre la

discrimination, l'intolérance et la stigmatisation fondées sur la religion et les croyances. Il est donc très important que les parties prenantes s'engagent à faire progresser ce consensus international. Un mécanisme de suivi existe déjà sous forme de sessions annuelles du processus d'Istanbul, mais malheureusement, les gouvernements ne lui ont pas accordé la visibilité et l'importance qu'il mérite. Par conséquent, il est important qu'au niveau national, les gouvernements appliquent la législation nécessaire contre les actes qui incitent à la haine, à la discrimination et à la violence fondées sur la religion.

Quelques obstacles majeurs

Les musulmans sont victimes de toutes formes et manifestations de stéréotypes et de préjugés négatifs depuis un certain temps. En particulier, depuis les attentats du World Trade Center en 2001, le phénomène a pris beaucoup d'ampleur dans le monde. La montée en puissance de l'État islamique au cours des dernières années a aggravé la situation, l'islam étant alors décrit comme une religion de violence intrinsèque dont les fidèles ont tendance à faire du mal aux adeptes d'autres religions. Dans de nombreux pays occidentaux, l'islam est même considéré comme une religion « étrangère » plutôt sanguinaire, une stigmatisation qui provoque des attitudes intolérantes chez les non-musulmans. Ces stéréotypes négatifs ont finalement abouti à des sentiments négatifs, à savoir la crainte, la haine de l'islam, et une discrimination multiforme contre ses fidèles qui se traduit par l'exclusion des musulmans de la vie économique, sociale et publique.

L'islamophobie n'est donc pas un problème « isolé », mais est très étroitement lié à d'autres questions qui alimentent réciproquement le phénomène. En termes plus simples, le 11 septembre était un problème de terrorisme et l'État islamique était un problème de radicalisation et d'extrémisme violent, alors que l'islamophobie était un tout autre phénomène qui a été affectée par ces problèmes susmentionnés. Le terrorisme et l'extrémisme violent ont tous deux renforcé l'islamophobie, et à son tour, l'islamophobie qui a connu une croissance rapide a nourri l'extrémisme et le terrorisme. Par conséquent, les efforts visant à traiter la question de l'islamophobie doivent être déployés parallèlement aux efforts qui permettent de s'attaquer à d'autres « problèmes connexes », ce qui n'est malheureusement

pas facile.

Dans le cadre de la mise en place d'une stratégie de lutte contre l'islamophobie, ces problèmes parallèles peuvent être considérés comme des « obstacles ». Selon les observations de l'Organisation de la coopération islamique au cours des dernières années, trois problèmes majeurs ont été identifiés comme étant étroitement associés à l'islamophobie : (1) la montée de l'extrême droite aux États-Unis et en Europe, (2) la crise des réfugiés et la question de l'immigration, et (3) la vague continue de terrorisme en Europe.

La montée de l'extrême droite aux États-Unis et en Europe

Donald Trump a été globalement considéré comme l'icône de l'extrême droite aux États-Unis et son accession à la présidence a suscité de vives préoccupations chez les musulmans. Depuis le début, M. Trump s'est opposé à l'islam et aux musulmans, une position qu'il a clairement manifestée dans sa campagne politique. Après avoir déclaré que « l'islam hait les Américains », M. Trump a proposé d'interdire aux musulmans d'entrer aux États-Unis et de renforcer la surveillance des mosquées dans tout le pays. Il a adopté le langage haineux des manifestations anti-mosquées et des rassemblements au cours desquels des corans ont été brûlés. Par conséquent, dans la semaine qui a suivi les élections, un grand nombre de cas de harcèlement et d'intimidation islamophobes et racistes ont été signalés.²⁸² Fait intéressant, cette xénophobie croissante ne visait pas seulement les musulmans, mais également les juifs et certaines autres minorités ethniques et religieuses, tels que les Américains noirs et les hispaniques. Toutefois, il est rassurant de noter que l'islamophobie a connu un déclin aux États-Unis depuis mai 2017. Le président Trump lui-même semble adoucir son ton en parlant de l'islam. Au milieu de 55 dirigeants du monde musulman en Arabie saoudite, le président Trump a prononcé un discours modéré sur l'islam dans le but de rétablir ses relations avec le monde musulman. Le discours du président Trump se démarque de la rhétorique séparatiste antimusulmane qu'il a utilisée pour attirer les électeurs pendant sa campagne électorale.

L'élection de M. Trump a renforcé les forces de droite ailleurs dans le monde, en particulier en Europe, où l'on a assisté à un important

282 Christopher Mathis, « 2016 Elections Coincided With Horrifying Increase in Anti-Muslim Hate Crimes, Report Finds, » The Huffington Post, le 9 mai

2017, https://www.huffingtonpost.com/entry/anti-muslim-hate-crimes-2016-council-on-american-islamic-relations_us_5910ac4e4b0d5d9049e96d5

réaménagement du paysage politique. Cette situation était assez prévisible vu que les pays de cette région font face à de graves problèmes d'endettement et un taux de chômage élevé depuis la crise économique de 2008. Une telle circonstance a, à son tour, donné lieu à des débats nationaux sur des questions « brûlantes », comme les immigrants, les étrangers non européens, l'assimilation, l'intégration et l'identité nationale, qui se sont aggravées en raison de l'augmentation du nombre des réfugiés qui ont fui la guerre civile syrienne et des attaques terroristes qui ont secoué des villes européennes. Ces éléments ont créé un environnement favorable aux parties et aux personnalités d'extrême droite. En conséquence, les plateformes anti-UE, anti-immigration et antimusulmans ont gagné du terrain, attisant le sentiment islamophobe en Europe. Les partis de droite continuent à obtenir du soutien en France, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Hongrie et en Italie.

La crise des réfugiés et la question de l'immigration

Les pays occidentaux, en particulier en Europe, continuent d'être touchés par une forte vague de réactions hostiles aux immigrés et aux réfugiés et par des attitudes négatives à l'égard des musulmans. Le discours anti-immigration et antimusulmans s'est également infiltré dans l'agenda électoral, les partis populistes de droite désignant comme boucs émissaires les migrants et les réfugiés, surtout musulmans, pour tous les maux de la société. Cela a eu des conséquences négatives aussi bien pour les communautés minoritaires musulmanes qui vivent déjà en Europe, nombre d'entre elles résidant là-bas depuis des générations et établies en tant que citoyens, que pour les nouveaux migrants et réfugiés qui viennent de pays musulmans. De toute évidence, les partis d'extrême droite de plusieurs pays de l'UE donnent le ton au débat sur les migrations, en se concentrant sur les migrants musulmans et en tablant sur un faux lien entre immigration et sécurité. Le plus remarquable, c'est que ce discours est celui des membres de l'UE qui ont les plus petites communautés musulmanes, à savoir la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie. La plupart des récents attentats terroristes qui ont frappé les pays de l'Union européenne ont été perpétrés par des citoyens européens, mais l'écho de l'implication constante des immigrés a fortement résonné en

Europe. Ceux qui ont blâmé les immigrants pour des crimes et des actes terroristes ont créé un climat social et politique qui entrave l'intégration des migrants qui se trouvent déjà en Europe. En outre, les attitudes négatives à l'égard des minorités musulmanes d'Europe et des nouveaux immigrants ou réfugiés contribuent également à leur isolement dans les sociétés d'accueil et pourraient même conduire à la radicalisation de certains. En même temps, les pays européens ont mis en lumière les questions de sécurité et d'emploi pour justifier les restrictions qu'ils ont imposées à l'accueil des réfugiés et au droit d'asile. Pourtant, des pays comme la Jordanie, le Liban, l'Iran, le Pakistan et la Turquie continuent de recevoir la plus grande proportion de réfugiés²⁸³ des conflits au Moyen-Orient et en Afghanistan, un fait largement ignoré dans le débat sur les migrations en Europe. De même, la contribution des migrants à la croissance des économies européennes, qui ont de plus en plus besoin de main-d'œuvre en raison de leur déclin démographique, n'est pas suffisamment prise en compte ni n'est communiquée à la société. En revanche, les populistes ne se retiennent pas de déclarer que les migrants prennent leurs emplois et que les musulmans, en particulier, représentent une menace pour la sécurité. Les partis d'extrême droite mélangent fanatisme xénophobe et nationalisme pour plaider contre l'immigration, en particulier l'immigration musulmane, pour des raisons de sécurité et des raisons économiques.

La vague continue de terrorisme en Europe

Sur fond d'inquiétudes face à l'extrémisme violent lié à l'État islamique, une nouvelle vague de terreur a frappé le cœur de l'Europe par une série d'attaques violentes visant des villes du continent, une tendance déplorable qui a attisé l'islamophobie. Particulièrement en Europe, des musulmans innocents ont immédiatement été victimes de vives réactions, la peur s'étant traduite en stigmatisation audacieuse : l'islam encourage la violence, la religion n'est pas vraiment compatible avec les valeurs libérales, les musulmans sont prédisposés à être des extrémistes et des terroristes, l'islam est une religion obsolète qui nécessite des réformes pour s'adapter à la modernité, etc.

283 « Refugees, » les Nations Unies, consulté le 6 avril 2018, <http://www.un.org/en/sections/issues-depth/refugees/>

[un.org/en/sections/issues-depth/refugees/](http://www.un.org/en/sections/issues-depth/refugees/)

La récente vague d'attentats terroristes en Europe a eu un certain nombre de conséquences :

Premièrement, cette terreur a étendu la question de l'islam en Europe bien au-delà du cadre de l'intégration. L'islam n'est désormais plus une menace à l'identité, la culture, la démographie et la société européennes, mais aussi une menace politique et sécuritaire pour le monde occidentale. Actuellement, les débats et les discours en Europe tournent autour de la question de la compatibilité de l'islam avec les valeurs occidentales.

Deuxièmement, la vague de terreur a multiplié le niveau d'islamophobie en Europe, plongeant les musulmans dans de nombreuses incertitudes, d'autant plus que les attaques terroristes sont parfois suivies

de réactions violentes à l'égard des musulmans et des habits islamiques. Un grand nombre d'attaques contre des musulmans ont été enregistrées au cours des 24 derniers mois, ce qui a eu une incidence considérable sur la vie des musulmans qui résident en Europe.

Troisièmement, cette nouvelle vague de terrorisme a de nouveau amené la question de la liberté d'expression au centre des débats publics en Europe et, malheureusement, les débats constructifs sur la liberté d'expression au regard de ses limites et de ses manifestations ont plutôt été écrasés par de vifs sentiments anti-islam. L'opinion publique a été éclipsée par l'idée que la liberté d'expression est un « prix fixe » pour les sociétés européennes et qu'il ne devrait y avoir aucune possibilité de négociation avec d'autres idéologies, y compris l'islam.

Recommandations pratiques

L'islamophobie est une question complexe et de nombreux obstacles peuvent nous empêcher de mettre en place une stratégie efficace pour y remédier. Ainsi, je propose une série de recommandations pratiques, espérant qu'elles aideront les parties prenantes à élaborer des politiques de façon éclairée et à prendre les mesures nécessaires :

- Mettre l'accent sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales dans la lutte contre l'islamophobie.
- Se servir des traités de l'ONU sur, entre autres, les libertés religieuses, la liberté d'expression et l'interdiction de la discrimination raciale, comme outils pour lutter contre l'islamophobie.
- Faire avancer le consensus international existant sous la forme du plan d'action de la Résolution 16/18 du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.
- Encourager les gouvernements à relancer l'initiative de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, en accordant une attention particulière au clivage islamo-occidental qui nourrit l'islamophobie.
- Adopter des approches intégrées plutôt que géographiques pour combattre l'islamophobie.
- Établir des liens solides entre les groupes qui luttent contre la discrimination fondée sur la religion, notamment l'islamophobie, l'antisémitisme et la phobie des chrétiens, en créant des alliances avec d'autres groupes qui ont été marginalisés et déshumanisés à cause de racisme ou de xénophobie.
- Créer des centres pour étudier l'islam dans les sociétés occidentales, comme ceux qui existent déjà en petit nombre dans les universités de Georgetown et de Harvard.
- Dans les sociétés et les pays musulmans, traiter intérieurement les problèmes et les facteurs qui contribuent à véhiculer des images négatives de l'islam et des musulmans, et souligner l'importance d'offrir aux jeunes enfants une éducation islamique appropriée pour combattre l'ignorance de la religion au sein de la nouvelle génération.
- Créer des initiatives permettant de développer une identité nationale/religieuse saine pour que les jeunes musulmans puissent renforcer leur participation à la vie communautaire, au sens large, sans devoir renier leur religion.
- Collaborer avec la société civile et les jeunes dans la mise en œuvre de programmes et d'actions gouvernementaux visant à traiter les questions de religion et de discrimination.
- Engager un dialogue constructif et utile (entre les religions, les cultures, les civilisations) pour des sociétés solidaires et harmonieuses.
- Créer plus d'espace pour faciliter les interactions sociales entre les musulmans et les non-musulmans.
- Tenter de changer le cœur et la mentalité des Occidentaux non musulmans de façon à ce qu'ils comprennent que les immigrants ne représentent pas nécessairement une menace pour leurs valeurs et leurs principes.
- Dans les pays et les communautés musulmans, chercher à montrer au monde ce que sont les musulmans, au lieu de simplement nier ce que les extrémistes disent ou font.
- Remettre en question le mythe actuel de « l'islamisation » de l'Occident, nourri par les partis populistes xénophobes qui se sont multipliés en Europe et dans le reste du monde.
- Encourager la sensibilisation civique et juridique pour s'opposer à la normalisation de l'islamophobie dans les discours politiques et médiatiques traditionnels, en particulier en Europe et aux États-Unis.
- S'opposer aux rapports médiatiques qui véhiculent les stéréotypes et stigmatisent les populations musulmanes.
- Insister pour que les gouvernements prennent des initiatives et des mesures concrètes afin de mettre fin aux conditions qui stigmatisent et aliènent les musulmans, tout en développant des mécanismes qui permettent de lutter contre tous les types de discrimination.
- Continuer à condamner tous les actes terroristes, indépendamment de leur lieu ou de leur auteur.

Discours de sécurisation : islamophobie et politiques de lutte contre le terrorisme dans les établissements d'enseignement au Royaume-Uni

Tania Saeed

Lahore University of Management Sciences, LUMS, Pakistan

L'État britannique a de plus en plus attiré des institutions publiques telles que les écoles et les universités dans ses efforts de lutte contre le terrorisme et de prévention de la radicalisation. La loi de 2015 sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité (CTSA) a renforcé le programme de sécurité de l'État dans ces institutions dans le cadre de son programme « Prevent », et ce, en imposant aux établissements d'enseignement le « devoir légal » de signaler tout étudiant qui serait « susceptible d'être entraîné dans le terrorisme ».²⁸⁴ « Prevent » fait partie de l'approche à quatre volets du gouvernement britannique (incluant Protect, Pursue, Prepare) qui s'inscrit dans le cadre de sa stratégie CONTEST, un programme de lutte contre le terrorisme créé en 2003. Sa portée s'est étendue depuis les menaces et les attentats terroristes du Royaume-Uni. Prevent a pour objectif « d'empêcher » les personnes de devenir des terroristes en intervenant à un stade précoce, le suspect étant alors orienté vers un « programme de partenariat » — une initiative « volontaire », « multi-agences », comprenant un panel « présidé par les autorités locales et composé d'autres partenaires, tels que des représentants des services de l'éducation et de la santé » qui « discutent de l'orientation, évaluent le degré de vulnérabilité et décident d'un ensemble de mesures de soutien sur mesure ».²⁸⁵ Étant donné que la plus grande menace émane de groupes terroristes tels que Daech (et Al-Qaïda dans le passé), Prevent s'est principalement concentré sur les étudiants musulmans dans les établissements

d'enseignement.²⁸⁶ Dans les universités, les sociétés d'étudiants islamiques (ISocs) ont été particulièrement pointées du doigt.²⁸⁷ Au lieu d'aider les personnes « vulnérables » au terrorisme, la mise en œuvre de Prevent dans les universités a accru la vulnérabilité des étudiants musulmans à l'islamophobie. Mon travail se concentre sur les récits biographiques d'étudiants musulmans, en particulier de femmes et de membres d'ISocs, qui partagent leurs expériences liées à l'islamophobie et à la stratégie de l'État britannique en matière de lutte contre le terrorisme dans les universités et leurs communautés. Cette étude se penche sur ces récits afin de vraiment comprendre l'impact des politiques de lutte contre le terrorisme sur les individus et les communautés, et de formuler des idées et des recommandations sur la manière de lutter contre l'extrémisme et le terrorisme sans inciter à l'islamophobie, en particulier dans des établissements tels que les écoles et les universités.

Au lieu d'aider les personnes « vulnérables » au terrorisme, la mise en œuvre de Prevent dans les universités a accru la vulnérabilité des étudiants musulmans à l'islamophobie.

Femmes musulmanes et sécurisation

Dans les représentations médiatiques et les discours politiques, les femmes musulmanes sont tantôt des victimes qui ont besoin d'être sauvées d'une religion

284 Gouvernement de Sa majesté (HM Government), Counter Terrorism and Security Act 2015. (UK : Crown).

285 Home Office, Individuals referred to and supported through the Prevent Programme, April 2015 to March 2016. Bulletin statistique 23/17 (2017).

286 Voir T. Saeed et D. Johnson, « Intelligence, Global Terrorism and

Higher Education: neutralising threats or alienating allies? » British Journal of Educational Studies, 64(1), (2016) : 37-51.

287 Tufyal Choudhury, « Campaigning on Campus: Student Islamic Societies and Counterterrorism », Studies in Conflict and Terrorism, 40(12), (2017) : 1004-1022.

primitive et tantôt de dangereuses terroristes cachées au grand jour derrière un voile, perturbant idéologiquement et physiquement le mode de vie progressiste de l'« Occident ». Tandis que les hommes musulmans sont simplement catalogués comme étant des individus dangereux qui représentent une menace physique directe, l'on emploie un oxymore pour cataloguer les femmes musulmanes comme étant des « fanatiques vulnérables ».²⁸⁸ Le signalement de cas de femmes musulmanes britanniques qui rejoignent les rangs de Daech renforcent encore cette crainte.

Les femmes musulmanes sont également victimes d'agressions physiques et sont plus vulnérables à des comportements islamophobes à la suite d'un attentat ou d'une menace terroriste, mais ces tendances ont aussi été observées plus récemment au lendemain du Brexit, la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne après le référendum de 2016.

Ces stéréotypes ont des conséquences réelles pour les femmes musulmanes dans leur vie quotidienne, faisant d'elles des victimes d'islamophobie dans les quartiers, les écoles et les universités. La dimension de cette expérience varie en fonction de leurs « degrés de religiosité » déterminés par leur apparence physique: les femmes qui portent le voile intégral (niqab) sont les plus vulnérables à de telles attaques, suivies de celles qui portent le foulard (hijab) ; les femmes qui portent les vêtements traditionnels d'un pays musulman peuvent également être victimes d'abus islamophobes ; les musulmanes qui sont des pratiquantes mais qui ne portent aucun signe religieux physique font face à un autre type d'islamophobie : elles doivent prouver leur identité musulmane aux non-musulmans et aux musulmans qui pratiquent manifestement leur religion, étant constamment interrogées sur leur religiosité.²⁸⁹

Le degré d'abus varie selon les insultes

islamophobes lancées ; certaines femmes en niqab sont qualifiées de « ninja », d'autres sont appelées « femmes d'Oussama ben Laden », mais le plus souvent, elles se font traitées de « terroristes », et peuvent être qualifiées péjorativement de « lesbiennes ». Si le lien entre les discours médiatiques et les discours politiques sur le terrorisme et les musulmans peut expliquer ces insultes, le terme « lesbienne » révèle toutefois une forme différente de préjugé islamophobe qui se superpose à l'homophobie. Les jeunes femmes musulmanes en hijab ou en niqab qui marchent seules ou en groupe avec d'autres femmes se font souvent traitées de « lesbiennes ». Les jeunes femmes qui se font insultées en étant traitées de « lesbiennes » pensent que cela découle du concept musulman de ségrégation fondée sur le genre et de la supposition que les femmes musulmanes sont sexuellement réprimées conformément à un idéal hétéronormatif de sexualité et de normalité.²⁹⁰

Les femmes musulmanes sont également victimes d'agressions physiques et sont plus vulnérables à des comportements islamophobes à la suite d'un attentat ou d'une menace terroriste, mais ces tendances ont aussi été observées plus récemment au lendemain du Brexit, la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne après le référendum de 2016. Selon l'organisation Tell MAMA (Measuring Anti Muslim Attacks—Mesurer les attaques contre les musulmans), près de 1 223 cas d'islamophobie ont été signalés en 2016, 64 % de ces cas ayant eu lieu « hors ligne » et 56 % des victimes étant des femmes.²⁹¹ Ses recherches ont également mis en évidence une nette augmentation de cas signalés après le Brexit et les attentats terroristes au Royaume-Uni. Alors que les femmes musulmanes deviennent souvent les boucs émissaires des actes terroristes qui menacent aussi bien la communauté musulmane que le reste de la population britannique, la normalisation de l'islamophobie devient évidente et se manifeste dans l'imposition du devoir de prévention (Prevent duty) dans les universités britanniques.

288 K. Brown, « The promise and perils of women's participation in UK Mosques: The impact of securitisation agendas on identity, gender and community », *The British Journal of Politics & International Relations*, 10 (3), (2008) : 472-491 ; E.M. Saltman et M. Smith, « 'Till Martyrdom Do Us Part' Gender and the ISIS Phenomenon », Institut pour le dialogue stratégique (2015) ; P. Werbner, « Honor, shame and the politics of sexual embodiment among South Asian Muslims in Britain and beyond: An analysis of debates in the public sphere », *International Social Science Review*, 6 (1), (2005) : 25-47 ; T. Saeed, *Islamophobia and Securitization. Religion, Ethnicity and the*

Female Voice (UK : Palgrave Macmillan, 2016), pp. 59-63.

289 T. Saeed, *Islamophobia and Securitization. Religion, Ethnicity and the Female Voice* (UK : Palgrave Macmillan, 2016).

290 T. T. Saeed, *Islamophobia and Securitization. Religion, Ethnicity and the Female Voice* (UK : Palgrave Macmillan, 2016).

291 Tell MAMA, *A Constructed Threat: Identity, Intolerance and the Impact of Anti-Muslim Hatred*, Tell MAMA Annual Report 2016 (UK : Faith Matters, 2017).

Sécurisation et islamophobie : ISocs et étudiants musulmans

Les universités sont passées sous le radar des agences de sécurité britanniques à la suite des attentats terroristes du 7 juillet 2005 à Londres. L'attaque de 2005 a ébranlé la conviction que les terroristes sont des personnes pauvres, exclues de la société, étant donné que l'on en a appris davantage sur les terroristes, en particulier Shehzad Tanweer, diplômé d'une université britannique.²⁹² Au fil des ans, d'autres personnes instruites se sont tournées vers le terrorisme : Umar Farouk Abdulmuttalab, ancien élève d'une université de Londres et ancien président de son ISoc, a tenté de faire exploser un avion qui se dirigeait vers les États-Unis ; Roshonara Choudhry, étudiante dans une autre université londonienne, a quitté l'université un an avant l'obtention de son diplôme et a poignardé et blessé un membre du Parlement britannique pour se venger de la guerre en Irak ; sans parler de celles que l'on désigne par le terme problématique « femmes de djihadistes » ; celles-ci incluent de jeunes étudiantes qui quittent le confort de leur foyer en Grande-Bretagne pour soutenir des combattants de Daech à l'étranger.²⁹³ Aucun lien n'a été établi entre la période où les étudiants fréquentaient leurs universités et leur virage vers le terrorisme. Pourtant, des responsables universitaires collaboraient déjà volontairement avec des services de sécurité et des experts, avant que la CTSA 2015 (Loi sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité) n'impose l'« obligation légale » de signaler les étudiants qui sont susceptibles de sombrer dans la radicalisation et le terrorisme.

Ce devoir de prévention a été largement critiqué par les universitaires et les défenseurs des droits civils, car il crée un climat de surveillance et de censure au sein des institutions universitaires.²⁹⁴ Les étudiants musulmans sont tombés dans ce qu'O'Donnell a appelé une zone de « pré-crime »,²⁹⁵ vu qu'ils doivent encore commettre un crime ou un

acte terroriste. Prevent peut les empêcher de suivre cette voie s'ils montrent des signes de vulnérabilité, comme si un tel parcours était une fatalité pour les étudiants musulmans. Les questions de savoir ce que ces « signes » impliquent et si le personnel académique peut vraiment identifier ces « signes » sans subjectivité continuent à faire l'objet de débats.²⁹⁶ La menace qu'ils représentent se traduit par ce que Jackson appelle « les inconnus inconnus de Rumsfeldian », s'inspirant de la célèbre citation de Donald Rumsfeld, selon laquelle « les membres des communautés musulmanes présentent un risque persistant de devenir des terroristes potentiels, si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain ». ²⁹⁷ Bien que ce climat de surveillance se soit accentué en raison de la loi CTSA 2015, il existait déjà dans les universités, en particulier après la tentative d'attaque d'Abdulmuttalab.

Les étudiants musulmans que j'ai interrogés ont déclaré avoir le sentiment « d'étudier en étant assiégés ». ²⁹⁸ Ils avaient l'impression d'être toujours considérés comme suspects non seulement par la direction de l'université, mais aussi parfois par les autres étudiants et les professeurs. Cela a eu des conséquences sur leur rendement, vu qu'ils ont commencé à faire plus attention aux thèmes abordés dans leurs recherches, en particulier après l'affaire de Rizwaan Sabir. Sabir était un étudiant qui avait été dénoncé aux autorités pour avoir téléchargé, aux fins de ses recherches, le manuel d'Al-Qaïda qui était disponible en quantité dans les librairies locales. Bien que son superviseur ait apporté aux autorités des clarifications à propos de ses recherches, Sabir a été placé en garde à vue pendant près de 10 jours. L'arrestation de Sabir a eu lieu en 2008, et ce n'est qu'après que Sabir a poursuivi la police pour avoir procédé à une arrestation injustifiée que des excuses lui ont été présentées et qu'un règlement a été conclu en 2011. ²⁹⁹ Les étudiants musulmans étaient au courant du cas de Sabir et l'avaient souvent cité

292 « Suicide bombers' 'ordinary' lives », BBC News, le 16 juillet 2015, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/4678837.stm>.

293 « Profile: Umar Farouk Abdulmutallab », BBC News, le 12 octobre 2011, <http://www.bbc.com/news/world-us-canada-11545509> ; V. Dodd, « Profile: Roshonara Choudhry », The Guardian, le 2 novembre 2010, <https://www.theguardian.com/uk/2010/nov/02/profile-roshonara-choudhry-stephen-timms> ; L. Dearden, « Isis' British brides: What we know about the girls and women still in Syria after the death of Kadiza Sultana », The Independent, le 12 août 2015, <http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/isis-british-brides-kadiza-sultana-girls-women-syria-married-death-killed-aqsa-mahmood-islamic-state-a7187751.html>.

294 « Counter-terrorism and security bill is a threat to freedom of speech at universities », The Guardian, le 2 février 2015, <https://www.theguardian.com/education/2015/feb/02/counter-terrorism-security-bill-threat-freedom-of-speech-universities>.

295 A. O'Donnell, « Securitisation, Counterterrorism and the Silencing of Dissent: The Educational Implications of Prevent », *British Journal of Educational Studies*, 64(1), (2016) : 53-76.

296 Open Society Justice Initiative, *Eroding Trust. The UK's PREVENT Counter-extremism Strategy in Health and Education (US : Open Society Foundations, 2016)*.

297 R. Jackson, « The epistemological crisis of counterterrorism », *Critical Studies on Terrorism*, 8(1), (2015) : 33-54.

298 T. Saeed et D. Johnson, « Intelligence, Global Terrorism and Higher Education: neutralising threats or alienating allies? » *British Journal of Educational Studies*, 64(1), (2016) : 37-51.

299 « Police agree £20,000 payment over Rizwaan Sabir arrest », BBC News, le 14 septembre 2011, <http://www.bbc.com/news/uk-england-nottinghamshire-14923411>.

comme l'une des raisons pour lesquelles ils avaient évité des sujets controversés pouvant les mettre dans une situation similaire. Pourtant, après la loi CTSA 2015, l'affaire de Mohammed Umar Farooq a montré

Ces exemples accroissent l'insécurité quant à ce qui est légitime pour les étudiants musulmans en termes de langage et d'idéologie, les normes étant différentes pour les autres étudiants.

la facilité avec laquelle ces erreurs peuvent se reproduire. Farooq, qui « a l'apparence » d'un musulman, a été signalé pour avoir lu un livre sur le terrorisme à la bibliothèque de son université, un ouvrage exigé dans le cadre de ses travaux de troisième cycle sur le terrorisme.³⁰⁰ Certains élèves d'écoles ont été dénoncés aux autorités pour avoir montré leur vulnérabilité au terrorisme, notamment un élève qui soutenait le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanction) contre Israël, et un autre élève qui avait utilisé le terme éco-terrorisme dans une discussion sur l'environnement.³⁰¹ Ces exemples accroissent l'insécurité quant à ce qui est *légitime* pour les étudiants musulmans en termes de langage et d'idéologie, les normes étant différentes pour les autres étudiants. Dans mon étude, les étudiants ont réitéré leur conviction que ce problème était une conséquence directe des politiques antiterroristes et des discours médiatiques et politiques qui entretiennent un climat de « méfiance » et de « suspicion » à l'égard de l'ensemble des étudiants musulmans.

Les ISocs ont été particulièrement touchées par l'islamophobie. Ils assurent un bien-être important pour les étudiants musulmans, beaucoup d'entre eux étant loin de leur famille pour la première fois. Elles répondent aux besoins particuliers des étudiants musulmans. Ainsi, de nombreuses ISocs ont fait campagne avec succès pour que la nourriture halal soit servie dans les cafétérias de leur université ou que des salles de prière soient mises à la disposition des étudiants musulmans. Pour beaucoup, ces ISocs sont des espaces où les étudiants n'ont pas besoin d'expliquer leurs croyances et leurs pratiques, en

d'autres termes, un deuxième foyer pour eux, surtout pendant le Ramadan, le mois de jeûne musulman, ou les fêtes de l'Aïd. D'un autre côté, les ISocs organisent des séminaires et des débats auxquels participent des conférenciers musulmans identifiés par des agences de sécurité. La Fédération des sociétés d'étudiants islamiques (FOSIS), qui regroupe tous les ISocs universitaires en Grande-Bretagne, a été accusée de ne pas en faire assez pour combattre la radicalisation en permettant aux ISocs d'organiser de tels événements.³⁰² L'on a signalé plusieurs cas de conférences annulées à la dernière minute par les autorités de l'université, des difficultés rencontrées avec la direction intermédiaire pour ce qui est de l'organisation du lieu choisi pour de tels événements à l'université, et des conférences surveillées par le personnel académique. La perte de confiance dans ces cas a découlé davantage de l'incapacité ou de la réticence des administrations à communiquer ces changements aux ISoc.³⁰³ De telles politiques entraînent une perte de confiance du fait que les étudiants ne reçoivent aucune explication ou ne sont pas en mesure de débattre les avantages de leurs initiatives. L'université devrait être un espace où un tel dialogue a lieu et où les étudiants sont critiques vis-à-vis des règles et des règlements, en particulier lorsqu'ils les considèrent comme injustes. L'atmosphère créée par les politiques antiterroristes, telles que la loi CSTA 2015, renforce cette méfiance et favorise un climat de suspicion.

Cette suspicion se manifeste clairement dans l'expérience qu'endurent les membres des ISocs lorsqu'ils tentent de promouvoir un événement au sein de l'université. Les autres étudiants les accusent d'être des terroristes ou des recruteurs de terroristes. Les étudiants musulmans qui prétendent être « modérés » les évitent car ils ne veulent pas être qualifiés de terroristes à cause d'une telle association. À la suite de l'affaire Abdulmutallab, même les parents ont conseillé à leurs enfants d'éviter les ISocs, non pas parce qu'ils pensent que leurs membres sont des terroristes, mais simplement parce qu'ils savent que leurs enfants seront pris pour cibles ou surveillés par des agences de sécurité. Bien que les ISocs aient lutté pour prouver leur innocence, ils ont activement tenté de revendiquer leurs droits d'être

300 R. Ramesh et J. Halliday, « Student accused of being a terrorist for reading book on terrorism », *The Guardian*, le 24 septembre 2015, <https://www.theguardian.com/education/2015/sep/24/student-accused-being-terrorist-reading-book-terrorism>

301 T. Saeed, « Muslim Narratives of Schooling in Britain: From 'Paki' to the 'Would-be Terrorist' », dans M.M.A. Ghail et C. Haywood (éds.) *Muslim Students, Education and Neoliberalism. Schooling a 'Suspect Community'*

(UK : Palgrave Macmillan, 2015).

302 H M Government (2011) Report to the Home Secretary of Independent Oversight of Prevent Review and Strategy by Lord Carlile of Berriew Q.C. UK : Crown.

303 T. Saeed, *Islamophobia and Securitization. Religion, Ethnicity and the Female Voice* (UK : Palgrave Macmillan, 2016).

religieusement et, dans certains cas, politiquement actives, en tant qu'organisations d'étudiants.

Les ISocs et les voix des étudiants musulmans

L'une des stratégies encouragées par la FOSIS et les différentes ISocs des universités consiste à « normaliser la présence des étudiants musulmans sur les campus universitaires ». Le besoin de « normalisation » montre à quel point la présence d'étudiants musulmans est devenue « anormale » dans le cadre du programme de sécurité, où des normes de comportement différentes semblent exister pour les musulmans par rapport à leurs pairs. Cette normalisation peut se produire en encourageant les étudiants musulmans à s'engager dans d'autres sociétés d'étudiants, et à s'associer à l'Union des étudiants universitaires. Cela ne veut pas dire que les étudiants musulmans ne faisaient pas déjà partie d'autres sociétés d'étudiants, mais souvent beaucoup participaient essentiellement à des activités organisées par l'ISoc. Un effort concerté a été déployé pour montrer à l'université et aux étudiants que les étudiants musulmans n'étaient pas différents. Ce changement s'est fait sentir dans de nombreuses universités du fait que de plus en plus d'étudiants musulmans ont pris part à la vie politique dans les campus, mais le succès a surtout été confirmé avec Malia Bouattia qui est devenue la première femme musulmane à présider l'Union nationale des étudiants (NUS) au Royaume-Uni, bien que son mandat ait suscité de nombreuses controverses.³⁰⁴

L'effort de « normaliser » la présence des étudiants musulmans est dû au fait que ces derniers (bien que pas tous) ont pris conscience de la nécessité que les musulmans reprennent le contrôle des discours qui guident leur vie quotidienne. L'on a également pris conscience du problème du terrorisme ; des organisations telles que la FOSIS n'ont pas cherché à l'ignorer, preuve en est le fait qu'elle a organisé des conférences, invitant des responsables gouvernementaux, des membres des services de sécurité, des universitaires, des défenseurs des droits civils ainsi que des étudiants, afin de faciliter leur coopération et de pouvoir aller de l'avant. On se rend compte qu'il est impératif que davantage de musulmans soient engagés en politique non seulement à l'université, mais aussi aux niveaux local et national.

De plus, on reconnaît qu'il est nécessaire que les voix musulmanes se fassent entendre dans les médias grand public afin d'offrir un point de vue différent sur les musulmans et leur diversité au Royaume-Uni. Bien que des étudiants aient discuté de l'injustice d'une telle attente qui jette sur des musulmans innocents la responsabilité de défendre et de changer les discours dominants sur les musulmans, certains étudiants musulmans résistent à de tels stéréotypes en ayant recours au système démocratique. Des efforts sont déployés pour continuer à collaborer avec des alliés, en particulier dans le cadre de campagnes telles que l'initiative «Preventing Prevent» menée par des étudiants.³⁰⁵ Cependant, il est important de souligner que les ISocs ne sont pas toutes aussi actives sur le plan politique, mais certains membres des ISocs tentent de changer le discours. Telles sont les voix qui doivent être reconnues lorsqu'il y a une volonté d'engagement dans le processus démocratique, mais ce, seulement si les étudiants musulmans sont considérés comme des individus à part entière, plutôt que des groupes vulnérables qui doivent constamment être surveillés ou sauvés.

L'université devrait être un espace où un tel dialogue a lieu et où les étudiants sont critiques vis-à-vis des règles et des règlements, en particulier lorsqu'ils les considèrent comme injustes. L'atmosphère créée par les politiques antiterroristes, telles que la loi CSTA 2015, renforce cette méfiance et favorise un climat de suspicion.

Répercussions et recommandations

Les réponses des étudiants musulmans au problème de l'islamophobie que pose la stratégie Prevent ont varié, soulignant la diversité des voix et des expériences des étudiants musulmans qui ne peuvent être classées dans une seule catégorie. Cette diversité des étudiants musulmans, mais également de la communauté musulmane, doit être reconnue au lieu d'être réduite simplement à une seule entité homogène appelée les « musulmans britanniques ». En reconnaissant cette diversité, il est possible de permettre

304 A. Topping et S. Marsh, « Divisive NUS president Malia Bouattia defeated in election », The Guardian, le 26 avril 2017, <https://www.theguardian.com/education/2017/apr/26/malia-bouattia-shakira-martin-nus-national-union-of-students-president-election>.

305 NUS Black Students, Preventing Prevent. A Student Handbook on Countering the PREVENT Agenda on Campus (London: NUS, 2015), <http://www.nusconnect.org.uk/resources/preventing-prevent-handbook>.

à de multiples voix et points de vue émergeant des communautés musulmanes de se faire entendre.

Les espaces éducatifs jouent un rôle important dans la promotion des débats et de l'engagement critique sur des sujets difficiles et controversés. C'est là que réside la force de ces institutions, notamment des universités, qui luttent à la fois contre l'islamophobie et contre toute forme de « vulnérabilité » que les étudiants pourraient révéler face aux idéologies extrémistes. Pour lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes, ce rôle fondamental de l'université doit être renforcé. O'Donnell souligne ce problème en observant que « si l'éducation n'est pas perçue comme un espace propice à un dialogue ouvert et à la liberté de parole, les étudiants ne s'engageront pas et ne s'ouvriront pas aux types de transformation et de remise en question que la rencontre pédagogique peut entraîner.³⁰⁶

Le besoin de « normalisation » montre à quel point la présence d'étudiants musulmans est devenue « anormale » dans le cadre du programme de sécurité, où des normes de comportement différentes semblent exister pour les musulmans par rapport à leurs pairs.

Les ISocs et les autres sociétés d'étudiants sont l'occasion idéale pour organiser ces débats en collaboration avec des étudiants musulmans. Les participants à mon étude ont parlé de la règle non écrite d'autocensure dans un cadre éducatif sécurisé, comme le seul moyen qui permet à un étudiant

De plus, on reconnaît qu'il est nécessaire que les voix musulmanes se fassent entendre dans les médias grand public afin d'offrir un point de vue différent sur les musulmans et leur diversité au Royaume-Uni

musulman d'échapper à la toile de « vulnérabilité » tissée autour de lui. Une telle autocensure renforce également le sentiment d'aliénation, les étudiants musulmans étant conscients des doubles normes qui dictent leur existence en tant qu'étudiants, en particulier en tant que membres de l'ISoc, par rapport aux autres étudiants ou organisations d'étudiants. C'est dans le cadre d'espaces éducatifs comme les universités que l'importance des valeurs et des institutions démocratiques devrait être enseignée à tous les étudiants, que l'activisme politique devrait être encouragé et que des sujets controversés devraient être débattus, plutôt qu'être négligés ou étouffés.

Il est également important de reconnaître les contre-discours que les jeunes musulmans ont adoptés. Les campagnes telles que « Preventing Prevent », ou #NotInMyName³⁰⁷ sont des initiatives lancées par de jeunes musulmans pour se réapproprier le discours dominant sur leur place dans la société. Ces campagnes sont fondées sur des principes démocratiques de protestation qu'il convient de renforcer. Les organismes locaux, les établissements d'enseignement et même les services de sécurité doivent participer à de telles campagnes, reconnaissant et appréciant l'expérience des jeunes musulmans qui respectent la loi, au lieu de les soumettre à de lourdes mesures de sécurité et de les rendre vulnérables et sans voix.

Enfin, les établissements d'enseignement ont un « devoir de protection » envers tous les étudiants et la responsabilité de s'assurer qu'aucun étudiant n'est visé injustement, afin de garantir une politique de tolérance zéro à l'islamophobie. Ce « devoir de protection » peut être compromis lorsque la question de sécurité s'impose à l'établissement au point que des étudiants innocents se sentent « assiégés ». Les établissements d'enseignement doivent respecter ce « devoir de protection » qui peut être injustement ignoré dès lors que le devoir de prévention prime.

306 A. O'Donnell, « Securitisation, Counterterrorism and the Silencing of Dissent: The Educational Implications of Prevent », *British Journal of*

Educational Studies, 64(1), (2016) : 71.

307 #NotInMyName <http://isisnotinmyname.com>.

Vers une boîte à outils contre l'islamophobie : s'inspirer des meilleures pratiques adoptées dans l'Union européenne

Dr Amina Easat-Daas

Université de Leeds

Introduction

Partout dans le monde, l'on a conscience que l'islamophobie s'est propagée et s'est intensifiée. L'islamophobie se répercute de plus en plus sur un large éventail de domaines ; elle influe, entre autres, sur les mesures politiques et juridiques, les médias, et les violences verbales et physiques qui visent les musulmans, les musulmans présumés et les espaces islamiques. Nous pouvons citer, à titre d'exemples, des tentatives d'incendie criminel contre des mosquées et des centres culturels musulmans,³⁰⁸ des attaques contre des non-musulmans, comme le politicien sikh-canadien Jagmeet Singh, et—plus abominable encore—le meurtre de musulmans, dont trois membres de la famille Barakat à Chapel Hill, en Caroline du Nord, en février 2015 et Mohammed Saleem à Birmingham, en Angleterre, en avril 2013, pour ne citer que quelques-uns. Outre les événements particuliers, des preuves statistiques démontrent que les incidents islamophobes ne cessent d'augmenter. Par exemple, le Collectif contre l'islamophobie a signalé une augmentation de 18,5 % des incidents islamophobes enregistrés en France entre 2015 et 2016,³⁰⁹ et le Collectif contre l'islamophobie en Belgique a signalé 36 incidents sur une période d'un mois en mars-avril 2016 en Belgique.³¹⁰ Pourtant, indéniablement, ces événements et ces chiffres ne représentent que la partie visible de l'iceberg.

L'islamophobie se propage également par le biais de discours sur « l'altérité » des musulmans promue en ligne, dans les médias et dans la culture populaire. On en trouve souvent des exemples dans les bandes dessinées satiriques de Charlie Hebdo en France, ou dans les manchettes sensationnalistes des tabloïds comme *The Mail* ou *The Sun* au Royaume-Uni. Bien que les médias ne soient pas responsables de tels discours, ils créent des canaux pour la diffusion à grande échelle de discours islamophobes. Les initiatives des sociétés civiles cherchent de plus en plus à freiner cela. Par exemple, le groupe britannique Muslim Engagement and Development a conçu la boîte à outils « Holding our Media to Account; The Media Monitoring Toolkit » (Responsabiliser nos médias : la boîte à outils de surveillance des médias) et lance régulièrement des appels à l'action à ses membres.³¹¹

L'intensification de l'islamophobie se manifeste également au niveau institutionnel, dans les discours politiques, aux niveaux judiciaire et exécutif et dans l'adoption des mesures législatives. Citons, à titre d'exemple, la loi française Stasi de 2004 sur les « symboles religieux ostentatoires » qui a disproportionnellement visé les jeunes femmes musulmanes dans les établissements d'enseignement,³¹² et les récents arrêts préliminaires de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le licenciement de femmes musulmanes portant le voile.³¹³ Citons aussi

308 Voir le rapport européen annuel sur l'islamophobie pour des exemples nationaux plus détaillés. E. Bayrakli et F. Hafez, Rapport européen sur l'islamophobie, Istanbul, SETA (2017), E. Bayrakli et F. Hafez (éds.), *The State of Islamophobia in Europe*, Istanbul, SETA (2017).

309 Rapport annuel 2015, CCIF, C. C. L. I., (Paris: Collectif Contre l'islamophobie en France, 2016).

310 Rapport d'activités 2016. CCIB, (Brussels, Belgium: CCIB, 2017).

311 « Holding our Media to Account: The Media Monitoring Toolkit », dans : MEND (éd.) (Londres, R.-U. : MEND, 2014).

312 Legifrance, « Loi du 15 mars 2004-228 encadrant, en application du principe de laïcité, le porte de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics (France) » (Paris : Legifrance, 2004).

313 Affaire c-157/15 Samira Achbita et le Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding contre G4S Secure Solutions. Cour de justice de l'Union européenne, 2017 ; Affaire C-188/15 Asma Bougnaoui. Association de Défense des Droits de l'Homme (ADDH) contre Micropole Univers. Cour de justice de l'Union européenne, 2017.

le projet de loi récent moins sexospécifique que tous ont appuyé et qui vise à interdire l'abattage rituel (tant halal que kasher) dans les régions flamande et francophone de Belgique.³¹⁴

Comme indiqué plus en détail dans le présent document, de nombreuses recherches universitaires et initiatives de la société civile sont consacrées à l'enregistrement, au signalement et à la théorisation de l'islamophobie et de ses diverses manifestations ; la plupart de ces recherches et initiatives ont conclu que plus d'efforts devraient être déployés pour lutter efficacement et systématiquement contre l'islamophobie. À cet égard, nous observons que, bien que les efforts susmentionnés soient essentiels et indispensables, les recherches et les résultats obtenus dans le domaine de la lutte contre l'islamophobie restent limités. Cette contribution décrit les travaux réalisés par l'Université de Leeds, au Royaume-Uni, en vue de mettre au point une boîte à outils permettant de lutter contre l'islamophobie, et souligne certaines des recommandations initiales du projet.

Enfin, les discours islamophobes dominants considèrent les musulmans comme des citoyens culturellement ou moralement incompatibles avec la société occidentale et, donc, des para-citoyens incapables de s'identifier à cette société occidentale.

Contexte

Le Counter-Islamophobia Kit (boîte à outils pour la lutte contre l'islamophobie) est un projet de deux ans, subventionné par la Commission européenne (JUST / 2015 / RRAC / AG / BEST / 8910), qui vise à créer une boîte à outils transférable pour lutter efficacement contre l'islamophobie. Le projet tire parti des meilleures pratiques observées dans l'ensemble de l'Union européenne.³¹⁵ Il s'appuie sur l'examen détaillé de huit études de cas : le Royaume-Uni, la France, la Belgique, l'Allemagne, la Grèce, le Portugal, la Hongrie et la République tchèque. Cette sélection de cas présente un large éventail d'exemples passionnants, allant de l'étude des pays à grandes communautés musulmanes issues de la migration postcoloniale (le Royaume-Uni, la

France, l'Allemagne, la Belgique) aux pays où la présence musulmane est nettement plus récente et comparativement moins importante (la Hongrie et la République tchèque), en passant par les pays qui ont des communautés musulmanes relativement petites, mais qui ont, dans une certaine mesure, établi avec les musulmans des relations historiques ancrées dans l'imaginaire national (la Grèce et le Portugal). Néanmoins, bien que ces exemples constituent la base de ce projet, il est prévu que les résultats des travaux ne se limitent pas à ces pays, ni même à l'Union européenne. Les messages qui en découleront auront plutôt une portée mondiale.

Le projet de la boîte à outils de lutte contre l'islamophobie a débuté en janvier 2017 et a été divisé en quatre principaux champs de travail qui durent six mois chacun. Le premier a cherché à déterminer le discours islamophobe dominant dans chacun des cas étudiés. Le deuxième a tenté de donner un aperçu des pratiques les plus efficaces pour lutter contre l'islamophobie dans chaque pays étudié. Les deux derniers volets du projet comprendront le développement d'une boîte à outils pour lutter contre l'islamophobie et sa transmission aux décideurs, aux experts et aux praticiens aux niveaux local, national et international par l'intermédiaire de conférences, d'ateliers et de publications académiques et politiques.

Vers une boîte à outils contre l'islamophobie

En dépit des différences géographiques, historiques et normatives entre les huit cas étudiés dans le cadre de ce projet, des convergences ont été constatées pour ce qui est de la nature des discours islamophobes. Celles-ci incluent la construction figée d'une image des musulmans comme posant une menace démographique, ayant un désir « d'islamiser » l'Occident et représentant un risque de violence. Les discours islamophobes dominants ont également décrit les musulmans comme ayant des valeurs non normatives en matière de genre et de sexualité : Les musulmans sont considérés comme des personnes qui promeuvent l'inégalité des sexes et bafouent les droits des femmes et des minorités sexuelles. Ils sont également qualifiés de pervers sexuels. Enfin, les discours islamophobes dominants considèrent les musulmans comme des citoyens culturellement

314 A. Easat-Daas, « L'islamophobie en Belgique : rapport national 2017 », dans : E. Bayrakli and F. Hafez (éds.) Rapport européen sur l'islamophobie (Istanbul : SETA, 2018)

315 Voir le site du Counter-Islamophobia Kit pour obtenir régulièrement les dernières informations sur le projet, y compris les documents de travail téléchargeables - www.cik.leeds.ac.uk

ou moralement incompatibles avec la société occidentale et, donc, des para-citoyens incapables de s'identifier à cette société occidentale.³¹⁶ À son tour, la normalisation de l'altérité perçue des musulmans est ensuite invoquée pour justifier les règles imposées à la communauté musulmane à différents niveaux.

Dans le cadre de la deuxième phase du projet de la boîte à outils de lutte contre l'islamophobie, chaque équipe nationale a entrepris une série d'activités sur le terrain, y compris des entretiens avec de grands experts et activistes, afin de déterminer les meilleures pratiques. La méta-analyse des huit études de cas nationaux a révélé de nombreuses convergences dans les meilleures pratiques de lutte contre l'islamophobie sur le terrain.³¹⁷ D'abord, dans tous les cas étudiés, il a été souligné que les discours de lutte contre l'islamophobie devraient particulièrement éviter le danger de reproduire des tropes islamophobes en essayant de les évoquer, de façon très générale, dans le but de prouver qu'ils sont invalides.³¹⁸ En outre, il a été souligné que l'enregistrement, la surveillance et le catalogage de l'islamophobie de manière systématique et méthodologiquement rationnelle étaient une condition préalable pour pouvoir aborder l'islamophobie et la combattre de façon cohérente. À titre d'exemple, la publication annuelle du rapport européen sur l'islamophobie documente l'islamophobie sur l'ensemble du continent depuis 2015.³¹⁹ Il existe de nombreux projets nationaux qui ont des objectifs similaires, notamment les collectifs de lutte contre l'islamophobie en France et en Belgique.³²⁰

En ce qui concerne la lutte contre les fondements idéologiques des discours islamophobes dominants, nos rapports ont souligné l'importance de remettre en question les notions de menace musulmane. Ce discours sur la menace pourrait être détruit en mettant l'accent sur la compatibilité culturelle entre les musulmans et les sociétés occidentales — en affirmant que les musulmans ne sont pas étrangers à la société, mais font plutôt partie intégrante de la société. Cela aiderait à combattre les idées qui prétendent une prise de contrôle par les musulmans

ou une islamisation du pays, et à dissiper les mythes concernant les musulmans, le genre / la sexualité, ou la menace d'attaques violentes. En outre, étant donné que le discours sur la menace repose aussi sur un supposé monolithe musulman, il est essentiel de déployer des efforts pour mettre en évidence la pluralité et l'hétérogénéité des communautés musulmanes. En somme, le discours de la menace et de « l'altérité » devrait être remplacé par un accent accru mis sur l'humanité des musulmans afin de bâtir un avenir d'inclusion. Cette méthode de lutte proposée s'accorde bien avec la conception de l'islamophobie adoptée dans ce projet, qui reconnaît que «... plus qu'une expression de haine ou de peur, l'islamophobie doit être considérée comme une atteinte à la capacité des musulmans à se projeter dans l'avenir. »³²¹

Ce discours sur la menace pourrait être détruit en mettant l'accent sur la compatibilité culturelle entre les musulmans et les sociétés occidentales — en affirmant que les musulmans ne sont pas étrangers à la société, mais font plutôt partie intégrante de la société.

Afin de maintenir leur efficacité, les contre-discours combattant l'islamophobie devraient permettre de remettre en cause l'islamophobie institutionnelle. Cette partie de la lutte contre l'islamophobie s'inspire de projets plus vastes qui cherchent à déracialiser et à décolonialiser l'État. Citons comme exemple les actions contre les mesures légales directes qui limitent les pratiques islamiques, telles que le procès intenté conjointement par le Conseil de coordination des institutions islamiques en Belgique, la Fédération des organisations juives de Belgique et le Congrès juif européen et mondial, contre l'interdiction de l'abattage rituel en Belgique.³²² Ou encore, la manière dont le Collectif contre l'islamophobie en France cherche à appuyer

316 Voir E. Mescoli, Work stream 1: Dominant Islamophobic Narratives—Comparative Report. Leeds, R.-U. : University of Leeds, 2017. Pour un aperçu et une analyse des discours islamophobes dominants identifiés lors de la première étape de ce projet.

317 Voir I. Law, A. Easat-Daas, et S. Sayyid, Dominant Counter-Islamophobia Narratives—Comparative Report. Leeds, R.-U. : University of Leeds, 2018.

318 « Rapport annuel 2015 », CCIIF, CCLI (Paris : Collectif Contre L'islamophobie, 2014).

319 Voir www.islamophobiaeurope.com pour toutes les éditions

précédentes du rapport européen sur l'islamophobie, édité par Bayrakli, E. et Hafez, F.

320 « Rapport d'Activités 2016 », CCIB (Bruxelles, Belgique : CCIB, 2017); « Rapport annuel 2015 », CCIIF, C.C.L.I. (Paris : Collectif Contre L'islamophobie, 2014).

321 S. Sayyid, « A Measure of Islamophobia », *Islamophobia Studies Journal*, 2 (2014) : 10-25.

322 « Belgian Muslims, Jews Challenge Slaughter Ban », *About Islam*, 18 janvier 2018.

les musulmans français en renforçant leur connaissance de leurs droits légaux et en les encourageant à tenter des actions en justice le cas échéant — le plus souvent dans des affaires liées à la tenue des femmes musulmanes.³²³

Au cours de la phase initiale du projet de la boîte à outils de lutte contre l'islamophobie, il a été démontré que les discours islamophobes dominants soutiennent l'inégalité des genres. Par conséquent, pour ce qui est des contre-discours combattant l'islamophobie dans les cas étudiés dans le présent rapport, il a été déterminé que les stratégies de lutte contre l'islamophobie doivent inclure la création d'espaces musulmans permettant aux voix musulmanes de s'exprimer. Ces espaces pourraient être ceux dans lesquels le féminisme islamique³²⁴ prospère et s'épanouit, permettant ainsi aux femmes musulmanes de reprendre possession du discours actuel³²⁵ très « orientalisé » qui traite de leurs positions et de leur capacité d'agir. Ces espaces peuvent également permettre le recours à des expressions créatives et artistiques comme moyen de transmettre la voix des musulmans. L'initiative Bruxelloise et Voilées, lancée à Bruxelles, en est un exemple très accessible.³²⁶ Le collectif se sert des médias sociaux comme un outil pour diffuser chaque mois ses enregistrements vidéo qui filment une femme musulmane voilée dans la capitale belge et détaillent les facettes de sa vie quotidienne (sans trop se focaliser sur le voile). *Bruxelloise et Voilée* a déclaré : « L'objectif est de promouvoir une société multiculturelle en luttant contre la discrimination et les stéréotypes, en particulier ceux qui touchent les femmes musulmanes voilées. Il s'agit à la fois d'un mouvement artistique et d'une initiative militante qui vise... à révéler nos diverses identités en parlant de tout, sauf du hijab. »³²⁷

Dans le même esprit, un autre exemple plus général de la lutte contre l'islamophobie figure dans le film britannique, *Fresia*, apparu en 2017. Le film a été financé par la fondation caritative Joseph Rowntree. Son créateur, Conor Ibrahiem d'Arakan Creative, affirme que le film est le premier à aborder spécifiquement le sujet de la lutte contre l'islamophobie. Ce film est apprécié pour son mode de transmission créatif, émotif et accessible de

discours qui combattent les stéréotypes des musulmans, au-delà des productions académiques typiques. Ibrahiem a également déclaré qu'il avait l'intention de transformer le film en une boîte à outils que les écoles pourront utiliser pour aborder des questions difficiles liées à l'islamophobie, à la radicalisation d'extrême droite, etc., ce qui souligne donc l'éventuelle pérennité des projets créatifs.³²⁸

Outre l'analyse des meilleures pratiques en matière de lutte contre l'islamophobie, le projet s'est également lancé dans une analyse continue du recours à la législation européenne sur les droits de l'Homme et de la manière dont elle s'applique actuellement à l'islamophobie pour éventuellement comprendre un fait encore plus important, à savoir la façon dont elle pourra être appliquée à la lutte contre l'islamophobie à l'avenir.³²⁹ Cette approche juridique, combinée à la méta-analyse des meilleures pratiques en matière de lutte contre l'islamophobie sur le terrain, servira de base pour mettre au point un ensemble d'outils transférables qui pourront servir aux décideurs, aux experts et aux praticiens dans l'Union européenne et ailleurs.

Conclusions

En conclusion, cette contribution a donné un aperçu des travaux du projet de la boîte à outils de lutte contre l'islamophobie, en identifiant les fondements des discours islamophobes dominants en Europe et les meilleures pratiques pour les combattre. Bien que ces stratégies soient tirées du contexte européen, il est indéniable qu'elles offrent des moyens de lutter contre l'islamophobie croissante à travers le monde. Ces exemples constituent donc la base des recommandations présentées ci-dessous :

- Continuer d'élaborer des rapports normalisés et détaillés sur les incidents islamophobes, selon les déclarations des victimes, et aux niveaux local et national. Ces efforts doivent bénéficier de soutien et de légitimité dans la mesure du possible. Toutefois, pour des questions de légitimité, ils doivent découler d'initiatives locales plutôt que de mesures contrôlées par l'État.
- S'opposer aux discours qui mettent l'accent sur la prétendue menace musulmane en encourageant

323 « Collectif Contre L'Islamophobie en France, » CCIF, consulté le 27 décembre 2017, www.Islamophobie.net

324 Émanant des sociétés musulmanes / du « monde musulman », plutôt qu'imposé de l'extérieur.

325 Voir Edward Said, *Orientalism*, London Routledge, 1978.

326 L'organisation devrait remplacer son nom par les « Cann'elles » en mars

2018.

327 A. Easat-Daas (éd.), *Islamophobie en Belgique : rapport national 2016* (Istanbul : SETA, 2016).

328 Communication personnelle avec C. Ibrahiem (août 2017).

329 Voir I. Tripiotis, *Islamophobia in European Human Rights Law* (Leeds, UK : University of Leeds, 2017).

l'expression de l'humanité, de la pluralité et de la normalité des musulmans.

- Créer des projets qui mettent en avant une approche inclusive selon laquelle les musulmans sont considérés comme faisant partie intégrante des projections locales/nationales actuelles et futures.
- Défier de manière efficace et cohérente l'islamophobie institutionnelle, qu'elle soit sous la forme de discours politiques ou de mesures juridiques. Cette approche repose sur le renforcement des capacités des communautés musulmanes.
- Créer des espaces pour les musulmans—y compris des espaces qui promeuvent et respectent le féminisme islamique et encouragent l'expression créative des voix musulmanes.

Ces recommandations ne sont pas exhaustives. L'accent devrait plutôt être mis sur le développement continu de stratégies concrètes et réalisables. En outre, à cet égard, le soutien de la Commission européenne et l'initiative du Centre Carter doivent désormais être salués et appréciés.

Créer des projets qui mettent en avant une approche inclusive selon laquelle les musulmans sont considérés comme faisant partie intégrante des projections locales/nationales actuelles et futures.

Islamophobie : Des Défis Aux Opportunités

Debbie Almontaser

Fondatrice et chef de direction de Bridging Cultures Group Inc

L'islamophobie n'est pas une phobie qui s'est développée après le 11 septembre, mais une phobie qui existe depuis bien plus longtemps. Aux États-Unis, les Arabes et les musulmans ont longtemps fait face à des représentations stéréotypées négatives dans les médias et la culture populaire ; Shaheen a documenté la diabolisation des Arabes et des musulmans, remontant à des films muets en noir et blanc.³³⁰

Toutefois, les attentats du 11 septembre ont donné à l'islamophobie plus de poids social et, par conséquent, poussé la société à mieux accepter les expressions islamophobes. Allen a souligné que, quelques jours avant les attaques du 11 septembre, les Nations Unies avaient officiellement reconnu l'islamophobie comme une manifestation de préjugé, de discrimination et de haine contre les musulmans et l'islam.³³¹ Allen a déclaré que la reconnaissance de l'islamophobie par les Nations Unies confirme que le sentiment antimusulman était une préoccupation mondiale qui prenait de plus en plus d'ampleur. Il a néanmoins soutenu que les attentats ont aggravé les tensions et attisé la peur des musulmans. Les cadres de référence médiatiques dépeignent les musulmans et l'islam de façon ouvertement négatif et sont malheureusement devenus très problématiques. La représentation négative des musulmans a été normalisée à tel point que, pour beaucoup, elle est devenue synonyme de bon sens, de vérité et de réalité. Dans ce contexte, Allen a déclaré : « Et, c'est cette normalisation dans la compréhension plus globale qui rend acceptables la poursuite et la suggestion de telles idées et expressions antimusulmanes. »³³²

Au lendemain du 11 septembre, la loi a légalisé les réactions violentes et la discrimination à l'égard des Arabes, des musulmans et des Sud-Asiatiques. La législation, telle que la loi *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism (Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme)* (USA PATRIOT), a conduit à la détention et à l'expulsion de milliers de musulmans sous le prétexte de la « guerre contre le terrorisme ». La couverture négative de l'islam et des musulmans dans les années qui ont suivi le 11 septembre, y compris les nombreuses attaques terroristes perpétrées par des individus qui s'identifient comme musulmans, ainsi que les lois et les enquêtes lancées par le gouvernement au nom de la guerre contre le terrorisme, à l'étranger et dans le pays, n'a jamais cessé.

Au cours des 17 dernières années, des blogueurs de droite, des universitaires néoconservateurs, des membres du Tea Party et des politiciens conservateurs se sont livrés à des campagnes de dénigrement contre des Arabes et des musulmans qui cherchent à renforcer leur leadership. Pour ne citer que les exemples les plus frappants : les plus grandes campagnes de dénigrement des 10 dernières années ont eu lieu en 2007, lorsque la première école publique bilingue arabe aux États-Unis, Khalil Gibran International Academy, et son principal ont fait la une des journaux. L'école a été qualifiée de madrasa publique qui cherche à former des terroristes endogènes.³³³ En 2008, le sénateur Barack

330 Jack Shaheen, *Reel Bad Arabs: How Hollywood Vilifies a People* (New York, NY: Olive Branch Press, 2001).

331 Christopher Allen, « Justifying Islamophobia: a post-9/11 consideration of the European Union and British contexts », *American Journal of Islamic*

Social Sciences 21, no. 3 (2004): 1-25.

332 Ibid., 22.

333 Lorraine Ali, « Speech Impediment », *Newsweek*, le 1er octobre 2007, 14.

Obama a été présenté comme un *musulman secret* qui cherchait à convertir l'Amérique à l'islam.³³⁴ En 2010, l'annonce d'un projet de construction d'un centre culturel islamique dans le sud de Manhattan a suscité une vive controverse qui a donné au projet le nom de « mosquée de Ground Zero ». Les blogueurs et les politiciens ont ravivé les flammes du sectarisme en divisant le pays en deux groupes : un groupe qui croyait en la liberté religieuse quel que soit l'endroit, et un groupe qui pensait que la construction d'une mosquée proche du Ground Zero aurait souillé la mémoire de ceux qui ont perdu la vie dans les attentats du 11 septembre.³³⁵ En 2011, le membre du Congrès Peter King, président du House Committee on Homeland Security (Commission de la Chambre pour la sécurité intérieure), a appelé à une audition intitulée « L'étendue de la radicalisation de la communauté musulmane américaine et la réponse de cette communauté ». Dans un article paru dans Slate, King aurait déclaré que les auditions devaient porter sur « la radicalisation de la communauté musulmane américaine et le terrorisme endogène ».³³⁶

Au lendemain du 11 septembre, les musulmans de New York ont été, en particulier, la cible d'une grande vague de réactions violentes et de discriminations. Bien que ces musulmans faisaient face à de grands défis, ils ont été capables de se faire de nouveaux amis qui sont devenus, plus tard, des alliés. Les New-Yorkais musulmans et leurs alliés ont transformé ces défis en opportunités de solidarité, ce qui a créé des coalitions solides qui ont changé leur vie et celles de leurs voisins. La meilleure citation sur ce sujet est sans doute celle de Franklin D. Roosevelt : « Si la civilisation doit survivre, nous devons cultiver la science des relations humaines — la capacité de tous les peuples, de toutes sortes, de vivre ensemble et de travailler ensemble, dans un même monde, en paix. »

Au fil des ans, ces coalitions ont permis d'encourager le travail intersectoriel et intercommunautaire lorsqu'un problème touchait une communauté faisant partie de ces coalitions. L'objectif principal était de garantir des communautés justes sur le plan racial et économique qui respectent les droits civils de tous les citoyens. Au fil des ans, nous avons vu ce travail évoluer et offrir maintes occasions de collaboration

authentique entre ces diverses communautés.

Quelles sont ces occasions qui ont permis une organisation intersectorielle et intercommunautaire ?

- Les détentions, les déportations et les NSEER (les actions liées au système d'enregistrement des entrées et sorties) visant des Arabes, des musulmans et des Sud-Asiatiques dans le cadre de la guerre contre le terrorisme ont donné lieu à des manifestations et des rassemblements de masse dans toute la ville, au nom de la constitution américaine.

Au lendemain du 11 septembre, les musulmans de New York ont été, en particulier, la cible d'une grande vague de réactions violentes et de discriminations. Bien que ces musulmans faisaient face à de grands défis, ils ont été capables de se faire de nouveaux amis qui sont devenus, plus tard, des alliés.

- L'État a organisé des tests normalisés pendant des fêtes musulmanes, ce qui a engendré la Campagne pour les fêtes musulmanes. Ainsi, plus de 40 organisations de tous les groupes ethniques, raciaux et religieux se sont rassemblées pour intégrer les fêtes musulmanes au calendrier scolaire.
- Le programme de surveillance des musulmans du NYPD a donné lieu à une organisation intersectorielle des alliés pour mettre fin à la vague « d'arrestation et de palpation » des jeunes hommes latinos, et a entraîné des poursuites intentées par la communauté musulmane contre le NYPD.
- Les manifestations contre la « mosquée de Ground Zero » ont mobilisé les New-Yorkais pour défendre la liberté religieuse, donnant ainsi naissance à la coalition New York Neighbours for American Values qui compte plus de 130 organisations et des milliers de personnes représentant un large éventail de la population diversifiée de la ville, notamment des organisations de bon gouvernement, de service, de défense des droits, de bon

334 Jim Rutenberg, « The Man Behind the Whispers About Obama, » The New York Times, le 12 octobre 2008. <http://www.nytimes.com/2008/10/13/us/politics/13martin.html>

335 Laurie Goodstein, « American Muslims Ask, Will We Ever Belong? » The New York Times, le 5 septembre 2010. <http://www.nytimes.com/2010/09/06/>

[us/06muslims.html](http://www.nytimes.com/2010/09/06/us/06muslims.html)

336 William Saletan, « Muslim-Bait and Switch », Frame Game, Slate, le 11 mars 2011. http://www.slate.com/articles/news_and_politics/frame_game/2011/03/muslimbait_and_switch.html

voisinage ainsi que des organisations religieuses, syndicales et professionnelles.

- L'opposition aux mesures de LCEV et au réseau Strong Cities lancés par les autorités municipales a donné lieu à une collaboration avec ces autorités pour garantir le respect des conditions fixées par la communauté musulmane américaine et ses alliés.
- Le NYPD n'a pas respecté la loi en omettant de confirmer, ou en niant, l'existence de documents classifiés concernant des Américains musulmans lorsque des demandes ont été déposées en vertu de la FOIA (Loi sur la liberté de l'information), ce qui a abouti à un procès et à une union avec les militants de Black Lives Matter qui demandaient la divulgation de documents portant sur des cas similaires, tels que celui d'Eric Garner, décédé après que des policiers de New York l'ont étranglé pour le contrôler.

Ces défis, qui se sont transformés en opportunités, ont poussé les chefs musulmans de la ville de New York à s'engager civilement et politiquement dans la défense de leurs communautés et d'autres communautés. Nous avons compris que nous avons besoin

que notre gouvernement local s'associe à nous pour lutter contre l'islamophobie, ce qui nous a poussés, en tant que communauté, à nous engager dans la vie politique. Ainsi, nous avons encouragé des personnes à s'inscrire pour voter, soutenu des candidats et présenté nos propres candidats musulmans, arabes et sud-asiatiques.

Nous avons engagé le gouvernement local à la lutte contre l'islamophobie de la manière suivante :

- Nous avons organisé les célébrations du Ramadan / Eid à l'hôtel de ville.
- Nous avons introduit les fêtes musulmanes dans les programmes des écoles publiques.
- Nous avons proposé un projet de loi contre l'islamophobie au conseil municipal.
- Nous avons encouragé les élus à dénoncer les islamophobes, le cas échéant
- Nous avons lancé, avec la Commission des droits de l'Homme, une campagne de sensibilisation dans les médias sociaux et les métros.

Recommandations pour lutter contre l'islamophobie

Dans les écoles et les universités :

- Embaucher des aumôniers musulmans, des conseillers en orientation musulmans ou des conseillers culturellement compétents qui comprennent bien la diversité des communautés musulmanes.
- De la maternelle à la 12e année, faire pression pour que l'éducation soit adaptée aux cultures dans les écoles, ce qui nécessite une formation des enseignants.
- Établir plus de centres académiques spécialisés dans l'histoire et la culture des musulmans aux États-Unis.

Au niveau communautaire :

- Aider les mosquées à devenir une ressource communautaire pour les non-musulmans grâce à des journées portes ouvertes et à un engagement interconfessionnel. Le Muslim Community Network (MCN) a conçu un programme intitulé

Connecting communities (relier les communautés), qui consiste à jumeler une mosquée avec une église ou une synagogue.

- Le Muslim Community Network a également créé des projets de services communautaires dans le cadre du programme MCN Serves.
- MCN a également élaboré le programme MY-NYC, abréviation de Muslim Youth NYC ; celui-ci a été conçu par des jeunes pour que les jeunes musulmans américains se fassent entendre.
- Des fournisseurs de soins de santé mentale musulmans, qui se font appeler Thrive NYC, ont développé des services sociaux et des services de santé mentale adaptés à la culture.
- Collaborer avec des institutions culturelles pour organiser des expositions et des programmes éducatifs portant sur les musulmans et l'islam en Amérique (Musée des enfants de Manhattan, Musée de la ville de New York, Société historique de Brooklyn).

continues

Au niveau de l'État et au niveau national, avec le soutien du gouvernement :

- Parrainer des campagnes de sensibilisation d'intérêt public sur la diversité et la tolérance, dans le but de promouvoir l'intégration des immigrants musulmans américains. Cela a été fait en collaboration avec la Commission des droits de l'Homme de la ville de New York.
- Fournir un service linguistique dans les agences de la ville. (NYC dispose d'un service de traduction en 80 langues.)
- Embaucher plus de musulmans américains dans tous les secteurs du gouvernement pour qu'ils contribuent à ce que l'Amérique soit meilleure et plus compétente.
- Travailler publiquement avec les chefs de la communauté musulmane pour donner l'exemple et montrer que les musulmans font partie intégrante de leur communauté.
- Inviter des professionnels et des jeunes musulmans américains à des dialogues transatlantiques et nationaux pour qu'ils partagent leurs expériences et leurs meilleures pratiques.

Dans les médias :

- Organiser des séminaires pour les présentateurs et les producteurs afin de trouver des approches authentiques vis-à-vis des musulmans américains en faisant appel aux institutions nationales musulmanes américaines et à des spécialistes reconnus.
- Combattre le sectarisme dans les médias en demandant des comptes aux producteurs qui font appel aux services d'experts auto-proclamés sur le Moyen-Orient et l'islam.
- Boycoter des annonceurs lorsque les médias ne réagissent pas positivement.
- Utiliser les médias sociaux pour informer ; lorsque les médias n'assistent pas à un événement, nous le diffusons sur Facebook Live.
- Créer un bureau composé de porte-parole de confiance qui ont été formés aux médias.

Je crois fermement que l'islamophobie est la manifestation d'un racisme institutionnel et structurel qui existe depuis des centaines d'années dans la société et qui subsiste grâce à la suprématie blanche contre les races noires et brunes. Lorsque nous reconnaissons le racisme institutionnel et structurel que vivent les personnes noires et brunes et œuvrons pour le combattre, l'islamophobie, ainsi que d'autres phobies des minorités, disparaîtront.

Lorsque nous reconnaissons le racisme institutionnel et structurel que vivent les personnes noires et brunes et œuvrons pour le combattre, l'islamophobie, ainsi que d'autres phobies des minorités, disparaîtront.

Lutte contre l'islamophobie

Arno Michaelis

Ma vie après la haine

Il est essentiel de comprendre la symbiose entre l'extrémisme islamiste violent et l'islamophobie. L'objectif de ce qu'on appelle l'État islamique, Al-Qaïda, Al-Shabaab et autres est de semer la discorde entre les 1,8 milliard de musulmans de la planète et le reste du monde. Les attaques terroristes contre la société civile créent des conditions sociales qui poussent à considérer tous les musulmans comme des personnes capables de commettre des attaques similaires. Le discours de l'idéologie islamiste, tout comme le discours islamophobe, suppose une séparation totale entre musulmans et non-musulmans. Quand les musulmans et les non-musulmans se considèrent comme de bons voisins et des concitoyens, aucun de ces discours n'est valable. Ainsi, le meilleur moyen de lutter contre l'islamophobie et l'islamisme dont elle dépend est de cultiver une société civile qui apprécie et inclut les musulmans.

Le discours de l'idéologie islamiste, tout comme le discours islamophobe, suppose une séparation totale entre musulmans et non-musulmans. Quand les musulmans et les non-musulmans se considèrent comme de bons voisins et des concitoyens, aucun de ces discours n'est valable.

Étant donné que la charité / le service est l'un des cinq piliers de l'islam, les projets de service sont un moyen pratique et efficace pour montrer ce qu'est l'islam et inclure les musulmans dans la société.

L'article suivant se penche sur la peur qui anime toutes les formes de haine et décrit comment un

crime de haine a pu être transformé en un processus continu d'unité et de solidarité, vaccinant les communautés contre l'islamophobie et fournissant un antidote à ceux qui en sont déjà victimes.

Tous sont les bienvenus : 5 ans d'optimisme inébranlable en réponse aux crimes de haine³³⁷

Groton, dans le Massachusetts, et Oak Creek, dans le Wisconsin, ont beaucoup de points communs.

Toutes deux sont des villes typiquement américaines, incarnant les valeurs de la classe moyenne et l'éthique du travail. Des endroits où n'importe qui serait heureux d'élever sa famille. Les emplois décentes et les bonnes écoles sont la norme, et l'on retrouve partout de belles épiceries et de charmantes boutiques.

Les habitants sont gentils, travaillent dur et privilégient les relations de bon voisinage ; ils sont toujours prêts à s'entraider. Le genre de personnes qui aiment se réunir pour un barbecue ou un match de football le week-end.

Pendant des générations, la diversité signifiait fréquenter une église chrétienne de confession différente ou avoir des ancêtres originaires d'une autre partie de l'Europe. Les quelques familles italiennes et grecques étaient chéries pour leur exotisme et leur cuisine, et les Moose Lodges étaient uniquement surpassés par les VFW (vétérans des guerres étrangères). Au cours des dernières décennies, de nouvelles vagues d'immigrants sont arrivées à Oak Creek et à Groton, en partance du nord et du sud de l'Inde respectivement. On pourrait imaginer que ces nouveaux voisins s'intégreraient parfaitement, étant

337 Publié pour la première fois sur myliffthate.com le 5 août 2017

donné qu'ils étaient aussi gentils et aussi travailleurs que les autres. Tout comme les immigrants européens aux États-Unis, ces immigrants indiens ont quitté leur pays d'origine qu'ils aiment tant et leurs cultures ancestrales pour se bâtir une vie meilleure en poursuivant leur rêve américain.

Toutefois, malgré ces valeurs et expériences partagées, la venue des immigrants n'a pas été vue d'un bon œil par tous.

À Groton, lorsque les Hindous ont proposé de construire des mandirs, leurs lieux de culte, certains citoyens ont exprimé leurs préoccupations. Certains ont estimé que les nouveaux arrivants représentaient une menace pour le mode de vie auquel ils étaient habitués. Et s'ils prennent nos emplois ? Et si certains d'entre eux sont des terroristes ? Nos écoles vont-elles souffrir du fait que certains de ces nouveaux enfants ne parlent pas anglais ? De nombreux arguments raisonnables ont été avancés, mais ils n'ont pas fait le poids face à la peur, la peur du changement.

Oak Creek, étant un peu plus peuplé et un peu plus proche de la ville, semblait mieux convenir aux nombreuses familles punjabies qui s'y sont installées. Un Gurdwara, qui est un temple sikh, y a été construit. Ce lieu sacré est devenu un phare qui a guidé de plus en plus d'Indiens vers le Wisconsin. L'ardeur au travail que manifestent les Sikhs leur a valu d'être acceptés par beaucoup de personnes, mais leur tendance à rester entre eux a également éveillé les soupçons.

Le 5 août 2012, Wade Michael Page, un skinhead suprémaciste blanc autoproclamé, a assombri ce beau dimanche matin d'été en tuant deux frères avec un pistolet de 9 mm alors qu'ils sortaient du gurdwara. Il a ensuite pénétré à l'intérieur et a continué de tirer, assassinant quatre autres personnes et blessant quelques-uns, notamment Baba Punjab Singh, un homme religieux âgé qui est jusqu'à ce jour dans le coma. Le lieutenant Brian Murphy du service de police d'Oak Creek a été le premier à intervenir. Il a échangé des coups de feu avec Page et a été touché 15 fois avant que le policier Sam Lenda n'arrive et ne blesse le tireur qui s'est ensuite suicidé.

L'homme qui a commis cette atrocité était un membre du gang des skinheads néonazis que j'avais aidé à former en 1988. Il était la personne que je fus.

J'étais occupé à mener une guerre contre l'humanité pendant sept ans à l'époque. En jetant un œil sur le passé, je peux affirmer qu'en réalité, je me détestais. Mon incapacité à m'aimer moi-même s'est manifestée par une hostilité explosive qui a

causé un immense tort au monde. J'ai eu une chance incroyable de rencontrer des personnes victimes de ma haine qui ont refusé d'être soumises à ma peur et à mon ignorance. Elles m'ont montré comment les êtres humains devraient se comporter les uns envers les autres. Bien que je n'aie pas suivi ces exemples sur-le-champ, je n'ai pas pu ignorer la bonté fondamentale de notre expérience humaine qui me prouvait à quel point je me trompais. Cette conscience accrue du mal m'a davantage épuisé, ce qui m'a finalement conduit à quitter « le mouvement », après être devenu un parent célibataire et avoir perdu un deuxième camarade victime de la violence des rues en 1994.

Je partage « ma vie après la haine » depuis 2010, dans l'espoir que d'autres personnes éviteront de commettre les mêmes erreurs. La bonté, la gratitude et le pardon m'ont conduit d'un enfer sans amour vers un lieu où je suis ravi d'être en vie et de pouvoir aider mes confrères à guérir.

La dernière personne assassinée le 5 août 2012 était un homme nommé Satwant Singh Kaleka. Il a affronté l'homme armé avec un couteau à beurre, ce qui a laissé du temps à la police d'arriver sur les lieux, sauvant ainsi la vie de nombreux enfants et personnes âgées qui se sont cachés dans le gurdwara pendant la fusillade. Pardeep, le fils aîné de Satwant m'a contacté en octobre 2012, dans l'espoir de comprendre comment quelqu'un pouvait massacrer des personnes dans leur lieu de culte.

J'estimais de façon éclairée que Wade Page est devenu tellement misérable en s'adonnant à la haine et la violence depuis plus de dix ans que la suite logique de cette tendance ne pouvait être qu'un homicide suivi d'un suicide. Nous nous familiarisons avec ce que nous pratiquons. C'est ainsi que naissent les grands jeux de golf, les guitaristes hors pair, ou même l'aversion profonde pour l'amour, la gentillesse, la compassion et toutes les nobles qualités humaines qui rendent la vie magnifique. Cette dernière partie est ce qui se passe lorsque nous nous familiarisons avec la haine.

Par et moi avons parlé pendant cinq heures en dégustant un curry de courge thaïlandais le soir de notre rencontre. Nous avons découvert que nous avons tellement de points communs, bien que nous venions de deux régions aux antipodes l'une de l'autre et avions des cultures apparemment différentes. Il nous a semblé que cette humanité commune était la condition préalable pour résoudre tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés en tant que race humaine.

Le concept de Serve 2 Unite est né quelques jours après la fusillade au gurdwara. Pardeep, son frère cadet Amardeep et d'autres survivants se sont réunis pour mettre sur pied une organisation fondée sur le seva, le principe sikh de service pour autrui, et l'Ik Onkar, le concept de la Réalité suprême unique, auquel toute vie est rattachée.

En avril 2013, Pardeep et moi avons lancé Serve 2 Unite dans les écoles, avec l'aide d'Arts @ Large, une brillante organisation à but non lucratif située à Milwaukee. Depuis, nous avons travaillé avec des jeunes, de la deuxième année au collège, dans plus de 50 écoles, en cultivant l'identité humaine commune au moyen de l'apprentissage par le service, de l'engagement mondial et des arts. Cette occasion de collaborer avec des jeunes de tous les horizons et d'apprendre les uns des autres a été l'un des plus beaux cadeaux que j'ai jamais reçus, en plus de pouvoir voyager avec Pardeep pour partager nos histoires et montrer que l'amour est possible comme il me l'a été démontré.

Nous avons découvert que nous avons tellement de points communs, bien que nous venions de deux régions aux antipodes l'une de l'autre et avons des cultures apparemment différentes. Il nous a semblé que cette humanité commune était la condition préalable pour résoudre tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés en tant que race humaine.

En avril 2017, nous nous sommes rendus à Groton, Massachussets. Le groupe interconfessionnel local, en partenariat avec le gouvernement municipal et le chef de la police, avait organisé la projection de *Waking in Oak Creek*, un court documentaire magnifiquement réalisé par Not In Our Town sur la fusillade du 5 août et

la manière dont la communauté d'Oak Creek s'est rassemblée pour réagir. Après le film, Par et moi avons rejoint Donald Palma, le chef de la police de Groton, et Suah Khan Arshad, le président du Groton Interfaith Council, pour participer à un débat. Nous avons eu une excellente conversation ensemble et avec le public, explorant des moyens de penser au-delà de la peur pour véritablement comprendre la valeur de la diversité humaine et ses merveilles.

Il s'avère que Jack Petropoulis, le conseiller municipal de la ville, avait adopté une mesure qui consiste à placer de grandes pierres sur lesquelles est gravé « All are welcome » à toutes les intersections menant à la ville, et ce, dans le cadre d'une initiative visant à accueillir les nouveaux immigrants et à apaiser les préoccupations des habitants. Nous avons suggéré d'ajouter des projets de service auxquels tout le monde pourrait participer et de s'inspirer des étudiants de Serve 2 Unite qui font la fête ensemble dès qu'ils en ont l'occasion. Petropoulis a exprimé sa frustration face à une certaine résistance à l'idée, mais nous l'avons imploré de continuer à agir avec amour et dévotion, convaincus que tous ces doutes se dissiperont.

Quelques semaines après notre retour à Milwaukee, j'ai reçu ce courriel :

« Bonjour Arno et Pardeep

Je tiens à vous remercier d'être venu visiter notre communauté la semaine dernière et à vous dire ce que cette visite représente pour moi et l'importance qu'elle revêt plus globalement.

Premièrement, j'aimerais vous remercier. Je reconnais que vous nous avez consacré du temps et je vous suis reconnaissant de votre engagement.

Deuxièmement, votre message a été entendu haut et fort. Vos encouragements ont ranimé mon esprit et poussé beaucoup d'entre nous à voir les choses d'une manière complètement différente.

Enfin, je tiens à ce que vous sachiez que votre discours m'a inspiré à présenter notre article « Tous sont les bienvenus » lors de notre réunion municipale, en renouvelant mon engagement à cet effort. Vous aviez raison de dire que « même si le projet n'est pas adopté, vous aurez placé la barre plus haut ». Plus important encore, votre rappel des événements d'août 2012 et votre réponse à ces événements ont servi à la fois d'un avertissement et d'une feuille de route pour nous tous. Je me suis rendu à l'assemblée municipale bien décidé à passer le flambeau que j'ai porté ce soir-là, quel que soit le résultat. Je me suis permis d'utiliser vos paroles, votre histoire et vos encouragements dans mon message à la réunion municipale. Le projet a été adopté avec 27 voix favorables sur 300. Je sais pertinemment qu'il y avait des personnes qui étaient prêts à voter « non », pensant tout savoir sur l'initiative, et qui avaient changé d'avis et voté

« oui ». Vous pouvez voir la présentation sur le site Web de notre ville à partir de 1:33:20.

Dans les 2 minutes qui ont suivi le vote d'approbation, nous avons reçu des SMS de promesses de dons.

Ces panneaux seront placés sur chacune des routes principales qui mènent à notre ville. Le destin a voulu que ce soit exactement là que se trouve notre nouveau temple.

Vous avez fait une différence dans notre ville. Merci beaucoup.

Jack »

L'une des nombreuses raisons pour lesquelles Pardeep et moi nous entendons si bien, c'est que nous aimons tous les deux semer un peu le trouble. Dans le passé, ce plaisir était sur le point de causer ma mort et celle des autres, mais aujourd'hui, Par m'a montré comment semer le trouble de la meilleure façon possible : en défiant la haine et la violence. Pardeep lui a dit que le pardon est une vengeance. La gentillesse est l'arme la plus dévastatrice contre la souffrance qui est à l'origine de toutes les violences. L'amour est un antidote à la peur et à la solitude qui donnent naissance à la haine.

Wade Page cherchait à terrifier la communauté sikh afin qu'elle devienne soumise, ce qui, à ses yeux, aurait dû faire un effet. Il voulait que les sikhs soient violents. Il voulait qu'ils soient haineux. Il voulait qu'ils renoncent à leur Chardi Kala—synonyme d'optimisme inébranlable, surtout face à une lutte.

Il a échoué lamentablement.

Après sa tentative pathétique de semer la discorde et la zizanie, la communauté sikh du Wisconsin et du monde est bien plus engagée auprès des autres. Plus que jamais, les gens savent ce que les sikhs représentent : la foi, l'amour et le travail acharné.

Du fait que Wade Page se soit désespérément attaqué à tout ce qui touche à l'humanité, la ville de Groton a maintenant posé des pierres sur lesquelles est gravé « All Are Welcome » (Tous sont les bienvenus) à chaque intersection menant à la ville.

Voilà comment nous combattons l'extrémisme violent. Que cet extrémisme provienne des suprémacistes blancs, de l'extrême droite, de l'extrême gauche ou des fondamentalistes religieux, toutes convictions confondues, les vérités universelles de notre humanité nous guident dans l'élaboration de solutions définies par ce que nous soutenons—la

bonté, la gratitude, le pardon, la compassion, le courage, la sagesse, l'amour—pour détruire sagement ce à quoi nous nous opposons. Ne laissons pas la haine dicter les termes de l'engagement. Fondé sur un optimisme inébranlable, l'article suivant est une réponse à la marche « Unite the Right » qui s'est déroulée à Charlottesville, en Virginie, 10 jours après le cinquième anniversaire de la fusillade au temple sikh d'Oak Creek. Il s'agit d'un plan qui permet de torpiller les rassemblements néonazis et pourrait tout aussi bien être organisé en réponse à des événements essentiellement islamophobes ou à tout autre type de manifestation de peur et d'ignorance. Les activités de collectes de fonds ludiques, interconfessionnelles et multiculturelles sont également un excellent moyen de créer des liens communautaires et une forte solidarité, ce qui empêche les mentalités extrémistes violentes de regagner du terrain.

La gentillesse est l'arme la plus dévastatrice contre la souffrance qui est à l'origine de toutes les violences. L'amour est un antidote à la peur et à la solitude qui donnent naissance à la haine.

Comment écraser les événements néonazis³³⁸

Organisez une collecte de fonds pour une organisation à but non lucratif qui œuvre pour la consolidation de la paix, dans un coin en face ou à proximité de leur événement.

Ajoutez une touche vraiment ludique : de l'art, de la musique, de la nourriture et du sport. Rassemblez autant de personnes diverses que possible, réalisez quelque chose de fantastique et renforcez les capacités des organisations qui servent d'autres êtres humains.

Invitez le secteur privé à y participer. Les entreprises ayant une conscience morale saisiront l'occasion pour aider, tout comme les célébrités, les athlètes et même les politiciens de tous les horizons. Que votre tente soit aussi grande que possible. Incluez tous ceux qui veulent voir les groupes haineux échouer. Les médias peuvent aider à promouvoir l'événement. Les restaurants peuvent aider à nourrir. Chacun peut contribuer d'une façon ou d'une autre.

338 Première publication sur myliffterhate.com, le 15 août 2017

Montrez ce que la diversité a à offrir et combien la vie est plus belle quand nous n'avons pas peur de l'autre.

Que votre événement ait lieu en même temps que la manifestation de haine. Tous les médias qu'ils ont pu attirer se tourneront vers votre collecte de fonds. En gros, les néonazis verront des collectes de fonds pour la consolidation de la paix barrer tous leurs chemins. Ils ne pourront pas se faire entendre sans nourrir des anciens combattants sans abri ou aider des membres de gangs à changer leur vie.

Je peux imaginer un carton grandeur nature de David Duke présentant un gros chèque de 50 000 dollars à Parents for Peace, l'organisation qui aide les parents à détourner leurs enfants de l'extrémisme violent.

Pour que cela fonctionne, il faudrait que les néo-nazis soient totalement ignorés. Des gens afflueraient à la grande collecte de fonds en passant devant le KKK comme s'ils n'étaient pas là. Absolument aucune reconnaissance des messages haineux. Aucun signe. Aucune contre-manifestation typique. Et oui, désolé nos amis les Antifa, aucun besoin de les attaquer non plus.

Si tous ceux qui cherchent véritablement à combattre les suprémacistes blancs ou tout autre type de groupe extrémiste violent adhèrent à ce genre d'initiatives, et que toutes les énergies sont orientées vers la collecte de fonds, il est littéralement possible de stopper les rassemblements haineux.

Je le répète : la protestation violente de ces incencés les aide. Ne les aidons pas. Réorientons leur voix pour aider d'autres êtres humains en révélant ce qu'il y a de plus beau dans notre grande famille humaine.

Ils vont carrément détester ça =)

Exemple d'organisations pour lesquelles il est possible de collecter des fonds :

Homeboy Industries

Je suis un fan du père Greg Boyle. Homeboy Industries apporte espoir, formation et soutien aux hommes et aux femmes précédemment impliqués dans des gangs et incarcérés, leur permettant de reprendre le contrôle de leurs vies et de devenir des membres actifs de notre communauté. Chaque année, à Los Angeles, plus de 10 000 anciens membres de gangs franchissent les portes de Homeboy Industries dans le but de changer positivement. Ils sont accueillis dans une communauté où règne un esprit de fraternité et d'amour et où sont offerts de multiples services, allant de l'élimination des tatouages à la gestion de la colère en passant par des cours d'éducation parentale. Un emploi à temps plein est proposé à plus de 200 hommes et femmes dans le cadre d'un programme de 18 mois qui les aide à réidentifier qui ils sont dans ce monde et leur offre une formation professionnelle leur permettant de déployer leurs ailes à l'extérieur de Homeboy Industries et de devenir des membres actifs de la communauté—sachant qu'ils comptent ! <https://www.homeboyindustries.org/>

Veterans Outreach of Wisconsin

VOW sert des vétérans sans abri à Racine, dans le Wisconsin et dans d'autres endroits, inspiré par l'amour du fondateur pour son fils, un vétéran d'Afghanistan qui est retourné chez lui atteint de SSPT. VOW a tissé des relations humaines très étroites avec toutes les personnes dont elle s'occupe, en leur fournissant des conseils en matière de santé mentale, d'addiction, d'emploi et de préparation à la vie active et leur offrant un accès aux soins de santé, à la nourriture et au logement. VOW met à la disposition des anciens combattants sans abri un ensemble de minuscules maisons où ils peuvent s'installer jusqu'à ce qu'ils s'en sortent et améliorent leur situation. Ils ont un incroyable programme d'animaux d'assistance ! <https://vetsoutreachwi.us/>

Transformation des défis en opportunités dans notre environnement actuel

Soumaya Khalifa

Alliance pour la liberté et la dignité

Au fil des ans, de nombreuses enquêtes ont montré que l'islamophobie, ou la haine et la peur irrationnelle de l'islam et des musulmans, est en augmentation. Cette affirmation est très vraie. Ma famille et moi en avons fait l'expérience. Mes trois enfants ont été confrontés à l'islamophobie. Mon fils aîné, un chirurgien ophtalmologiste, a été accusé par une infirmière d'avoir utilisé des mots codés pour désigner l'E.I. alors qu'il employait un mot allemand en salle d'opération. Mon plus jeune fils a le malheur de s'appeler Oussama. Lorsqu'il travaillait comme technicien en pharmacie pendant ses études de secondaire, une cliente a appelé son lieu de travail après avoir lu son nom sur son ordonnance. Elle a demandé qu'il soit viré, sinon elle ne rentrerait plus dans cette pharmacie. Dans les classes secondaires, ma fille suivait un cours de gestion. Son professeur parlait avec la classe des nouvelles langues mondialement utilisées dans le secteur des affaires et a indiqué que l'arabe en faisait partie. Un étudiant a répondu : « Ce n'est pas une langue d'affaires, mais la langue du terrorisme. »

J'entends beaucoup d'autres histoires similaires tous les jours. Ces incidents ne concernent pas seulement les musulmans, mais aussi les personnes perçues comme étant musulmanes. L'une des premières victimes des horribles attentats du 11 septembre était un Égyptien copte. Ces dernières années, des membres de la communauté sikh ont été victimes d'attaques car ils ont à tort été considérés comme des musulmans.

Des enquêtes telles que le sondage Gallup révèlent que cette peur de l'islam et des musulmans est plus répandue chez les personnes qui n'ont pas été

en contact avec des musulmans.³³⁹ C'est précisément la raison pour laquelle un groupe de musulmans d'Atlanta a lancé l'Islamic Speakers Bureau d'Atlanta (ISB), le 18 août 2001. Vous avez bien lu—c'était exactement trois semaines avant le 11 septembre. Lorsque les événements du 11 septembre ont eu lieu, les organisateurs ont pensé qu'il serait peut-être judicieux d'attendre, mais heureusement, les gens avaient appris l'existence de l'organisation et nous avons commencé à recevoir des demandes d'invitation de conférenciers, car nos compatriotes américains voulaient en savoir plus sur l'islam et les musulmans.

Mon fils aîné, un chirurgien ophtalmologiste, a été accusé par une infirmière d'avoir utilisé des mots codés pour désigner l'E.I. alors qu'il employait un mot allemand en salle d'opération. Mon plus jeune fils a le malheur de s'appeler Oussama. Lorsqu'il travaillait comme technicien en pharmacie pendant ses études de secondaire, une cliente a appelé son lieu de travail après avoir lu son nom sur son ordonnance. Elle a demandé qu'il soit viré, sinon elle ne rentrerait plus dans cette pharmacie.

L'ISB a commencé comme une organisation à but éducatif qui a formé des conférenciers sur la manière de parler de l'islam et des musulmans de sorte que le contenu puisse être présenté à n'importe quel public et dans n'importe quel contexte, tout

339 « In U.S., Religious Prejudice Stronger Against Muslims », Gallup, le 21 janvier 2010, <http://news.gallup.com/poll/125312/religious-prejudice->

stronger-against-muslims.aspx

en respectant l'esprit du Premier amendement de la Constitution, même dans les écoles publiques ou les organismes gouvernementaux. En d'autres termes, les conférenciers doivent enseigner plutôt que prêcher. Ils sont une source vivante d'informations sur la vie des musulmans et musulmanes américains. Un point sur lequel nous insistons dans notre formation est que l'information est facilement accessible, mais le plus important reste la communication avec nos publics. Comme l'a dit Maya Angelou un jour : « Les gens oublieront ce que vous avez dit, ils oublieront ce que vous avez fait, mais ils n'oublieront jamais ce que vous leur avez fait ressentir ». Nous insistons continuellement sur ce point avec nos conférenciers.

Au départ, l'ISB a été confrontée à de nombreux défis, certains internes et d'autres externes. Voici quelques-uns de ces défis :

1. L'ISB est une organisation virtuelle et non une organisation physique ordinaire comme celles auxquelles la communauté musulmane était habituée. Cela a rendu difficile la collecte des fonds opérationnels nécessaires.
2. En 2001, peu d'organisations étaient dirigées par des femmes dans la communauté musulmane d'Atlanta.
3. La communauté musulmane investit facilement dans les mosquées et les fonds de secours en cas de catastrophe, mais il est plus difficile de les inciter à faire des dons à des types différents d'organisations comme l'ISB.
4. Nous avons tous les meilleures intentions pour cette organisation, mais nous ne savions vraiment pas où cela allait nous mener. Nous ne savions pas où cette organisation en serait ni ce qu'elle représenterait dans 10 ou 15 ans.

À mesure que les candidats sont formés et certifiés pour devenir des conférenciers de l'ISB, il est clair que l'objectif de notre travail n'est pas la « Dawah » ou le prosélytisme. Notre objectif est de communiquer avec nos publics, de répondre à leurs questions et de créer des ponts qui favorisent la compréhension.

Outre les présentations en cours, l'ISB a lancé, au fil des ans, les initiatives suivantes :

1. 100 Influential Georgia Muslims (*100 musulmans influenceurs de Géorgie*) (2014)
2. Making a Difference Essay Contest (*Concours de rédaction sur les moyens de faire la différence*) (2015)

3. 40 Under Forty Georgia Muslims (*40 musulmans de Géorgie de moins de 40 ans*) (2016)
4. Change Makers Awards Gala (*Gala de remise des prix aux acteurs de changement*) (2017)
5. Atlanta Mayor's Ramadan Iftar (*L'Iftar du Ramadan organisé par le maire d'Atlanta*) (2017)
6. Summer Lunch Program in Fayette County (*Programme de déjeuners d'été dans le Comté de Fayette*) (depuis 2006)
7. Atlanta Food Bank's Hunger Walk (*Marche pour la faim organisée par la banque alimentaire d'Atlanta*) (depuis 2017)
8. Prières du vendredi pour les musulmans à l'aéroport international Hartsfield-Jackson d'Atlanta (depuis 2007)
9. Interfaith Speakers Network (*Réseau interconfessionnel des conférenciers*) (2012)
10. Straight Talk (*Franc-parler*) (2015)

Ici, je regrouperai les initiatives en plusieurs catégories : 1. Présentation de discours alternatifs sur les musulmans. 2. Renforcement des capacités des jeunes musulmans. 3. Reconnaissances. 4. Don en retour à la communauté, et 5. Soutien à la communauté musulmane. Je donnerai une brève description de ces initiatives et partagerai quelques informations de base ainsi que les défis et les opportunités que nous avons rencontrés.

Présentation de discours alternatifs sur les musulmans :

L'initiative 100 Influential Georgia Muslims (100 musulmans influenceurs de Géorgie) a permis à la communauté musulmane de Géorgie de raconter son histoire. La communauté a d'excellentes histoires de réussites inédites à raconter dans les domaines des sciences, de la médecine, de l'ingénierie, de l'informatique, de la philanthropie, des arts, des médias et bien plus encore. L'ISB a voulu présenter ces personnes et leurs récits. Le slogan de cette initiative était « Perpétuer l'héritage et changer le discours ».

Au départ, l'idée a été très repoussée : 1. Voulons-nous vraiment nous faire remarquer dans le contexte actuel ? 2. Qu'en est-il des personnes qui ne sont pas sélectionnées ? Comment vont-elles se sentir ? 3. Comment pouvons-nous nous assurer que la diversité de la communauté musulmane de Géorgie est bien représentée ?

Toutes les préoccupations exprimées ont été prises en compte dans la manière dont l'ISB a sollicité les candidatures et choisi les juges qui ont sélectionné les finalistes. Nous avons ensemble déployé des efforts pour communiquer avec diverses communautés musulmanes. Nous avons mis en place un processus de nomination en ligne. Les juges, qui étaient des leaders venant de l'extérieur de la communauté musulmane, ont sélectionné les finalistes en fonction de leurs accomplissements et de leurs contributions à leur domaine de travail, à leur communauté et au monde. Les juges ont utilisé une rubrique conçue pour évaluer l'impact du candidat dans son domaine de spécialité ainsi que son engagement communautaire à plus grande échelle. Un dîner de gala a été organisé et les finalistes ont été honorés. Des leaders de Géorgie ont présenté les lauréats selon leur domaine d'intérêt. Nous avons également produit un livre sur les 50 finalistes qui contenait leurs photos et leur biographie. Le livre a été envoyé aux législateurs, au gouverneur de l'État de Géorgie et aux candidats à la présidence des États-Unis de l'époque. Les musulmans influents de Géorgie ont été honorés au Georgia State Capitol par une résolution de la Chambre des représentants de Géorgie.³⁴⁰ Nous avons produit une vidéo sur le processus de sélection et sur ce que cela signifie d'être reconnu comme l'un des 100 musulmans influents de Géorgie.³⁴¹

La vidéo affichant les lauréats a été utilisée pour promouvoir le gala.³⁴²

Des programmes tels que des petit-déjeuner et des déjeuners de réseautage ont été organisés tout au long de l'année pour maintenir l'engagement des lauréats.

40 Under Forty Georgia Muslims (40 musulmans de Géorgie de moins de 40 ans) a suivi le même processus que celui de l'initiative 100 Influential Georgia Muslims. Il y avait 25 finalistes la première année. Ils ont aussi été honorés lors d'un gala et un livre a été produit. Pour leur rendre hommage, une résolution leur a été consacrée au Georgia State Capitol,³⁴³ Le gouverneur les a salués et s'est fait prendre en photo avec eux. Une vidéo présentant les lauréats a été diffusée pendant le gala et sur les

médias sociaux.³⁴⁴ Nous avons également produit une vidéo qui met en évidence l'impact des 40 musulmans de Géorgie de moins de 40 ans et nous l'avons présentée lors du gala.³⁴⁵

Renforcement des capacités des jeunes musulmans :

Le concours « **Making a Difference Essay Contest** » (concours de rédaction sur les moyens de faire la différence) s'adressait aux élèves des classes intermédiaires et secondaires de Géorgie, toutes confessions confondues. Les objectifs du concours de rédaction étaient les suivants : (1) permettre aux étudiants de mieux connaître les contributions des musulmans dans l'État de Géorgie et (2) encourager la réflexion sur leurs propres objectifs et sur la manière de les atteindre. Les étudiants devaient choisir l'un des 100 musulmans influents de Géorgie et expliquer pourquoi ils avaient choisi cette personne. Ils devaient aussi donner des précisions sur la façon dont ils peuvent eux-mêmes devenir un modèle, leurs propres objectifs dans la vie et la manière dont ils prévoient d'atteindre leurs objectifs. La somme de 500 \$ a été offerte pour la première place, 350 \$ pour la deuxième place et 250 \$ pour la troisième place. Un enseignant ou un parent devait signer l'approbation de leur candidature. Le nom des lauréats a été annoncé lors d'une cérémonie de remise des prix à laquelle a participé, comme invité d'honneur, Dr Mostafa El Sayed, une personnalité mondialement connue dans le domaine de la nanotechnologie et l'un des 100 musulmans influents de Géorgie.

Straight Talk (Franc-parler) se focalise sur les jeunes qui sont dans les classes intermédiaires et secondaires pour ce qui est du maintien de leur identité islamique. Dans le contexte actuel, de nombreux jeunes musulmans subissent régulièrement des stéréotypes racistes et des remarques désobligeantes. En conséquence, les jeunes musulmans commencent à s'interroger sur leur identité, ce qui peut entraîner des problèmes d'estime de soi. Une faible estime de soi mène alors à une variété de problèmes personnels, finissant par nuire à la qualité de vie.

Le programme est divisé en deux ateliers, l'un destiné aux jeunes et l'autre aux parents.

340 « 100 Influential Georgia American Muslims; commend », Assemblée générale de la Géorgie, HR 575 (2015-2016 session ordinaire), <http://www.legis.ga.gov/Legislation/en-US/display/20152016/HR/575>.

341 ISB Atlanta—100 Influential Atlanta Muslims, le 30 septembre 2014, <https://www.youtube.com/watch?v=dRDUF9YXgrA&t=10s>

342 Islamic Speakers Bureau of Atlanta, le 9 septembre 2014, <https://www.facebook.com/ISBAtlanta/videos/925484474147675/>

343 « Commending the 40 Under Forty Georgia Muslims », Sénat de Géorgie, SR 345 (2015-16 session ordinaire), <http://www.legis.ga.gov/Legislation/20172018/167232.pdf>

344 « 40 Under Forty Georgia Muslims », IBN 40 Under 40 Gala, le 5 août 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=j44r2btNhkc>

345 ISB 40 Under 40, le 1er octobre 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=Hj2SDS8uGW0&t=14s>

Dans le cadre du premier atelier, les jeunes disposent d'un lieu où ils peuvent partager les problèmes qu'ils rencontrent dans le contexte actuel. Les domaines d'intérêt de ce premier atelier sont les suivants :

- Parler de l'estime de soi, pour mieux comprendre sa définition et savoir ce qui l'influence. Au début de cet atelier, le public mènera un sondage sur l'estime de soi. Ce sondage aidera l'ISB à comprendre comment les jeunes musulmans évoluent dans différentes communautés, en termes d'estime de soi.
- Développer des amitiés et devenir un influenceur. Ces concepts sont tirés du livre de Dale Carnegie, « How to Win Friends and Influence People. » Les ateliers traitent des six concepts que les jeunes peuvent appliquer pour développer leurs amitiés et être des influenceurs positifs.
- Discuter de la manière dont la religion islamique enseigne aux musulmans à être tolérants envers les autres religions et origines, en montrant des exemples spécifiques. Cela indique aux jeunes que les stéréotypes et les commentaires négatifs sont souvent des idées fausses.

Étant donné que l'ISB est fier de notre ville et que notre ville défend sa diversité, l'ISB s'est adressé au bureau municipal des affaires culturelles et aux responsables de l'initiative Welcoming Atlanta pour commencer une nouvelle tradition, à savoir que le maire organise un iftar du Ramadan.

- Jouer des rôles dans le cadre d'un scénario. Ici, les membres du public seront répartis en différents groupes et se verront attribuer un rôle à jouer (sujet lié au maintien de votre identité). L'objectif est d'entendre comment les jeunes réagiraient à ces scénarios et de les guider sur la meilleure façon de gérer la situation selon les discussions qui ont animé l'atelier.

À la fin de l'atelier destiné aux jeunes, les participants repartiront avec une boîte à outils sur les façons de préserver leurs identités et de devenir un influenceur positif dans leurs cercles sociaux respectifs.

Le deuxième atelier destiné aux parents permet de discuter anonymement de ce qui a été partagé

avec les jeunes et de passer en revue les résultats du sondage. Pourquoi nous adressons-nous aux parents ? La raison est simple : quels que soient les ateliers qui sont organisés, les jeunes ont besoin d'une structure d'appui qui les aidera à appliquer ces concepts. Les parents sont cette structure d'appui. En fin de compte, ce sont les parents qui doivent consolider ce qui a été enseigné et garder un œil sur les problèmes de faible estime de soi.

À la fin de cet atelier, les parents repartiront avec une meilleure compréhension de la situation que vivent les jeunes musulmans et se sentiront plus confiants grâce aux approches partagées. Il s'agit d'un atelier collaboratif au cours duquel les parents discutent ensemble des questions d'identité—une approche parentale participative.

Reconnaisances

L'Atlanta Mayoral Ramadan Iftar (L'Iftar du Ramadan organisé par le maire d'Atlanta) est l'un des rares événements de ce type dans le pays. Étant donné que l'ISB est fier de notre ville et que notre ville défend sa diversité, l'ISB s'est adressé au bureau municipal des affaires culturelles et aux responsables de l'initiative Welcoming Atlanta pour commencer une nouvelle tradition, à savoir que le maire organise un iftar du Ramadan. Parmi les invités au dîner inaugural de l'Iftar figuraient des chefs de diverses communautés musulmanes, des partenaires, des membres et des donateurs de l'ISB, des fonctionnaires musulmans de la ville d'Atlanta et des membres du cabinet du maire. Les organisateurs, le maire et tous les participants ont vécu une expérience très positive. L'ISB poursuivra cette initiative en partenariat avec le bureau du maire.

Change Makers Awards Gala (Gala de remise des prix aux acteurs de changement) L'ISB a honoré quatre personnes qui ont énormément apporté à la ville, aux communautés, au pays et au monde. Les lauréats de 2017 étaient l'honorable Sally Q. Yates, ancienne procureure générale par intérim des États-Unis ; Mgr Robert Wright, évêque du diocèse épiscopal d'Atlanta ; M. Arthur Blank, cofondateur de Home Depot et propriétaire d'Atlanta Falcons et d'Atlanta United FC ; et Dr Mokhtar Bazaraa, un grand académicien et homme d'affaires. Généralement, l'ISB organisait le Building Bridges Awards Gala, mais en 2017, il était évident que les personnes honorées étaient bien plus que des bâtisseurs de ponts. L'ISB Change Makers Awards est l'un des événements les plus diversifiés d'Atlanta.

Il réunit des leaders de tous horizons pour qu'ils se rencontrent et interagissent.

Don en retour à la communauté

Le Summer Lunch Program—Fayette County (Programme de déjeuners d'été—Comté de Fayette) a été lancé il y a plus de 10 ans. Il s'agit d'une initiative interconfessionnelle dans le cadre duquel de nombreuses communautés confessionnelles offrent des déjeuners d'été aux étudiants défavorisés du comté de Fayette. Ces étudiants attendent de recevoir leur déjeuner. Certains disent à nos bénévoles : « C'est le seul repas que nous avons aujourd'hui ». Chaque organisation participante recueille les fonds nécessaires, recrute et forme des bénévoles pour acheter la nourriture, organiser les déjeuners et les livrer. Des musulmans, des chrétiens, des juifs et autres participent ensemble à ce véritable effort interconfessionnel pour nourrir les étudiants.

Atlanta Food Bank's Hunger Walk (Marche pour la faim organisée par la banque alimentaire d'Atlanta) Au cours des sept dernières années, l'ISB a participé à la Hunger Walk, l'une des plus grandes marches/courses d'Atlanta. Les participants sont là pour collecter des fonds destinés à la banque alimentaire d'Atlanta afin de lutter contre la faim dans la ville. Au fil des ans, l'ISB a réuni de nombreuses organisations musulmanes sous son égide afin qu'elles y participent. Au cours des deux dernières années, plus de 600 participants de la communauté musulmane ont collecté plus de 25 000 dollars pour la banque alimentaire. En plus de l'argent recueilli, les organisations collectent des denrées non périssables sur leurs sites pour le compte de la banque alimentaire. Chaque année, des centaines de kilos sont collectés. Cet effort est coordonné par l'ISB.

Soutien à la communauté musulmane

La prière du vendredi à l'aéroport international Hartsfield-Jackson d'Atlanta est l'un des rares services de ce type dans le pays. De nombreux employés musulmans qui travaillent à l'aéroport n'ont pas assez de temps le vendredi pour participer aux prières de leur communauté, à cause des temps de pause limités et de la distance qu'ils doivent parcourir pour assister à ces prières. En outre, l'aéroport le plus fréquenté du monde compte d'innombrables voyageurs musulmans. L'ISB a vu en cela une opportunité et a collaboré avec la direction de la chapelle œcuménique pour coordonner le service du

vendredi. L'ISB choisit les khateeb (les personnes qui prononcent les sermons et dirigent la prière) et détermine leur programme. Nous avons reçu beaucoup de commentaires positifs sur l'importance du service de la part des voyageurs et des employés.

L'Interfaith Speakers Network (Réseau interconfessionnel des conférenciers) présente au public des orateurs de six traditions religieuses différentes—le judaïsme, le christianisme, l'islam, le bouddhisme, l'hindouisme et le sikhisme. L'ISB s'est associé à la Faith Alliance of Metro Atlanta pour lancer l'Interfaith Speakers Network en 2012. Tous les conférenciers sont formés sur la manière de présenter leur propre tradition religieuse dans le cadre du Premier amendement, ce qui leur permet d'enseigner plutôt que de prêcher.

Suggestions pour les militants :

1. Chacun peut réaliser ce qu'il souhaite accomplir. Il est important de se concentrer sur ce principe. Toute personne peut réaliser ce qu'elle a en tête.
2. Ayez une passion pour ce que vous faites. Ce travail est difficile, et sans passion, il peut s'avérer très pénible.
3. Travaillez dur ! Oui, n'hésitez pas à travailler dur et à prendre des décisions difficiles. Établissez des objectifs SMART selon ce que vous souhaitez réaliser.
4. Établissez des relations avec des individus et des organisations ayant des missions et des objectifs qui sont en harmonie avec les vôtres ainsi qu'avec ceux qui pourraient avoir une bonne influence sur votre travail. Les relations ne plairont pas toutes à vos groupes de soutien, mais soyez sages. Entendez-vous avec les organisations partenaires sur ce que vous recherchez et quelles sont vos limites. Acceptez de ne pas être d'accord parfois sur certains sujets ou domaines.
5. Établissez des relations avantageuses pour tous—soyez capable de donner aux autres ; parfois, il s'agit juste de donner sans rien recevoir en retour.
6. Demandez à un groupe de personnes de vous soutenir et de vous prodiguer des conseils. Il s'agira de mentors et de chefs communautaires de différentes communautés qui seront vos conseillers personnels. Ils s'ajouteront à votre conseil d'administration.

Suggestions pour les décideurs : un principe sous-jacent est l'authenticité et le développement de relations avantageuses pour tous

1. « Apprenez à connaître les communautés que vous représentez — investissez du temps.
 - Assistez à des événements communautaires
 - Organisez une réunion individuelle avec les leaders
2. Organisez des sessions d'information sur les activités de votre organisation. L'homme craint ce qu'il ignore ! Plus les communautés connaissent votre structure, votre mission, le travail que vous faites, mieux ce sera pour vous et pour les communautés. C'est aussi un moyen de créer un climat de confiance.
3. Recrutez auprès de communautés diverses pour assurer une meilleure compréhension et des voix diverses au sein de votre organisation.
4. Bâissez la confiance.
 - Cela prend du temps.
 - Accomplissez ce que vous avez promis d'accomplir.
 - Encouragez les communautés à continuer d'être engagées.
 - Prévoyez des communications périodiques.
5. Tissez des liens entre divers leaders et communautés.
 - Enrichissez votre expérience et celle des communautés en prenant, vous et votre équipe, l'initiative de présenter les diverses communautés les unes aux autres.
 - Tirez parti des points forts des différentes communautés pour offrir le meilleur à la communauté dans son ensemble.

6. Montrez que la diversité a de la valeur pour vous.

- Qu'est-ce que vos médias sociaux disent au monde à propos de vous et de votre équipe — votre message est-il inclusif ?
- Votre site Web témoigne-t-il de votre engagement en faveur de la diversité et quel genre de diversité mettez-vous en avant au sein de votre organisation ?
- Qui sont vos porte-parole auprès des différentes communautés ?
- Est-ce que votre diversité est juste pour l'apparence ou s'agit-il d'une diversité fonctionnelle ?

Notre objectif en tant qu'organisation est d'œuvrer chaque jour pour avoir un impact positif à travers l'éducation, l'engagement, la collaboration et le développement de relations authentiques et durables. Lorsque j'ai fondé l'ISB, je savais que nous allions sensibiliser les gens, mais je n'avais jamais imaginé que nous participerions à autant d'initiatives différentes au fil des ans et que nous aurions un impact plus important que celui que nous avions imaginé. Ma vie personnelle a également changé en conséquence. De nombreuses opportunités m'ont été offertes, comme celle d'être invitée à la Maison-Blanche, de travailler avec le Conseil œcuménique des Églises à Genève sur un dialogue islamo-chrétien entre des dignitaires des deux religions au niveau mondial, de participer au colloque sur l'islamophobie organisé par le Centre Carter et de recevoir de nombreux prix et récompenses tels que le Phoenix Award, la plus haute distinction attribuée à un civil par le maire et la ville d'Atlanta. Je suis vraiment touchée et subjuguée par l'expérience et la possibilité d'assumer les fonctions que l'on m'a confiées.

Comment les musulmans peuvent-ils changer les fausses perceptions des autres

Youssef Chihab

Défenseur des droits de l'Homme

Bruxelles, Belgique

A l'heure où l'Islam a mauvaise presse et où tout ce qui se rapporte à cette religion est considérée comme étant suspect, j'ai la conviction que le « musulman » est un citoyen qui se doit de rester proactif et qu'il se doit d'agir en tant qu'acteur de changement dans l'environnement dans lequel il vit. Car à défaut d'agir et de prendre la parole pour parler de lui, d'autres se chargeront, pour diverses raisons, de parler à sa place.

Je vais à travers cette intervention exposer ma vision sur cette question qu'est « la prise de parole des musulmans » à cette époque où les médias sociaux se sont imposés comme « le lieu » où tout se passe. Je n'interviens pas en tant que spécialiste des médias mais d'une part en tant que militant des droits de l'homme et d'autre part en tant qu'acteur associatif, actif dans diverses associations au niveau de la Belgique et de l'Europe.

Le premier constat que nous pouvons faire est qu'en France et en Belgique se poser la question de l'impact qu'ont les médias sur la montée de l'islamophobie n'est pas une question que la grande majorité des intellectuelles acceptent d'aborder. Il est même de bon ton de nier ce type de racisme, en invoquant le droit au blasphème et à la critique des religions. Néanmoins, j'ai la conviction que si ceux qui contrôlent les médias ne se rendent pas très vite compte des dégâts potentiels de leur couverture

médiatique, sur les populations, nous risquons de nous retrouver dans un futur proche face à des situations assez catastrophiques. En effet, en Belgique et en France, nous avons été témoins de plusieurs cas d'attaques contre des jeunes,³⁴⁶ des adultes,³⁴⁷ et des femmes de religion musulmane,³⁴⁸ et d'actes de vandalisme contre des lieux de culte.³⁴⁹

le « musulman » est un citoyen qui se doit de rester proactif et qu'il se doit d'agir en tant qu'acteur de changement dans l'environnement dans lequel il vit. Car à défaut d'agir et de prendre la parole pour parler de lui, d'autres se chargeront, pour diverses raisons, de parler à sa place.

Vu la violence des propos qui ont été véhiculée dans la presse après les attentats de Paris et de Bruxelles, je reste personnellement étonné et agréablement surpris des réactions d'un grand nombre de citoyens, dont des musulmans qui se sont mobilisées pour contrer les manifestations xénophobes qui se sont exprimées au lendemain des tristes attentats qu'ont connus les deux capitales. En Belgique, plus de 15 000 personnes se sont rassemblées pour rejeter la xénophobie, appelant leur initiative « la marche contre le terrorisme et la haine ».³⁵⁰

346 Natacha Mann, « Islamophobie : un jeune musulman agressé à cause de sa religion », rtf.be, le 27 mars 2016, https://www.rtf.be/info/regions/detail_islamophobie-un-jeune-musulman-agresse-a-cause-de-sa-religion?id=9253691

347 « Rouen : un musulman septuagénaire agressé », Le Figaro, le 7 juillet 2016, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/07/31/97001-20160731FILWWW00089-rouen-un-musulman-septuagenaire-agresse.php>

348 « Insultée et violentée : Soumaya victime de la première agression anti-musulman après les attentats », DH.be, le 31 mars 2016, <http://www.dhnet.be/actu/belgique/insultee-et-violentee-soumaya-victime-de-la-premiere->

agression-anti-musulman-apres-les-attentats-56fc2b5b35702a22d5e5c810

349 « En 48 heures, les attaques contre les mosquées se sont multipliées », Le Figaro, le 1er août 2016, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/01/08/01016-20150108ARTFIG00116-serie-d-actes-anti-musulmans-au-lendemain-de-l-attentat-contre-charlie-hebdo.php>

350 « Plus de 10.000 personnes ont marché contre la haine à Bruxelles, selon les organisateurs », La Libre, le 8 avril 2016, <http://www.lalibre.be/actu/belgique/plus-de-10-000-personnes-ont-marche-contre-la-haine-a-bruxelles-selon-les-organisateur-57111cbd35702a22d66986f5>

Deuxièmement, je voudrais faire le point sur les messages qui ont été transmis depuis les années 1920. Depuis lors, l'islam et les musulmans ont été la cible de campagnes extrêmement dénigrantes. Les musulmans ont toujours été présentés dans divers médias comme étant misogynes et violents. L'étude menée par Dr Jack Shaheen de l'University of Southern Illinois en témoigne. Après avoir visionné un millier de films,³⁵¹ Dr Shaheen a noté que « les Arabes sont dépeints comme des brutes assoiffées de sang, des terroristes qui veulent attaquer les bons Occidentaux ».³⁵²

Nous pouvons, sans nous tromper, dire que ce type de communication a sans conteste eue un effet extrêmement négatif sur l'image qu'ont depuis des décennies les Américains et de manière plus large les occidentaux vis-vis des arabes. Ceux qui étaient adolescents dans le courant des années 80, se souviennent aujourd'hui encore du sentiment d'humiliation qu'ils ressentaient après avoir visionné ces films. Ce sentiment de frustration a été un frein pour certains d'entre eux de leur processus d'intégration.

Les conflits dans le monde ont été un moyen pour les médias de traiter la question des musulmans, ce qui a certainement alimenté la rancœur envers les musulmans. Thomas Deltombe a très bien décrit la situation et nous rappelle dans son livre « L'Islam imaginaire »³⁵³ comment les médias français ont exploité les conflits du monde entier pour véhiculer une image extrêmement négative des musulmans. Il nous rappelle que la révolution iranienne de 1978, la prise du pouvoir de Khomeiny en 1979, l'affaire Ruschdie en 1989, la guerre civile en Algérie qui dura de 1992 à 1997 et qui a fait des milliers de morts, sans oublier l'affaire du voile dans les écoles et le coup de massue qu'a été le 11 septembre 2011 ont été les éléments essentiels qui ont nourri l'ensemble des sujets traités par les médias. Il y décrit également comment depuis cette période, ils ont utilisé l'imaginaire pour monter la population française contre ce qu'on appelle « le musulman ». Avant cela on ne parlait jamais du musulman, mais plutôt de l'immigré. Aujourd'hui plus personne n'est choqué

d'entendre sur une chaîne publique, aux heures de grandes audiences, que le musulman est un individu dangereux, que l'arabe est sanguinaire, misogyne et/ou violent.

Les conséquences sur le terrain ont, comme je l'ai dit plus haut, un impact sur l'intégrité physique des citoyens de confession musulmane, mais pas seulement. Différentes études menées en Belgique nous démontrent que la discrimination à l'égard des hommes d'origines arabes est la plus forte et celle-ci sévit dans différents domaines.

Mais comment cela se traduit-il sur le terrain me direz-vous ? Cela se traduit depuis des décennies par des discriminations flagrantes en termes d'enseignement, de discrimination à l'embauche, des discriminations pour l'accès aux logements ou face à la Justice.

En ce qui concerne les chiffres du chômage, il a été démontré que le taux de chômage des jeunes dans la commune de Molenbeek (Bruxelles) se situe entre 30 % et 50 %, tandis que la moyenne nationale est de 10 %. Les autorités belges ne nient pas ce fait. Le site Web du bureau du travail indique : « Une étude réalisée à la demande de l'OIT montre que les candidats de souche belge et les candidats d'origine marocaine sont traités différemment dans les processus de recrutement. »³⁵⁴ Plusieurs études menées par la Fondation Roi Baudouin en partenariat avec le Centre interfédéral pour l'égalité des chances (Unia)³⁵⁵ et par des universités telles que l'Université libre de Bruxelles (ULB) et son partenaire néerlandophone, la VUB, ont confirmé cette réalité à plusieurs occasions.³⁵⁶

Pour la question de la justice, comme le rappelle Andrea Réa qui est professeur de sociologie à l'Université Libre de Bruxelles et directeur du Groupe d'étude sur l'Ethnicité, le Racisme, les Migrations et l'Exclusion, la manière dont la justice traite les cas liés à cette population, illustre assez bien la manière dont est perçue cette même catégorie d'individus. Plusieurs études ont démontré que les jeunes d'origine marocaine sont traités de manière différenciée et qu'ils ont plus de chance de se retrouver en

351 Jack Shaheen, *Reel Bad Arabs: How Hollywood Vilifies a People* (New York : OliveBranch Press, 2001).

352 Jhally, Sut, Jeremy Earp, Andrew Killoy, Mary Patierno, Simon Shaheen, et Jack G. Shaheen. *Reel bad Arabs: how Hollywood vilifies a people* (2006 ; Northampton, MA : Media Education Foundation), mp4, <http://www.documentarytube.com/videos/reel-bad-arabs-how-hollywood-vilifies-a-people>

353 Thomas Deltombe, *L'Islam imaginaire « La construction médiatique de l'islamophobie en France 1975-2005 »*, La découverte, 2005.

354 « Discrimination en raison de l'origine ethnique », SPF Belgium,

consulté le 30 janvier 2018, <http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=24200F>

355 « For equality, against discrimination », UNIA, consulté le 2 février 2018, <https://www.unia.be/en>

356 *Discriminations des étrangers et des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail de la Région de Bruxelles-Capitale : Recherche dans le cadre du Pacte social pour l'emploi des Bruxellois*, Université libre de Bruxelles, janvier 2005, <https://dipot.ulb.ac.be/dspace/bitstream/2013/17021/1/dp-0133.pdf>

détention préventive, d'être condamné à de plus lourdes peines que leurs concitoyens de souche, qui auraient commis le même type de délit et que les remises de peine ou les peines alternatives sont moins appliquées par les juges pour les cas impliquant des citoyens d'origine arabe.

Alors quels sont mes constats ?

Les médias, ont une responsabilité dans cette situation, car ceux-ci pour vendre du papier, de la pub et garder un audimat élevé, ils ont couvert les événements en cherchant le sensationnel et en acceptant d'inviter sur leurs plateaux des spécialistes, des politiciens qui surfent sur ces événements dans le but d'exister médiatiquement et de récolter les voix de ceux, à qui ils ont fait peur.

Les hommes politiques ont eu une responsabilité importante et à ce jour ceux-ci refusent de reconnaître leurs responsabilités et manquement passés en termes de politique d'éducation, de politique d'emploi, de gestion de l'espace public etc. La seule réponse qu'ils nous proposent aujourd'hui est : le tout sécuritaire et une stigmatisation plus grande encore d'une frange importante de la population.

La troisième est une réflexion en direction de la communauté musulmane et de ses composantes (acteurs associatifs, intellectuelles, imams etc.) qui doivent également jouer leur rôle, en prenant la parole sur la scène médiatique.

Je suis conscient que cela est compliqué, ils ont été collectivement humilié, discriminé, dévalorisé, stigmatisé, dénigré, blessé, mais malgré tout leur rôle reste primordial.

Je travaille énormément avec les jeunes sur les questions de l'engagement et c'est à chaque fois une occasion pour leur transmettre des outils qui vont les aider à être des acteurs de changement, là où ils se trouvent. C'est à chaque fois un mixte entre ce que nous leur transmettons et leur propre expérience qu'ils ont acquis tout le long de leurs trajectoires personnelles.

Nous leur rappelons que c'est en étant présent sur le terrain, sur le net et/ou dans les médias sociaux qu'ils vont à terme développer des compétences qu'ils pourront transmettre aux générations futures.

De nos jours, les acteurs associatifs issus de la « communauté » musulmane sont souvent hésitant et dans beaucoup de cas incapables de prendre la parole et lorsque l'un d'entre eux prend la parole, il est trop souvent dénigré par ses pairs qui considèrent qu'il n'est pas représentatif de la communauté, qu'il n'est pas à la hauteur, qu'il n'a pas la légitimité. Je pense donc, qu'il faut travailler avec les jeunes générations

et leur donner les outils qui vont les aider à exprimer leur ressenti, à raconter leur histoire, leur expérience, leur manière de voir la société dans laquelle ils vivent. Il faut aussi, constamment leur rappeler l'importance de dénoncer les dénis de droit dont ils sont témoins ou dont ils sont victimes, car cela permet d'une part d'éduquer les membres de nos sociétés au fait que les droits fondamentaux sont inaliénables et les enfreindre est un crime et d'autre part cela permet aux victimes d'éviter les frustrations qui peuvent se transformer à terme en des formes de violence. Il faut également leur réapprendre à s'indigner face aux injustices, de manière à contrer la banalisation de la violence que l'on constate de plus en plus et qui est le fruit de nos sociétés modernes.

Je pense donc, qu'il faut travailler avec les jeunes générations et leur donner les outils qui vont les aider à exprimer leur ressenti, à raconter leur histoire, leur expérience, leur manière de voir la société dans laquelle ils vivent.

Les jeunes manquent de modèles ; tout ce qui les entoure n'est qu'échec. Il est extrêmement important pour eux de réaliser que certains réussissent. Les chefs d'entreprise, les dirigeants d'organisations, les universitaires et les intellectuels devraient servir de modèles en s'exprimant, en donnant l'exemple, et en prenant le temps de partager leurs expériences. Je travaille beaucoup avec les jeunes sur des questions d'engagement, et à chaque fois, c'est une occasion de leur offrir des outils qui les aideront à être des agents de changement, où qu'ils soient. Chaque fois, c'est un mélange de ce que nous leur offrons et de leurs expériences qu'ils ont accumulées tout au long de leur vie. Nous devons leur rappeler que c'est en étant sur le terrain, sur le Web ou sur les médias sociaux qu'ils développeront, au fil du temps, des compétences qu'ils pourront transmettre aux générations futures. Il faut leur rappeler également qu'être acteur de changement s'est réussi des choses mais c'est aussi faire des erreurs, car celles-ci vont leur permettre d'apprendre. Comme disait le philosophe allemand Friedrich Nietzsche « Tout ce qui ne tue pas rend plus fort ».

L'exemple du comédien belge Ismael Saïdi qui a pris la parole en publiant une carte blanche dans la presse belge est assez intéressant. Celui-ci a diffusé une réponse à la question que beaucoup de Belge

se posaient, qui était « pourquoi les musulmans ne sont pas descendus en masse dans les rues après les attentats de Bruxelles ». Sa réponse fut d'une simplicité déconcertante, mais il a fallu l'écrire et il a fallu qu'elle soit publiée pour permettre à beaucoup de reconnaître la réalité. En résumé, celui-ci a répondu en décrivant les fonctions que remplissaient les musulmans le jour même des attentats. Il a rappelé que des victimes étaient musulmanes, que des ambu-

Il faut leur rappeler également qu'être acteur de changement s'est réusé des choses mais c'est aussi faire des erreurs, car celles-ci vont leur permettre d'apprendre.

lanciers, des policiers, des chauffeurs de taxis, des chauffeurs de bus et des métros étaient musulmans également. Que des mères musulmanes ont attendu le retour de leur enfant ce jour-là et qu'il n'est jamais rentré. Cette réponse a été un succès car elle venait du cœur et a mis en lumière des points qui étaient en fin de compte évidents.³⁵⁷

D'autres associations font un travail de qualité sur le terrain et utilisent les médias sociaux pour transmettre leur message au plus grand nombre. Une association à Bruxelles a pris l'initiative de distribuer des roses dans une rue commerciale de la capitale, chaque rose était accompagnée d'une « parole de sagesse exprimée par le prophète de l'islam », mettant en évidence le message de paix et de tolérance que véhicule l'islam. Une vidéo a été diffusée³⁵⁸ et la presse a couvert l'événement.³⁵⁹ La vidéo montre des personnes réagir de manière très positive à cette initiative.

Ce sont-là, des types d'initiatives qui peuvent selon moi avoir un effet positif sur celles et ceux qui les regardent quel que soit leur religion et qui peuvent, selon moi aider à donner une image qui soit différente de celle véhiculée par certains médias. Pour finir, je suis conscient que ceci ne résout pas tous les problèmes, mais cela donne aux jeunes des outils qu'ils vont pouvoir mobiliser lorsqu'ils vont se trouver face à l'une ou l'autre situation ou lorsqu'ils se trouveront face à un obstacle dans leur parcours de vie.

357 Ismael Saidi, « Pourquoi les musulmans ne descendent pas dans la rue pour condamner ? Parce que... » Le Soir, le 23 mars 2013, <http://plus.lesoir.be/32156/article/2016-03-23/ismael-saidi-pourquoi-les-musulmans-ne-descendent-pas-dans-la-rue-pour-condamner>

358 « Fleurs de 1400 ans, » Success Media, le 9 janvier 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=pQOKEE-KwPE>

359 « Hicham agit, avec des roses: J'ai un garçon de 6 ans et j'aimerais qu'il puisse grandir dans un milieu encadré et rassurant, » le 23 janvier 2016, <https://www.rtl.be/info/vous/temoignages/hicham-agit-avec-des-roses-j-ai-un-garcon-de-6-ans-et-j-aimerais-qu-il-puisse-grandir-dans-un-milieu-encadre-et-rassurant-694072.aspx>

La mosquée et la construction de remparts contre l'islamophobie

Imam Hatem Achikhan

Paris, France

Introduction

Je voudrais souligner que cet article est avant tout le témoignage et la réflexion d'un acteur local et que, pour cette raison, il ne répond pas aux exigences d'un travail scientifique. Il s'agit d'une réflexion à dimension heuristique sur une réalité et une expérience vécue, conduisant à un ensemble de propositions.

Les attentats du 11 septembre ont marqué une nouvelle étape, « celle de confondre terrorisme et religion ». Depuis, nous avons assisté à la montée d'un certain discours politique et médiatique qui pose l'islam comme non intégrable à la modernité occidentale. Ce discours particulièrement agressif envers l'islam et les musulmans encourage, sans en être la cause directe et unique, la multiplication d'actes islamophobes à l'encontre des personnes et des édifices musulmans surtout avec les attentats meurtriers qui ont frappé la France.

Ainsi, les musulmans de France se sont trouvés d'une part face un extrémisme violent qui a une interprétation corrompue et pervertie des textes religieux et qui sait mobiliser les registres de l'humiliation, de l'injustice, de l'islamophobie et d'autres en surfant sur les frustrations de certains jeunes. Et d'autres part, face à une injonction de dénoncer et de se désolidariser de manière collective et « communautaire » ces actes de violence. Injonction faite souvent sur un registre de suspicion et de stigmatisation.

Il est de notoriété, de savoir qu'en France les musulmans ne constituent pas une communauté à part. Il n'existe pas une « communauté homogène d'individus unis par des valeurs et des croyances communes qui adoptent en toutes circonstances les

mêmes pratiques découlant d'une observance stricte de la religion ».³⁶⁰ Il existe plutôt « des communautés ». D'abord, il y a la présence récente des musulmans sur le territoire français, surtout après la fin de la deuxième guerre mondiale et durant les trente années glorieuses qui fait que les liens ethnico-nationaux avec les pays d'origine sont encore actifs mais aussi, le fait que l'islam à l'instar des autres religions présentes sur le territoire français n'est pas organisé d'une manière centrale et ne possède pas une hiérarchie religieuse qui fait autorité.

Cette faible structuration rend difficile l'émergence d'une stratégie ou d'une action de « la communauté » pour faire face à cette islamophobie montante. Si nous assistons à des actions d'acteurs musulmans tel le travail du CCIF (le Collectif Contre l'Islamophobie) ou celui de l'observatoire de l'islamophobie (organe du Conseil Français du Culte Musulman), ou d'actions d'acteurs non musulmans, généralement de gauche, comme les initiateurs de la journée internationale contre l'islamophobie, la majorité des acteurs locaux, à savoir les mosquées et les associations musulmanes qui gèrent des lieux de culte, restent loin de ses actions de portée nationale. Et ce, à cause de la faible structuration de ces acteurs, de l'absence d'une stratégie au niveau national, de l'absence de personnalités jouissant d'une légitimité nationale auprès des musulmans de France ou de la réalité de leurs pouvoirs, généralement asymétriques, face à celui des autorités locales ou préfectorales.

Cela dit, Le fait que l'espace local est relativement indépendant de l'espace national, qu'il n'est pas automatiquement la caisse de résonance des débats et polémiques nationales et qu'il permet des

360 Franck Fregosi, « Polyphonies et ploymorphies musulmanes en France, » dans Le devenir de l'islam en France, Ghaleb Bencheickh éd. (Paris : Desclée

de Brouwer, 2013).

débats et des actions dépassionnées et non idéologiques, il permet aux acteurs musulmans locaux de pouvoir construire en amont des actions et des solidarités qui peuvent être des remparts contre la montée de l'islamophobie.

Ainsi, à travers des réflexions sur la formation des imams, l'action citoyenne de la mosquée, sa relation avec les autorités locales et son engagement dans le chemin du dialogue interreligieux sont autant de piste pour favoriser la promotion du vivre ensemble et du faire ensemble et créer ainsi les conditions qui permettent de faire face à une islamophobie parfois « ordinaire et quotidienne ».

La formation des imams et des cadres religieux

Comme mentionner ci-dessus, la majorité des mosquées présente sur le territoire dans lequel je suis présent sont des entités indépendantes. Elles sont nées du besoin des musulmans habitants les villes de ce territoire de se doter de lieux de culte digne et de pouvoir prier dans des conditions honorables. Les logiques de construction de ces lieux de cultes sont pratiquement les mêmes et l'émergence d'une élite représentantes de ces lieux de cultes ne relève ni d'une formation préalable, ni d'un processus de désignation pyramidale par une structure nationale. Ils apprennent sur le tas « le métier de dignitaire religieux », la prise de parole public, la négociation avec les pouvoirs publics, la gestion administratives et financière d'un lieu de culte. Etc.

Ce qui est dit pour le responsable d'un lieu de culte est dit pour l'imam officiant. Certes, il y a des imams envoyés par les pays d'origine, surtout le Maroc, l'Algérie et la Turquie, mais d'une part leur nombre est tellement infime 10 à 15 % de l'ensemble des imams en France, et d'autre part leur connaissance de la langue, des institutions et du contexte français sont rudimentaires et inopérantes voire nulles et inefficaces.

Deux instituts de formation de cadres religieux existent à ce jour, mais ils sont loin de répondre aux besoins des mosquées en termes de cadres religieux formés et compétents et bon nombre de ces imams formés ne prennent pas le chemin des mosquées pour la simple raison que les imams ont un statut peu valorisé socialement et peu rémunéré financièrement.

Malgré ces conditions handicapantes, nous avons pu mettre en place un conseil des imams du département qui se réunit deux à trois fois l'année

pour débattre, dialoguer, se consulter, se partager les expériences.

Plusieurs pistes sont mises ou vont être mise en place pour rendre le discours de nos imams, audible, efficace et légitime.

1. Faciliter l'accès des imams, qui ont en besoin, à une formation universitaire diplômante en FLE (français langue étrangère)
2. Encourager les imams et les cadres religieux à suivre le cursus du « diplôme universitaire DU de formation civique et civile à la Sorbonne ou à l'Institut des études politiques de Paris
3. La mise en place d'un fonds de documentation numérique accessible à tous les imams
4. La formation dans la communication et la prise de parole publique ainsi qu'à l'utilisation des réseaux sociaux et de la publication sur le net
5. Le développement d'un discours axé d'abord sur les valeurs et sur l'éthique. Faire valoir d'abord les principes de paix, de dignité, de justice, de convergence et d'action commune
6. Mettre en place les défaillances des discours littéralistes basés exclusivement sur le halal et le haram en s'éloignant des polémiques stériles

Action citoyenne de la mosquée

La mosquée est la manifestation la plus emblématique de la présence de l'islam sur l'espace public. Elle est aussi l'une des rares institutions mobilisatrices des musulmans en France. Nous avons vu ci-dessus que « la communauté musulmane » n'existe pas en France, qu'il y a « des communautés musulmanes ». Cette pluralité est due aux origines ethniques des musulmans, aux appartenances aux différents courants de l'Islam en France ou tout simplement liée à des trajectoires personnelles multiples et différentes des acteurs de l'Islam de France.

Ainsi une mosquée sur un territoire local bien défini devient « une communauté » en soi. Elle arrive à faire entendre son message et sa voix auprès de centaines, voire de milliers de croyants musulmans à travers sa mobilisation pour fédérer les croyants autour de son projet de construction ; le réseau de donateurs locaux qu'elle développe dans le temps ; les parents d'élèves qui sollicitent la mosquée pour pouvoir faire bénéficier à leurs enfant l'enseignement de la religion et de la langue arabe, sa communication comme la lettre mensuel, le mailing,

la mobilisation autour des fêtes et des actions religieuses, etc.

Avec ce maillage et cette capacité de mobiliser et de fédérer, la mosquée devient malgré elle un acteur majeur de la cité. Elle devient un acteur politique au sens le plus large. Dans la préface de son livre « les processus de la politisation » Jacques Lagroye écrit : « Chaque société nourrit [...] l'ordre politique de ce qu'elle est, c'est-à-dire des relations qu'y entretiennent groupes et individus, des soucis et des croyances dont ils sont porteurs. Aussi spécialisé soit-il, l'espace de la politique est façonné par les activités sociales les plus diverses, économiques, religieuses ou culturelles ». ³⁶¹

Dire cela, c'est montrer l'importance que la mosquée doit porter pour son implication dans le tissu citoyen local. Comment il doit impérativement sortir d'un statut d'un spectateur à la marge de la cité pour prendre des responsabilités à la hauteur de sa capacité réelle à être un élément mobilisateur, fédérateur et constructif. Et cela en respect total des lois de la République.

La manifestation la plus basique de cet engagement civique et citoyen des lieux de culte est l'appel permanent à chaque échéancier électoral pour s'inscrire sur les listes électorales, aller voter et d'interpeller leurs élus en tant que citoyens et administrés. C'est l'appel aussi aux musulmans à s'engager dans les différents partis politiques et associations et développer ainsi une culture civique et politique synonyme d'une connaissance profonde du contexte local. Il ne s'agit pas du tout, et ce n'est pas absolument une de ces missions, que la mosquée porte un projet ou une couleur politique ni de porter une parole qui ne cherche qu'à protéger une présumée spécificité musulmane ou défendre « les intérêts de la communauté ».

L'engagement auquel doit appeler la mosquée est celui de l'engagement de proximité dans le quartier ou la ville. Celui de partager avec ces concitoyens leur souci concernant l'éducation, la solidarité, la sécurité, l'emploi, etc.

La relation avec la mairie

Généralement, le projet de la construction d'une mosquée est toujours l'acte fondateur de la relation entre le maire, le premier édile de la ville, et les futurs représentants du culte musulman dans la

ville. Cela dit, la mairie est appelée à gérer un ensemble d'autres dossiers liés au culte musulman et à la présence musulmane dans la cité. Les carrés musulmans dans les cimetières, les cantines scolaires, le prêt des espaces publics pour des manifestations religieuses, parfois les questions relatives à l'abattage rituel, les subventions pour les associations culturelles musulmanes, etc.

Dire cela, c'est montrer l'importance que la mosquée doit porter pour son implication dans le tissu citoyen local. Comment il doit impérativement sortir d'un statut d'un spectateur à la marge de la cité pour prendre des responsabilités à la hauteur de sa capacité réelle à être un élément mobilisateur, fédérateur et constructif. Et cela en respect total des lois de la République.

Nous avons noté là-haut que ce qui donne de l'importance à l'espace local c'est son indépendance relative de l'espace national. Il est doté d'une dynamique propre à lui qui permet de développer « des approches moins idéologiques de la question musulmane et qui favorisent les négociations, les médiations et la recherche de compromis souvent improbable au niveau national ». C'est une situation inédite et paradoxale. D'une part, la tradition française de gérer le dossier des cultes est très centralisée et d'autres part, c'est le maire en tant qu' élu local qui se trouve à faire face à un ensemble de requêtes et de demandes d'ordre culturel auxquels il doit apporter réponse. Il est nécessaire de rappeler que la gestion d'un dossier de construction de mosquée dans une ville ne se résume absolument pas à une gestion technique et urbaine, comme pour tout autre dossier de construction, ou à une simple réponse à un besoin culturel des administrés.

Il s'agit d'abord d'une nouvelle interaction et d'une connaissance mutuelle ayant lieu dans des conditions d'inégalité. Dans son livre *Le maire et la mosquée*, Françoise Duthu montre que le maire et ses points de vue jouent un rôle déterminant quant à la forme que peut prendre un lieu de culte ou un projet de construction d'une mosquée. ³⁶² Franck Frégosi a identifié huit postures que les maires adoptent dans

361 Jacques Lagroye, « Les processus de la politisation », *Politica & Sociedade* 16.37 (décembre 2017) : 18-35.

362 Françoise Duthu, *Le maire et la mosquée* (Paris : L'Harmattan, 2008).

leurs politiques à l'égard du culte musulmane, allant des « volontaristes ambitieux » aux « nostalgiques sécuritaires ».³⁶³

Le maire aussi sait qu'il a entre ses mains un dossier hautement sensible, et généralement sa connaissance des porteurs de tels projets est sommaire, voire inexistantes. Selon sa culture du fait religieux, les représentations qu'il a de l'islam en France et de ces acteurs, ses appréhensions électorales et politiques ou tout simplement sa peur de déléguer ce dossier à des « radicaux », sa décision va être prise de travailler ou non avec les représentants d'une association ou les porteurs d'un projet. Cette dichotomie entre modérés et radicaux, faussée parfois par un discours médiatique alarmant, pousse les maires à vouloir choisir, voire nommer des représentants dignes d'être des interlocuteurs officiels. Parfois, « la question électorale se pose toujours en filigrane. Elle ne détermine pas l'ensemble des décisions en matière d'islam, parfois guidées par la nécessité de construire des liens dans certains quartiers, parfois guidées par les vertus de paix sociale prêtées à la religion, etc. Mais la perspective d'être réélu implique de trouver des voix dans les quartiers populaires, et on va parfois prêter à certains acteurs musulmans, parmi d'autres intervenants de terrain, une audience suffisante pour être convertie en capital électoral ».

L'engagement auquel doit appeler la mosquée est celui de l'engagement de proximité dans le quartier ou la ville. Celui de partager avec ces concitoyens leur souci concernant l'éducation, la solidarité, la sécurité, l'emploi, etc.

Il est nécessaire de mentionner que malgré les appels à la diversité, la question de « la photographie » est encore révélatrice de la faible participation des gens issues « des minorités visibles » dans le tissu électif local et national. « il suffit de prendre la photographie d'une assemblée élue, quelle qu'elle soit, dit-on, et une photographie de la population qui l'a élue, et la différence saute aux yeux. Dans la première (les élus) il y aura majoritairement des hommes, plutôt âgés et tous blancs, dans la seconde

(les électeurs) il y aura des hommes et des femmes de tous âges et de toutes origines ».³⁶⁴ C'est pour cela, Il faut d'une part encourager Les musulmans dans un contexte local à prendre goût de la chose publique, à s'inscrire dans dynamiques citoyennes locales et à favoriser une compréhension plus saine, plus juste et plus réaliste de l'islam et des musulmans loin des clichés véhiculer par un ensemble de médias dominants.

Il faut encourager ceux et celles qui ont les capacités et le désir à être des élus locaux et à participer à l'élaboration de politiques publiques locales, non comme je l'avais mentionné en haut, en tant que représentants d'une exception musulmane ou défenseurs d'une « communauté ». Mais en tant que symbole de cette inscription des musulmans dans le tissu national et porteur de propositions pour la cité loin du prisme du « problème musulman ».

Aussi, il faut encourager les responsables de mosquées et de lieux de cultes à bâtir des réseaux relationnels efficaces, francs et constructifs avec les autorités locales, départementales et régionales, mais aussi avec les acteurs civils et religieux dans la cité. Une formation continue et transversale est nécessaire pour réussir ce défi.

En outre, les chefs de mosquées et de lieux de culte devraient être encouragés à tisser des réseaux de relations efficaces, sincères et constructifs avec les autorités locales, départementales et régionales, ainsi qu'avec les acteurs civils et religieux de la ville. Une formation continue et interdisciplinaire est nécessaire pour relever ce défi.

Dialogue interreligieux

Lors de son homélie pour les victimes de l'église de Saint Etienne de Rouvray, surtout avec l'assassinat dans des conditions atroces du père Jacques Hamel, le cardinal Mgr Vingt Trois, ancien archevêque de Paris a dit : « On ne construit pas l'union de l'humanité en chassant les boucs-émissaires. On ne contribue pas à la cohésion de la société et à la vitalité du lien social en développant un univers virtuel de polémiques et de violences verbales. Insensiblement, mais réellement cette violence virtuelle finit toujours par devenir une haine réelle et par promouvoir la destruction comme moyen de progrès. Le combat des mots finit trop souvent par la banalisation de l'agression comme mode de relation.

363 Franck Frégosi, « New Muslims: between overexposure and invisibility, » *Esprit* 5 (mai 2014) : 65-77.

364 Martina Avanza, « Qui représente les élus de la 'diversité' ? Croyances partisans et points de vue de 'divers', » *Revue française de science politique*, 60.4 (2010) : 745-767.

Une société de confiance ne peut progresser que par le dialogue dans lequel les divergences s'écoulent et se respectent.³⁶⁵

Ce ton de l'apaisement, de ne pas chercher le bouc émissaire, de dépassionner le débat et de faire valoir le vivre ensemble et la cohésion sociale au détriment de discours alarmants violents et polémiques sont la marque de l'ensemble des discours officiels de l'église catholique. Dans notre ville, nous étions reçus en délégation musulmane par l'évêque de notre département, devenu archevêque de Paris. Dans son homélie de Noël, il a repris le sens de ces paroles du cardinal Vingt-Trois, celles de ne pas confondre terrorisme et religion, du vivre ensemble et du refus d'une prétention de confrontation islam/chrétienté. Un discours entendu et apprécié par des centaines de croyants présents lors de cette messe.

Le dialogue interreligieux lorsqu'il se transforme d'un dialogue savant réunissant des experts ou des personnalités de notoriété nationale en un dialogue « d'acteurs de terrain » porte ses fruits localement. C'est un dialogue qui permet l'expression des préoccupations quotidiennes et des angoisses existentielles des croyants. Un dialogue qui construit une confiance mutuelle, un respect partagé et une écoute constructive des croyants et aussi des cadres religieux. Un « dialogue dans lequel les divergences s'écoulent et se respectent ». Un dialogue qui fait naître des actions communes, des engagements partagés et la valorisation de la portée sociale des discours religieux. Aimer son semblable, être solidaire avec lui, défendre sa dignité et le servir car c'est un frère en humanité.

Je note aussi, l'intérêt que porte les autorités locales ainsi que les responsables préfectoraux à ce dialogue interreligieux et parfois interreligieux et civique. Au-delà, d'un simple intérêt à soigner des relations entretenues avec les représentants de tous les cultes dans la ville, la promotion institutionnelle de ce dialogue montre son efficacité dans la construction du « vivre ensemble » et sa capacité à

créer des liens sociaux et à combattre les préjugés et les clichés véhiculés par certains médias nationaux. Ainsi les mairies ouvrent les portes de leurs salles publiques et les responsables locaux assistent à de telles manifestations.

Le dialogue interreligieux lorsqu'il se transforme d'un dialogue savant réunissant des experts ou des personnalités de notoriété nationale en un dialogue « d'acteurs de terrain » porte ses fruits localement. C'est un dialogue qui permet l'expression des préoccupations quotidiennes et des angoisses existentielles des croyants. Un dialogue qui construit une confiance mutuelle, un respect partagé et une écoute constructive des croyants et aussi des cadres religieux.

Conclusion

Enfin, le comme vous pouvez le constater, le but de ce papier est de montrer qu'en l'absence de structure nationale forte et légitime et en l'absence de stratégies globale et d'étendue nationale pour endiguer ce problème de montée de l'islamophobie, le rôle de ces centaines de mosquées indépendantes est très important dans la mise en place d'actions locales capables de constituer des remparts locaux contre l'islamophobie.

La préparation de kits pratiques sur l'ensemble des questions évoquées, La formation et l'accompagnement des imams, des cadres religieux, des responsables et de tous les autres intervenants dans la gestion du culte au sein de ces mosquées sont nécessaires et primordiaux.

Ainsi, nous pouvons les emmener à construire progressivement une capacité de réflexion, de mobilisation et d'action tout en bénéficiant des capacités et des opportunités que permet le champ local.»

365 Cardinal André Vingt-Trois, « Homélie du cardinal André Vingt-Trois – Messe pour les victimes de Saint-Étienne du Rouvray », l'église catholique à

Paris, le 27 juillet 2016, <https://www.paris.catholique.fr/homelie-du-cardinal-andre-vingt-40311.html>

Élaboration d'une réponse durable et stratégique à l'islamophobie : Les leçons de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud

Ambassadeur (ret.) Ebrahim Rasool

Fondation World for All (Un monde pour tous)

Ce qui rend le travail du Centre Carter unique, c'est sa capacité à ne pas suivre le troupeau, à considérer les deux faces de la médaille et à prendre en compte les causes et les effets. Il en est ainsi pour son travail sur l'islamophobie. Le troupeau traite l'extrémisme violent en s'intéressant uniquement aux symptômes, aux effets. Ceux-ci sont évidemment à prendre en compte, mais l'extrémisme au nom de l'islam et des musulmans est également dû, en grande partie, à l'ampleur de l'islamophobie dans le monde—vu la facilité avec laquelle on impose l'occupation, la dictature et les guerres sur les terres à majorité musulmane—et à la discrimination contre les musulmans au niveau individuel et social dans les pays minoritairement musulmans.

Toutefois, les musulmans qui mènent la lutte contre l'islamophobie auraient tort de répéter l'erreur de perspective du troupeau qui traite l'islamophobie comme un problème isolé et sans aucun antécédent (un monde qui connaît un sectarisme accru contre tous ceux qui sont différents), tout en niant ses conséquences (que les extrémistes commettent des actes terribles qui suscitent la peur au nom de la lutte contre l'islamophobie). Il serait arrogant de considérer l'islamophobie comme la discrimination la plus grave ou de la placer en tête de liste des problèmes de sectarisme dans le monde. En effet, l'islamophobie fait partie d'une famille de pathologies, qui doivent toutes être combattues.

Le monde dans lequel nous vivons : domination et « altérisation »

La mondialisation relie, au moyen de la technologie et de la communication, ce qui a pu être historiquement séparé et indépendant. Aujourd'hui, il nous est demandé de relier des points apparemment

disparates—des phénomènes, des événements ou des influences qui semblent être indépendants, mais qui, en fait, pourraient être profondément liés ou remonter à une source ou à une origine unique. Cette évidence n'a jamais été aussi apparente qu'à notre époque actuelle. Nous sommes obligés de faire face à des idéologies apparemment contradictoires, à des choix politiques qui semblent distincts, à des causes visiblement divergentes de la mobilité des personnes ou aux recours vraisemblablement discrets au sectarisme. Il s'agit d'un seul ensemble intégré de défis.

Nous vivons dans un monde caractérisé par des extrémismes concurrents, l'un, informel et dangereux, agit au nom de l'islam et des musulmans, tandis que l'autre, formel et dangereux, est élu au pouvoir, applique les lois et commande des forces armées. Nous vivons dans un monde où l'aspiration des musulmans aux droits, à la liberté et à la démocratie a été étouffée, ce qui a redonné aux dictateurs et aux régimes autoritaires un nouveau souffle. L'extrémisme formel permet aux dictateurs de jouir d'une impunité au nom de la lutte contre l'extrémisme informel.

Nous vivons dans un monde où l'avidité des élites, les choix politiques des décideurs et les effets du changement climatique s'associent pour appauvrir un plus grand nombre de personnes, les condamnant au chômage, à la faim et à la maladie. Par conséquent, les inégalités se creusent tant à l'intérieur des pays qu'entre les différents pays et hémisphères.

Tout cela crée à son tour des schémas de migration à l'intérieur des pays et entre eux. Les habitants des zones rurales se déplacent vers les villes tandis que les habitants des pays en développement migrent vers les pays développés. Les réfugiés des guerres et

des conflits se joignent aux réfugiés de la pauvreté et de l'oppression dans une marche vers un espoir d'opportunités. Aujourd'hui, cette marche se heurte à de plus en plus d'hostilité qui prend la forme d'interdictions de voyage pour ceux qui sont en route et d'« altérisation » pour ceux qui se trouvent déjà en Occident.

En fait, ces phénomènes sont interdépendants et se renforcent mutuellement.

La nature du problème a changé

Étant donné l'omniprésence et la gravité des problèmes auxquels nous sommes confrontés, il est raisonnable de supposer que la nature du problème a fondamentalement changé. L'ampleur des migrations, le nombre des réfugiés, l'instantanéité de la communication et l'interdépendance de ces phénomènes difficiles signifient que ni un rafistolage des contours ni un big-bang du noyau ne permettent de résoudre efficacement ces crises.

Lorsque des penseurs et des praticiens se rassemblent pour trouver des solutions à un aspect du problème — comme pour lutter contre l'islamophobie -, nous devons tenir compte de ses liens avec d'autres phénomènes et de la nature profonde du problème. Il est temps d'agir autrement.

Alors qu'auparavant nous devions traiter des problèmes et des crises qui étaient identifiables puisque nous les avons déjà rencontrés, et qu'ils s'inscrivaient dans la catégorie des problèmes compliqués mais gérables, nous devons aujourd'hui admettre que les crises actuelles sont complexes car elles sont sans précédent. Alors qu'auparavant, nous étions tout à fait convaincus que nous pourrions résoudre les problèmes et les crises auxquels nous étions confrontés car ils ne comportaient que peu d'inconnues, nous devons maintenant admettre que nos crises actuelles ne reposent plus sur de telles formules accessibles et appartiennent donc à la catégorie des problèmes insolubles. Et alors qu'auparavant, une bonne gestion reposait sur l'harmonisation des aspects et des intérêts concurrents liés au problème et à la crise, nous sommes aujourd'hui tenus d'exercer un leadership pénible pour effectuer des compromis difficiles lorsque nous faisons face à nos défis.

Leadership intègre

Le changement de nature des problèmes et des crises auxquels nous sommes confrontés exige un changement de nature du leadership que nous devons exercer. D'une part, ce leadership doit être

différent de ce que nous avons assuré auparavant : axé sur les problèmes ; spécifique à la circonscription ; organisations indépendantes ; dépenses déséquilibrées favorisant les infrastructures plutôt que les programmes sur le terrain.

D'une autre part, notre leadership doit se distinguer de ceux contre qui nous luttons. Nous ne pouvons pas être le reflet des populistes auxquels nous nous opposons : ils répandent la peur, diabolisent ceux qu'ils craignent et affrontent, exploitent les pires instincts des gens, savent à qui et à quoi ils s'opposent et se concentrent uniquement sur le court

Lorsque des penseurs et des praticiens se rassemblent pour trouver des solutions à un aspect du problème — comme pour lutter contre l'islamophobie -, nous devons tenir compte de ses liens avec d'autres phénomènes et de la nature profonde du problème.

terme. Nous devons être populaires, pas populistes !

Être populaire est le résultat d'un processus. Ce que nous devons faire, c'est relier les réalités vécues par les gens à des causes plus profondes qui ne sont pas immédiatement apparentes ; les gens ressentent leurs propres souffrances causées par l'islamophobie, mais ne s'associent pas aux souffrances des autres qui peuvent être, par exemple, victimes de racisme ; les gens maudissent les causes de la discrimination qui les touche, mais peuvent eux-mêmes être coupables de discrimination à l'égard d'autrui — comme la misogynie ; les gens craignent les auteurs d'actes de discrimination qui les visent et ne sont peut-être pas conscients de leur force potentielle ; et les gens peuvent se sentir seuls et ne pas avoir le courage de s'opposer à la discrimination à moins qu'ils découvrent le pouvoir des coalitions et des alliances.

Un leadership intègre signifie relier ces points qui semblaient être disparates, révéler les liens, susciter l'empathie envers les autres malgré des différences réelles ou apparentes, et rendre de plus en plus populaire cette forme de leadership initiale qui semblait impopulaire. Un leadership populaire intègre ne cache pas la vérité, mais rend la vérité acceptable et populaire. Ceci est fondamentalement différent du paradigme nostalgique du leadership — revenons aux États-Unis qui étaient un pays d'immigrants — ou du leadership démagogue qui est actuellement à l'origine du problème. Nous avons besoin de leadership

stratégique.

Relier les points – la généalogie du sectarisme

Les différentes formes de sectarisme remontent à une seule source. À notre époque contemporaine, nous pouvons associer les processus d'« altérisation » à un péché originel : l'invasion coloniale, la dépossession et la déshumanisation. Justifié par un mélange de théologie (l'infériorité de ceux qui ne sont pas chrétiens) et de biologie (l'infériorité des non-Blancs dans l'évolution), ce péché originel a altérisé et déshumanisé les non-Européens, permettant ainsi des génocides ainsi que la dépossession et la réduction en esclavage de ces personnes. Ce traitement était institutionnalisé là où les puissances coloniales étaient implantées dans les territoires colonisés. Il est aujourd'hui institutionnalisé là où les anciens colonisés se sont installés dans les centres coloniaux.

Ce péché originel a été perpétué non seulement par la notion d'infériorité de l'autre, mais surtout par l'ignorance de l'essence même de l'autre et, de plus en plus, par la peur. La peur et l'ignorance pourraient être considérées comme les grands-parents de la famille du sectarisme. La peur, étant fondée sur un instinct irrationnel, peut souvent être excusée en étant qualifiée d'instinctive, alors que l'ignorance ne peut être tolérée comme telle. À l'ère de l'hyper-connectivité, il est possible de vaincre l'ignorance en s'éloignant des stéréotypes et de l'essentialisation. En effet, en apprendre davantage sur la communauté, la religion, les traditions, la culture et le mode de vie de l'autre, tout en restant isolé dans notre village planétaire, peut souvent être un choix auto-imposé.

La génération qui succède à la peur et à l'ignorance est celle des préjugés et de la discrimination. Cette génération subsiste que ce soit de manière formelle — institutionnalisée comme l'apartheid — ou informelle dans le cadre des rencontres quotidiennes entre différentes personnes. Encore une fois, les préjugés peuvent être une réaction naturelle et pardonnable aux différences rencontrées, surtout lorsqu'on manque de connaissances. L'on peut avoir tendance à tomber dans les stéréotypes et les généralisations véhiculées par les nombreuses caricatures qui servent à représenter l'autre. Cependant, on n'a pas le droit de transformer ses préjugés en discrimination active, que ce soit dans le cadre d'interactions personnelles ou d'institutions sociales. Le jugement porté dans son cœur ou dans son esprit ne doit pas

se traduire en paroles haineuses, en comportements intolérants, en normes sociales discriminatoires, en exclusions légalisées ou en pratiques institutionnelles inégales.

Les descendants des préjugés et de la discrimination sont, à leur tour, d'innombrables -ismes et phobies. Cette fratrie possède la combinaison génétique de toute leur généalogie : Ses membres bénéficient souvent du péché originel et continuent de nier leur complicité à cet égard ; ils ont préféré ignorer l'autre et cultivent en eux la peur de l'autre ; ils se fondent sur leurs préjugés et cherchent des moyens d'institutionnaliser la discrimination. Ainsi, la différence devient division et la diversité devient discorde.

La fratrie, qui compte l'islamophobie parmi ses membres, inclut le racisme envers les personnes à la peau plus foncée, le sexisme envers les femmes, l'antisémitisme envers les juifs (d'autres Sémites sont délibérément exclus de cette forme de discrimination, mais peuvent être inclus dans d'autres formes), la xénophobie envers les étrangers et l'homophobie envers les personnes ayant une orientation sexuelle différente. La vague de l'islamophobie a frappé de plus en plus fort au cours des dernières années en raison de la crainte et de la haine de l'islam et des musulmans qui ont été historiquement nourris par les effets persistants des croisades et de l'orientalisme et, plus récemment, par les projets coloniaux et sionistes dans les pays musulmans et leurs conséquences regrettables qui se sont traduites en extrémisme et en terrorisme au nom de l'islam et des musulmans à l'époque contemporaine.

Combattre un système unique et intégré du mal

Reconnaître l'islamophobie, en tant que membre d'une lignée multi générationnelle et phénomène au sein d'une fratrie diabolique, aura des répercussions sur la façon dont nous comprenons l'islamophobie et la combattons. Cette réalité conceptuelle s'est imposée aux musulmans sud-africains qui faisaient partie d'une société fondée sur l'apartheid.

L'islamophobie a certainement existé dans l'histoire de l'Afrique du Sud. L'islam, en tant que religion, a été interdit pendant plus de 100 ans. Sa pratique a été prohibée et sanctionnée, ses dignitaires ont été localement exilés là où ils ont été exilés de leur lieu d'origine et ses fidèles ont été forcés de recourir à des subterfuges. Pendant l'apartheid, l'islam n'était pas reconnu comme une religion (il a

été déclaré « fausse religion ») ; ainsi, les mariages musulmans n'avaient pas de statut et les enfants issus de ces mariages étaient inscrits dans les registres comme étant illégitimes. L'islamophobie était certes omniprésente et avait des effets dévastateurs pour les musulmans, cependant, elle n'est jamais devenue un sujet dominant et bouleversant dans les discours des Sud-Africains, ni même des musulmans du pays.

Les dirigeants des musulmans sud-africains ont résisté à la tentation de monopoliser ou de mettre en exergue leurs souffrances dues à l'islamophobie, par respect pour l'ampleur des souffrances de Sud-africaines noires victimes de racisme et des mineurs d'autres États africains victimes de xénophobie. Les musulmans ont bien compris que, même s'ils souffraient d'islamophobie, la couleur de leur peau faisait également d'eux des victimes de racisme et, les femmes étaient en plus des victimes de sexisme. Voici les points reliés qui illustrent la nature intégrée du mal auquel nous faisons face. Cette reconnaissance nous a permis de conclure que nous vainquons l'islamophobie lorsque nous combattons l'ensemble de la généalogie qui l'a créée et lorsque nous affrontons le membre le plus envahissant, le plus global et le plus dangereux de la fratrie : le racisme ! Chaque membre de la fratrie de la famille du sectarisme s'adapte à la communauté qu'il choisit d'opprimer.

C'est pour cette raison que les rangs du Mouvement de libération ont résonné avec les noms des héros musulmans, les musulmans ayant conclu des alliances et des coalitions avec toutes les idéologies pour vaincre l'apartheid. C'est pour cette raison que l'État de l'Afrique du sud qui a été conçu après l'apartheid a, en partie, conféré aux musulmans la dignité, l'égalité et la liberté d'être musulman, et les a protégés de toutes les formes de discrimination, y compris l'islamophobie.

Leçons tirées de l'Afrique du Sud pour vaincre l'islamophobie

Il serait utile pour la communauté musulmane du monde de tirer des leçons de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, et plus particulièrement de la manière dont les musulmans se sont positionnés dans ce combat, et ce, afin de mieux conceptualiser la lutte contre l'islamophobie, développer les compétences nécessaires, se dépasser, et mener le combat de manière inclusive, innovante et efficace.

Premièrement, combattez l'islamophobie, mais ne la fétichisez pas ! En fétichisant l'islamophobie, vous

risquez de la dissocier des autres formes de sectarisme comme si elle était complètement isolée, de monopoliser la souffrance qui en découle comme s'il n'existait pas d'autres victimes du sectarisme, ou de l'élever comme s'il s'agissait de la pire forme de sectarisme qui afflige la société. Cette attitude peut être arrogante et égocentrique et conduire à un cul-de-sac stratégique. L'islamophobie est mieux combattue dans les grandes batailles qui affligent l'ensemble de la société, et n'a besoin ni d'intérêt exclusif, ni de discours spécialisés, ni de véhicules spécifiques. Un tel intérêt particulier doit toujours s'inscrire dans le

Il serait utile pour la communauté musulmane du monde de tirer des leçons de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, et plus particulièrement de la manière dont les musulmans se sont positionnés dans ce combat, et ce, afin de mieux conceptualiser la lutte contre l'islamophobie, développer les compétences nécessaires, se dépasser, et mener le combat de manière inclusive, innovante et efficace.

cadre d'une lutte multidimensionnelle contre un seul mal intégré.

Deuxièmement, tendez la main aux musulmans et aux autres ! Les leaders de la lutte contre l'islamophobie doivent mobiliser les musulmans en tant que cible principale de l'islamophobie afin qu'ils ne tombent pas dans le statut de victime passive, mais qu'ils acquièrent plutôt la capacité d'agir contre ce fléau. Toutefois, la capacité d'agir n'est véritablement acquise que lorsqu'elle est transformatrice : les musulmans doivent voir la poutre qui est dans leurs yeux, notamment les formes de sectarisme qu'ils nourrissent eux-mêmes comme le sexisme et l'homophobie, sans parler de l'antisémitisme. En même temps, les leaders doivent tendre la main aux personnes victimes de racisme et de xénophobie afin qu'ils soient solidaires des victimes de l'islamophobie, tout en estimant que la mobilisation des musulmans permet de lutter aussi bien contre l'islamophobie que les formes de sectarisme qui touchent les autres.

Troisièmement, apprenez à travailler ensemble ! Travailler ensemble n'est pas un instinct, mais une compétence à acquérir. Lorsque des personnes ont la possibilité de travailler ensemble, elles peuvent plus facilement collaborer avec ceux qui leur ressemblent, mais rencontrent toutes sortes d'obstacles en

travaillant avec des personnes différentes. Apprendre à travailler ensemble suppose une compréhension des objectifs et des méthodologies : Si vous partagez des conceptions et des valeurs fondamentales de la vie, il vous est possible de former des alliances pour atteindre ces objectifs ; si vous avez des valeurs de mode de vie et des principes théologiques différents, mais que vous partagez l'objectif de vaincre le sectarisme, il vous est possible d'établir des coalitions plus souples ; et si vous trouvez très peu de points communs en matière de valeurs et d'objectifs, mis à part la souffrance partagée, vos intérêts peuvent converger sur des questions—déportations ou inter-

de l'islam et des musulmans. À la recherche d'un principe, ils conçoivent parfois les plus ignobles tactiques, et peuvent paradoxalement faire échec au principe même qu'ils prétendent promouvoir, comme la beauté et la miséricorde de l'islam. Ce qui manque dans notre calcul, c'est le milieu conjonctif : la stratégie. Comment pouvons-nous atteindre notre destination (nos objectifs de principe) en suivant un chemin durable (la stratégie) qui exige des partenaires et un sens pragmatique, et qui, à son tour, définit les mesures à prendre (la tactique) ? La stratégie va dans le sens des principes et garantit que la tactique est cohérente avec les objectifs nobles ; c'est elle qui constitue ce milieu que les musulmans peinent à atteindre.

Ce qui manque dans notre calcul, c'est le milieu conjonctif : la stratégie. Comment pouvons-nous atteindre notre destination (nos objectifs de principe) en suivant un chemin durable (la stratégie) qui exige des partenaires et un sens pragmatique, et qui, à son tour, définit les mesures à prendre (la tactique) ?

dictions de voyager—qui pourraient conduire à une coopération fondée sur ces questions.

Quatrièmement, évitez la passivité et l'insouciance ! Rester à l'abri d'une tempête de sectarisme et ne rien faire pour compromettre une existence déjà précaire est probablement un instinct que partage la majorité des gens. Ils peuvent donner à leur passivité une justification théologique (la prochaine vie sera meilleure) ou idéologique (je ne travaille pas avec des homosexuels), mais leur peur de participer à la lutte doit être minimisée grâce à un leadership responsable qui convainc au moyen d'un langage mesuré, propose des actions réalisables et atteint des objectifs modestes mais mesurables qui reflètent une volonté d'éviter l'insouciance, ce qui, autrement, aurait attiré les éléments les plus en colère, les plus aventureux et les plus extrêmes de la communauté.

Enfin, comblez le milieu manquant ! La communauté musulmane mondiale est admirablement très attachée aux principes. Ses membres sont souvent nobles au point d'être réticents à prendre des risques lorsqu'il faut agir, si cela est susceptible de violer leurs principes. En outre, ils peuvent être assez rusés en matière de tactique. Voilà la facilité avec laquelle les extrémistes ont défrayé la chronique au nom

Conclusion

L'ampleur et la nature de l'islamophobie, ainsi que ses liens avec toutes formes de sectarisme contre les peuples différents, laissent à penser que les défis auxquels sont confrontés les peuples « altérisés » sont sans précédent et vraisemblablement insurmontables. Il n'existe pas de formules prêtes pour affronter le sectarisme, mais il existe des exemples qui servent de leçons comme la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et la lutte pour les droits civils aux États-Unis. Alors que la première était un combat de libération nationale mené par la population majoritaire, la seconde était une lutte pour les droits politiques et socio-économiques d'une minorité. Néanmoins, les deux luttes défendaient la citoyenneté.

Lorsqu'on reconnaît l'idée que la citoyenneté est au cœur de la lutte contre l'islamophobie, et toutes les formes de sectarisme, elle devient le ciment qui unit toutes les personnes touchées par des manifestations de sectarisme dans leur combat commun. Ce point sera crucial à mesure que le sectarisme gagne en respect, occupe les discours dominants et trouve le pouvoir de légiférer des lois qui le protègent. Il est temps aujourd'hui d'adopter un leadership stratégique dans le combat pour une citoyenneté inclusive, égale et digne. Davantage de citoyens—même ceux qui ne souffrent pas directement de sectarisme—pourraient avoir intérêt à retirer les sectaires du pouvoir (comme Donald Trump), à entraver leur passage au pouvoir (Wilders et le Pen) ou à contrer leur impact (Brexit) pour des raisons autres que l'engagement contre le sectarisme.

L'omniprésence de l'islamophobie et des autres formes de sectarisme peut donner l'impression

qu'elles sont extrêmement solides et invincibles. Toutefois, cette omniprésence pourrait simplement être la dimension excessivement large qui convainc les victimes que leurs souffrances ne sont pas uniques et qu'elles doivent s'unir dans une bataille stratégique contre tout un système. C'est alors que les gens découvriront leur capacité d'agir, de se transcender et de tendre la main aux autres, et la capacité de participer à l'épopée des luttes qui définissent leur génération.

C'est alors que les gens découvriront leur capacité d'agir, de se transcender et de tendre la main aux autres, et la capacité de participer à l'épopée des luttes qui définissent leur génération.

THE
CARTER CENTER



One Copenhill
453 Freedom Parkway
Atlanta, GA 30307
(404) 420-5100

www.cartercenter.org